

L'APPLICATION
DE LA
LOI DU DIVORCE
EN FRANCE

TENDANCE GÉNÉRALE DE LA JURISPRUDENCE
RÉSULTATS SOCIAUX
PROJETS DE RÉFORME

Thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques

PAR

ALFRED VALENSI

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

AVOCAT AU BARREAU DE TUNIS



MONTPELLIER
IMPRIMERIE MESSIET ET JEANJEAN
14-16, RUE DES ÉTUDES, 14-16

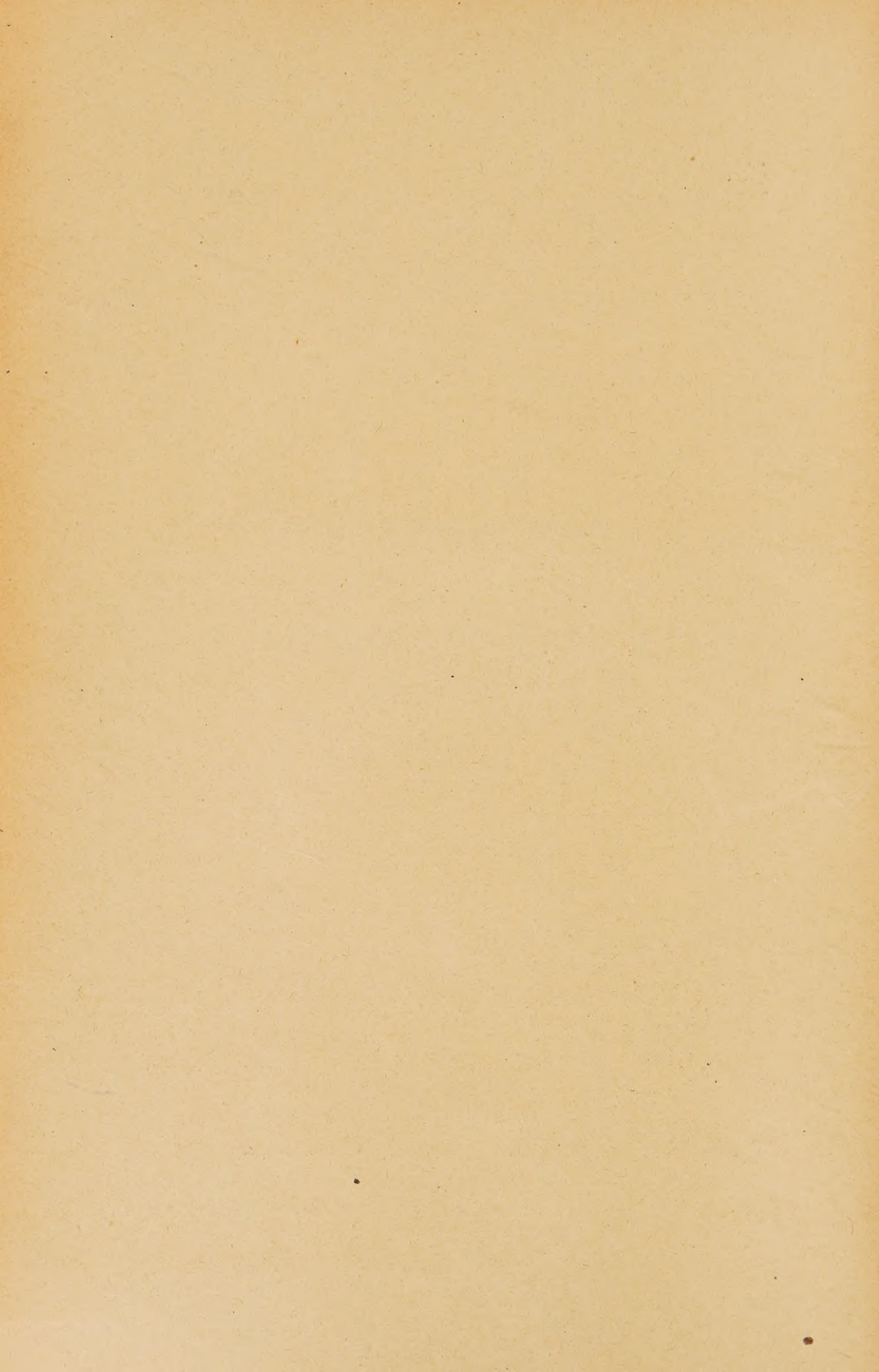
1905

L'APPLICATION

DE LA

LOI DU DIVORCE

EN FRANCE



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT.

L'APPLICATION
DE LA
LOI DU DIVORCE
EN FRANCE

TENDANCE GÉNÉRALE DE LA JURISPRUDENCE
RÉSULTATS SOCIAUX
PROJETS DE RÉFORME

Thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques

PAR

ALFRED VALENSI

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

AVOCAT AU BARREAU DE TUNIS



MONTPELLIER

IMPRIMERIE MESSIET ET JEANJEAN

14-16, RUE DES ÉTUDES, 14-16

1905

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Economie politique, en congé.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

Ebren, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.

Grangé, secrétaire,

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Charmont, *président*.

Chausse ,	}	<i>assesseurs.</i>
Margat ,		

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MES MAÎTRES DU LYCÉE CARNOT DE TUNIS

ET DE

LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MEIS ET AMICIS

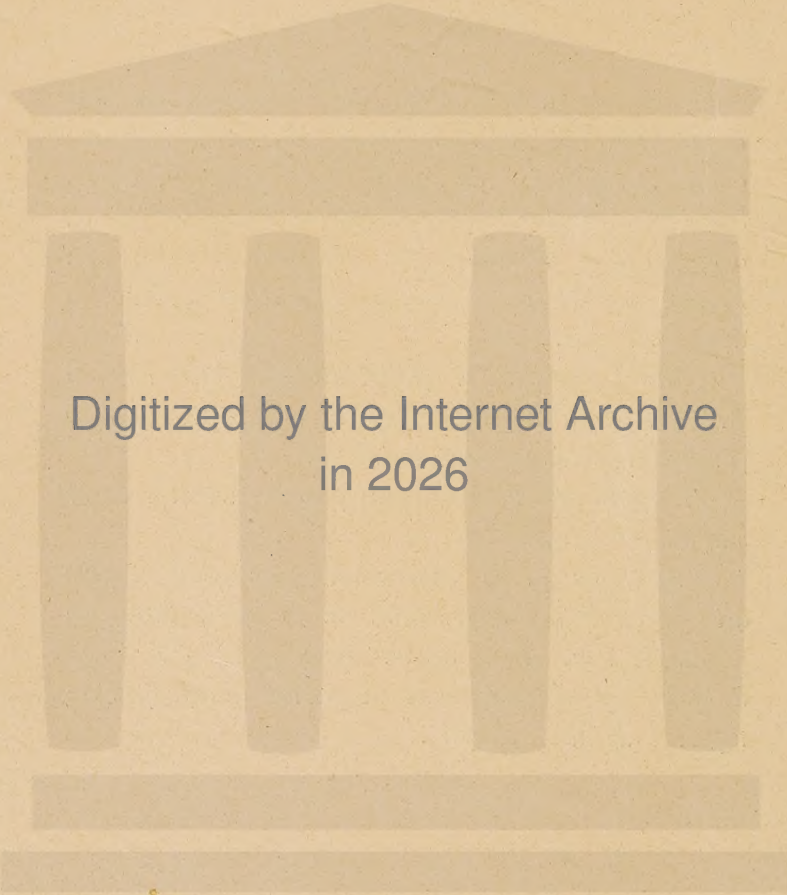
A. VALENSI.

Le divorce a été l'objet des discussions les plus approfondies et les plus éloquentes dans des écrits très connus. L'histoire de l'institution elle-même, depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'aux temps modernes, a été souvent retracée. Les origines du divorce en France ont été consciencieusement étudiées dans ces derniers temps.

Quant à la loi du 27 juillet 1884 qui l'a rétabli en France, elle a été excellemment commentée par les juristes français les plus éminents.

C'est pourquoi nous n'avons pas cru devoir revenir sur aucun de ces points.

Nous avons pensé faire œuvre plus neuve et plus utile en étudiant l'application de la loi de 1884. Ce point de vue, entre autres avantages, offre celui de faire mieux apprécier la portée des projets de réforme de la loi Naquet.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555217_0003

L'APPLICATION
DE LA
LOI DU DIVORCE
EN FRANCE

INTRODUCTION

La loi du divorce

Etabli en France par la loi révolutionnaire du 20 septembre 1792, qui l'admit de la façon la plus large, le divorce, c'est-à-dire le droit de rompre le mariage, a été maintenu mais considérablement restreint par le Code civil de 1804. Aboli par la loi du 8 mai 1816, il n'a été rétabli en France, après quelques tentatives infructueuses en 1830, 1831 et 1848, que par la loi du 27 juillet 1884, modifiée sur plusieurs points par la loi du 18 avril 1886 et complétée par celle du 6 février 1893.

Il y a donc plus de vingt ans aujourd'hui que la loi du divorce est appliquée en France. C'est là une période de temps suffisante à une loi pour donner naissance à certains courants jurisprudentiels, pour

permettre la formation d'une pratique judiciaire et extra-judiciaire, pour produire enfin certains résultats sociaux. C'est l'étude de ces questions que nous nous proposons de faire pour pouvoir examiner ensuite, en connaissance de cause, les projets de réforme élaborés pendant ces derniers temps en matière de divorce.

Notre travail comprendra donc trois parties :

Dans la première nous essaierons de dégager la tendance générale de la jurisprudence en matière de divorce et d'examiner les principaux faits que l'on peut grouper sous la rubrique de pratique du divorce. Dans la deuxième nous chercherons à examiner et à apprécier les résultats moraux et sociaux de la loi de 1884. La troisième partie sera consacrée à l'étude critique des projets de réforme de la loi Naquet. Mais il est tout à fait indispensable de faire au préalable un exposé des plus sommaires de la législation actuelle du divorce en France.

Le législateur de 1884 n'a admis le divorce que pour des causes limitativement déterminées et communes à la séparation de corps, qui ne rompt pas le lien conjugal, mais le relâche simplement en dispensant les époux de l'obligation de vivre ensemble imposée par le mariage.

Les époux, en se basant sur une cause reconnue par la loi, sont donc libres de former, soit une

demande en divorce, soit une demande en séparation de corps (art. 306).

Les causes de divorce admises par la loi de 1884 sont :

1^o L'adultère de l'un des époux (art. 229 et 230).

2^o La condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante (art. 232).

Ces deux causes sont *péremptoires*, c'est-à-dire que, ne laissant aucune appréciation au juge, elles l'obligent, devant la preuve de l'adultère ou de la condamnation, à prononcer le divorce.

3^o Les excès, sévices et injures graves de l'un des époux envers l'autre (art. 231).

4^o La séparation de corps, lorsqu'elle a duré 3 ans (art. 310).

Ces deux causes sont *facultatives*, c'est-à-dire qu'elles n'entraînent pas *de plano* le divorce, mais sont laissées, par rapport à leur existence et à leur gravité, à l'appréciation souveraine du juge, qui est libre d'admettre ou de rejeter la demande en divorce ou en séparation de corps.

Le divorce rompt le lien conjugal. Chacun des époux reprend l'usage de son nom (art. 299-2). Les deux époux sont affranchis de toutes les obligations que le mariage leur imposait, et ont le droit, chacun de son côté, de contracter un nouveau mariage. Cependant la femme ne peut se remarier que dix mois après que le divorce est devenu définitif (art. 296).

Si les deux époux divorcés se remarient ensemble, ils doivent procéder à une nouvelle célébration du mariage, mais ils ne peuvent adopter un régime matrimonial autre que celui qui réglait originairement leur union. De plus, ils ne peuvent plus divorcer à nouveau, à moins de condamnation à une peine afflictive et infamante prononcée contre l'un d'eux depuis leur réunion (art. 295). Enfin les deux époux divorcés ne peuvent même plus se réunir si l'un ou l'autre a, postérieurement au divorce, contracté un nouveau mariage suivi d'un second divorce (art. 295). Il y a encore quelques semaines, dans le cas de divorce pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pouvait se marier avec son complice (art. 298) (1).

Les enfants sont confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne (art. 302). Mais, quelle que soit la personne à laquelle les enfants sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés (art. 303). Il est

(1) Disposition abrogée depuis décembre 1904.

à peine besoin d'ajouter que le divorce ne porte aucune atteinte aux droits qui résultent pour les enfants soit de la loi, soit des conventions matrimoniales de leurs parents (art. 304).

La présomption de la paternité, quant aux enfants conçus pendant le mariage, est affaiblie par le jugement prononçant le divorce, et même par la demande en divorce, c'est-à-dire que dans ces cas le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingt jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation (art. 313-2).

Le divorce enfin produit certains effets relatifs aux intérêts pécuniaires des époux. Opérant la dissolution du mariage, il fait cesser par là même le régime matrimonial quant aux biens que les époux avaient adopté. Il entraîne donc la liquidation et le règlement des droits respectifs des époux.

L'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage (art. 299-1), tandis que celui qui a obtenu le divorce conserve les avantages à lui faits par l'autre époux, alors même qu'ils ont eu un caractère de réciprocité (art. 300). L'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd aussi la jouissance légale à laquelle il pourrait avoir droit d'après l'art. 384 sur les biens de ses enfants (art. 386). A l'époux qui a obtenu le

divorce et dont les ressources sont insuffisantes, le tribunal peut accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne peut excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension est révocable dans le cas où elle cesse d'être nécessaire (art. 301).

La séparation de corps, maintenue par le législateur de 1884, peut être demandée par l'un des époux contre l'autre pour les mêmes causes que le divorce.

Les effets de la séparation de corps découlent du but même de cette institution, qui est de faire cesser la vie commune en laissant subsister le mariage. Par conséquent, la femme n'a plus la résidence ni le domicile de son mari. La plupart des devoirs qu'impose le mariage subsistent : le devoir de fidélité (1), le devoir de secours, entraînant le droit à une pension alimentaire. Le devoir d'assistance ne se conçoit plus, les époux vivant séparés. Les devoirs de protection et d'obéissance n'ont plus trait aux actes de la vie quotidienne.

Le jugement qui prononce la séparation de corps ou un jugement postérieur peut interdire à la femme

(1) Toutefois pour le mari il n'est plus sanctionné pénalement puisqu'il n'y a plus de maison commune. Or l'adultère du mari ne constitue un délit que s'il a entretenu une concubine dans la maison commune.

de porter le nom de son mari, ou l'autoriser à ne pas le porter. Dans le cas où le mari aurait joint à son nom le nom de sa femme, celle-ci pourra également demander qu'il soit interdit au mari de le porter (art. 311-1).

La séparation de corps entraîne *ipso jure* la séparation de biens, et la femme n'est plus soumise pour aucun acte juridique à l'autorisation maritale.

Les dispositions des art. 299 et 300 relatives à l'effet du divorce sur les avantages matrimoniaux sont appliquées en matière de séparation de corps.

De même les art. 302 et 303 qui règlent la situation des enfants en cas de divorce sont appliqués aussi à la séparation de corps. L'art. 313-2 est commun au divorce et à la séparation de corps.

La séparation de corps, lorsqu'elle a duré trois ans, donne le droit à chacun des époux de demander la conversion du jugement de séparation en jugement de divorce (art. 310).

La demande en conversion est introduite par une assignation, à huit jours francs, en vertu d'une ordonnance rendue par le président et nommant un juge rapporteur. L'affaire est communiquée au ministère public. Les débats ont lieu en la chambre du conseil ; le jugement seul est prononcé à l'audience.

La même procédure est suivie en appel.

La séparation de corps cesse par la réconciliation des époux, c'est-à-dire par le fait du rétablissement de la vie commune. Mais la séparation de biens sub-

siste, à moins d'une convention spéciale, passée devant notaire, rétablissant la communauté dissoute ou l'ancien régime matrimonial.

Quant à la procédure de la séparation de corps, elle est, sauf quelques détails, la même que celle du divorce que nous allons esquisser très rapidement.

C'est le tribunal civil de l'arrondissement où le défendeur a son domicile, ou sa résidence à défaut de domicile, qui est le tribunal compétent en matière de divorce.

Le demandeur en divorce doit remettre en personne (1), au président du tribunal, une requête rédigée par un avoué et faisant connaître sommairement les faits sur lesquels s'appuie la demande. En cas d'empêchement dûment constaté, le magistrat se transporte, assisté de son greffier, au domicile de l'époux demandeur.

Si les observations que le juge croit devoir faire au demandeur laissent celui-ci dans sa résolution primitive, un jour est fixé par le magistrat afin que les parties comparaissent devant lui en conciliation. Le président s'efforce à nouveau ce jour-là de concilier les époux ; si ces tentatives échouent, il délivre le permis de citer devant le tribunal. Toutefois, s'il

(1) En matière de séparation de corps, il n'est pas nécessaire que l'époux demandeur présente sa requête en personne.

espère malgré tout amener une réconciliation, il peut ajourner les parties à un délai de vingt jours au plus pour qu'elles comparaissent de nouveau devant lui. Le permis de citer délivré par ordonnance du président clôt la période préparatoire de la procédure du divorce.

Pendant cette période, des mesures peuvent être prises dans l'intérêt de l'un ou l'autre époux. Ainsi, lors de la comparution du demandeur seul, le président peut, par l'ordonnance permettant de citer l'époux défendeur en conciliation, autoriser l'époux demandeur à résider séparément, en indiquant, s'il s'agit de la femme, le lieu de la résidence provisoire (art. 236). Après la séance de conciliation, le juge peut statuer à nouveau, s'il y a lieu, sur la résidence de l'époux demandeur, sur la garde provisoire des enfants, sur la remise des effets personnels, et il a la faculté de statuer également, s'il y a lieu, sur la demande d'aliments. Cette seconde ordonnance est exécutoire par provision ; elle est susceptible d'appel dans les délais fixés par l'art. 809 du Code de procédure civile (art. 238).

Lorsque le tribunal est saisi, les mesures provisoires prescrites par le juge peuvent être modifiées ou complétées au cours de l'instance par jugement du tribunal ; celles qui présentent un caractère d'urgence, par exemple la résidence de la femme, restent de la compétence du président du tribunal statuant comme juge des référés. A propos de la

résidence de la femme pendant l'instance en divorce, remarquons que la femme est tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée toutes les fois qu'elle en est requise ; à défaut de cette justification, le mari peut refuser la provision alimentaire, et, si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites ; mais elle peut reprendre les poursuites en réintégrant cette résidence.

Quant aux mesures conservatoires, elles peuvent être prises même avant le commencement de l'instance, dès la première ordonnance du président, par l'un ou l'autre des époux pour la garantie de ses droits, par exemple requérir l'opposition des scellés sur les biens de la communauté. Le même droit appartient à la femme, même non commune, pour la conservation de ceux de ses biens dont le mari a l'administration ou la jouissance. Les scellés sont levés à la requête de la partie la plus diligente ; les objets et valeurs sont inventoriés et prisés ; l'époux qui est en possession en est constitué gardien judiciaire, à moins qu'il n'en soit décidé autrement (art. 242). Notons que toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à la date de l'ordonnance dont il est fait mention à l'article 235, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'elle a été faite ou contractée en fraude des droits de la femme (art. 243).

Les affaires de divorce sont instruites et jugées dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande de divorce en demande de séparation de corps ; mais la réciproque n'est pas possible.

La demande reconventionnelle en divorce, c'est-à-dire la demande faite au cours du procès par l'époux défendeur contre l'époux demandeur, peut être introduite par un simple acte de conclusions.

Lorsque les faits allégués par l'un des époux pour demander le divorce sont contestés par l'autre, le tribunal peut ordonner une enquête qui est faite conformément aux dispositions des art. 252 et suivants du Code de procédure civile. Toutefois, contrairement à l'art. 283 du Code de procédure, les parents des époux, à l'exception des descendants, et les domestiques peuvent être entendus comme témoins (art. 245).

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos. La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881 (art. 239).

Lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause qu'une condamnation à une peine afflictive et infamante et quoique cette demande soit fondée, le tribunal peut ne pas prononcer immédiatement le divorce et ajourner sa décision à un délai qui ne peut excéder six mois. Après le délai fixé

par le tribunal, si les époux ne se sont pas réconciliés, chacun d'eux peut faire citer l'autre à comparaître devant le tribunal, dans le délai de la loi, pour entendre prononcer le divorce (art. 246) (1).

Le jugement est rendu conformément aux règles ordinaires de la procédure. Il peut rejeter la demande ou prononcer le divorce.

Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement (art. 249) (2).

Les jugements en matière de divorce peuvent être attaqués par l'opposition, l'appel, le pourvoi en cassation, la requête civile.

L'opposition, voie de recours contre les jugements *par défaut*, c'est-à-dire contre ceux qui ont été rendus sur les conclusions d'une seule des deux parties, est recevable, en matière de divorce, dans le mois de la signification, si elle a été faite à personne, et, dans le cas contraire, dans les huit mois qui suivent le dernier acte de publicité (art. 247 *in fine*). Des mesures de publicité, organisées par l'art. 247, peuvent être prises, en effet, dans le cas de défaut. Mais ces mesures sont spéciales aux demandes en divorce ;

(1) En matière de séparation de corps, les juges ne peuvent pas imposer aux parties ce temps d'épreuve. L'art. 246 n'est pas compris dans le renvoi fait par l'art. 307.

(2) Mais cet article n'est applicable qu'au divorce (arg. art. 307). Le jugement qui prononce la séparation de corps est susceptible d'acquiescement.

en cas de séparation de corps, le défaut du défendeur ne donne pas lieu à ces mesures.

L'appel est porté devant la Cour d'appel ; il est soumis aux règles du droit commun, sauf que le délai de l'appel, et non pas seulement l'appel interjeté, est suspensif de l'exécution du jugement, au moins en ce qui concerne la transcription de ce jugement sur les registres de l'état civil (art. 252-1). En matière de séparation de corps, le délai d'appel n'est pas suspensif ; l'appel interjeté a seul pour effet de suspendre l'exécution, comme de droit commun.

Le pourvoi en cassation est soumis aussi aux règles du droit commun, sauf que le pourvoi est suspensif en matière de divorce et de séparation de corps (art. 248 *in fine*), ainsi que le délai même accordé par la loi pour se pourvoir en cassation (art. 252-1).

Enfin les décisions judiciaires en matière de divorce peuvent être attaquées par la voie de la requête civile, voie extraordinaire d'attaquer les jugements en s'adressant au tribunal même qui les a rendus, conformément aux règles du droit commun.

Le jugement du tribunal ou l'arrêt de la Cour ne fait que prononcer le divorce, qui n'est définitivement acquis que par l'accomplissement de certaines formalités de publicité :

1° Affichage, dans l'auditoire des tribunaux civils

et de commerce et dans les chambres des avoués et notaires du lieu où les parties ont leur domicile, de l'extrait du jugement ou de l'arrêt qui prononce le divorce (art. 250 C. c., art. 872 C. pr. et art. 66 C. com.). Insertion du même extrait dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal, ou, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département (art. 250 C. c.).

2° Transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, avec mention de ce jugement ou arrêt en marge de l'acte de mariage (art. 251 C. c.).

La transcription est faite à la diligence de la partie qui a obtenu le divorce ; à cet effet, la décision est signifiée, dans un délai de deux mois à partir du jour où elle est devenue définitive, à l'officier de l'état civil compétent, pour être transcrite sur les registres. A défaut, par la partie qui a obtenu le divorce, de faire la signification dans le premier mois, l'autre partie a le droit, concurremment avec elle, de faire cette signification dans le mois suivant. A défaut par les parties d'avoir requis la transcription dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue (art. 252 C. c.).

La transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil, le cinquième jour de la réquisition, non compris les jours fériés, sous les peines édictées par l'article 50 du Code civil (art. 252 C. c.).

Quand les formalités ont été remplies, c'est-à-dire

que le jugement a été dûment transcrit, le divorce produit tous ses effets et rétroagit même entre les parties au jour de la demande, au moins quant à leurs intérêts pécuniaires, par exemple quant à la date de la dissolution de la communauté.

La séparation de corps ne nécessite aucune formalité à l'état civil ; le jugement suffit à l'établir.

L'action en divorce est soumise à certaines causes d'extinction. Outre la prescription, cause d'extinction qui résulte des règles du droit commun, l'action en divorce s'éteint par la réconciliation des époux survenue, soit depuis les faits allégués dans la demande, soit depuis cette demande. Dans l'un et l'autre cas, le demandeur est déclaré non recevable dans son action ; il peut néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue ou découverte depuis la réconciliation, et se prévaloir des anciennes causes à l'appui de sa nouvelle demande (art. 244).

L'action en divorce s'éteint également par le décès de l'un des époux survenu avant que le jugement soit devenu irrévocable par la transcription sur les registres de l'état civil (art. 244 C. c.).

Telle est l'organisation actuelle du divorce en France d'après les lois du 17 juillet 1884, du 18 avril 1886 et du 6 février 1893.

Ce qui frappe dans cette législation, c'est son caractère éminemment restrictif. Le législateur de

1884 a bien voulu rétablir le divorce, mais il ne l'a admis que pour des faits limitativement déterminés qu'il a considérés comme des fautes graves commises par l'un des conjoints envers l'autre. A l'époux innocent il a concédé le droit de demander le divorce qu'il a envisagé comme une sanction des obligations conjugales imposées par le mariage.

Par là cette législation se distingue de certaines législations modernes qui envisagent le divorce, non seulement comme une sanction des devoirs qu'impose le mariage, mais aussi comme un moyen d'affranchir l'un des époux du lien conjugal, qui se trouve en quelque sorte atteint dans son essence, par suite de circonstances n'impliquant aucune faute de l'autre époux, telles la stérilité, l'impuissance, des maladies incurables repoussantes ou dangereuses, l'aliénation mentale, l'état d'absence. Elle se distingue ensuite nettement de la législation romaine, de l'ancien droit germanique, de la législation révolutionnaire de 1792 et de quelques-unes parmi les législations modernes, qui ont considéré le divorce comme fondé aussi sur la volonté même des époux ou de l'un d'eux de rompre le mariage, sans leur imposer nécessairement l'obligation de donner des *motifs* de leur séparation (1).

(1) A Rome, le droit de divorcer était considéré comme de l'essence même du mariage. En effet, à côté du *divortium bona gratia*, répudiation motivée par une cause non imputable à l'autre con-

Nous verrons, par l'examen de la jurisprudence et de la pratique, si le divorce a conservé le caractère qu'a voulu lui donner le législateur de 1884.

joint (impuissance, maladie incurable, folie, captivité, vœu de chasteté) et le *repudium ex justa causa*, répudiation motivée par une faute de l'autre conjoint (crime, adultère, inconduite), le droit romain admettait le *divortium communi consensu* (divorce par consentement mutuel) et le *repudium sine ulla causa* (divorce par la volonté non motivée d'un seul des conjoints). Le *divortium communi consensu* était le mode de divorce le plus usité.

Chez les Germains, avec la répudiation réciproque pour les deux époux (les causes principales étaient l'adultère, le meurtre, la magie, la violation de sépulture), mais plus large pour le mari, les coutumes admettaient le divorce par consentement mutuel qui, après l'invasion romaine, fut même réalisé dans les lois. « Consensu partis utriusque repudium dari et matrimonium possi dissolvi », dit la *Lex Burgundionum*, titre 21, c. 4. Le *Pactus Alamanorum* règle à la façon romaine le divorce par consentement mutuel. Les formulaires de Marculfe, liv. II ; de Bignon, IX ; de Sirmond ; de Mabillon et d'autres clercs attestent aussi la pratique, chez les Francs-Saliens et chez les Ripuaires, du divorce volontaire pour cause d'incompatibilité d'humeur.

La loi révolutionnaire du 20 septembre 1792, en admettant le divorce non seulement pour des causes constituant des fautes de la part des époux (condamnation, crimes, sévices ou injures graves, dérèglement des mœurs notoire, abandon) et pour des causes n'impliquant aucun tort de la part des conjoints (démence, folie ou fureur, émigration, absence), mais aussi et surtout en l'admettant par le consentement mutuel des époux et par la volonté de l'un d'eux sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, a considéré le divorce comme un droit naturel et imprescriptible de l'individu, comme une conséquence de la liberté individuelle « dont un engagement indissoluble serait la perte ».

PREMIÈRE PARTIE

JURISPRUDENCE ET PRATIQUE DU DIVORCE

CHAPITRE I

L'œuvre de la jurisprudence en matière de divorce.

Nous n'examinerons pas la jurisprudence tout entière du divorce. Nous nous limiterons à l'étude jurisprudentielle des causes du divorce ou plutôt de la cause jurisprudentielle par excellence, l'injure grave. Nous nous attacherons aussi à étudier l'œuvre de la jurisprudence en matière de conversion de la séparation de corps en divorce.

C'est, en effet, dans l'interprétation de l'injure et dans la conversion de la séparation de corps en divorce que la jurisprudence a fait œuvre réellement

importante et originale. L'étude de ces deux questions est, par conséquent, suffisante pour nous permettre de caractériser la tendance générale de la jurisprudence en matière de divorce.

CAUSES PÉREMPTOIRES

CONDAMNATION AFFLICTIVE ET INFAMANTE.

ADULTÈRE.

Les causes péremptoires de divorce et de séparation de corps — on le conçoit aisément — n'ont pas pu permettre la formation d'une jurisprudence tant soit peu importante. Dans ce cas, en effet, le magistrat se trouve en présence d'un motif prévu par la loi et nettement caractérisé par elle. Son rôle consiste alors uniquement à s'assurer de l'existence réelle du motif allégué, ce qui parfois peut donner lieu à une certaine appréciation de sa part, mais dans une mesure tout à fait restreinte.

L'une de ces causes péremptoires, la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante, ne laisse même pas au juge ce pouvoir restreint d'appréciation. Le jugement prononçant la condamnation afflictive et infamante (mort, travaux forcés à perpétuité, déportation, travaux forcés à temps, détention, réclusion, art. 7 Code pénal),

devenu définitif, c'est à-dire non susceptible des voies de recours ordinaires, et émanant d'une juridiction française (cour d'assises, juridiction militaire ou maritime), est-il produit devant le tribunal? celui-ci est obligé de faire droit immédiatement à la demande. Nous verrons que, malgré la volonté du législateur de restreindre le divorce et la séparation de corps au seul cas de condamnation afflictive et infamante, la jurisprudence, sous le couvert d'injure grave, prononce le divorce pour des condamnations simplement infamantes et pour des condamnations correctionnelles.

Quant à l'adultère, c'est-à-dire la violation du devoir de fidélité qu'impose le mariage, quoique cause péremptoire de divorce, il laisse déjà un certain pouvoir d'appréciation au juge. La preuve de l'adultère, en effet, ne résulte pas toujours d'un jugement correctionnel de condamnation de l'époux coupable ou d'un procès-verbal de constat, auxquels cas le tribunal doit prononcer immédiatement le divorce. L'adultère est, au point de vue civil, un fait soumis aux preuves que la loi civile exige pour les faits purs et simples; dès lors, il pourra être établi, non seulement par des documents écrits, mais aussi au moyen des témoignages, de l'aveu s'il n'est pas collusoire : Nancy, 30 janvier 1886 (*Le Droit*, 24 février 1886) et s'il n'est pas puisé dans une pièce d'un caractère confidentiel : Tribunal Seine, 2 février 1885 (*Gaz. Pal.*, § 85, I, 73); même des

présomptions, pourvu que celles-ci se trouvent suffisamment graves, précises et concordantes (D. 90, I, 36), et de nature à ne laisser aucun doute dans l'esprit du juge: Tribunal Orthez, 11 juin 1890 (1). (*La Loi*, 21 novembre 1890), ce qui est alors une question d'appréciation de la part du juge du fond (AUBRY et RAU, Cours de droit civil français, 4^e édit., t. V, § 179 ; LAURENT, Principes de droit civil, t. III, p. 244, n^o 205 ; Limoges, 6 juillet 1898, (*Gaz. Trib.*, 11 sept. 1898). Notons à ce propos que dans la pratique les tribunaux se montrent plus indulgents pour l'homme que pour la femme : les magistrats seront, en général, beaucoup plus exigeants sur la preuve à fournir lorsqu'il s'agira de l'adultère du mari que lorsqu'il s'agira de celui de la

(1) Considérant que l'adultère reproché par la demanderesse à son mari est suffisamment établi par l'enquête à laquelle il a été procédé; que le quatrième témoin dépose, en effet, que, dans la nuit du 30 au 31 octobre dernier, à quatre heures du matin, il a vu L.... en chemise, accoudé sur sa fenêtre; qu'un instant après, ledit L.... S... a reparu à la fenêtre avec la fille L.... Que la loi n'exige pas que la personne adultère ait été surprise dans l'accomplissement de l'acte coupable lui-même; qu'il suffit que, d'après les témoignages recueillis ou les autres circonstances de la cause, les juges puissent acquérir la conviction intime que la foi conjugale a été violée ;

Considérant que l'ensemble des faits révélés par l'enquête et par les débats suppose nécessairement l'adultère du défendeur, etc., etc.

femme (1) : Tarbes, 14 déc. 1892 (*Gaz. Trib.*, 18 mai 1893); Lyon, 8 nov. 1894 (*Gaz. Trib.*, 6 déc. 1894). Mais, une fois cette preuve jugée établie par le tribunal, celui-ci ne peut, en aucune façon, refuser de prononcer le divorce. C'est en cela que l'adultère est, comme la condamnation à une peine afflictive et infamante, une cause *péremptoire* de divorce ou de séparation de corps.

(1) Cette tendance est manifestement contraire à l'esprit de la loi de 1884 qui, réagissant contre l'état antérieur de la législation, a attaché la même gravité à l'adultère de l'homme qu'à celui de la femme.

Avant 1884, en effet, l'adultère du mari ne pouvait ouvrir le droit pour la femme à une demande en séparation que si celui-ci avait « tenu sa concubine dans la maison commune », c'est-à-dire au domicile conjugal ; l'adultère de la femme, au contraire, en quelles conditions et circonstances qu'il eût été commis, donnait droit au mari de former une semblable demande. La loi de 1884 a supprimé dans l'article 230 les mots « lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune » et fait disparaître de la sorte cette différence injuste entre l'adultère du mari et celui de la femme, qui, aujourd'hui, sont également traités à ce point de vue.

La tendance des tribunaux à considérer toujours avec plus d'indulgence l'adultère masculin, lorsqu'il n'est pas nettement établi, prouve que les mœurs sont autrement puissantes que les lois.

CAUSES FACULTATIVES

EXCÈS ET SÉVICES

Quant aux causes facultatives, excès, sévices et injures graves, le législateur ne les a pas définies et les travaux préparatoires de la loi de 1884 ne nous fournissent aucun éclaircissement à ce sujet (1).

Les *excès* et *sévices*, dit M. Planiol, ne peuvent guère être distingués les uns des autres ; il faut voir, dans cette qualification d'un même genre de faits, une simple redondance de langage. Ce que la loi désigne ainsi, ce sont tous les *mauvais traitements matériels*, depuis les simples coups ou voies de fait jusqu'à l'attentat à la vie ou tentative de meurtre (2).

Cependant on s'accorde généralement en doctrine

(1) On ne trouve guère, en effet, dans les discussions de la loi devant les Chambres, une définition de ces griefs. Voici ce que M. Marcel Barthe disait au sujet de ces motifs dans la séance du 21 juin 1884 : « Le législateur n'a pas défini ces diverses espèces de griefs, il en a abandonné l'appréciation à l'arbitraire des juges qui, à cet égard, est tel que les mêmes faits, les mêmes actes, les mêmes paroles changent de caractère, même aux yeux des juges du même siège, suivant les circonstances et les personnes (*Journal Officiel*, 22 juin 1884, p. 1150).

(2) M. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 3^{me} édit., t. I, p. 386.

à désigner par *excès* les attentats qui sont de nature à mettre en danger la vie de celui envers lequel ils sont exercés (1), et par *sévices* les voies de fait qui n'ont pas ce caractère, et, en général, toute espèce de mauvais traitements (AUBRY et RAU, Cours de droit civil français, t. V, § 491, p. 175; BEUDANT, Cours de droit civil. Des personnes, t. II, p. 33; BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVÉAU, Traité théorique et pratique de droit civil. Des personnes, t. III, p. 25; CURET, Code du divorce et de la séparation de corps, p. 46).

La jurisprudence accepte, en principe, cette distinction : Montpellier, 5 fév. 1895 (D. 1896, II, 101) (2) entre les excès et les sévices.

(1) Cette définition des excès peut s'induire des travaux préparatoires du Code civil. Le projet primitif du Code civil contenait un article ainsi conçu : « L'*attentat* de l'un des époux à la vie de l'autre sera pour celui-ci une cause de divorce. » Le Tribunal fit observer que cet article obligerait l'époux demandeur à porter contre son conjoint une accusation capitale, ce qui le rendrait le plus souvent d'une application impossible. Sur cette observation, la disposition fut supprimée et le mot *excès* fut substitué au mot *attentat* (LOCRÉ, Législ. civ., t. V, p. 262, n° 2). Mais l'idée reste la même. Quant aux *sévices*, TREILHARD les définissait « de mauvais traitements personnels, des sévices dans la rigoureuse acception de ce mot : *sævitia*, cruauté. »

(2) Ce jugement définit les *excès*, des attentats portés par un époux à la vie de son conjoint ou les actes mettant en danger la vie de celui-ci, et les *sévices*, des violences ayant un certain caractère d'habitude et de continuité, et revêtant une gravité suffisante pour rendre l'existence insupportable à l'époux qui n'est la victime.

La tentative d'assassinat, la tentative d'empoisonnement sont des *excès*. C'est ainsi qu'un arrêt du 30 octobre 1886 de la Cour de Paris (D. 88, II, 102), malgré l'acquiescement, a prononcé le divorce contre une femme qui avait tenté d'assassiner son mari, « attendu, quelles qu'aient été les circonstances qui ont précédé le fait dont il s'agit, que rien ne peut atténuer, au point de vue du divorce, l'acte qu'elle s'est laissé aller à commettre. » Constitue simplement un *sévice* le fait par une femme d'avoir frappé violemment son mari, Req., 21 décembre 1896 (D. 96, I, 232) ; dans l'espèce elle lui avait d'ailleurs craché au visage et l'avait traité d'*idiot*. Est un sévice le fait par un mari de s'être livré sur la personne de sa femme à des violences ayant laissé des traces de contusion avec ecchymoses, constatées à trois reprises différentes par trois médecins : Cass., 3 janvier 1893 (S. et P., 93, I, 251), ou d'avoir simplement frappé sa femme : Cass., 12 décembre 1896 (D. 96, I, 420). Le refus de secours ou d'assistance, le fait par le mari de priver sa femme de nourriture pendant plusieurs jours, sont qualifiés sévices par la jurisprudence (CARPENTIER, Divorce et séparation de corps. Extrait du répertoire de droit français, n° 360, p. 100). Est considéré comme excès et sévices à la fois le fait par un mari d'imposer sans ménagements à sa femme des rapprochements conjugaux qui déterminent chez elle des désordres sérieux : Poitiers, 3 déc.

1894 (*Gaz. des Trib.*, 20 janvier 1895 ; D. 95, II, 64) (1).

On a qualifié encore de sévices ou d'excès des actes qui, sans porter matériellement atteinte à la personne même de l'époux, touchent à un de ses attributs essentiels, tels que sa liberté. Ainsi il a été jugé qu'il y a sévice de la part du mari qui exerce contre sa femme une détention arbitraire : Trib. Seine, 13 juin 1892 (*Gaz. Pal.*, 93, 34).

Un jugement du tribunal civil de la Seine: 31 mars 1890 (*Le Droit*, 19 avril 1890) a assimilé même à des sévices commis par l'un des époux sur la personne de son conjoint et a retenu, par conséquent, comme une cause de divorce, les coups et mauvais traitements qu'une femme inflige à son enfant, alors surtout qu'elle a encouru par ce fait une condamnation correctionnelle.

Mais, tout en admettant la distinction posée par la doctrine entre les excès et les sévices, la jurisprudence n'est pas toujours très nette dans la détermi-

(1) Attendu que les documents versés au procès établissent que C... s'est rendu coupable d'excès et de sévices sur la personne de sa femme en lui imposant, sans ménagements aucuns, des rapprochements qui ont déterminé chez elle une métrite très violente ; attendu que, bien que prévenu de son état, il a, malgré les recommandations du médecin, continué à faire subir à l'appelante des relations qui ont aggravé considérablement sa maladie, et auxquelles elle n'a pu se soustraire qu'en se réfugiant auprès de sa famille ; attendu que ces faits sont constatés dans un rapport du docteur B..., etc., etc.

nation des faits d'excès ou de sévices. Bien plus, les mêmes faits se trouvent parfois classés sous la rubrique uniforme et indistincte d'excès, sévices et injures graves.

D'ailleurs, les décisions en matière d'excès et de sévices sont peu nombreuses.

INJURE

C'est l'injure qui a fourni la matière au développement de la jurisprudence. Cette jurisprudence « s'est élaborée sur une extension de la notion d'injure, et la jurisprudence, depuis 1884, n'a fait qu'appliquer au divorce la théorie qu'elle avait appliquée antérieurement en matière de séparation de corps. Elle a eu seulement l'occasion de se prononcer plus souvent et d'affirmer ainsi plus nettement ses tendances (1). »

L'absence de définition dans la loi du grief d'injure et le pouvoir souverain d'appréciation des tribunaux (2) en matière d'excès, sévices et injures

(1) J. HITIER, Le développement de la jurisprudence en matière de divorce depuis 1884.

(2) Ce pouvoir se justifie précisément par cette considération que l'article 231 du Code civil n'a pas défini les excès, sévices et injures graves. La loi semble donc s'en remettre à cet égard à l'appréciation discrétionnaire des juges du fond.

Ce pouvoir souverain d'appréciation des tribunaux, n on seu-

graves, mais particulièrement en matière d'injure, qui est la plus vague des causes facultatives de divorce, ont fait de l'injure la cause jurisprudentielle par excellence, c'est-à-dire celle que les parties invoquent en général dans leur demande et celle sur laquelle les juges se fondent le plus souvent pour rendre leurs décisions.

Mais qu'entend-on par injure ?

Dans le langage courant, *injure* est synonyme d'outrage et d'offense. C'est l'acception ordinaire du mot. Cette acception est certainement comprise dans le grief que la loi a appelé injure.

D'après Demolombe, les injures graves résultent de paroles, d'écrits ou de faits outrageants par lesquels l'un des époux attente à l'honneur de l'autre, et témoigne pour lui des sentiments de haine, d'aversion ou de mépris (1).

Les injures, disent Aubry et Rau, sont ou verbales ou réelles.

Les injures verbales, qui peuvent avoir lieu de vive voix ou par écrit, comprennent les propos insultants, les termes de mépris, les imputations calom-

lement par rapport à l'existence, mais encore à la gravité des faits allégués, est unanimement reconnu par la doctrine et a été proclamé par une jurisprudence constante de la Cour de cassation : Cass., Ch. des req., 2 juin 1890 (*Gaz. Pal.*, 22 juin 1890) ; 10 juillet 1893 (D. 94, I, 40) ; 14 mai 1902 (D. 1902, I, 224).

(1) DEMOLOMBE, t. IV, p. 480.

nieuses ou diffamatoires. Telle serait une imputation d'adultère calomnieusement adressée par le mari à la femme.

Les injures réelles comprennent tous les faits qui constituent une insulte, un outrage ou une marque de mépris. Exemple : refus obstiné de la femme de rejoindre son mari ou du mari de recevoir sa femme (1).

Les définitions données par tous les autres auteurs sous une forme plus ou moins différente sont les mêmes. Toutes ces définitions s'accordent pour reconnaître que l'injure implique comme élément constitutif et essentiel l'intention d'offenser son conjoint.

De nombreux jugements et arrêts consacrent cette conception de l'injure. Un jugement du Tribunal civil de Perpignan (D. 1896, II, 101) définit même l'injure grave toute expression manifeste d'un sentiment mauvais, réfléchi, permanent.

Mais les jugements et les arrêts de beaucoup les plus nombreux consacrent une seconde conception de l'injure d'après laquelle est considérée comme telle toute parole, tout écrit ou tout acte qui n'implique pas nécessairement chez son auteur l'*intention* d'offenser son conjoint ou de lui nuire, mais qui n'en a pas moins pour *effet* d'atteindre ce conjoint

(1) AUBRY et RAU, Cours de droit civil français, t. V, § 491, pp. 175 et 176.

dans sa considération et son honneur. C'est ainsi que la condamnation correctionnelle de l'un des époux pour abus de confiance : Trib. Toulouse, 5 juillet 1886 (*Gaz. Pal.*, 86, II, 461); pour vol : Cambrai, 16 juin 1887 (*La Loi*, 2 août 1887); l'éventualité même possible d'une condamnation : Trib. Seine, 2 juin 1890 (*Gaz. Pal.*, 90, II, 56); pour un militaire, le prononcé de sa mise en réforme : Trib. Perpignan, 4 décembre 1893 (*Le Droit*, 17 mars 1894), ont été considérés comme des injures graves à l'égard de l'autre conjoint.

De la sorte il y a dans la jurisprudence, suivant la qualification très juste de M. Hitier, à côté de l'*injure subjective* dans laquelle intervient l'élément intentionnel, l'*injure objective* pour laquelle on s'en tient à l'effet produit, indépendamment de toute recherche d'intention.

D'ores et déjà nous pouvons donc affirmer que la notion doctrinaire d'injure est beaucoup plus restreinte que la notion jurisprudentielle. Nous pourrions mieux préciser celle-ci quand nous l'aurons dégagée par l'examen jurisprudentiel qu'il nous reste à faire.

Pour pouvoir apporter un peu de clarté dans cet examen, il faut essayer de grouper les faits si nombreux qui sont considérés comme injures par la jurisprudence. Dans ce but, nous adopterons la classification suivie par M. Hitier dans son excellente étude sur le développement de la jurisprudence en matière de divorce pendant les dix pre-

mières années d'application de la loi (1). Cette classification est à la fois rationnelle, claire et simple : d'un côté, l'injure dans la vie conjugale ; de l'autre, l'injure dans la vie extra-conjugale, ou, si l'on préfère, les faits conjugaux opposés aux faits extra-conjugaux.

Faits conjugaux

Les injures qui se produisent dans la vie conjugale peuvent être rangées en deux catégories : celles qui résultent de la violation d'une obligation légale et celles qui n'impliquent pas la violation d'une obligation légale.

Faits se rattachant à une obligation légale

Parmi les faits de cette catégorie, ceux que l'on retrouve le plus fréquemment dans les décisions des tribunaux sont : l'abandon du domicile conjugal ou le refus de le réintégrer, le refus par le mari de recevoir sa femme au domicile conjugal, le refus du devoir conjugal.

L'abandon du domicile conjugal ou le refus de le réintégrer est un manquement à l'obligation légale de cohabitation.

(1) J. HITIER, Le développement de la jurisprudence en matière de divorce depuis 1884 (Lib. A. Rousseau, Paris 1895).

Mais, pour constituer une *injure*, l'abandon ou le refus — il est à peine besoin de le dire — doivent être volontaires et libres. C'est là une condition essentielle : Trib. civ. Seine, 13 mai 1901 (*La Loi* du 24 juin 1901) (*Gaz. Trib.*, 18 mai 1904). Par conséquent, n'entraînera point le divorce ou la séparation de corps l'abandon ou le refus qui s'expliqueraient par des motifs non injurieux ou qui seraient imposés par les circonstances. Aussi les tribunaux ont-ils refusé de voir un abandon injurieux dans le fait pour un mari d'être allé à l'étranger pour tenter de faire fortune en annonçant qu'il ne reviendrait que s'il réussissait : Trib. Seine, 18 juillet 1889 (*La Loi*, 18 août 1889) ; Coulommiers, 19 février 1886 (*La Loi*, 7 mai 1886). Le mari qui n'a fait aucune opposition à ce que sa femme devienne artiste lyrique et parcoure la province où l'appelaient des engagements du même genre ne peut se prévaloir d'un prétendu refus de réintégrer le domicile conjugal : Trib. civ. Seine, 13 mai 1901 (*La Loi*, 24 juin 1901). La disparition du mari, qui n'a été motivée que par le désir d'échapper à des poursuites criminelles dirigées contre lui, ou par celui d'éviter de purger une condamnation rendue par contumace, ne peut pas fonder une demande en divorce : Trib. Seine, 18 octobre 1886 (*La Loi*, 19 octobre 1886) ; 11 février 1887 (*Gaz. Pal.*, 87, I, 768) ; Nancy, 10 mars 1888 (*Gaz. Pal.*, 88, II, suppl., p. 33). De même un jugement du tribunal de la Seine du 14 juin 1897

(*Gaz. des Trib.*, 23 septembre 1897) a rejeté comme non fondée la demande en divorce d'une femme dont le mari, pour se soustraire aux poursuites de ses créanciers, avait pris la fuite sans révéler son domicile. La même solution a été adoptée dans le cas d'abandon du domicile conjugal par le mari pour cause de faillite : Trib. Seine, 10 février 1890 (*Le Droit*, 3-4 mars 1890). Mais, ainsi que l'observe très justement M. Hitier, « il serait peut-être plus exact de dire que là où il n'y a pas abandon volontaire il n'y a pas abandon à proprement parler, il y a éloignement, rien de plus : ce qui transforme l'éloignement en abandon, c'est le fait qu'il est spontané. » Dès que les circonstances extérieures dénotent l'intention injurieuse, l'abandon devient alors un motif de divorce : Trib. Seine, 7 mai 1885 (*Gaz. Trib.*, 4 juillet 1885).

Mais ici une question se pose naturellement : si seul le fait de l'abandon ou du refus est établi, c'est-à-dire si l'un ou l'autre de ces deux faits existe sans qu'aucune circonstance en dénote le caractère injurieux, mais aussi sans que son auteur ait pu en donner une explication plausible, que faut-il décider ? Sur ce point la jurisprudence est tiraillée par deux tendances opposées. Certains jugements adoptent cette opinion que l'abandon ou le refus ne peuvent être considérés comme une cause de divorce que si des circonstances extérieures mettent en évidence leur caractère injurieux. C'est ainsi que pour motiver

un jugement accueillant la demande en divorce fondée sur un abandon, le tribunal de la Seine, 9 novembre 1891 (*Gaz. Trib.*, 4 décembre 1891), a relevé avec le plus grand soin les circonstances extérieures qui établissaient le caractère injurieux de cet abandon. C'est ainsi que d'autres décisions ont rejeté le divorce, parce que ces circonstances extrinsèques faisant ressortir l'intention injurieuse ne se rencontraient pas: Trib. Seine, 4 juin 1885 (*Gaz. Pal.*, 852, sup. 88); 2 mars 1891 (*La Loi*, 1891, p. 402); Chambéry, 25 janvier 1901 (*La Loi*, 15 mars 1904); 7 mai 1885 (*Gaz. Trib.*, 4 juillet 1885). Il s'agissait dans l'espèce de ce dernier jugement d'un abandon qui avait duré trente-trois ans sans autre motif que l'indifférence de l'auteur et une absence inexplicable d'affection pour sa femme et sa fille. Le tribunal de la Seine a jugé que dans ces conditions l'abandon par lui-même ne constituait pas une injure grave.

Mais, d'après une seconde conception, l'abandon du domicile conjugal ou le refus de le réintégrer sont par eux-mêmes une cause de divorce, à moins que les circonstances extérieures ne leur ôtent leur caractère injurieux. C'est ainsi qu'un arrêt de la cour de Paris, 8 juillet 1886 (S. 86, II, 164), réformant de la façon la plus nette le jugement précité du tribunal de la Seine du 7 mai 1885, déclare que le refus persistant par la femme de réintégrer le domicile conjugal est de nature à constituer une injure grave, que l'injure résulte suffisamment de l'abandon pro-

longé du domicile conjugal. Les décisions en ce sens sont nombreuses : Cambrai, 16 juin 1887 (*La Loi*, 2 août 1887) ; Paris, 17 avril 1888 (S. 88, II, 287) ; Req., 11 décembre 1888 (D. 90, I, 340) ; Amiens, 30 novembre 1887 (S. 88, II, 87) ; Alger, 25 avril 1893 (P. 94, I, 88) ; Paris, 11 février 1887 (S. 87, II, 88) (*Le Droit*, 10 mai 1897). « Considérant, dit l'un de ces jugements, que la cohabitation de la femme et du mari est de l'essence du mariage, que ni l'un ni l'autre des époux ne saurait arbitrairement se soustraire à cette obligation imposée par la loi sans se rendre coupable envers son conjoint d'une injure empreinte d'une excessive gravité... » L'abandon spontané et volontaire est un manquement au devoir de cohabitation, il atteste du mépris et de l'indifférence à l'égard du conjoint abandonné ; il implique par là même une injure. Les circonstances extérieures, si elles sont invoquées, ne peuvent l'être que pour détruire la présomption d'injure qui est contenue dans le fait même de l'abandon. On peut dire que la jurisprudence d'une façon générale consacre cette seconde conception, qui semble aussi être acceptée par la doctrine (1).

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU, *Traité de droit civil. Des personnes*, t. III, p. 31. — PLANIOL, *Revue critique*, 1887, p. 689.

Cependant l'absence n'a jamais été admise comme cause de divorce par la jurisprudence. « Attendu, dit un jugement, que Briant avait été condamné par contumace pour participation à

Le refus par le mari de recevoir sa femme au domicile conjugal constitue, comme l'abandon de ce domicile ou le refus de le réintégrer, une violation de l'obligation légale de cohabitation. Comme dans les deux cas précédents il faut naturellement que le refus soit volontaire. Il faut naturellement aussi que la femme établisse qu'elle a manifesté la volonté d'être reçue au domicile conjugal et que le mari lui a opposé un refus catégorique. C'est par une sommation restée infructueuse que pratiquement ce refus est établi. Mais, une fois que la preuve du refus du mari est faite, il semble nécessairement que ce refus est injurieux et par conséquent suffisant pour faire prononcer le divorce. Cependant l'opinion contraire est consacrée dans quelques jugements et arrêts qui décident que ce refus perd tout caractère injurieux

l'insurrection de 1871, et que, pour se soustraire à l'exécution de cette sentence, il se serait réfugié à l'étranger ; que depuis, non seulement sa femme, mais personne n'a reçu de ses nouvelles ; que si sa condamnation explique son départ de France, rien n'explique aujourd'hui, après l'amnistie, son absence prolongée ;

Attendu, dans ces conditions, que l'existence de Briant n'est pas établie... Que Briant est absent dans le sens des articles 112 à 143 du Code civil et a droit à la protection édictée par la loi ;

Par ces motifs :

Prononce défaut contre Briant, qui ne comparait pas, et statuant, déclare quant à présent et en l'état la dame Briant non recevable en sa demande et la condamne aux dépens.

(Jugement du Tribunal civil de la Seine : *La Loi*, 29 oct. 1886.)

et cesse par conséquent d'être un motif de divorce, lorsque le mari a des raisons sérieuses pour interdire à sa femme l'accès du domicile conjugal, par exemple dans le cas d'inconduite notoire de la femme : Amiens, 11 août 1886 (*Rec. d'Amiens*, 86, p. 244) (*Gaz. Pal.*, répert. V^o Divorce, n^o 51); Amiens, 16 juillet 1891 (*Gaz. Pal.*, 92, I, Table, p. 70); Trib. civ. Seine, 21 novembre 1900 (*Gaz. Trib.*, 16 mars 1901); Montpellier, 16 janvier 1902 (S. 1902, II, 133).

D'autres arrêts et jugements décident au contraire que le refus par le mari de recevoir sa femme au domicile conjugal constitue par lui-même une injure motivant la séparation de corps ou le divorce, abstraction faite des circonstances de la cause : Paris, 17 avril 1888 (*La Loi*, 2 mai 1888); Cass., 6 novembre 1888 (S. 89, I, 64); Besançon, 26 juillet 1889 (S. 89, II, 156). D'après ces décisions la cohabitation du mari et de la femme étant de l'essence même du mariage, aucun des deux époux ne peut arbitrairement se soustraire à cette obligation imposée par la loi, sans se rendre coupable envers son conjoint d'une injure empreinte d'une extrême gravité et de nature à motiver le divorce. Aucun des deux conjoints ne saurait émettre la prétention de créer une séparation de fait, c'est-à-dire une situation anormale que la loi ne reconnaît pas ; celle-ci lui assure le droit de demander le divorce ou la séparation de corps ; il n'a qu'à y recourir, s'il a de justes motifs de mécontentement à l'égard de l'autre conjoint (DEMOL.,

Tr. du mar., t. II, n° 388). C'est de la façon la plus nette que l'on trouve formulée cette doctrine dans un jugement du Tribunal de Muret du 11 juin 1891 (*Lois Nouv.*, 91, II, 180). «Attendu, dit ce jugement, qu'il résulte des documents de la cause et des faits reconnus de toutes les parties qu'à la suite d'actes d'infidélité notoires de la part de la femme, le mari interdit à celle-ci l'accès du domicile conjugal; que vainement la dame F... lui fit sommation d'avoir à la recevoir et à la traiter conformément aux prescriptions légales, que F... a déclaré que les désordres auxquels elle s'adonnait publiquement rendaient tout rapprochement impossible... Attendu que, quelque graves que soient les torts de la dame F... envers le défendeur, celui-ci ne peut imposer à sa femme le régime de la séparation de fait... Attendu dès lors qu'on est forcé de reconnaître que c'est le mari qui enfreint les dispositions de l'article 214 du Code et qui se rend coupable envers sa femme d'un excès et d'une injure grave donnant ouverture au profit de celle-ci à une action en séparation de corps ou en divorce.» Cette solution est sans doute très rigoureuse, mais il faut reconnaître qu'elle est tout à fait juridique. Bien avant 1884 la Cour de cassation avait déjà admis cette doctrine en matière de séparation de corps dans un arrêt du 17 janvier 1874 (S. 74, I, 216).

Depuis 1884, les deux tendances signalées se rencontrent également dans la jurisprudence, et la Cour

de cassation, appelée à statuer sur cette question, s'est contentée de déclarer que les juges du fait, pour déterminer l'injure résultant du refus par le mari de recevoir sa femme au domicile conjugal, ont un pouvoir souverain d'appréciation : Cass., Req., 20 novembre 1893 (D. 94, I, 286).

Au refus par le mari de recevoir sa femme au domicile conjugal, la jurisprudence assimile le fait par le mari d'offrir à sa femme une résidence non convenable, c'est-à-dire une résidence qui n'est pas conforme à son éducation, à son caractère, à ses goûts et à ses habitudes : Trib. civ. Château-Gontier, 16 juin 1903 (*Gaz. Pal.*, 1904, I, 240).

Enfin le refus du devoir conjugal, qui est implicitement contenu dans l'obligation de cohabitation, est un grief parmi les plus fréquents de la pratique. Pour qu'il présente le caractère d'une injure, la jurisprudence exige avec raison qu'il soit volontaire et persistant. Par conséquent ne constituerait pas un refus du devoir conjugal l'abstention due à un vice de conformation chez la femme ou chez l'homme : Angers, 15 janvier 1896 (*Gaz. Trib. Midi*, 15 mars 1896); à l'âge, à la maladie, à une impuissance naturelle : Caen, 2 mai 1892 (*Rev. arrêts Caen*, 92, I, 177); Nîmes, 5 juin 1894 (D. 96, II, 142). Mais le refus volontaire et persistant du devoir conjugal est-il par lui-même une injure ou faut-il que l'on puisse relever les circonstances extérieures faisant ressortir son caractère injurieux? Nous retrouverons ici,

comme dans les décisions relatives aux deux faits précédents, deux tendances opposées.

D'une part, un grand nombre de jugements ou arrêts consacrent cette opinion que l'abstention du mari ou le refus par la femme de se soumettre au devoir conjugal ne peut être considérée comme un motif de divorce que si des circonstances extérieures en révèlent le caractère injurieux : Paris, 5 mai 1888 (*Gaz. Pal.*, 88, II, 226) ; Rouen, 8 août 1891 (*Lois Nouv.*, 1892, II, p. 200). « Attendu, dit ce dernier jugement, que si l'abstention à remplir le devoir conjugal peut être considérée comme une injure grave, c'est à la condition qu'elle soit entourée de circonstances dénotant des sentiments d'aversion à l'égard de la femme ; qu'aucune allégation de ce genre n'est relevée par la dame X..... ni offerte en preuve par elle. » Un autre jugement du tribunal de la Seine déclare formellement que le refus d'accomplir le devoir conjugal ne peut être une cause de divorce *que s'il s'est produit dans des conditions injurieuses* : Trib. Seine, 12 juillet 1895 (*Gaz. Tribun.*, 10 novembre 1895). Pratiquement la femme produit, à l'appui de sa demande, des certificats médicaux attestant qu'elle a conservé les attributs physiques de la virginité. Mais la Cour de cassation, 20 décembre 1892 (S. 93, I, 306, note sous cet arrêt et rapport de M. le conseiller Denis), décide que ce fait n'implique pas nécessairement les torts du mari et ne constitue même pas une présomption contre lui,

puisque'il est possible que ce fait soit dû au refus persistant de la femme. D'après cette doctrine, c'est par conséquent au demandeur, conformément aux principes, que ce soit la femme ou le mari, à justifier sa demande. Le conjoint demandeur doit donc établir non seulement la non-consommation du mariage ou le refus du devoir conjugal, mais encore son caractère injurieux : Angers, 15 janvier 1896 (*Gaz. des Trib. du Midi*, 15 mars 1896) ; Caën, 4 avril 1898 (*Le Droit*, 14 avril 1898) ; Cass., Req., 30 novembre 1898 (*Gaz. Trib.*, 31 janvier 1899).

D'autres jugements et arrêts consacrent la doctrine contraire. Le refus du devoir conjugal constitue une injure et les circonstances extérieures ne peuvent être invoquées que pour enlever au refus le caractère injurieux qu'il présente par lui-même : Dunkerque, 27 novembre 1884 (S. 85, II, 23. ; Tours, 3 février 1885 (*La Loi*, 17 juin 1885) ; Amiens, 5 décembre 1885 (*Rec. Amiens*, 86, 38). Cette doctrine est très nettement énoncée dans un arrêt de la Cour de Besançon. « Attendu, dit cet arrêt, qu'à l'âge des époux *cette abstention du mari constitue par elle seule, et sans qu'il soit besoin de relever d'autres circonstances*, une injure des plus graves vis-à-vis d'une femme bien constituée et d'une conduite irréprochable, à moins que le mari ne démontre que sa volonté y est demeurée étrangère » : Besançon, 26 juillet 1889 (S. 89, II, 156) ; Comp. Amiens, 22 novembre 1888 (*La Loi*, 6 janvier 1889) ; Agen,

22 décembre 1891 (S. 92, II, 208) ; Nancy, 10 mars 1894 (S. 94, II, 112) ; Montpellier, 29 novembre 1897 (*La Loi*, 11 juin 1898) ; Cass., Req., 12 novembre 1900 (*Gaz. Trib.*, 16 décembre 1900). D'après cette doctrine la femme n'a pas à établir que le refus du mari est volontaire et injurieux. L'état de virginité constaté chez la femme établit contre le mari, sinon une preuve, du moins une présomption qui l'oblige à prouver que son abstention s'explique par une cause indépendante de sa volonté. « Les principes du Code civil, notamment ceux de l'article 213, sont d'accord avec toutes les lois morales et naturelles pour soumettre la femme au mari, c'est-à-dire qu'il lui appartient de prendre l'initiative et de faire valoir ses droits. Le droit, la morale et la nature établissent donc, en pareil cas, une présomption qu'il lui appartient de détruire par la preuve contraire » (S. 93, I, 307, col. 2). « Attendu, dit la Cour d'Agen, dans l'arrêt précité de 1891, que l'appelant ne justifie d'aucune impossibilité légitime justifiant son attitude et que son abstention est donc volontaire. »

Enfin les refus volontaires d'assistance, de secours, de protection et d'obéissance constituent aussi des manquements à des obligations civiles et sont considérés comme des causes suffisantes de divorce par la jurisprudence comme elles l'étaient déjà, avant même 1884, pour la séparation de corps : Bordeaux, 7 février 1857 (D. 57, II, 98) ; Dijon, 30 juillet 1868

(D. 68, II, 247). Mais en général ces faits sont contenus dans l'abandon même du domicile conjugal ou le refus de le réintégrer.

Pour conclure sur les faits qui se rattachent à une obligation légale résultant du mariage, nous pouvons dire que ces faits, pour constituer des motifs de divorce, doivent être injurieux, mais que la tendance générale de la jurisprudence est plutôt de sous-entendre dans ces faits l'intention injurieuse (1).

Faits indépendants d'une obligation légale

Ce ne sont pas des faits qui, comme ceux que nous venons d'examiner, constituent des violations graves d'obligations inscrites dans la loi elle-même. Ce sont des actes, des paroles ou des écrits qui dénotent des sentiments contraires à l'affection, à l'estime, à la considération et au respect que se doivent les époux l'un pour l'autre et qui constituent des atteintes morales et parfois même matérielles pour l'époux visé.

(1) Ce n'est pas à dire que, d'après cette conception, ces faits deviennent, comme on a voulu l'objecter, des causes péremptoires de divorce. En effet, des circonstances extérieures peuvent être invoquées comme excuses et permettent de faire tomber la présomption d'injure, tandis que pour une véritable cause péremptoire, comme l'adultère, aucune excuse ne pourrait être invoquée devant le tribunal.

Pour décider si un fait ou un écrit ou un propos constituent une injure, les magistrats tiennent compte naturellement de la condition, du milieu, des habitudes et de l'éducation des époux. Mais on conçoit facilement qu'ici, plus que partout ailleurs, le pouvoir souverain d'appréciation reconnu aux tribunaux s'exercera de la façon la plus large.

Une remarque générale doit être faite à propos des faits que nous groupons sous la rubrique ci-dessus, c'est que la jurisprudence dans tous ces cas exige de la façon la plus ferme l'intention injurieuse, ce qui est tout naturel.

On peut distinguer parmi ces faits, d'une part les injures verbales et les injures écrites, et d'autre part les injures réelles ou faits injurieux. Les injures verbales ou écrites que la jurisprudence considère comme des motifs de divorce ou de séparation de corps sont tellement nombreuses et variées qu'il serait trop long et trop difficile de les relever. On ne peut qu'énoncer la formule qui les embrasse toutes et citer quelques exemples. On peut dire, d'une façon générale, que « les paroles injurieuses, les propos blessants, les marques de dédain peuvent être, suivant les cas, des causes suffisantes de divorce ou de séparation de corps, lorsqu'ils témoignent d'une aversion ou d'un mépris inconciliable avec l'état d'époux, et qu'ils sont en désaccord avec la condition et l'édu-

cation de chacun d'eux » (1). Les juges prennent en considération la publicité de l'injure, sa répétition, sa continuité, son accent, les conditions dans lesquelles elle s'est produite, qui constituent suivant les cas des circonstances propres à atténuer ou à aggraver l'injure.

Comme exemples d'injures verbales ou écrites on peut signaler : les propos blessants et les outrages verbaux dirigés par l'un des conjoints contre l'autre : Paris, 11 août 1892 (*La Loi*, 13 août 1892); les dédains dont l'un des époux a été abreuvé de la part de l'autre ; le mépris des convenances dont l'un fait preuve à l'égard de l'autre ; la maussaderie voulue et persistante ; l'injure d'avoir été épousée à contre-cœur : Trib. Toulouse, 30 janvier 1896 (*La Loi*, 21 mars 1896); les reproches particulièrement offensants dirigés par l'un des conjoints contre l'autre au cours des débats : même jugement ; Trib. Seine, 22 mars 1894 (*Le Droit*, 28 octobre 1894); Pau, 27 mars 1896 (*Le Droit*, 6 mai 1896); les appréciations malveillantes et injurieuses portées par l'un des époux sur le compte de l'autre, et contenues, soit dans des lettres adressées à ce dernier ou à un tiers, soit dans un libellé qui a été répandu : Trib. Seine, 4 juillet 1892 (*Le Droit*, 4 août 1892);

(1) CARPENTIER, Divorce et séparation de corps (Répertoire du droit français, numéro 622).

Paris, 18 mai 1897 (*Gaz. des Trib.*, 24 décembre 1897); Trib. civ. Seine, 31 octobre 1901 (*Gaz. Trib.*, 1^{er} novembre 1901); les propos outrageants adressés par l'un des époux aux parents de l'autre époux : Paris, 27 mars 1896 (D. 96, II, 222); le fait par l'un des conjoints d'avoir entamé contre l'autre une véritable campagne de dénigrement et de diffamation : Cass., Req., 4 décembre 1901 (D. 1902, I, 166); des accusations mal fondées et injurieuses, comme les accusations d'adultère : Lyon, 14 novembre 1885, (*Gaz. Pal.*, 1886, I, 64); Toulouse, 5 juillet 1886 (*Gaz. Trib.*, 25 juillet 1886); Trib., Seine, 23 juin 1890 (*Le Droit*, 9 juillet 1890); les imputations de maladies honteuses ou de vices honteux : Paris, 18 mars 1887 (*Gaz. Pal.*, 22 mai 1887).

Quant aux faits injurieux, ils sont très nombreux aussi. Nous examinerons les plus fréquents et les plus importants. Tous ces faits se rattachent plus ou moins à l'idée d'abus du droit.

En principe, l'usage par l'un des conjoints d'un droit reconnu par la loi ne constitue pas une injure à l'égard de l'autre. C'est ainsi que le fait de demander la séparation de corps, le divorce ou la conversion, est un fait licite qui ne peut pas lui-même et par lui seul fournir une cause de divorce : Angers 13 avril 1896 (D. 96, II, 439). C'est ainsi encore qu'il n'y a pas injure de la part du mari qui demande l'interdiction de sa femme alors que l'inconduite et le genre de dépenses de celle-ci pouvaient faire croire

à un affaiblissement de son esprit, et que le conseil de famille, et après lui le tribunal, s'ils n'ont pas admis l'interdiction demandée, ont du moins reconnu la nécessité d'édicter certaines mesures de protection : Cass., 16 avril 1894 (D. 95, I, 85). De même n'est pas une injure le refus du mari de céder à la volonté émise par sa femme de renvoyer un domestique, quand cette volonté n'est pas motivée par des raisons sérieuses et qu'elle peut être considérée comme un simple caprice de femme : Trib. Seine, 14 novembre 1893 (*Le Droit*, 27 novembre 1893). Dans ces cas on ne peut relever que l'exercice normal d'un droit. Mais il en serait autrement si c'est abusivement et par esprit de méchanceté qu'un droit est mis en mouvement avec la pensée ou la conviction qu'on n'aboutira à rien. Aussi la jurisprudence a-t-elle considéré comme injurieuse pour l'époux visé une demande en divorce dont le bien-fondé n'a pu être établi : Trib. Seine, 12 juillet 1886 (*Gaz. Trib.*, 19 août 1886). « Attendu qu'en articulant contre sa femme des faits graves dont il n'a même pas tenté d'administrer la preuve, X... a commis vis-à-vis de sa femme une nouvelle injure » : Paris, 19 mars 1887 (*Gaz. Pal.*, 87, I, 733). Est injurieux le refus du mari de renvoyer ou de laisser renvoyer un domestique qui s'est montré inconvenant envers la femme (D. 99, I, 358). Il a été également jugé qu'il y a injure grave dans le fait de poursuivre l'internement du conjoint dans une maison de santé, alors qu'il n'y a aucun

motif à produire à l'appui de la demande : Seine, juin 1892 (*Gaz. Pal.*, 93, supplément 34.)

Nous retrouvons l'application de ces idées dans le cas d'atteintes au sentiment religieux. Le mari chef de la famille exerce la puissance maritale et la puissance paternelle. A ce titre il peut s'opposer à la célébration du mariage religieux, au baptême des enfants ou à leur éducation religieuse. Ces refus constituent un exercice normal des pouvoirs que la loi lui confère. Aussi des décisions ont-elles rejeté la demande en divorce de la femme basée sur l'un ou l'autre de ces motifs : Nîmes, 12 mai 1886 (*Gaz. Trib.*, 28 mai 1886) (1). Mais si le mari, connaissant les convictions religieuses de sa femme, a refusé de faire procéder à la bénédiction religieuse de leur union, après lui avoir promis ou fait croire que cette cérémonie serait accomplie ; si le refus de faire baptiser les enfants ou de leur donner une éducation religieuse intervient de la part d'un mari qui avant le mariage affectait des sentiments religieux et se montrait un pratiquant fervent, il y aurait dans ces faits des abus injurieux de l'autorité maritale ou paternelle qui

(1) Et par contre, ce qui est une conséquence du même principe, il y aurait une injure grave de nature à faire prononcer la séparation de corps ou le divorce dans le fait par la femme de donner clandestinement, malgré les injonctions formelles du mari, une éducation religieuse aux enfants (Carpentier, n° 673).

permettraient de prononcer le divorce : Bruxelles, 17 juillet 1889 (S. 90, IV, 28) (D. 99, I, 358).

De même si le mari qui a des relations intimes avec sa femme ne fait qu'user de son droit, puisque les époux ont droit, l'un vis-à-vis de l'autre, au devoir conjugal, cet usage devient un abus des plus injurieux si le mari expose sa femme à être contaminée d'une maladie vénérienne dont il est et se sait atteint : Nancy, 27 février 1894 (*Le Droit*, 24 mars 1894) ; Trib. civ. Lille, 15 décembre 1898 (*Nord Jud.*, 99, 122). Il importe peu d'ailleurs, lorsqu'il y a eu communication consciente, que la maladie soit antérieure ou postérieure au mariage : Nancy, 30 janvier 1886 (S. 86, II, 181) ; Paris, 2 avril 1896 (*Le Droit*, 30 mai 1896). Mais la communication d'une maladie vénérienne ne constitue pas une injure grave motivant la séparation de corps ou le divorce si le défendeur n'avait pas connaissance de son état, s'il pouvait à juste titre se considérer comme guéri, si, par conséquent, la communication du mal a été involontaire : Cass., 18 janvier 1892 (S. 92, I, 80) ; Trib. Seine, 4 juin 1897 (*Gaz. des Trib.*, 6 octobre 1897) ; Nancy, 26 janvier 1901 (*Pand. Fr.*, 1901, II, 115).

Un arrêt de Nancy a vu une injure grave entraînant le divorce dans le fait par un mari de se faire soigner par sa femme d'une maladie vénérienne essentiellement contagieuse. « Attendu qu'il est établi que D..., atteint d'une maladie syphilitique grave, essentiellement contagieuse de sa nature, se faisait

soigner par sa femme, exposant ainsi cette dernière aux dangers les plus sérieux. Attendu que ces faits constituent une injure grave commise par D... à l'égard de sa femme, *qui suffirait à elle seule à faire prononcer contre lui le divorce*, et qui, se joignant à l'adultère établi contre l'intimé, justifie, à l'égard de D..., la décision des premiers juges » : Nancy, 30 janvier 1886) (S. 86, II, 181) (1).

Il y a également abus profondément injurieux des droits résultant du mariage dans le fait par le mari

(1) M. HITIER (*op. cit.*, p. 27), qui relève aussi cet arrêt remarque que, « si on généralisait cette solution, elle conduirait à nier l'existence du devoir d'assistance entre époux en cas de maladie contagieuse quelconque, et le malade commettrait une injure grave à l'égard de son conjoint en réclamant ses soins. » Or la jurisprudence, malgré toutes ses extensions, n'a jamais admis que la maladie, contagieuse ou non, fût une cause de divorce. Les tribunaux ont toujours résolument rejeté les demandes de divorce ou de séparation de corps basées sur la maladie grave, la démence de l'un des époux : Poitiers, 25 mars 1890 (D. 90, II, 340) ; sur l'impuissance : Trib. Seine, 22 juin 1892 (*Gaz. des Trib.*, 9 juillet 1892) ; sur les maladies et les infirmités de toutes sortes, quelque répugnantes qu'elles soient : Trib. Marseille, 21 février 1902 (D. 1902, II, 193). En cela la jurisprudence n'a fait que se conformer à la loi qui ne reconnaît pas l'état de maladie de l'un des époux comme constituant une cause légitime de rupture du lien conjugal en faveur de l'autre époux : Lyon, 20 novembre 1903 (*Mon. Lyon.*, 13 janvier 1904). Il ne faut donc voir dans l'arrêt de la Cour de Nancy qu'une simple décision d'espèce s'expliquant par les circonstances de la cause.

de substituer à l'accomplissement du devoir conjugal des pratiques illicites, honteuses et contre nature : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Nîmes, que D..., dès les premiers jours du mariage, s'est rendu coupable d'une injure grave envers sa femme, en substituant à l'accomplissement du devoir conjugal des pratiques illicites, honteuses et contre nature... Attendu qu'il importe souverainement que les femmes, en se confiant au mari de leur choix et au protecteur que la loi leur assure, sachent qu'elles ne seront pas exposées à rencontrer en eux des professeurs de débauche et d'immoralité ; que les maris sachent, de leur côté, que traiter leurs femmes comme des filles, les flétrir et les souiller par des attouchements contre nature, dépraver leur cœur et leur corps par des pratiques aussi immorales que périlleuses pour leur santé, c'est leur faire la plus sanglante injure qui puisse les atteindre en même que les autoriser à se soustraire désormais à leur approche, en demandant à la justice de rompre le lien conjugal : » Nîmes, 5 juin 1894 (S. 96, II, 142) ; Nancy, 10 mars 1894 (S. 94, II, 112).

Enfin on peut rattacher au même principe les inconséquences de conduite. La jurisprudence les considère comme des injures graves permettant de prononcer le divorce. « En se mariant et en se promettant mutuellement fidélité, dit M. Hitier (1), les

(1) HITIER, *op. cit.*, p. 24.

époux ont pris l'engagement, non seulement de ne pas commettre d'adultère, mais de se garder entière la foi jurée ; ceci comporte une réserve de tenue et de relations qu'on ne saurait oublier, sans qu'il en résulte un manquement à l'obligation imposée par la loi. Il y a injuré dès lors, parce qu'ici l'élément intentionnel est sous-entendu comme au cas d'abandon du domicile conjugal, parce qu'il y a obligation contractée, et qu'y manquer, c'est professer *ipso facto* le mépris et le dédain de celui à qui on a promis fidélité. » Aussi la jurisprudence a-t-elle estimé que des faits de légèreté ou d'imprudence de l'un des époux pouvaient constituer une injure grave envers l'autre : Cass., 12 mai 1885 (S. 86, I, 16) ; Trib. Seine, 20 décembre 1889 (*Gaz. des Trib.*, 30 janvier 1890). L'injure qui peut motiver la séparation de corps ou le divorce peut, dans ces cas, résulter non seulement des paroles ou des écrits, mais encore de tous actes qui rendent la vie commune insupportable à l'époux blessé dans ses sentiments intimes : Poitiers, 3 novembre 1896 (S. et P. 97, II, 250). Ainsi le manque de réserve de la femme et son indépendance de conduite, lorsqu'ils vont jusqu'à mettre les apparences contre elle, sont considérés comme une injure : Paris 2 novembre 1892 (*Gaz. Pal.*, 93, I, 42) ; Alger, 25 avril 1893 (S. 93, II, 184) ; Trib. civ. Beauvais, 18 juillet 1895 (*Gaz. des Trib.*, 14 août 1895) ; Trib. civ. Perpignan, 25 mai 1896 (*Le Droit*, 21 décembre

1896). Commet envers la femme une injure grave de nature à faire prononcer le divorce, dit un jugement du tribunal de la Seine, le mari qui témoigne publiquement à une jeune fille accueillie dans le domicile conjugal une affection exagérée et peu explicable à raison de la différence d'âge qui existe entre eux, de nature à faire naître des soupçons et à donner prise à la censure, en se montrant par exemple avec elle dans les théâtres, en la recevant chez lui en l'absence de sa femme, etc., alors que celle-ci, se bornant à reprocher à son mari ces relations comme simplement compromettantes, l'a prié à plusieurs reprises, dans les termes les plus modérés, d'y mettre un terme : Trib. Seine, 28 novembre 1890 (*Le Droit*, 25 décembre 1890).

Pour conclure sur ce second groupe de faits nous pouvons dire que, pour constituer des motifs de divorce, ces faits doivent être injurieux et que la tendance générale à la jurisprudence, contrairement à ce que nous avons constaté pour le premier groupe, est de ne pas sous-entendre dans ces faits l'intention injurieuse.

Donc dans la vie conjugale, qu'il s'agisse de faits se rattachant à une obligation légale ou de faits intervenant à propos des relations des époux sans qu'une obligation légale soit en cause, l'injure comporte l'intention injurieuse.

Faits extra-conjugaux

Dans la vie extra-conjugale les faits qui motivent le divorce peuvent être antérieurs à la célébration du mariage ou postérieurs à cette célébration.

Nous commencerons par l'examen des seconds.

Faits postérieurs à la célébration du mariage

Les faits étudiés jusqu'ici se produisaient dans les rapports des époux, c'est-à-dire se rattachaient à la vie conjugale. Mais à côté de la vie conjugale il y a pour chacun des époux, et surtout pour l'homme, la vie extra-conjugale qui peut, elle aussi, susciter des faits de nature à atteindre profondément le lien conjugal. Dans cet ordre de faits il en est un que le législateur de 1884 a retenu et a même admis comme cause péremptoire de divorce, c'est la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante. La jurisprudence de son côté a trouvé d'autres faits extra-conjugaux qu'elle a considérés comme des injures graves pouvant motiver le divorce.

Parmi ces faits, celui qu'on rencontre le plus souvent dans les décisions des tribunaux, c'est la condamnation correctionnelle de l'un des époux. Partant de ce fait que le mariage crée entre les époux une solidarité d'honneur, la jurisprudence considère que toute flétrissure infligée à l'un des conjoints rejaillit sur l'autre et constitue à l'égard

de celui-ci une injure grave permettant de prononcer le divorce. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Toulouse, que le mariage entraîne une solidarité d'honneur et de devoir, que l'un des époux ne peut encourir une flétrissure sans qu'elle s'étende au conjoint vis-à-vis duquel elle constitue, dès lors, la plus grave des injures » : Toulouse, 31 décembre 1888 (S. 89, II, 61). Mais faut-il, par conséquent, que le fait pour lequel la condamnation a été encourue porte atteinte à l'honneur du conjoint : Paris, 10 avril 1895 (*La Loi*, 17 juillet 1895), ce qui rentre dans le pouvoir souverain d'appréciation du juge : Villefranche, 16 mai 1896 (*La Loi*, 4 juin 1896); Trib. Seine, 3 mars 1898 (*Le Droit*, 20 avril 1898). S'il en était autrement, s'il s'agissait, par exemple, de la condamnation du mari pour un délit de presse ordinaire, il n'y aurait pas motif à divorce. C'est, en effet, le fait délictueux qui importe plutôt que la condamnation, qui n'est qu'un moyen de preuve pour établir l'acte déshonorant qui est reproché au conjoint coupable : Trib. Toulouse, 5 juillet 1886 (*Gaz. Pal.*, 86, II, 461); condamnations correctionnelles successives pour escroquerie, détournement, abus de confiance, filouterie d'aliments : Trib. Amiens, 10 mars 1886 (*Journal du Droit*, Amiens 10 mars 1886); Lyon, 19 décembre 1895 (*Le Droit*, 5 mai 1896); Villefranche, 16 mai 1896 (*La Loi*, 4 juin 1896); condamnations pour outrage public à la pudeur : Trib. de Die, 10 novembre 1887 (*Gaz. Pal.*, 87, II, 669); condam-

nation correctionnelle pour coups et blessures par un des époux contre sa mère: Trib. Cambrai, 16 juin 1887 (*La Loi*, 2 août 1887); Trib. Coulommiers, 1^{er} juillet 1892 (*La Loi*, 3 mars 1892); Trib. Rocroi, 12 janvier 1899 (*Gaz. Pal.*, 99, I, 282); condamnation pour vol: Cour de Toulouse, 30 décembre 1888 (S. 88, II, 61); Rennes, 12 novembre 1895 (*Gaz. Pal.*, 96, I, 256); condamnation pour abus de confiance: Paris 4 décembre 1899 (*Le Droit*, 14 février 1900), condamnation pour escroquerie: Seine, 31 mars 1890 (*La Loi*, 28 mai 1890); Trib. Remiremont, 11 juin 1896 (*La Loi*, 5-6 juillet 1896); condamnation pour voies de fait et pour mauvais traitements envers un enfant commun: Trib. Toulonse, 17 mars 1892 (*Le Droit*, 17 décembre 1892); condamnation pour faux: Trib. Grenoble, 5 juillet 1893 (*Gaz. Pal.*, 93, II, 369); condamnation du mari pour détournement vis-à-vis de ses patrons.

Tirant les dernières conséquences du principe posé, la jurisprudence est allée encore plus loin et a prononcé la dissolution de l'union conjugale pour des faits entachant l'honorabilité d'un des conjoints sans même qu'une condamnation quelconque fût encourue. C'est ainsi qu'il a été jugé que commet à l'égard de sa femme une injure grave, de nature à entraîner le divorce, le mari qui, étant percepteur, détourne des titres de rente qui lui avaient été remis à la charge d'en faire un emploi déterminé, et s'expose ainsi à encourir des condamnations de nature

à apporter le trouble et le déshonneur dans son ménage: Trib. Seine, 2 juin 1890 (*Le Droit*, 26 juin 1890). Un autre jugement du tribunal civil de la Seine, 20 décembre 1895 (*La Loi*, 15 janvier 1896), a décidé, il est vrai, qu'un acte d'improbité ne peut être constitutif d'une injure grave qu'à raison du mobile qui l'a inspiré ou des circonstances qui l'ont accompagné. Cependant, le tribunal de Perpignan a pu voir une cause de divorce dans la mise en réforme d'un officier et a déclaré que c'est la mise en réforme qui est avant tout et en elle-même à examiner, et qu'elle justifie le divorce indépendamment des motifs sur lesquels elle repose: 4 décembre 1893 (*Le Droit*, 17 mars 1894).

Pour justifier cette jurisprudence on a invoqué, d'une part des décisions intervenues en matière de séparation de corps antérieurement au rétablissement du divorce, et d'autre part les travaux préparatoires de la loi de 1884. Mais les deux arguments sont bien contestables.

On trouve, il est vrai, dans la jurisprudence antérieure à 1884 quelques décisions qui ont admis la séparation de corps pour condamnations correctionnelles : Caen, 23 février 1857 (*J. Pal.*, 57, II, 568; S. 57, II, 567) ; Saumur, 2 août 1862 (D. 62, III, 72). Mais dans toutes ces décisions le fait pour lequel la condamnation avait été encourue se trouvait en rapport étroit avec les obligations du mariage. Dans les deux décisions précitées les condamnations cor-

rectionnelles, qui avaient motivé la séparation de corps, avaient été prononcées l'une pour proxénétisme de la femme et l'autre pour outrage public à la pudeur. Ces faits impliquent l'abandon de toute pudeur personnelle et constituent une violation des devoirs qu'impose le mariage, par conséquent une injure aux termes de l'article 231. Lorsque la nature du fait incriminé était sans rapport avec le mariage, la jurisprudence antérieure à 1884 n'admettait pas la séparation de corps. C'est ainsi que la Cour de Grenoble, 24 janvier 1865 (D. 65, II, 220), rejeta la demande en séparation fondée sur une condamnation prononcée pour faux en écriture de commerce (1).

Quant aux travaux préparatoires, ils ne sont pas plus concluants en faveur de la jurisprudence que nous examinons.

Le projet de la commission, il est vrai, donnait aux tribunaux le pouvoir d'apprécier si une condamnation à une peine correctionnelle pour certains

(1) Quelques décisions postérieures à 1884, mais tout à fait isolées, se sont aussi inspirées des mêmes principes. « Attendu, dit un jugement du tribunal de Villefranche, que, d'après les définitions des jurisconsultes, l'idée d'injure comporte la volonté de manifester personnellement au conjoint des sentiments d'aversion et de mépris; qu'il est difficile d'attribuer ce caractère à une condamnation portant sur des faits étrangers à l'autre époux; que l'injure ne consisterait plus alors que dans la déconsidération, mais que cette cause, la loi l'a restreinte aux

délits déterminés était de nature à motiver le divorce. Ce texte fut successivement voté en première et en seconde délibérations par la Chambre des députés. Au Sénat, la commission proposa d'abandonner le texte voté par la Chambre pour revenir au texte du Code civil, qui fut, en effet, adopté. Cette suppression faite par le Sénat des condamnations correctionnelles dans l'article 231 donna lieu à M. Letellier de s'exprimer ainsi dans son rapport : « Le Sénat a donc supprimé la faculté que vous vouliez donner aux tribunaux d'accorder le divorce en raison de la condamnation de l'un des époux à des peines correctionnelles entachant en fait l'honneur du condamné. Nous regrettons cette disposition qui est réclamée depuis bien longtemps par les plus éminents jurisconsultes et que la raison semblait commander. La solution du Sénat ne nous a cependant pas paru sans remède. Nous demeurons convaincus que, dans l'immense majorité des cas,

condamnations criminelles : que si le fait par lui-même était injurieux pour le conjoint, comme par exemple certains attentats aux mœurs, on comprendrait alors qu'il fût déterminant pour faire prononcer le divorce » : Trib. Villefranche, 2 août 1888 (*Gaz. Pal.*, 88, II, 322). Voir, dans le même sens : Auxerre, 10 juillet 1889 (*Le Droit*, 2 août 1889) ; Lyon, 26 juillet 1888 (*Gaz. Pal.*, 89, I, table, p. 50). Mais ce sont là les seules décisions en ce sens que l'on puisse relever dans toute la jurisprudence depuis 1884.

les tribunaux considéreront l'infamie de fait de l'un des époux comme une injure grave envers l'autre époux et prononceront le divorce. » C'est sur cette réflexion de M. Letellier que la jurisprudence s'appuie pour justifier ses décisions. Il faut avouer que c'est bien insuffisant, surtout si on la rapproche des observations qui avaient été présentées par M. Naquet pour soutenir l'introduction des condamnations correctionnelles comme causes facultatives de divorce : « Si vous n'introduisez pas, disait-il à la séance du 8 mai 1882, dans l'article, ces causes facultatives, savez-vous ce qui va se produire ? C'est que vous laisserez aux tribunaux le soin d'apprécier s'ils peuvent ou non considérer comme injures graves les condamnations que nous avons visées. Il en est quelques-unes pour lesquelles la réponse des tribunaux ne sera pas douteuse, j'en conviens : ainsi, en ce qui concerne les outrages à la pudeur, l'excitation des mineurs à la débauche, je crois que dès à présent la jurisprudence est telle que les tribunaux jugeraient dans le sens où la Commission s'est prononcée. Mais le cas de vol, d'escroquerie, est-ce là une injure grave de l'un des époux vis-à-vis de l'autre ? Non, Messieurs, *ce ne serait que par un abus d'interprétation qu'on pourrait arriver à considérer ces faits comme une injure grave d'un des époux envers l'autre* » (1).

(1) *J. O.*, 9 mai 1882, p. 532, col. 2.

On ne peut donc raisonnablement invoquer, à l'appui de cette jurisprudence, ni celle antérieure au rétablissement du divorce, ni les travaux préparatoires de la loi de 1884.

La véritable raison est que, en présence de situations tout à fait dignes d'intérêt où, par suite de condamnations correctionnelles ou même de simples actes d'improbité, faits suffisamment infamants pour rendre la vie commune intolérable, le divorce s'imposait (1), les tribunaux ont mis à profit l'absence de définition de l'injure d'une part et la souveraineté de leur pouvoir d'appréciation d'autre part pour prononcer la dissolution du lien conjugal.

Mais il faut remarquer qu'une pareille jurisprudence en arrive à exclure complètement l'élément intentionnel de la notion d'injure.

Cette exclusion de l'élément intentionnel se retrouve dans l'ivrognerie de l'un des époux, autre fait extra-conjugal que la jurisprudence considère comme une

(1) « On ne saurait admettre, disent les motifs d'un arrêt précité de la Cour de Toulouse, que les mauvais traitements du mari ou même des propos blessants pour la dignité de la femme soient une cause de séparation, tandis qu'il n'y aurait pas cause de séparation dans une condamnation deshonorante.... Lorsque, par la faute du mari, l'estime n'est plus possible, la vie commune ne peut se continuer : une doctrine contraire détruirait la moralité du mariage » : Arrêt de la Cour de Toulouse, 30 déc. 1888 (D. 90, II. 104).

injure grave pouvant motiver le divorce ou la séparation de corps. C'est toujours l'application de cette idée que, le mariage créant une solidarité d'honneur, tout acte déshonorant ou simplement honteux de l'un des conjoints rejaillit sur l'autre. Cette idée indique en même temps les conditions nécessaires pour que l'ivresse soit admise comme cause de divorce ou de séparation de corps. Il faut qu'elle soit habituelle et publique. Ce sont là les conditions généralement exigées par la jurisprudence. Aussi un jugement de Dijon du 27 juillet 1887 (S. 88, II, 17) a-t-il déclaré que des faits accidentels et peu nombreux d'ébriété, qui n'ont eu d'autres témoins que les gens de service de la maison, ne sont pas de nature à constituer, de la part de la femme, une injure grave, pouvant autoriser le mari à demander le divorce. Mais l'ivrognerie habituelle, l'ivresse notoire publique de l'un des époux, constituent des injures graves de nature à motiver le divorce : Poitiers, 18 juin 1894 (S. 94, II, 235); Trib. civ. Beauvais, 2 février 1900 (*Gaz. Pal.*, 1900, I, 348. D'ailleurs, la question de savoir si l'ivresse habituelle de l'un des conjoints constitue à l'égard de l'autre une injure grave susceptible de donner ouverture à l'action en divorce est surtout — cela se conçoit tout naturellement — une matière d'appréciation où le juge est souverain et dans laquelle il doit tenir compte non seulement du fait en lui-même, mais de la situation sociale des époux et des circonstances

dans lesquelles ce fait s'accomplit: Trib. civil, Lyon, 14 novembre 1895 (*Gaz. des Trib.*, 15 janvier 1896); Montpellier, 25 mars 1899 (S. 99, I, 132).

Il est cependant un fait extra-conjugal dans lequel la jurisprudence exige l'intention injurieuse pour le considérer comme une cause de divorce ou de séparation de corps, c'est le changement de religion de l'un des conjoints. On présume que ce changement dénote chez une personne le besoin sincère de s'attacher à des croyances qu'elle croit vraies et atteste, par conséquent, des scrupules de conscience. Mais s'il apparaît que ce changement de religion de la part de l'un des époux n'a eu d'autre but que de blesser profondément l'autre, il y a alors une injure des plus graves qui permet de prononcer le divorce ou la séparation de corps. On trouve l'affirmation de cette théorie dans un jugement du tribunal du Mont-de-Marsan ; il s'agissait, dans l'espèce, d'une demande en divorce introduite par le mari et fondée sur l'abjuration de sa femme qui, protestante, s'était convertie au catholicisme. Le tribunal rejeta la demande. « Attendu qu'il n'y a pas lieu de supposer que la dame X... a changé de religion et suivi les cérémonies du culte catholique dans l'intention de nuire et avec la pensée d'être désagréable à son mari... » : Trib. Mont-de-Marsan, 23 janvier 1891 (*Gaz. Trib.*, 5 mai 1891).

Tels sont les principaux faits extra-conjugaux postérieurs au mariage que la jurisprudence considère

comme des injures graves de nature à motiver le divorce. Sauf en ce qui concerne le changement de religion de l'un des époux, dans tous ces cas l'élément intentionnel est complètement exclu de la notion d'injure.

Faits antérieurs à la célébration du mariage

Des faits antérieurs au mariage peuvent-ils être invoqués comme cause de divorce ou de séparation de corps ?

La doctrine est partagée sur cette question (1). Dans la jurisprudence on rencontre également des décisions dans le sens de l'affirmative et des décisions dans le sens de la négative.

Dans ce dernier sens on invoque les termes même de la loi qui, à l'article 231, ne parle que des époux ; par conséquent, dit-on, la loi n'a voulu admettre que des faits postérieurs au mariage. Adoptant cette thèse, certains jugements ont déclaré qu'il n'y avait pas d'injure grave dans la grossesse antérieure au mariage, ni dans la dissimulation de cet état : Cambrai, 28 mars 1888 (D. 88, V, 165); Trib.

(1) En faveur de la négative : AUBRY et RAU, t. V, p. 178, § 491, note 26 ; LAURENT, Princ. de droit civil, t. III, n° 192 ; DEMOLOMBE, *op. cit.*, n° 392. En faveur de l'affirmative : VRAYE et GODE, Le divorce et la séparation de corps, 2^{me} édit., t. I, n° 262 ; POULLE, Le Divorce, pp. 12^o et suiv.

Seine, 16 novembre 1892 (*Le Droit*, 21 décembre 1892). Un jugement du tribunal de la Seine, 17 avril 1891 (*Le Droit*, 10 mai 1891), a décidé qu'il ne suffit pas, pour faire prononcer le divorce contre une femme, de prouver qu'elle avait eu un amant avant son mariage, alors surtout qu'on n'articule pas qu'elle ait continué depuis ce moment ses relations coupables, et que le mari ne pouvait en l'épousant se faire d'illusion sur sa moralité. Pour une raison inversement analogue, le même tribunal a jugé que la femme n'est pas fondée à demander le divorce sous prétexte que son mari a eu une maîtresse avant le mariage, alors du moins qu'elle n'établit pas que le mari a repris cette dernière depuis le mariage : Trib. Seine, 4 juin 1897 (*Gaz. Trib.*, 6 octobre 1897). Par application des mêmes principes il a été encore jugé que la dissimulation par un mari d'une maladie dont il souffrait antérieurement au mariage (dans l'espèce, des crises d'épilepsie) n'était pas une cause de divorce. Un arrêt de Lyon, 19 février 1890 (S. 90, II, 111), contient l'affirmation même très nette de ces principes : « Les faits antérieurs au mariage ne peuvent servir de base à une demande en divorce, ni à raison de leur nature propre, ni à raison de cette circonstance que l'époux défendeur les aurait dissimulés à son futur conjoint. »

Cette thèse nous semble trop rigoureuse. L'argument tiré de l'article 231 sur lequel elle s'appuie est

d'ailleurs des plus spécieux : si l'article 231 ne parle que des époux, c'est pour la raison bien simple qu'il ne peut y avoir divorce qu'entre époux, c'est-à-dire là où il y a mariage.

Aussi certaines décisions ont-elles apporté quelques restrictions à l'irrecevabilité des faits antérieurs au mariage. D'après ces décisions, si les faits antérieurs ne peuvent, en principe, servir de base à une action en divorce, il en est autrement lorsque ces faits ont été de nature à entraîner des conséquences inévitables au cours du mariage et injurieuses pour l'autre époux : Lyon, 4 août 1891 (*Moniteur de Lyon*, 12 mars 1892) : il s'agissait, dans l'espèce, de la révélation d'une faute commise par une femme avec un de ses parents qui la savait mariée et qui était venu habiter dans son voisinage, ce qui pouvait laisser supposer la survivance de ces rapports ; dans ces conditions le tribunal de Lyon a accueilli la demande en divorce du mari pour injure grave. Dans un jugement du tribunal de Carcassonne on retrouve la même distinction : des faits antérieurs à la célébration du mariage peuvent être invoqués à l'appui d'une demande en divorce *s'ils constituent une injure de nature à se prolonger au delà même de la célébration du mariage* : Carcassonne, 14 février 1893 (*Le Droit*, 14 mai 1893). En ce sens un arrêt de la Cour de Paris a décidé qu'il importe peu que la souscription d'une reconnaissance signée par le mari, à titre de commission, pour la négociation du

mariage soit antérieure au mariage si l'injure qui en résulte pour la femme n'a été connue et ressentie par elle qu'au cours du mariage, dans des conditions qui en aggravaient singulièrement la portée, la reconnaissance signée par son mari ayant donné lieu à un procès à la suite duquel elle a été annulée comme ayant une cause illicite : Paris, 10 août 1892 (S. 93, II, 244). En somme, ce qui ressort de ces décisions, c'est que, ainsi que le déclare un jugement de Dijon, les faits antérieurs au mariage peuvent, suivant les circonstances, être une cause de séparation de corps ou de divorce comme constituant par eux-mêmes ou par leurs conséquences une injure grave et que les tribunaux doivent apprécier la portée de cette injure pour admettre ou rejeter la demande : Dijon, 4 juin 1889 (*Le Droit*, 8 mars 1889). Il semble que ce soit aussi l'opinion de la Cour de cassation : Cass., 26 juillet 1893 (D. 94, I, 160.)

Cependant de nombreuses décisions sont allées encore plus loin et ont consacré cette doctrine que les faits antérieurs au mariage pouvaient être invoquées comme causes de divorce. La plupart de ces décisions sont intervenues dans le cas d'inconduite ou de grossesse de la femme antérieure au mariage : Douai, 13 décembre 1887 (Jur. Cour Douai, 88, 22); Cambrai, 29 juillet 1887 (*La Loi*, 10-11 octobre 1887); Dijon, 28 juillet 1891 (*La Loi*, 23 octobre 1891); Trib. Seine, 31 mars 1890 (*Le Droit*, 19 avril 1890); Trib. Seine, 15 novembre 1897 (*Gaz. Trib.*,

12 décembre 1897) ; Alger, 13 décembre 1897 (*Gaz. Pal.*, 31 mars 1898) ; Trib. civ. Tarbes, 30 janvier 1899 (*Mon. Lyon.*, 2 mars 1899) ; Trib. civ. Bar-sur-Aube, 6 décembre 1902 (S. 1903, II, 52). Il est vrai qu'en pareil cas c'est moins l'acte antérieur que le silence gardé par son auteur qui constitue l'injure ; c'est la tromperie prolongée jusqu'au moment du mariage. Dans le même sens un jugement du tribunal de la Seine du 19 mai 1888 (*Gaz. du Pal.*, 30 mai 1888) a prononcé le divorce contre un prêtre catholique qui avait caché son état ecclésiastique à sa future épouse pour l'amener à consentir au mariage. Un autre jugement du même tribunal a décidé qu'il y avait injure grave suffisante pour motiver le divorce dans le fait par un homme de s'être rendu coupable de délits antérieurs au mariage (dans l'espece des détournements) pouvant entraîner une condamnation, alors même que la poursuite et la condamnation sont postérieures à la célébration du mariage : Trib. Seine, 14 janvier 1889 (*Gaz. Pal.*, 7 mars 1889). Cette doctrine a été enfin consacrée dans le cas de maladie : l'homme qui, se sachant impuissant, trompe à ce sujet sa fiancée ainsi que la famille de cette dernière et contracte néanmoins mariage, commet à l'égard de sa femme une injure grave, qui, n'étant pas seulement antérieure mais encore concomitante à la célébration du mariage, peut être invoquée par elle à l'appui d'une demande en divorce : Orléans, 4 mars 1904 (*La Loi*, 22 mars

1904). Ce dernier jugement peut être considéré comme la contre-partie de l'arrêt précité de Dijon 19 février 1890.

On peut dire qu'à l'heure actuelle la jurisprudence, prise dans son ensemble, accepte l'admission des faits antérieurs au mariage comme causes de divorce, en quoi elle se montre logique avec elle-même. Nous avons vu en effet que la jurisprudence s'attache pour les faits postérieurs au mariage à l'injure *ressentie* et non au fait injurieux lui-même. Si donc l'injure se caractérise par ses résultats, là où le fait antérieur au mariage porte préjudice moral au conjoint, il faut logiquement admettre qu'il y a injure. « Ce qui est insupportable au conjoint, ce qui rend pour lui la vie commune impossible, c'est de se sentir lié à un individu taré, de penser que le déshonneur qui atteint le coupable rejaillit sur l'innocent. Que le fait se soit produit après ou avant le mariage, peu importe ; avoir épousé un escroc ou un faussaire est pour le conjoint une situation aussi pénible que d'épouser un individu au casier judiciaire intact qui, postérieurement, manque aux lois les plus élémentaires de l'honnêteté. Dans les deux cas, il y a préjudice grave porté au conjoint ; dans les deux cas, il est atteint dans son honneur, dans la considération dont il jouit, par le fait du coupable ; dans les deux cas, il y a injure grave et matière à divorce. »

Nous avons ainsi étudié l'injure dans la vie conjugale et dans la vie extra-conjugale.

Nous pouvons nous demander maintenant quelle est la notion d'injure qui se dégage de l'examen jurisprudentiel de cette cause de divorce. On peut dire que la jurisprudence entend par *injure* tout fait, intentionnel ou non, commis par l'un des époux et constituant un manquement grave à ses devoirs envers l'autre ou attestant que la vie commune n'est plus compatible avec la nature du mariage (1).

L'injure est donc « une formule générale qui a la valeur d'un principe susceptible d'applications indéfinies », et il est vrai d'affirmer qu'en réalité il y a en France un nombre illimité de causes déterminées de divorce. Elles sont déterminées par la jurisprudence et non par la loi (2).

(1) C'est à peu près ce que disent les art. 45 et 47 de la Loi fédérale suisse et l'art. 1568 du Code civil allemand.

D'après les art. 45 et 47 de la Loi fédérale suisse, le divorce est possible « lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que la continuation de la vie commune est incompatible avec la nature du mariage » ou « que le lien conjugal est profondément atteint. »

D'après l'art. 1568 du Code civil allemand, il y a lieu à divorce quand l'un des époux se rend coupable d'un trouble profond des rapports conjugaux « par une violation grave des devoirs nés du mariage ou par une conduite déshonorante ou immorale. »

(2) PLANIOL, Traité élémentaire de droit civil, t. I, pp. 383, 3^{me} édit. Comp. Revue critique, 1887, p. 687.

CONVERSION DE LA SÉPARATION DE CORPS EN DIVORCE

Sur cette importante matière, la loi de 1884 dit simplement que, « lorsque la séparation de corps aura duré trois ans, le jugement pourra être converti en jugement de divorce, sur la demande formée par l'un des époux » (art. 310).

Pour résoudre la question de la conversion de la séparation de corps en divorce, le législateur de 1884 eut à opter entre trois systèmes.

Le premier était celui du Code Napoléon qui n'accordait la faculté de demander la conversion qu'à l'époux originairement défendeur, à celui contre lequel la séparation avait été prononcée. Seul cet époux avait le droit de venir dire à son conjoint : « Vous avez obtenu contre moi la séparation de corps, cet état de séparation a duré trois ans; je vous mets en demeure soit de nous réunir, soit de laisser prononcer le divorce. » Si l'époux originairement demandeur ne consentait pas à reprendre la vie commune, la conversion était nécessairement prononcée par le juge. Ce système, qui avait le grave inconvénient de mettre l'époux innocent à la merci de l'époux coupable, fut écarté.

Il en fut de même du système proposé par M. Denormandie et qui était le contre-pied du premier. Ce second système consistait à donner privativement,

non plus à l'époux défendeur, mais à l'époux demandeur, le droit de demander après trois ans la conversion de la séparation en divorce.

Le législateur de 1884, estimant que la séparation de corps est un état équivoque et dangereux qu'il est de l'intérêt social de faire cesser lorsque la réconciliation est décidément impossible, accorda le droit d'en demander la conversion en divorce à chacun des époux; mais, pour donner satisfaction à ceux qui auraient voulu retirer entièrement à l'époux coupable le droit d'obtenir la conversion, il la rendit facultative pour le juge.

Ce qui ressort très nettement de la lecture des travaux préparatoires, c'est que le législateur a voulu laisser au tribunal une liberté entière pour apprécier s'il y a lieu d'accorder la conversion. La loi ne donne aucune indication au juge sur les circonstances d'après lesquelles il devra se déterminer.

On peut affirmer avec M. Planiol que le pouvoir laissé au juge n'a été en somme qu'un moyen pour le législateur de ne pas résoudre lui-même une question gênante. Il nous faut donc examiner comment la jurisprudence a résolu cette question, autrement dit il nous faut indiquer dans quel sens et dans quelle mesure s'est exercé le pouvoir d'appréciation donné aux tribunaux.

En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire les causes sur lesquelles les tribunaux appuient leurs décisions, les circonstances d'après lesquelles ils se

déterminent pour prononcer ou repousser la conversion, on peut distinguer dans les jugements et arrêts trois tendances différentes qui se sont manifestées dès le début et dont la troisième a fini par triompher.

Une première conception que les tribunaux se sont fait de leur mission en matière de conversion est celle qui a consisté à accorder ou à refuser cette conversion suivant la gravité des faits qui avaient motivé la séparation. Les magistrats voyaient en principe dans la séparation de corps un diminutif du divorce et estimaient, par conséquent, que les motifs suffisants pour relâcher le lien conjugal n'étaient pas toujours de nature à justifier la rupture complète de ce lien. De là, suivant les cas, rejet ou admission de la demande en conversion. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Paris du 5 mars 1885, que le devoir du tribunal est d'abord de rechercher si les motifs qui ont conduit à la séparation ont *une gravité suffisante* pour entraîner le divorce; attendu que, dans l'espèce, la gravité des faits reconnus à la charge de P⁴. par le jugement de Rethel eût permis l'admission du divorce, si le divorce avait été demandé par la dame P... » Paris, 5 mars 1885 (D. Répert., suppl., V^o Divorce, p. 433). « Considérant, dit un arrêt de la Cour de Limoges, du 4 mai 1885, que l'unique grief relevé contre elle pour motiver le jugement de séparation de corps au profit du mari est, à l'estime de la Cour, absolument insuffisant pour justifier la demande de conversion en divorce... » (*eod. loco*). La Cour de cassation, dans

un arrêt du 11 janvier 1887, a approuvé cette conception: « Attendu, dit cet arrêt, qu'en refusant de prononcer la conversion de la séparation en divorce, notamment par des motifs tirés de ce que les causes qui avaient motivé cette séparation n'étaient pas de nature à justifier la rupture complète du lien conjugal, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une application juridique de l'art. 310... »: Cass., Req., 31 janvier 1887 (D. 87, I, 334).

On a invoqué à l'appui de cette conception — non sans une apparence de raison — les travaux préparatoires de la loi de 1884. Il est certain que lors de ces travaux l'idée d'une hiérarchie entre les causes de divorce et de séparation a été souvent exprimée. Pour ne citer que les paroles du rapporteur de la loi au Sénat, voici textuellement ce qu'il disait au sujet du pouvoir d'appréciation accordé aux tribunaux: « Le tribunal aura à apprécier si les motifs qui avaient été suffisants pour prononcer la séparation peuvent être, après trois ans d'épreuve, considérés comme *suffisants* pour prononcer, non plus seulement le *relâchement* du lien conjugal, mais sa *rupture*, c'est-à-dire le divorce. » (1)

(1) Rapport verbal de M. Labiche : Sénat, séance du 24 juin 1884 (*J. O.* du 25 ; déb. parl., p. 1191). La même idée se retrouve dans un amendement proposé au Sénat par M. Eymard Duvernay (*J. O.*, 21 juin 1884 ; déb. parl., pp. 1133-1138) et dans les observations de MM. Dauphin et Lucien Brun (*J. O.*, 24 et 25 juin ; déb. parl., p. 1175).

Et cependant il est d'abord douteux que cette conception soit celle de la loi ; il est à remarquer ensuite qu'elle est inacceptable.

Elle est inacceptable parce qu'elle ne peut offrir une idée directrice aux tribunaux dans tous les cas ; elle ne peut les guider que lorsque le jugement de séparation de corps dont on demande la conversion a été prononcé pour des causes facultatives, et spécialement pour injure, c'est-à-dire pour celles qui laissent place à une appréciation de la part du juge. Les causes péremptoires, l'adultère et la condamnation à une peine afflictive et infamante, se trouvent par là même exclues. La théorie ne serait donc pas toujours applicable.

Elle est inexacte parce qu'elle est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi. Si, en effet, la séparation de corps a été maintenue par le Code civil de 1804 et après lui par la loi de 1884, ce n'est point pour constituer un diminutif du divorce, c'est-à-dire pour remédier à des situations moins graves que celles qui nécessitent la dissolution de l'union conjugale, mais pour assurer une solution aux conflits conjugaux des époux catholiques que leur conscience religieuse empêche de recourir au divorce. D'autre part, la rédaction de l'art. 306 est tellement claire qu'elle exclut de la façon la plus certaine l'idée d'une hiérarchie entre les causes de divorce et de séparation de corps : « *Dans le cas où il y a lieu à demande en divorce, il sera libre aux époux de former une*

demande en séparation de corps », dit, en effet, cet article.

On trouve l'affirmation de ces idées et, par conséquent, la condamnation (1) de cette première tendance jurisprudentielle dans plusieurs décisions :

(1) Quoique la conception qui crée un rapport hiérarchique entre le divorce et la séparation de corps n'ait pas triomphé dans la question spéciale de la conversion, il n'en est pas moins vrai que la jurisprudence, en dehors de cette question, établit aujourd'hui, quant à leurs causes, une gradation entre le divorce et la séparation de corps : Cass., 8 janvier 1900 (*Pandectes françaises*, 1901, I, 97). Il s'agissait dans l'espèce d'une demande en divorce rejetée par le tribunal parce que les motifs en avaient été jugés insuffisants. En appel, le demandeur transforma sa demande de divorce en demande de séparation de corps, mais les juges d'appel repoussèrent également cette nouvelle demande et confirmèrent la décision de première instance. La Cour de cassation, appelée à statuer, a décidé que l'on devait faire droit à la demande en séparation de corps, celle-ci pouvant être admise pour des griefs jugés insuffisants pour justifier le divorce. « Attendu, dit l'arrêt de cassation, que des griefs insuffisants pour justifier le divorce pourraient être jugés assez graves pour légitimer une séparation de corps ; qu'en effet, si, aux termes de l'art. 306 du Code civil, les causes légales de la séparation de corps sont les mêmes que celles du divorce, les deux demandes se distinguent néanmoins par leur caractère, leur but et leurs conséquences, puisque l'une comporte le maintien du lien conjugal dont l'autre poursuit la rupture ; d'où il suit que les juges du second degré étaient tenus d'apprécier au point de vue nouveau de la demande en séparation de corps, substituée à la demande de divorce, la valeur des articulations proposées. » On peut donc dire qu'aujourd'hui il y a deux degrés

Blois, 20 août 1884 (S. 85, II, 69) ; Lorient, 19 nov. 1884 (*Gaz. Pal.*, 84, II, 732) ; Cour de Caen, 28 juillet 1886 (*La Loi*, 11 février 1887). « Les excès, sévices ou injures graves admis par l'art. 231 du Code civil, dit cet arrêt, et par l'art. 306 du même Code, comme causes de séparation de corps, doivent être, quoi-

dans la dislocation du mariage et que, en dépit de l'art. 306, le divorce est plus difficile à obtenir que la séparation de corps. « Cette distinction, observe M. Charmont dans la note mise au bas de l'arrêt de cassation que nous venons de citer, est bien moins l'œuvre de la loi que celle de la coutume. Comme le dit exactement M. Huc (Code civil, t. II, p. 465), le Code pourrait être modifié ; elle n'en subsisterait pas moins. La Chambre est actuellement saisie d'un projet de réforme de l'art. 310, déjà voté par le Sénat : si ce projet, comme il y a lieu de le penser, est adopté définitivement, la conversion des séparations de corps en divorce ne sera plus facultative pour le juge ; elle deviendra obligatoire. Et pourtant, il y aura toujours à très peu près entre la séparation de corps et le divorce la même inégalité. C'est qu'en effet cette inégalité résulte de la nature des choses. Toutes les fois que la cause de divorce ou de séparation n'est pas péremptoire, lorsque — et c'est le cas le plus fréquent — la demande est fondée sur une allégation d'excès, sévices ou injures graves, le tribunal apprécie la gravité des faits. Forcément il établit une relation entre la cause et l'objet de la demande : le divorce produit des effets beaucoup plus énergiques que la séparation ; on hésitera davantage avant de le prononcer ; tel fait pourra paraître suffisant pour une séparation, insuffisant pour un divorce. N'a-t-on pas toujours constaté que le juge s'inquiète nécessairement des conséquences de son verdict : c'est parce qu'il en est ainsi que le juré d'assises excède sa compétence, et que dans la plupart des cas sa réponse est influencée par la préoccupation de l'application de la peine. »

qu'ils ne tendent pas au même but et ne produisent pas les mêmes résultats, soumis aux mêmes règles d'appréciation dans l'une et l'autre instance; s'ils sont jugés suffisants pour faire prononcer la séparation de corps, ils sont par les mêmes motifs suffisants pour faire prononcer le divorce. » « Attendu que *les causes du divorce et de la séparation de corps sont identiques* », déclare un arrêt de la Cour de Bordeaux, 30 janvier 1889 (*Gaz. Pal.*, 12 mai 1889).

Aussi voit-on, dès les premiers temps de l'application de la loi de 1884, une seconde conception s'affirmer dans certaines décisions jurisprudentielles. D'après ces décisions, il est inacceptable, au point de vue moral, qu'un époux, dont les torts ont motivé la séparation de corps, vienne s'en prévaloir pour obtenir le divorce. D'où rejet de la demande en conversion lorsqu'elle émane de l'époux contre lequel a été prononcée la séparation : Trib. d'Arras, 3 décembre 1884 (*Gaz. Pal.*, 85, I, 94). « Attendu, dit un arrêt de la Cour de la Martinique, qu'il ne saurait être admis que le demandeur en conversion, contre lequel a été prononcée la séparation, puisse trouver dans ses propres torts, dans l'adultère par lui commis, un titre suffisant pour imposer à sa femme une rupture définitive à laquelle elle répugne, et ce, lors même qu'il est constaté que la femme s'est refusée à toute réconciliation avec son mari. » 21 fév. 1885 (S. 85, II, 65). Cet arrêt déféré à la Cour de cassation a été maintenu par elle.

En refusant à l'époux coupable le droit d'obtenir la conversion, ces décisions ont violé ouvertement l'art. 310 du Code civil. La conception qu'elles consacrent est tout à fait illégale.

D'autres décisions ont cru échapper à cette critique en se montrant moins absolues : elles ont exigé pour prononcer la conversion, lorsque la demande en était faite par le défendeur condamné dans l'instance en séparation, que celui-ci produisît des faits nouveaux postérieurs à la séparation imputables à l'autre conjoint : Versailles, 27 août 1884 (*Le Droit*, 30 avril 1885) ; Tours, 18 nov. 1884 (*La Loi*, 1884, p. 1169) ; Charleville, 8 janvier 1885 (*La Loi*, 1885, p. 186) ; Compiègne, 20 avril 1877 (*Le Droit*, 1^{er} mai 1887). Ou bien elles ont trouvé, au contraire, dans des faits postérieurs imputables au conjoint, ancien défendeur en séparation et demandeur en conversion, des raisons pour ne pas accueillir la demande : Seine, 4 décembre 1884 (*Gaz. Pal.*, 85, I, 17) ; 24 déc. 1884 (*Gaz. Pal.*, I, 110) ; Paris, 21 janvier 1886 (S. 86, II, 129). « Attendu, dit l'un de ces jugements, qu'il résulte des documents de la cause que X... a continué à vivre publiquement dans l'inconduite, que la gravité et la persistance de l'injure par lui commise envers sa femme ne permettent pas d'accueillir la demande. » Ou bien enfin elles ont subordonné le triomphe de l'action du demandeur en séparation à cette condition qu'il aurait pu obtenir lui-même la séparation à son profit s'il avait intenté à cette

époque une demande reconventionnelle : Cour de Douai, 5 fév. 1885 (S. 85, II, 68); Cour Poitiers, 15 décembre 1885 (*Gaz. Pal.*, 86, I, supp. 123).

Sans violer aussi nettement que les premières l'art. 310, ces décisions n'en sont pas moins en contradiction manifeste avec cet article. En imposant, en effet, à l'époux non bénéficiaire de la séparation certaines conditions, quand ce n'est pas l'obligation de produire des faits nouveaux, elles le frustrent en fait d'un droit que l'art. 310 lui accorde.

Aussi est-ce une troisième conception, apparue également dès le début, qui a fini par triompher : c'est celle qui n'envisage que l'intérêt social. Au point de vue social, la séparation de corps est une situation dangereuse (1) : elle favorise les unions irrégulières et les naissances illégitimes. Il est souhaitable qu'elle ne se prolonge pas indéfiniment. Par conséquent, lorsqu'elle a duré trois ans et que l'un des époux demande sa conversion en divorce, il faut en principe la prononcer, à moins qu'exceptionnellement il y ait des motifs sérieux de la refuser (2) : Trib. Moulins, 12 mai 1887 (*La Loi*, 18 déc. 1887); Lyon, 13 mai 1887 (*Gaz. Pal.*, 7 juillet

(1) « Ce qu'est la séparation de corps pour les époux, le voici : c'est le dérèglement de la vie ou le célibat forcé, c'est-à-dire un état contraire, soit aux lois sociales, soit à la nature humaine. » (M. de Marcère, rapporteur de la loi de 1884.)

(2) MASSIGLI, *Revue critique*, 1886, p. 218.

1887); Paris, 3 janvier 1889 (*Gaz. Pal.*, 22 fév. 1889); 25 mars 1890 (*La Loi*, 9 mai 1890); 11, 16 et 17 juin 1896 (*Le Droit*, 26 juin 1896); 17 janvier 1896 (*La Loi*, 8 juillet 1896); Angers, 13 avril 1896 (D. 96, II, 439).

Pour refuser la conversion, les tribunaux tiennent compte en général de l'espoir d'une réconciliation : Trib. Troyes, 27 août 1884 (S. 85, II, 70); Trib. Seine, 5 mars 1885 (S. 85, II, 70); Poitiers, 25 mars 1889 (D. 90, II, 340); Req., 27 janvier 1891 (D. 91, I, 461); Bastia, 1^{er} mars, 1892 (D. 92, II, 417). « Attendu, dit l'un de ces jugements, que les juges ont un pouvoir souverain pour décider, d'après les circonstances de la cause, s'il y a lieu d'admettre ou de repousser la conversion; attendu que, si le législateur a essayé un intervalle de trois ans, c'est pour que le juge pût apprécier si, dans cet intervalle, il ne s'est pas produit quelque fait, de nature à faire croire qu'un rapprochement est encore possible entre les époux. » Si tout rapprochement dans l'avenir apparaît invraisemblable, les tribunaux prononcent la conversion, afin de faire cesser l'état anormal de séparation de corps. « Attendu que cette séparation, qui dure depuis onze ans, n'a point modifié les causes profondes de dissentiment qui divisent les époux depuis la formation du lien conjugal; que les essais de vie commune ont eu pour effet d'aigrir les esprits et d'accentuer les dissonances de caractère... Attendu que, pour faire repousser la demande de M. P..., la dame

Marie-Louise P..., son épouse, a fait offre, en pardonnant les torts du mari, de reprendre la vie commune ; mais qu'une offre pareille ne paraît pas sérieuse, en présence des causes graves de dissentiment qui existent entre les deux époux... » : Trib. Marseille, 30 avril 1898 (*Gaz. des Trib.*, 14 mai 1898). Dans l'un et l'autre cas, les tribunaux auront décidé pour le mieux de l'intérêt social (1).

Ce qui conduit parfois aussi les tribunaux à refuser la conversion, c'est l'intérêt des enfants : Bordeaux, 30 juillet 1890 (J. arr. Bordeaux, n° 1, p. 430) ; Trib. Toulon, 26 février 1891 (*La Loi*, 29 juill. 1891) ; Trib. Charolles, 15 mai 1891 (*La Loi*, 1^{er} juin 1894), sans cependant que l'existence d'enfants légitimes soit à elle seule une cause suffisante pour faire repousser la demande en conversion : Aix, 11 juin 1885 (*La Loi*, 2 juillet 1885) ; Paris, 7 janvier 1886 (*Gaz. Pal.*, 86, I, 207) ; Poitiers, 25 mars 1889 (*Rec. Poitiers*, 89, II, 149). Des considérations d'ordre moral dans certains cas peuvent inciter également les juges à rejeter la demande en conversion : Trib. Marseille, 30 avril 1898 (*Gaz. des Trib.*, 14 mai 1898).

Ce dernier jugement reproduit, mieux que tout

(1) Cette conception du rôle du tribunal en matière de conversion avait été remarquablement présentée, dès les premiers temps d'application de la loi, par M. Saint-Marc (*Revue critique*, 1885, pp. 120-227).

autre, la théorie actuelle de la jurisprudence : « Attendu que cet article (art. 310), introduit dans le Code par la loi du 27 juillet 1884, ne prescrit aucune condition, si ce n'est une épreuve de trois ans après la séparation ; qu'il n'assigne aucune préférence à l'un ou à l'autre des époux, laissant aux tribunaux le soin d'apprécier s'il y a lieu de rompre définitivement le lien conjugal qu'une première décision avait relâché ; — que, pour se conformer au texte aussi bien qu'à l'esprit de la loi, le juge doit se demander si, d'après les circonstances de la cause, il est permis de croire que des époux déjà séparés pourront reprendre la vie commune, ou bien si la réconciliation paraît impossible ; qu'il doit aussi se préoccuper des conséquences qui résulteraient du divorce au point de vue de la morale et de l'intérêt des enfants. »

A la vérité, ce qui ressort de plus certain de cet examen de la jurisprudence, c'est « la reconnaissance d'un pouvoir souverain d'appréciation au profit des juges du fond et le droit de motiver leur décision par les raisons les plus diverses, sans que la censure de la Cour de cassation ait à s'exercer : cela non pas quand les juges du fond se bornent à l'appréciation des faits matériels de la cause, mais quand ils s'élèvent, pour motiver leur décision, à des idées d'ordre général et cherchent à dégager des idées directrices. » Aussi, quoique la grande majorité de la jurisprudence soit fixée dans le sens que nous avons indiqué, les

décisions présentent encore certaines divergences et même quelques contradictions (1).

Mais si les juges ont un pouvoir souverain pour décider s'il y a lieu d'admettre ou de repousser la conversion, et s'il y a, par conséquent, encore aujourd'hui, des divergences et des contradictions sur

(1) C'est ce qui explique le nombre de propositions tendant à la modification de l'art. 310.

Dès 1886, M. Alfred Naquet déposait au Sénat une proposition consacrant la conversion obligatoire, qui fut repoussée (*Officiel*, 1886, pp. 1146-47). Quelque temps après, M. Léon Renault renouvelait la même proposition : « La vérité, disait-il en invoquant les contradictions de la jurisprudence, c'est que votre article 310, tel qu'il a été rédigé en 1884, crée l'arbitraire pur et simple des magistrats. Vous ne leur avez indiqué ni les causes de la conversion ni même fait pressentir où ils devaient les chercher... » (Sénat, 23 octobre 1888, *Off.*, 24 octobre ; déb. parl., p. 1138). La proposition Renault fut également rejetée.

Elle fut reprise par M. Julien à la Chambre des députés (première délibération, 16 mai 1893 : *J.O.*, 17 mai ; déb. parl., p. 1425) qui l'adopta, en seconde délibération, le 21 juillet 1893 (*J. Off.*, 22 juillet 1893, p. 2261). Transmise au Sénat en janvier 1894, elle fut discutée dans les séances des 16 et 23 novembre 1896, mais ne fut adoptée qu'avec des modifications : la conversion n'était obligatoire que lorsqu'elle était demandée par l'époux qui avait obtenu la séparation. M. Julien proposa, en 1897, à la Chambre de revenir au texte primitivement voté par elle (*J. O.*, Chambre 1897, Annexes, p. 319 sq.).

La proposition de loi adoptée par le Sénat avec modifications les 16 et 23 novembre 1896 a été transmise à la Chambre en 1902. Le *Journal Officiel* du 13 juin 1902 porte mention de cette transmission. La Chambre ne s'est pas encore prononcée.

les considérations qui doivent guider le juge dans sa décision, en dehors de ce point le pouvoir des tribunaux n'est pas illimité et la jurisprudence elle-même a eu à maintes reprises l'occasion d'en indiquer les limites.

Toutes ces limitations dérivent de ce principe, clairement indiqué dans l'art. 310, que l'instance engagée doit aboutir à la conversion du *jugement* de séparation en *jugement* de divorce.

De là cette première conséquence que les juges doivent tenir pour acquis les faits constatés dans le jugement de séparation. Ils ne peuvent en aucune façon se livrer à un nouvel examen de ces faits, car il y a sur ce point chose jugée : Lorient, 19 nov. 1884 (*Fr. Jud.*, 85, II, 48) ; Lyon, 3 juillet 1890 (*D.* 90, II, 36). Ils ne peuvent à plus forte raison substituer à la cause relatée dans le jugement de séparation une autre cause : Caen, 25 octobre 1887 (*S.* 89, II, 102) (*D.* 91, II, 40) ; Cass., 15 déc. 1896 (*Le Droit*, 15-16 fév. 1897). Ils ne peuvent enfin modifier le rôle respectif assigné aux parties dans la séparation de corps. En d'autres termes, l'époux qui a obtenu la séparation de corps doit être réputé avoir obtenu le divorce dans l'instance en conversion, alors même que cette instance aurait été introduite par son conjoint, et que, si la séparation de corps a été prononcée aux torts réciproques des deux époux, aucun d'eux ne peut être considéré dans l'instance en conversion comme ayant obtenu le divorce : Alger, 2 février 1886 (*P.* 86,

I, 974 et la note de M. Labbé); Trib. Compiègne, 20 avril 1887 (*La Loi*, 24 déc. 1887); Cass., 11 févr. 1889 (S. 89, I, 225); Trib. Angers, 16 mai 1898 (*Gaz. des Trib.*, 7 août 1898) (1).

Toutes ces limitations s'expliquent donc par ce fait que « le jugement de conversion n'est pas autre chose que la substitution dans le premier jugement, en maintenant tous les termes, du divorce à la séparation de corps. »

En somme, en matière de conversion de la séparation de corps en divorce, on peut dire que, quel que soit celui des époux dont émane la demande en conversion, la jurisprudence, dans sa tendance générale, est arrivée à rendre obligatoire pour les juges cette conversion. Les tribunaux ne rejettent la demande que très exceptionnellement, lorsqu'ils estiment que les circonstances de la cause semblent le leur conseiller (2).

(1) Ce n'est pas à dire, comme on pourrait l'objecter, que « l'impunité se trouve ainsi assurée au bénéficiaire du jugement de séparation, libre de se livrer désormais à n'importe quels écarts de conduite sans avoir à craindre, à l'heure de la conversion, un renversement des rôles primitifs en dépit de ses torts postérieurs. » Ce résultat peut être facilement évité : au lieu de demander la conversion, l'époux demandeur n'a qu'à former contre son conjoint une demande principale de divorce basée sur les faits postérieurs à la séparation. Il pourra obtenir de la sorte que le jugement de divorce soit prononcé à son profit.

(2) La moyenne annuelle des demandes en conversion est de

Et maintenant, après cet examen de l'œuvre jurisprudentielle en matière de divorce, c'est-à-dire après l'étude de l'interprétation de l'injure et de la conversion de la séparation de corps en divorce, qui sont les deux points sur lesquels il y a eu œuvre vraiment importante et caractéristique de la jurisprudence, nous pouvons dire, pour en dégager l'idée générale, que, par l'extension illimitée donnée à la notion d'injure et par le caractère à peu près obligatoire reconnu à la conversion, la jurisprudence a élargi, contrairement à l'esprit de la loi et aux prévisions du législateur, la législation de 1884.

Mais ce résultat était fatal.

Le législateur de 1884 a estimé qu'une voie de fait, que des paroles ou des faits injurieux, étaient des manquements trop graves entre époux pour ne pas constituer des motifs de dissolution de l'union conjugale. Pour la conversion de la séparation de corps en divorce, peut-être a-t-il pensé que les tribunaux devaient apprécier, au point de vue plus rigoureux du divorce, les faits qui ont servi de base au jugement de séparation de corps; peut-être a-t-il pensé qu'ils pouvaient ne pas négliger les faits postérieurs à la séparation; peut-être enfin a-t-il cru

400 environ (V. tableau général XV). La proportion des demandes rejetées est à peine de 9 p. 100 (*Officiel*, 26 septembre 1901). Ainsi en 1899, sur 408 demandes, 378 ont été admises.

qu'ils devaient tenir compte de la possibilité d'une réconciliation.

Conceptions simplistes et superficielles!

Toutes les femmes gifflées par leurs maris — cas encore assez fréquent, même dans le monde dit élégant — ne divorcent pas; tous les maris injuriés n'abandonnent pas leurs femmes. Ces faits n'empruntent leur gravité qu'aux dispositions réciproques des époux: si les époux se comprennent et s'aiment, quelque blâmables et regrettables que puissent être de pareils faits, ils sont pardonnés; mais, si l'aversion et l'antipathie se sont installées au foyer conjugal, les faits les plus insignifiants deviennent graves; tout est alors motif à divorce. Et ce sont, en effet, tous les faits, par lesquels se manifeste l'aversion, l'antipathie ou le mépris — bref, l'incompatibilité d'humeur — entre époux, que la jurisprudence a admis comme causes de divorce.

Quant à la conversion, comment apprécier au point de vue plus rigoureux du divorce les faits qui ont motivé la séparation de corps et vouloir doser, quand l'union conjugale, quels que soient ces motifs, se trouve brisée en fait? Comment s'inquiéter des faits postérieurs à la séparation, alors que ces faits ont creusé encore plus profondément le fossé qui sépare deux conjoints? Et comment enfin songer à une réconciliation possible alors que le seul fait de la demande en conversion est la meilleure preuve du contraire? De là la conversion devenue, en général,

obligatoire dans la jurisprudence sur la demande de l'un des époux.

Et ce sont par conséquent, beaucoup moins les magistrats qui, par une interprétation trop large, ont étendu dans leurs décisions, bien au delà des prévisions du législateur, la loi de 1884, que la vie elle-même, le droit, supérieur à la volonté du législateur et du juge, qui a imposé cette interprétation large aux tribunaux, cette extension à la jurisprudence.

TABLEAU I

DÉSIGNATION	1887		1892		1897		1900		1901	
	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps
Motifs des demandes princ. et reconvent. Excès, sévices ou injures graves (de la femme. Adultère du mari.	3441	2494	6813	2168	8014	2666	8126	3062	9023	3020
	1022	146	1145	409	1344	431	4450	169	1739	258
	374	97	613	91	683	177	844	214	986	211
Condamnation à une peine afflic. et infam.	168	34	218	38	356	30	241	63	273	43

TABLEAU II

DÉSIGNATION	1886-1890		1891-1895		1896-1900		Année 1900		Année 1901	
	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps	Divorcées	Sépar. de corps
Motifs des demandes Excès, sévices ou injures graves (de la femme. Adultère du mari.	76	89	78	89	76	88	76	87	75	86
	15	5	12	5	13	5	14	5	15	7
	6	4	6	3	8	6	8	6	8	6
Condamnation à une peine afflic. et infam.	3	2	3	1	3	1	2	2	2	1

CHAPITRE II

La pratique du divorce

Ce qui frappe surtout dans cette pratique, c'est la longueur et la complication de la procédure. Et pourtant cette procédure est le résultat de simplifications introduites par la loi du 18 avril 1886 dans la loi du 27 juillet 1884 qui avait consacré, sauf quelques modifications de détail, la procédure établie par le Code civil. La procédure adoptée par la loi de 1884 était d'une complication telle (1) qu'en réalité son fonctionnement était impossible et aboutissait, par conséquent, à une sorte de déni de

(1) « La procédure du divorce la plus simple, dit l'exposé des motifs, la plus dénuée d'incidents, exige que les parties se présentent deux fois devant le président ; ce n'est qu'après cette double comparution que le demandeur obtient du tribunal une première décision l'autorisant à citer. A partir de la citation, le tribunal n'a pas moins de trois jugements à rendre : jugement admettant la demande en divorce (si les fins de non-recevoir sont rejetées) ; jugement ordonnant une enquête ; jugement définitif. L'enquête doit être faite à l'audience (par conséquent

justice. Elle entraînait en outre pour les parties des frais énormes. Elle prenait enfin aux tribunaux un temps précieux. Une année ne s'était pas encore écoulée depuis la mise en vigueur de la loi de 1884, que, sur les observations des magistrats et sur les doléances des praticiens, le gouvernement proposait la réforme de cette procédure. C'est ce projet qui est devenu, sous certaines modifications, la loi du 18 avril 1886, dont la plupart des dispositions ont été étendues à la séparation de corps, ce qui a permis de l'intituler : *Loi sur la procédure du divorce et de la séparation de corps*.

Telle qu'elle résulte de cette loi, la procédure du divorce, que nous avons déjà sommairement exposée, est encore bien longue, bien encombrante, bien pénible et bien coûteuse. « Son engrenage offre le spectacle d'une vieille machine rouillée et grinçante, hérissée de griffes et de scies. » (1)

La procédure de divorce la plus simple, celle qui est purgée de tout incident, ne comporte pas moins en requêtes, citations, assignations, constitutions,

devant le tribunal tout entier), et ce n'est pas là une des moindres causes de difficulté dans la pratique. » En outre l'ancien article 248 du Code civil exigeait la présence de l'époux demandeur à tous les actes de la procédure. Il devait de la sorte comparaître à toutes les audiences, même à celles où l'affaire n'était appelée que pour la forme.

(1) P. et V. MARGUERITTE, Mariage et divorce (*Revue des revues*, mars 1900).

placets, avenirs, conclusions de tout genre, procès-verbaux d'enquête, significations à avoué ou à partie, jugements, qualités, extraits de jugements et notifications à l'officier de l'état-civil, une vingtaine d'actes. Tout ce que cela représente de courses faites au Palais, chez l'avoué, chez l'huissier, chez l'avocat, de temps perdu à attendre dans leurs cabinets, de dérangements de toute sorte, de préjudices matériels, de souffrances morales pour les intéressés — nous allions dire pour les patients — ceux-là seuls le savent, qui, par leur charge ou par leur profession, voient de près ces sortes d'affaires.

La publicité de cette procédure n'est pas un de ses aspects le moins cruel et le moins odieux.

« On voudrait du silence, on a le Palais bruyant, les bruits calomnieux des couloirs, l'éclat des plaidoiries dans le murmure des salles d'audience ! Indifférents, curieux, amis sont là, s'emplissent les oreilles, en ont plein la bouche. Le compte-rendu publié des débats a beau être interdit : trop tard, le mal est fait, l'écho retentit, à tel point que des coups de revolver, trop souvent, le prolongent. »

Enfin cette procédure il faut la payer, et bien cher souvent. Tout le monde n'obtient pas l'assistance judiciaire, et bien des gens d'une condition modeste n'osent pas la demander.

Ces graves inconvénients de la procédure du divorce devaient fatalement amener dans la pratique des simplifications et des escamotages. C'est

ainsi qu'à la séance de conciliation, cette séance à laquelle le législateur attache une si grande importance, le défendeur fait le plus souvent défaut. Notons à ce propos l'efficacité bien relative de cette formalité : alors même qu'il y a comparution des deux parties, le magistrat n'arrive que très rarement à amener une réconciliation qui n'est pas toujours définitive. La raison en est que le défendeur, en comparaisant, n'a d'autre but, en général, que celui de discuter les mesures provisoires ou de demander une pension provisoire et n'a nullement le désir, même le plus vague, de se réconcilier. De là le chiffre plutôt inférieur des rapprochements amenés par le magistrat conciliateur. En 1900, sur 16.632 ordonnances de comparution on comptait 14.421 ordonnances de non-conciliation. En 1899, sur 12.894 ordonnances de comparution on relevait 12.497 ordonnances de non-conciliation. En 1899, pour le tribunal de la Seine en particulier, nous trouvons 2.490 ordonnances de non-conciliation et 2.530 ordonnances de comparution. On a prétendu, il est vrai, que ce nombre tout à fait minime de rapprochements était dû à ce fait que le magistrat conciliateur n'usait pas toujours avec plus d'insistance de son droit de représentation. Cette objection, vraie dans une certaine mesure pour le tribunal de la Seine où le temps et le personnel font défaut pour

tenir tête au nombre considérable d'affaires (1), ne l'est pas pour les tribunaux de province, et il reste vrai, par conséquent, que les faits semblent plutôt démontrer l'efficacité limitée de la tentative de conciliation.

Mais ce n'est pas seulement à la tentative de conciliation mais au procès lui-même que le défendeur fait fréquemment défaut. Le nombre des jugements par défaut en matière de divorce est, en effet, très élevé, surtout devant le tribunal de la Seine (2). Dans beaucoup de cas d'ailleurs le défaut de la partie défenderesse est concerté d'avance entre les deux conjoints dans le but, sinon d'abréger, du moins de simplifier une instance pénible et coûteuse. C'est alors un moyen de réaliser le divorce par consentement mutuel. Nous verrons que ce n'est pas le seul moyen.

La pratique devait également, sinon supprimer, du moins atténuer les inconvénients d'une des formalités les plus tracassières de la procédure du divorce. D'après la loi de 1884 (article 252, § 4), pour que le divorce prononcé en justice soit définitivement acquis, il faut qu'il ait été transcrit dans les deux mois sur les registres de l'état civil. Pendant le pre-

(1) Voir ISAURE TOULOUSE, *Traité formulaire de procédure pratique*, p. 209.

(2) En 1901, on a prononcé au tribunal de la Seine 2421 divorces, dont 1.504 par défaut.

mier mois, l'époux qui a obtenu le divorce peut seul obtenir cette transcription ; pendant le second mois, ce droit appartient aussi à l'autre conjoint. A défaut par les parties d'avoir requis la transcription dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue. Que l'on songe à ce que peut être un tel résultat pour des gens qui, au prix de lourds sacrifices de temps et d'argent, sont enfin arrivés à obtenir le jugement libérateur. Aussi la jurisprudence a-t-elle fini par décider que la transcription serait possible, même après le délai de deux mois, toutes les fois que l'empêchement à l'accomplissement de cette formalité n'est pas imputable aux époux, mais à un tiers, par exemple quand il est dû soit à une négligence de l'avoué, soit à un refus ou à un oubli de l'officier de l'état civil. En pratique, la jurisprudence a pu ainsi tempérer l'effet désastreux de cette formalité.

Certes, toutes ces formalités ont été voulues de la part du législateur. Elles ont été accumulées à dessein pour rendre le divorce difficile. Mais on peut dire qu'à ce point de vue elles manquent leur but ; elles ne servent, en fait, qu'à exaspérer les parties et à leur imposer de gros frais. Elles n'empêchent point le nombre des ruptures conjugales de s'accroître d'année en année.

A cette augmentation progressive des divorces, il y a des causes très complexes que nous chercherons à déterminer. Mais nous devons examiner

ici s'il est vrai que la magistrature, en dehors de l'extension jurisprudentielle qui lui a été, pour ainsi dire, imposée par la force inéluctable des choses, est portée, comme on l'en a accusée, à accorder facilement le divorce. « Nous avons, dit M. Henri Joly, une magistrature où l'anarchie a pénétré au moins autant que dans l'Université, où l'on trouve des tribunaux prononçant 159, 242, 294 divorces en une audience, où enfin il est notoire que les simples demandes en séparation de corps sont tenues en échec par des formalités de procédure et par la force d'inertie des tribunaux, tandis que la dissolution complète du lien conjugal est encouragée aussi bien par les conseils que par la complaisance si expéditive d'un grand nombre de présidents. » (1)

(1) H. JOLY, La crise du mariage (*Correspondant*, 10 janv. 1902).

Tout récemment encore, au Sénat, M. de Lamarzelle prétendait que la magistrature est là pour ancrer cette idée dans la masse que le divorce est une simple formalité qui permet aux époux de se quitter dès que l'un d'eux a cessé de plaire à l'autre et pour faire considérer le mariage civil comme la simple légalisation de successifs mariages à l'essai. « Les tribunaux, et notamment la 4^{me} chambre du tribunal civil de la Seine, travaillent à faire pénétrer cette idée dans les masses. Vous savez comment on appelle au Palais cette chambre : on dit qu'elle est un distributeur automatique dans lequel on met un placet pour en faire sortir un divorce. Je n'ai pas à dire ici avec quelle rapidité véritablement scandaleuse — le mot n'est pas trop fort — cette 4^{me} chambre procède en matière de divorce. » (Sénat, séance du 13 déc. 1904 : *J. O.*, 14 déc., p. 1069, col. 2 et 3).

En ce qui concerne tout d'abord la différence d'accueil relevée par M. Joly entre les divorces et les séparations de corps, elle est vraie : les tribunaux, en effet, admettent plus rapidement les demandes en divorce que les demandes en séparation de corps. Mais ce fait trouve son explication dans les situations différentes qu'impliquent le divorce et la séparation de corps. Les motifs invoqués pour la dissolution complète du lien conjugal sont toujours, en effet, beaucoup plus graves et plus nets que ceux pour lesquels on demande simplement son relâchement. Les premiers ne peuvent pas donner lieu, par conséquent, à une bien longue appréciation de la part des tribunaux, et de ce premier chef l'on comprend facilement que les affaires de divorce soient plus vite expédiées que celles de séparation de corps. Il faut ajouter que les séparations de corps sont surtout demandées par des époux ayant des enfants (voir tableau XVIII) ; les époux sans enfants recourent plutôt au divorce. Dès lors, on conçoit aisément aussi que les tribunaux hésitent souvent davantage à rendre une décision dans le premier cas que dans le second (1).

(1) En 1896, 83 p. 100 demandes en divorce sont accueillies contre 75 p. 100 demandes en séparation de corps ; en 1897, 91 p. 100 demandes en divorce également accueillies contre 83 p. 100 demandes en séparation de corps. Les tribunaux ont statué, en 1901 sur 9.715 demandes en divorce : 8.841 d'entre elles (91 p. 100)

Quant à dire que la magistrature est naturellement accessible au divorce, c'est là une affirmation tout à fait inexacte. D'une façon générale on peut dire que les magistrats traitent les affaires de divorce comme les autres ; ils examinent simplement si les faits invoqués sont bien établis, et s'ils rentrent plus ou moins dans les prévisions de la loi. L'existence d'enfants est la seule considération qui influe cependant dans les cas douteux, en ce sens que, dans ces cas, le divorce est généralement refusé. Il est vrai aussi que lorsqu'ils se trouvent en présence de deux époux décidés malgré tout à divorcer, cette situation — surtout lorsqu'il n'y a pas d'enfants — pèse sur la décision des magistrats qui sont alors portés à accueillir la demande. Mais ce n'est pas là faciliter le divorce, car dans ce cas il y a un élément d'appréciation que le magistrat ne peut négliger pour

ont été accueillies et 874 (9 p. 100) rejetées. Quant aux séparations de corps, 2.260 demandes (86 p. 100) ont été accueillies et 330 (13 p. 100) rejetées. En outre, 824 instances en divorce et 393 en séparation de corps se sont terminées, pendant l'année, par suite de désistement, réconciliation, etc. (Compte général de la justice civile pendant l'année 1901, p. 6).

Cela n'empêche pas néanmoins, quoique cela puisse sembler contradictoire, que le juge, ainsi que nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, admet plus facilement la séparation de corps que le divorce, en ce sens qu'il se montre moins exigeant, quant à la gravité des motifs allégués, lorsqu'il s'agit de relâcher simplement le lien conjugal que lorsqu'il s'agit de le briser.

rendre son jugement : les chances de réconciliation entre époux. En présence de deux conjoints qui demandent le divorce, les magistrats, en effet, ne doivent pas seulement apprécier la gravité des motifs invoqués, mais calculer les probabilités de reprise de la vie commune. Or, dans le cas où les époux manifestent leur volonté arrêtée de se séparer, ces probabilités sont nulles. Et, dans ce cas, le magistrat ne peut raisonnablement faire abstraction de cet élément d'appréciation.

Le reproche fait à la magistrature de faciliter le divorce est encore infirmé par la pratique usitée dans le cas de défaut de la partie défenderesse. Il est de principe que dans un procès, lorsque le défendeur fait défaut, le tribunal adjuge à la partie demanderesse ses conclusions. Par dérogation à ce principe, dans les affaires de divorce, à moins que le motif invoqué ne soit l'adultère nettement établi, ou la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante, ce qui entraîne de plano le divorce, il est de pratique constante, dans tous les tribunaux, pour plus de précautions, d'ordonner une enquête.

On a objecté, il est vrai, la pratique particulière du tribunal de la Seine. Dans ce tribunal, lorsque le procès est engagé par la voie de l'assistance judiciaire et que le défendeur fait défaut, on n'ordonne pas d'enquête ; on se fonde pour rendre le jugement sur des renseignements de police. Voici ce que, dans

une intéressante communication faite au XX^e Congrès d'économie sociale, un magistrat qui a rempli pendant près de trois ans, à Paris, les fonctions du ministère public près de la 4^e chambre civile, celle qui a connaissance des affaires de divorce, disait à ce propos : « Il semblerait au premier abord qu'on dût prendre des précautions plus grandes puisque le défendeur n'est pas là pour exposer ses raisons. Au contraire on ne fait même pas d'enquête et le tribunal prononce sur le vu de simples renseignements qui lui sont transmis par le commissaire de police du quartier des conjoints. Nous savons tous de quelle manière ces renseignements sont obtenus. Comme je demandais un jour à un inspecteur de la sûreté la façon dont on les recueillait. « Oh ! Monsieur, c'est » bien simple. Quand il y a une domestique dans la » maison, on attend qu'elle aille au marché et on » provoque ses confidences ; sinon, on interroge la » concierge par laquelle, du reste, on contrôle tous » jours les propos des servantes. » Et c'est sur ces notes qu'on dissout les mariages. Il est vrai qu'on arrive à un résultat remarquable, qui est de vider à peu près le rôle. On a ainsi rendu, dans une seule audience, d'abord 159 jugements de divorce ; puis, ensuite, 242.

» Il y avait alors parmi nous un magistrat que nous appelions le « grand divorceur ». Ce n'est pas qu'il fût plus favorable à l'institution que les autres ; mais c'était un travailleur acharné et qui mettait au

service de tous une obligeance sans mesure. Je vois encore ce géant, avec son visage grave qu'animait un sourire doux, venir chez nous solliciter des enquêtes. Il avait déjà toutes celles de sa section et cela ne suffisait pas à son activité dévorante. Un jour de décembre, vers 9 heures du soir, j'aperçus sa grande ombre se glisser vers le Palais. Je l'abordai et l'accompagnai jusqu'à son cabinet. « Je suis sorti fort tard aujourd'hui, me dit-il, et je reviens, car j'ai à présider demain une longue audience. » Sa table était encombrée des innombrables placets rouges de l'assistance judiciaire. « Je crois que je tiendrai demain le record du divorce. » Et il m'indiqua le chiffre des jugements qu'il allait rendre. J'en fus effrayé. « Il le faut bien. Notre rôle monte tous les jours et il importe de ne pas entraver le cours de la justice. » Moi, je n'étais pas de son avis. Il répliqua : « Ce ne sont, après tout, que des jugements prononcés par défaut. » — « Oui, lui dis-je, mais, par l'effet de la loi, ces décisions deviendront toujours définitives à l'expiration d'un délai de huit mois. C'est-à-dire que le défendeur ne connaîtra souvent la sentence qu'au moment même où il saura qu'aucun recours n'est plus réservé contre elle. » J'étais ému. Je regardai un instant, sous la lumière de la lampe, ce bon magistrat pesant, avec une scrupuleuse conscience, et comme au poids de l'or, les renseignements policiers. Après quoi sa main se levait et marquait d'un trait au crayon

bleu l'union qu'il venait de dissoudre. Le lendemain, jeudi 15 décembre 1898, il prononçait, dans une unique audience, 294 jugements de divorce. »

Pour ce qui est du fait de recourir dans les affaires d'assistance judiciaire, quand le défendeur fait défaut, aux renseignements du commissaire de police plutôt qu'à une enquête, ce procédé, outre qu'il est imposé par l'encombrement considérable des affaires (1), présente des avantages incontestables. A une enquête ordinaire devant un juge commis par le tribunal, le défendeur fera toujours défaut comme au procès lui-même. Des témoins plus ou moins complaisants cités à la requête du demandeur viendront attester en sa faveur l'existence des faits qu'il aura invoqués. Le tribunal ne sera pas plus édifié après qu'avant l'enquête. Le commissaire de police du quartier des conjoints dispose au contraire de moyens d'information beaucoup plus nombreux et plus sûrs que le tribunal. On ne peut donc que louer la 4^{me} chambre du tribunal de la Seine de recourir à ce moyen à la fois plus expéditif et plus sûr.

Quant à la facilité apparente avec laquelle, dans les affaires d'assistance judiciaire où le défendeur fait défaut, les magistrats prononcent le divorce, ce

(1) La 4^{me} chambre du tribunal de la Seine n'a pas moins de 2.300 affaires de divorce à juger chaque année.

fait aussi s'explique par les situations que supposent ces sortes d'affaires. Ce sont en général des divorces entre gens de la classe ouvrière. Dans ces milieux, le divorce est généralement demandé par la femme à la suite de l'abandon sans motifs du domicile conjugal par le mari. Ou bien, moins fréquemment, c'est pour d'autres faits ; or les faits par lesquels dans les classes inférieures un mari rend sa femme malheureuse sont en général beaucoup plus graves et plus nets que dans les autres milieux. Dans le peuple, la mauvaise humeur du mari ne se manifeste pas par quelques injures adressées à l'épouse, mais par de mauvais traitements tels à meurtrir parfois la victime. Dès lors, aussi bien dans ce cas que dans celui d'abandon, les motifs invoqués ne comportent pas un long examen ni une appréciation difficile de la part du juge. Il suffit d'en constater l'existence. Nous avons vu que le procédé employé par la 4^e chambre du tribunal de la Seine était le plus indiqué à cet effet. Les faits rapportés par M. Morizot-Thibault s'expliquent donc facilement.

La magistrature n'est certainement pas, comme le prétend M. Joly, gagnée par l'anarchisme. Le magistrat — comme tout juriste — est plutôt traditionaliste et conservateur, et ce n'est pas d'être favorable au divorce qu'on peut l'accuser.

On a fait grand bruit — nous le savons — autour de certains jugements émanés d'un siège désormais célèbre en France, le tribunal de Château-Thierry,

On a accusé le président de ce tribunal d'avoir prononcé des divorces par consentement mutuel, alors que cette forme de divorce a été nettement exclue par la loi. L'accusation n'est nullement fondée et il suffit de lire l'un des jugements incriminés pour s'en convaincre. En voici un :

« Attendu que C.... forme contre sa femme une demande en divorce appuyée sur une articulation de faits qu'il demande à prouver par témoins ;

» Que la dame A..., de son côté, se porte reconventionnellement demanderesse en séparation de corps.

» *Sur la demande principale en divorce :*

» Attendu que depuis trois ans que le tribunal de C... a rejeté la demande en divorce formée par A... contre sa femme et ordonné implicitement la reprise de la vie matrimoniale, la dame A..., à laquelle il appartenait d'en prendre l'initiative, puisqu'elle s'était opposée à sa rupture, n'a fait ni officiellement ni officieusement aucune démarche sérieuse et effective pour réintégrer le domicile conjugal ;

» Qu'il est difficile de considérer comme telle la tentative qu'elle aurait faite dans ce but, prétend-elle, le 14 mars 1902, à V..., pour répondre à la sommation de rentrer au domicile conjugal qui lui fut signifiée à la requête de son mari, le 11 du même mois ;

» Attendu en effet que, connaissant la profession de celui-ci, qui le tient constamment éloigné de son domicile, la dame A.... ne prit pas la peine de l'aviser du jour et de l'heure de son arrivée afin qu'il pût prendre les mesures nécessaires pour la recevoir convenablement ou donner, en cas d'absence forcée, ses instructions dans ce sens ;

» Qu'elle ne se fit même pas suivre d'un bagage quelconque, permettant de croire à son intention de séjourner pour tenter un nouvel essai de la vie conjugale ;

» Qu'en procédant avec autant de désinvolture vis-à-vis de son

mari qui avait bien le désir de la recevoir puisqu'il lui avait fait remettre une somme suffisante pour son voyage, la dame A... établit clairement que son retour au domicile conjugal était non seulement simulé, mais imaginé simplement pour se créer un grief destiné à donner plus d'autorité à la demande reconventionnelle en séparation de corps qu'elle forme aujourd'hui ;

» Attendu que de pareils agissements constituent vis-à-vis de A... une injure suffisamment grave pour faire accueillir sa demande en divorce sans qu'il soit besoin, à l'égard des autres faits par lui articulés, de recourir à une enquête à laquelle d'ailleurs, tant en raison de la nature de ces faits que dans l'intérêt et pour l'avenir des époux ainsi que de leurs enfants, le Tribunal se prêterait difficilement.

» *Sur la demande reconventionnelle en séparation de corps :*

» Attendu que la nouvelle demande en divorce formée par A... fait revivre tous les faits et incidents de la première ;

» Que, dans celle-ci, il avait articulé des faits extrêmement blessants, visant l'inconduite de sa femme, allant même jusqu'à la suspecter de favoriser celle de sa propre fille et d'en trafiquer ;

» Que ces humiliantes accusations n'ayant pas été démontrées par l'enquête à laquelle il fut procédé, la dame A... est fondée aujourd'hui à les reprocher à son mari et à les considérer comme étant de sa part des injures graves de nature à faire admettre par le Tribunal le principe de sa demande en séparation de corps.

» *Sur la rupture du lien conjugal par le divorce ou la séparation de corps :*

» Attendu que les torts des deux époux sont réciproques et qu'un égal désir de ne plus vivre ensemble les anime l'un et l'autre ;

» Que si cette manifestation catégorique de leur volonté, dans l'état de la législation actuelle, n'est pas suffisante pour amener leur désunion conjugale, il n'en est pas moins certain que le juge doit tenir le plus grand compte de ce consentement mutuel en l'associant aux griefs établis à l'encontre de chacune des parties par

les faits et documents de la cause afin de leur donner plus de poids et de force déterminante ;

» Mais attendu que si le mari et la femme sont d'accord pour dénouer le lien conjugal, ils cessent de l'être sur le moyen de le rompre, le premier demandant le divorce, la seconde la séparation de corps ;

» Attendu que la séparation de corps est une solution bâtarde, hypocrite et contre nature, favorisant les unions clandestines d'où sortent ces malheureux êtres sans complet état civil, sans filiation régulière que, si indignement, notre législation subissant le joug des stupides préjugés de la société actuelle, traite en véritables parias ;

» Que, quand elle n'est pas imaginée par l'un des époux dans le but de troubler indéfiniment l'existence de l'autre, elle est, dans la plupart des cas, en raison de son caractère confessionnel, imposée par l'influence néfaste de personnes vouées au célibat et n'ayant pour tout foyer que celui des autres ;

» Attendu que le divorce, au contraire, lequel d'ailleurs renferme la séparation de corps, est une solution large et claire qui, en dégageant franchement deux époux du lien conjugal noué entre eux par erreur, assure non seulement leur indépendance de corps et d'esprit, mais ouvre la voie à tous leurs espoirs de bonheur futur ;

» Qu'entre ces deux solutions, des juges, convaincus que, surtout en matière d'ordre si intime, leur mission est au moins aussi sociale que juridique, ne sauraient hésiter à choisir la plus humaine et la plus conforme aux réalités de la vie, c'est-à-dire le divorce ;

» Par ces motifs :

» Prononce le divorce entre les deux époux C..., aux torts respectifs de chacun d'eux. » (1)

(1) Jugement du tribunal civil de Château-Thierry, 5 février 1903, dans les *Nouveaux jugements du président Magnaud*, par H. Leyret, p. 91.

Tout en faisant nos réserves sur la nécessité ou sur l'opportunité même de certaine réflexion émise dans ce jugement (1) que nous avons tenu à reproduire en entier, il est impossible d'y trouver autre chose qu'un divorce pour causes déterminées conforme aux vœux de la loi et à la tendance générale de la jurisprudence. Ce jugement a prononcé le divorce pour injures et accusations injurieuses dirigées réciproquement par les deux époux, l'un contre l'autre. Il énonce, en outre, ainsi que le fait un autre jugement plus récent du même tribunal (2), que si le consentement mutuel, en l'état de la législation, n'est pas suffisant à lui seul pour dénouer le lien conjugal, il doit, dans l'esprit du juge, donner plus de poids et de force déterminante aux faits graves que les parties ont, chacune de leur côté, à se reprocher. Il y a là, en effet, un élément d'appréciation

(1) Ce n'est pas à dire que nous interdisions au juge toute réflexion ou toute appréciation personnelle des faits sociaux ou toute critique de la loi. A la condition de ne pas substituer sa volonté à celle du législateur, nous considérons que c'est le droit et le devoir de l'interprète de la loi de la critiquer et d'en signaler les lacunes et les défauts dans ses jugements. Qui, mieux que le juge, est placé pour apercevoir les imperfections de la loi, et qui, mieux que lui, peut, par sa critique, concourir à son amélioration ? Comme le disait G. Bovio, la sentence doit être toujours un *motif de législation* (Raffaële MAJETTI, Le phénomène Magnaud. *Revue socialiste*, juin 1903).

(2) *Le Temps*, 13 mai 1904.

dont tous les magistrats — nous l'avons déjà vu — tiennent compte, parfois même, pour ainsi dire, inconsciemment. Ce jugement, s'il est audacieux, ne l'est donc que dans la forme, comme d'ailleurs la plupart des jugements retentissants du tribunal de Château-Thierry.

Tous ceux qui se sont émus de ce jugement croyant y voir la consécration judiciaire du divorce par consentement mutuel seraient peut-être bien surpris de savoir que tous les jours, sous le couvert de motifs déterminés, les parties obtiennent, malgré les tribunaux et parfois même contre leur gré, des divorces par consentement mutuel. Plusieurs moyens sont employés à cet effet par les époux qui sont d'accord pour divorcer. Le plus usité est le suivant : la femme abandonne le domicile conjugal. L'abandon sans motifs est déjà par lui-même une injure. Le mari fait sommation à sa femme — par acte d'huissier — de réintégrer le domicile conjugal ; la femme oppose un refus énergique accompagné de quelques injures à l'adresse de son mari. Ou bien inversement le mari est censé avoir chassé sa femme du domicile conjugal ; celle-ci lui fait sommation d'avoir à la recevoir ; le mari refuse par une réponse injurieuse. Il y a là, dans les deux cas, des éléments plus que suffisants pour faire accueillir une demande en divorce. Le tribunal l'admet, en effet, et c'est au fond un divorce par consentement mutuel qu'il prononce alors, parfois sans s'en douter. D'ailleurs, dans le cas même

où les magistrats soupçonnent cette fraude à la loi, ils n'en ont pas la preuve et force leur est d'accorder le divorce. C'est ce que constate un jugement, à ce titre intéressant, de la 4^e chambre du tribunal de la Seine (1) :

« Attendu que R... a formé contre sa femme défailante une demande en divorce ;

» Attendu que, dans le courant de mai 1902, la dame R... a quitté le domicile conjugal ;

» Attendu que, le 21 du même mois, son mari lui a fait notifier par Roussel, huissier, sommation de reprendre la vie commune, à quoi elle a opposé un refus péremptoire, accompagné par surcroît d'épithètes injurieuses à l'adresse de R...

» Attendu que, nanti du procès-verbal de l'huissier constatant un tel refus, le mari a intenté l'action en divorce contre sa femme, qui dès lors a fait défaut :

» Attendu qu'il est bien possible que cette rupture de la vie commune ait été concertée entre les époux, soit que les causes légales ou les preuves aient manqué, soit qu'ils aient voulu abrégé une instance toujours pénible et coûteuse ;

» Attendu qu'un tel expédient, équivalent au consentement mutuel, était d'autant plus facile à régler en l'espèce, que les époux R... sont sans enfants ni fortune ;

» Que toutefois le tribunal n'a pas la preuve de cette fraude à la loi, qu'il ne peut l'affirmer sur de simples présomptions ;

» Qu'ainsi la demande de R... doit être admise, qu'elle est suffisamment justifiée par un seul acte d'où il résulte qu'il a été dûment abandonné et de plus injurié par sa femme...

» Par ces motifs, le tribunal prononce aux torts de Mme R...»

Mais il y a d'autres moyens; avons-nous dit, d'arriver au divorce par consentement mutuel. C'est la

(1) *Le Temps*, 25 nov. 1902. — *La Fronde*, 25 nov. 1902.

correspondance injurieuse échangée entre époux et corroborée par des témoignages de complaisance. C'est un soufflet donné à la femme ou, plus rarement, reçu par le mari devant témoins. Dans ce cas, même, il a été constaté, dit M. Beudant, que les époux avaient tiré au sort pour savoir lequel prendrait la responsabilité du fait apparent, du sévices nécessaire. C'est enfin le moyen le plus sûr, celui qui ne laisse aucune appréciation au tribunal, parce qu'il constitue une cause péremptoire de divorce, l'adultère simulé du mari. L'adultère masculin n'étant pas, en effet, réprouvé par les mœurs, rien de plus facile pour un mari que de se mettre d'accord avec sa femme pour se faire prendre à tel jour, à telle heure, en flagrant délit d'adultère avec quelque professionnelle. Cette collusion est encore assez fréquente puisque les tribunaux ont parfois refusé le divorce, fondé sur un adultère qui semblait établi, parce qu'il résultait des documents de la cause que ce fait avait été préparé par un agent d'affaires chargé de faire aboutir le divorce : Paris, 8 novembre 1893 (*Le Droit*, 29 décembre 1893). L'adultère concerté à l'avance et simulé n'est pas d'ailleurs un moyen très nouveau pour obtenir le divorce ; il remonte encore assez haut puisque le maréchal de Saxe le mettait déjà à profit en 1721 (1).

(1) « L'existence aventureuse des gens de guerre et les passions ardentes s'accoutument mal de la vie conjugale ; bientôt,

Les magistrats sont désarmés devant de pareils faits. « Nous sommes tous les jours, mes collègues et moi, déclarait l'un d'eux il y a quelque temps, les dupes conscientes et résignées de petites comédies dont nous apercevons bien les ficelles, mais contre lesquelles le Code nous laisse désarmés.

» De quelle façon pourrions-nous prouver, en effet, que deux époux ont feint une scène de pugilat pour apporter devant nous le motif de « voies de fait » ? En vertu de quel texte pourrions-nous empêcher un mari d'organiser avec la femme dont il veut divorcer une petite scène d'adultère véritablement machinée ? Et que faire encore contre les mille petits moyens grâce auxquels on tourne la loi par la plus habile des pirouettes ?

» On ne saurait croire à quel point est fertile l'imagination des plaideurs et de leurs conseils qui se donnent autant de peine pour passer au travers des textes que le législateur a pris de soin pour les composer. » (1)

las de son titre d'époux, le maréchal profita des facilités que lui donnaient les lois religieuses de la confession d'Augsbourg, et à Dresde, en 1721, il se fit surprendre par six témoins apostés à cet effet, en flagrant délit d'adultère avec une femme de la comtesse de Saxe, son épouse. Le divorce fut prononcé sans difficulté.» (P. DAMAS, Les origines du divorce en France.)

(1) Le rajeunissement du divorce (Interview de M. Serré de Rivières : *Le Matin*, 2 janvier 1933).

Deux conclusions peuvent être tirées de ces faits.

La première, c'est que l'incompatibilité d'humeur, ainsi que nous avons pu déjà le relever, est la véritable cause de bien des ruptures conjugales, et que le législateur de 1884 en rétablissant le divorce a eu tort, par conséquent, d'exclure le divorce par consentement mutuel qui est l'expression de cette incompatibilité d'humeur réciproque. Cette constatation est confirmée par la statistique des divorces des pays où le consentement mutuel est admis parmi les causes de dissolution de l'union conjugale : dans ces pays les divorces prononcés pour ce motif sont proportionnellement plus nombreux que ceux prononcés pour d'autres motifs. Ainsi la proportion des divorces par consentement mutuel était à Berlin avant la promulgation du nouveau Code civil de 26 pour 100 relativement au nombre total des mariages dissous (1).

(1) Voici, en effet, pour Berlin, le tableau des divorces et de leurs causes en 1894 :

Adultère.....	416
<i>Consentement mutuel.....</i>	303
Abandon.....	197
Excès, sévices, injures...	69
Condamnation pénale....	60
Aversion invincible.....	41
Refus d'entretien.....	15
Folie.....	13
Vie débauchée.....	7
Refus du devoir conjugal	5
TOTAL.....	1126

En Suède, elle est de 28 p. 100 (1); En Autriche, de 60 p. 100 pour les divorces entre chrétiens non catholiques et de 99 p. 100 dans les divorces juifs. En Italie, le consentement mutuel est invoqué dans les deux tiers des demandes en séparation de corps (2). Il est intéressant de constater que ces mêmes proportions se retrouvent approximativement

(1) Divorces en Suède, 1894 :

Abandon.....	130
Adultère.....	46
Folie.....	10
Maladies incurables.....	1
<i>Incompatibilité d'humeur</i>	
<i>réci-pro-que</i>	83
Crimes.....	16
Ivrognerie, prodigalité...	6
TOTAL.....	292

(2) Causes des séparations prononcées en Italie, 1892-1893-1894.

<i>Consentement mutuel</i>	1257	63 %
Excès, sévices et injures graves...	450	22 %
Adultère.....	172	9 %
Abandon malicieux.....	128	6 %
TOTAL.....	2007	

dans la statistique des divorces prononcés sous l'empire de la législation intermédiaire (1).

La seconde conclusion à dégager, c'est que la loi est impuissante contre les mœurs, et que, si elle s'oppose aux exigences impérieuses de celles-ci, elle ne supprime pas ces exigences; elle en empêche seulement la franche manifestation en développant le mensonge et l'hypocrisie. Nous trouvons la confirmation de cette loi inévitable dans certaines pratiques usitées dans les pays où la législation interdit ou restreint outre mesure le divorce.

Ainsi en Italie le divorce n'est pas admis. Que

(1) Relevé des divorces prononcés à Paris du 1^{er} janvier 1793 au 17 juin 1795 :

Motifs de divorce	Div. dem. par hom.	par fem.	Total
<i>Incompatibilité d'humeur</i>	253	619	872
<i>Consentement mutuel</i>	548	11	559
Absence pendant 5 ans sans nouvelles	178	584	762
Abandon.....	241	571	812
Démence, folie.....	9	3	12
Séances, mauv. traitements, inj. gr..	74	447	521
Dérèglement des mœurs.....	95	67	162
Jugements, infamie.....	6	40	46
Emigration.....	3	102	105
Séparation de corps jugée.....	39	92	131
Six mois d'absence (loi du 4 floréal)..	673	1332	2005
	2119	3868	5987

(Extrait de l'article de M. d'Auteville « le Divorce pendant la Révolution », dans la *Revue de la Révolution*, année 1883).

font les époux italiens qui veulent divorcer? Ils s'expatrient, renoncent à leur nationalité et se font naturaliser étrangers en vue uniquement d'obtenir le divorce (1). Après l'avoir obtenu, ils reviennent dans le royaume où ils se font délivrer d'abord par les tribunaux italiens l'exequatur du jugement étranger déclaratif du divorce, et recouvrent ensuite la nationalité italienne (2). Ou bien encore ils introduisent devant les tribunaux de leur pays des demandes en annulation de mariage, qui sont en réalité des demandes en divorce. La presse italienne a fré-

(1) Ces fraudes à la loi en matière de divorce sont tellement nombreuses dans certains pays que la Convention signée à La Haye le 12 juin 1902 entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, a cru nécessaire d'édicter la disposition suivante: « La loi nationale ne peut être invoquée pour donner à un fait qui s'est passé, alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps. » (Art. 4 de la Convention de La Haye promulguée en France par décret du 24 juin 1904. *Journal Officiel*, 26 juin 1904).

(2) Les tribunaux italiens ont parfois refusé l'exequatur, prétendant reconnaître dans le procédé employé par les époux les éléments constitutifs de la *fraus legis*. Mais la Cour de cassation de Florence, récemment encore (6 décembre 1902: Jurisprudence italienne, 1903, I, 1, 5) a jugé le contraire et a donné l'exequatur. L'arrêt justifie ainsi cette solution: « Pour qu'on

quemment signalé, dans ces derniers temps, des jugements d'annulation de mariage qui ne sont que des divorces déguisés.

Au Canada, le divorce est admis d'une façon plutôt restrictive; de plus, il est très coûteux; enfin il entraîne une trop grande publicité: c'est un bill, voté par l'une des Chambres et ratifié par l'autre, qui l'accorde. Que font alors les conjoints canadiens désireux de se séparer? Ils s'en vont dans l'État le plus proche de l'Union américaine où le divorce est largement admis; ils font prononcer la dissolution de leur union et rentrent ensuite dans leur pays où

puissé parler d'un acte fait en fraude de la loi, il faut que la personne à qui l'on impute cet acte soit soumise à la loi qu'elle veut éluder; or, dans l'espèce, les parties avaient la nationalité étrangère non seulement lorsqu'elles demandèrent le divorce, mais aussi lorsque, après l'avoir obtenu, elles demandèrent l'exequatur. On ne peut pas reprocher aux parties d'avoir renoncé à la nationalité d'origine à l'effet d'obtenir le divorce à l'étranger, car la renonciation à la nationalité est permise par l'article 11 du Code civil, et l'usage qu'on fait d'un droit n'est pas un acte illégitime. » Quant à l'intention de recouvrer la nationalité après avoir obtenu l'exequatur, la Cour de cassation observe: « Cette intention supposée peut trouver obstacle à sa réalisation dans la défense du gouvernement, selon l'article 13 du Code civil; de plus, elle est évidemment inefficace à constituer cette *fraus legis* qui est susceptible de justifier le rejet de la demande d'exequatur du jugement étranger dans le royaume. »

ils font enregistrer le jugement obtenu en Amérique.

L'Église catholique condamne le divorce. Les époux catholiques n'ont d'autre solution pour mettre fin à leurs conflits conjugaux que la séparation de corps. Lorsque la nécessité d'une rupture complète du lien conjugal s'impose à eux, ils divorcent cependant. Seulement, comme cet acte n'a aucune valeur pour leur église, afin de se conformer à la loi religieuse, ils demandent aux tribunaux ecclésiastiques la nullité du mariage qu'ils obtiennent le plus souvent, pour peu qu'ils sachent se renseigner sur les dispositions du droit canon. Voici les détails intéressants que donne à ce propos M. Henri Joly : « Le divorce une fois prononcé par le tribunal civil, on assiege le tribunal ecclésiastique qui fonctionne à l'archevêché et qui, depuis six ans, a dû multiplier ses séances au point de les rendre quasi-quotidiennes. Afin de pouvoir se remarier religieusement, on lui demandera de prononcer retrospectivement la nullité originaire du mariage déjà rompu par la loi. On approfondira le droit canon pour bien se pénétrer des empêchements dirimants. On prétendra qu'on a eu son consentement forcé par une mère impérieuse, par un père tyran, ou égaré par des renseignements faux ; on découvrira qu'on avait changé de paroisse et que, s'étant un peu trop pressé, on n'a pas été marié correctement par son propre curé, selon les prescriptions du Concile de Trente. On allèguera bien

d'autres choses que les ecclésiastiques assaillis par tous ces sophismes voudraient, au moins, n'entendre qu'en latin... Si on n'obtient pas gain de cause, que fait-on ? J'en connais qui ont cru tourner la loi religieuse elle-même en s'en allant, après le mariage à la mairie, entendre une messe basse, comme ce radical qui, esclave de son parti, avait publiquement réclamé un enterrement civil, mais avait en même temps prié sa femme de lui faire faire un service secret à l'église (1) ».

Quel est le résultat de cet état de choses ? C'est que le divorce n'en sévit pas moins en fait, mais il n'est accessible qu'à ceux qui sont assez riches pour pouvoir entreprendre des voyages avec séjour quelque peu prolongé à l'étranger, ou de faire les frais d'une instance en nullité de mariage. Les gens de modeste condition sont, au contraire, maintenus dans l'enfer conjugal. Ce sont donc les petits qui, comme toujours, se trouvent sacrifiés.

Il en serait ainsi même en France, où le divorce existe pourtant, s'il fallait tirer les conséquences de certaines critiques, faites par des adversaires du divorce, qui accusent l'assistance judiciaire d'avoir aidé à l'augmentation du nombre des ruptures conjugales. « C'est parce ce qu'on a pu aussi commodé-

(1) H. JOLY, La crise du mariage (*Correspondant*, 10 janvier 1902).

ment les intenter gratis que les procès domestiques se sont autant multipliés, dit M. Louis Legrand (1) ». Pour que ce reproche fût mérité, il faudrait avoir établi au préalable que les bureaux d'assistance judiciaire accordent facilement, sans contrôle suffisant, les demandes qui leur sont transmises. Or les faits ne semblent pas justifier l'accusation dirigée contre les bureaux d'assistance judiciaire qui — il ne faut pas l'oublier — n'ont pas à apprécier le fond du litige mais doivent se borner à un examen sommaire de l'affaire, après avoir constaté l'état d'indigence du postulant. Il est certain que les divorces et les séparations de corps entrent pour une très large proportion dans le nombre des affaires qui bénéficient de l'assistance judiciaire. Mais il faut se demander ce que représente cette proportion par rapport au nombre total des demandes en divorce et en séparation de corps qui parviennent aux bureaux d'assistance judiciaire. Cette proportion ne représente pas le tiers de ces demandes. Par conséquent, on peut affirmer que les bureaux d'assistance judiciaire sont suffisamment sévères pour les requêtes tendant au

(1) L. LEGRAND, Les résultats de la loi du divorce (Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques, 9^e et 10^e livraisons, septembre-octobre 1902).

divorce ou à la séparation de corps, puisqu'ils en éliminent près des deux tiers (1).

Nous pouvons enregistrer maintenant les résultats de la pratique :

1° La procédure du divorce a été simplifiée, dans une certaine mesure, par la pratique ;

2° Le divorce par consentement mutuel existe en

(1) En effet, le nombre des demandes d'assistance judiciaire formées en vue de la dissolution du mariage ont été de :

* 13.775	(Moyenne annuelle) de	1886 à 1890
19.479	—	1891 à 1895
22.670	—	en 1900

Or le nombre des demandes en divorce, gratuites et payantes, introduites devant les tribunaux ont été de :

6.500	(Moyenne annuelle) de	1886 à 1890
8.000	—	1891 à 1895
9.000	—	en 1900

Pour la séparation de corps, la moyenne des demandes d'assistance judiciaire, qui a peu varié depuis 1881, a été de 5.000 environ. Or la moyenne annuelle des demandes en séparation de corps, gratuites et payantes, introduites devant les tribunaux est de 2.500 environ.

Nous avons fait au greffe du tribunal civil de Montpellier un relevé statistique qui confirme cette sévérité des bureaux d'assistance judiciaire. En voici les chiffres : pendant l'année 1903, le bureau d'assistance judiciaire près le tribunal civil a été saisi de 450 requêtes sur lesquelles 146 tendaient au divorce ou à la séparation de corps, celles-là au nombre de 116, celles-ci au nombre de 30. Sur les demandes en divorce, 13 ont été admises ; sur les demandes en séparation de corps, une seule a été accueillie.

* Bulletin officiel du Ministère de la Justice, mars-avril 1903, pp. 53 et 56.

fait sans qu'on puisse en aucune façon en empêcher l'usage.

Et, à la fin de ce chapitre aussi, une remarque, semblable à celle qui a servi de conclusion au chapitre précédent, s'impose.

C'est à des raisons d'équité, c'est à des nécessités pratiques évidentes, c'est à la force même des choses, plutôt qu'à la volonté des magistrats, que sont dues les atténuations apportées dans la pratique à certaines exigences de la procédure. Et c'est malgré les magistrats que l'incompatibilité d'humeur se présente au tribunal sous le masque des motifs légaux, particulièrement de l'injure, et réalise ainsi en fait le divorce par consentement mutuel.

L'étude de la tendance générale de la jurisprudence qui s'est développée pendant vingt années en matière de divorce et l'examen de la pratique qui s'est formée sous l'influence de la loi de 1884, en dehors de l'intérêt qu'ils peuvent offrir par eux-mêmes, nous permettent donc de saisir aussi les imperfections de la loi actuelle du divorce et nous fournissent des indications propres à nous éclairer dans l'examen des projets de réforme que nous aborderons dans la dernière partie de notre travail.

DEUXIÈME PARTIE

RÉSULTATS SOCIAUX DU DIVORCE EN FRANCE

Il est un autre ordre de faits qui offre aussi un grand intérêt et dont l'examen nous apportera également des éléments indispensables pour formuler notre jugement sur la loi de 1884 et déterminer notre attitude en présence des projets de réforme. C'est l'étude de l'action qu'a pu avoir la loi du divorce dans le domaine moral et social.

C'est là une étude tout à fait nouvelle, qui peut être faite aujourd'hui seulement que la loi compte vingt années d'application. Si cette loi, en effet, a pu avoir des conséquences, elles n'ont pu apparaître immédiatement après sa promulgation : il leur a fallu le temps de se produire et de se montrer,

Examiner si la loi de 1884 a eu des effets qui étaient dans les prévisions, soit des partisans, soit des adversaires du divorce, ou qui sont restés en dehors de toute prévision, apprécier l'importance de ces effets, juger s'ils ont été bons ou mauvais, tel est l'objet de cette partie de notre travail.

CHAPITRE I

Les résultats de la loi de 1884 au point de vue moral et social.

Pendant cette période de polémiques, parfois si ardentes, qui a précédé le rétablissement du divorce en France, et lors de la discussion de la loi Naquet devant les Chambres, parmi les effets que partisans et adversaires du divorce déclaraient devoir se produire à la suite de son rétablissement, ceux relatifs à la nuptialité et à la natalité ont été l'objet des prophéties les plus contradictoires : les partisans du divorce affirmaient que la nouvelle loi aurait d'heureux effets sur le nombre des mariages et des naissances ; les adversaires, même les plus modérés, annonçaient au contraire une sérieuse diminution. Depuis, parmi les accusations dirigées contre la loi de 1884 et appuyées sur les données statistiques, celle qui a rendu le divorce responsable de la baisse de la matrimonialité et de la natalité en France est certainement l'une des plus graves.

Et cependant il n'en est pas de moins fondée. Les auteurs qui ont voulu, dans cette question si complexe, incriminer le divorce, ont certainement négligé d'examiner les statistiques antérieures à 1884, et pour la matrimonialité en particulier celles de ces dernières années. Un coup d'œil des plus rapides les aurait aussitôt détrompés.

Il est vrai que le divorce a coïncidé avec une notable diminution de la nuptialité. De 284.519 mariages, chiffre de l'année 1883, le nombre en est tombé, dans les années qui ont suivi la promulgation de la loi, à 277.060 (année 1887), 272.934 (année 1889), 269.332 (année 1890). Mais cela ne prouve pas que le divorce soit responsable de cette diminution.

Il est admis, en effet, dans toutes les sciences inductives, qu'un phénomène ne peut être considéré comme lié à un autre par une loi, que lorsque ce premier phénomène est la *condition constante et suffisante* d'un accroissement de l'intensité du second. Or, si nous examinons les statistiques, nous remarquons que le mouvement décroissant de la nuptialité date, en France, du milieu du XIX^e siècle ; c'est, en effet, depuis 1851 que le nombre des mariages commence à diminuer (1). De plus, nous constatons que la baisse relevée postérieurement à 1884

(1) Voir les moyennes annuelles et décennales dans LEVASSEUR. Population française, t. II.

n'est pas plus forte que celles des années antérieures au rétablissement du divorce (voir tableau III). Il est impossible, par conséquent, de voir dans le divorce la cause d'un phénomène qui l'a précédé de beaucoup et dont il n'a pas augmenté l'intensité. D'ailleurs, cette baisse de la matrimonialité ne s'est pas maintenue, et la statistique de ces dernières années, c'est-à-dire depuis 1896, révèle un sensible mouvement de reprise. Le chiffre 303.469 de l'année 1901 dépasse même celui de 300.000 mariages qui n'avait plus été atteint depuis 1875 (voir tableau III) (1). Mais, dit M. Planiol (2), ce fait s'explique en partie par les progrès du divorce ; un bon nombre

(1) Il est vrai qu'il faut tenir compte de l'accroissement de la population. Mais l'accroissement de la population française est si lent et si faible qu'il est tout à fait négligeable. Néanmoins, pour être rigoureux, voici, d'après la proportion des nouveaux époux par 100 habitants, les moyennes correspondant aux chiffres que nous avons donnés : dans les années qui ont précédé 1883 la proportion des nouveaux époux par 100 habitants était d'environ 1,50. Après 1883, le coefficient est descendu et a atteint 1,40 en 1890. Mais, après 1890, la proportion est remontée à 1,50 comme valeur moyenne, et depuis 1896 elle a une tendance sensible à augmenter. L'année 1901 a élevé cette proportion à 1,56.

(2) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. I. p. 246, 3^{me} édition.

TABLEAU III

ANNÉES	MARIAGES
1875.....	300.427
1876.....	291.393
1877.....	278.094
1878.....	279.580
1879.....	282.776
1880.....	279.046
1881.....	282.079
1882.....	281.060
1883.....	284.519
1884.....	289.555
1885.....	283.170
1886.....	283.493
1887.....	277.060
1888.....	276.848
1889.....	272.934
1890.....	269.332
1891.....	285.458
1892.....	290.319
1893.....	287.294
1894.....	286.662
1895.....	282.218
1896.....	290.171
1897.....	291.462
1898.....	287.179
1899.....	295.752
1900.....	299.084
1901.....	303.469
1902.....	294.786
1903.....	295.996

de gens qui se marient sont des divorcés (1), de sorte que le nombre total des gens mariés n'augmente pas autant que le disent les statistiques. Cependant, ainsi que le remarque M. Planiol lui-

(1) Remarquons à ce propos la grande nuptialité des divorcés..

De 25 à 29 ans se marient :	De 30 à 34 ans se marient :	De 35 à 39 ans se marient :
sur 1000 célibataires. 400	sur 1000 célibataires. 449	sur 1000 célibataires. 78
— divorcés . . 183	— divorcés. . . 486	— divorcés. . . 274
— veufs 327	— veufs. . . . 356	— veufs. . . . 278

A partir de 40 ans les divorcés l'emportent même sur les veufs.

De 40 à 44 ans se marient :	De 45 à 49 ans se marient :	De 50 à 54 ans se marient :	De 55 à 60 ans se marient :
Sur 1000 célibat. 58	Célibataires . . 32	Sur 1000 célib. 46,5	Sur 1000 célibat. 7
— veufs . 194	Veufs 428	— veufs. 65	— veufs . 33
— divorce. 280	Divorcés. . . . 460	— divor. 435	— divorce. 35

On a prétendu que la remarquable rapidité avec laquelle les époux divorcés se remariaient, indiquait que le véritable motif de beaucoup de divorces était, moins la nécessité de rompre une union intolérable, que le désir d'en inaugurer de nouvelles (*). Formuler une pareille accusation contre les divorcés est aussi injuste, remarque avec à-propos M. le docteur Bordier, que d'accuser les veufs d'avoir tué leur femme pour pouvoir se remarier, car les uns comme les autres se remarient dans le même temps ! Dans la première année, pour 41 divorcés qui se remarieront, 39 veufs se consolent auprès d'une autre femme. Dans la seconde année, pour 26 divorcés qui se remarieront, 26,3 veufs se remarieront aussi (**).

D'ailleurs l'observation pratique permet d'affirmer que les amateurs de divorces doivent être extrêmement rares, ce qui

(*) G. BONJEAN, Enfants révoltés et parents coupables, p. 133.

(**) Docteur A. BORDIER, Le divorce et la séparation de corps au point de vue démographique et ethnologique (Bulletin de la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie, n° 2, juillet 1899).

même, ce fait s'explique *en partie* seulement par les progrès du divorce. Dans les années qui ont précédé le rétablissement du divorce, le chiffre des mariages s'élevait à une moyenne annuelle de 280.000 ; celle de ces dernières années est d'environ 300.000. Il y a donc une augmentation de près de 20.000 mariages. Or il y a en France une moyenne de 7000 divorces par an, c'est-à-dire de 14.000 conjoints divorcés. Sur 14.000 conjoints divorcés, près de 6000 se remariaient (1), ce qui fait 6000 mariages ; il n'en reste donc pas moins une augmentation réelle de 14.000 mariages par an. Faut-il attribuer cet heureux accroissement à la présence du divorce dans la législation française ? On pourrait répondre

est tout naturel, le divorce n'étant pas un plaisir pour ceux qui se trouvent dans la triste obligation d'y recourir. Il est néanmoins infiniment regrettable que les statistiques ne suivent pas les divorcés qui se remariaient, et que nous ne sachions pas combien de divorcés remariés ont divorcé à nouveau depuis 1884.

La nuptialité considérable des divorcés est un argument en faveur du divorce. Elle constitue un avantage incontestable du divorce sur la séparation de corps. Celle-ci condamne les conjoints séparés à vieillir dans une vie de retraite et d'isolement, ou bien, ce qui est le cas le plus fréquent (*), à contracter des unions irrégulières qui donneront naissance à des enfants adultérins.

(1) En 1901, 2937 hommes et 2749 femmes divorcés se sont remariés.

(*) Ce cas est évalué par la statistique à 10 sur 43.

raisonnablement par l'affirmative (1). Il serait logique, en effet, d'admettre dans une certaine mesure cette explication : le divorce, en assurant les moyens de réparer les méprises parfois inévitables dans le choix d'un conjoint, doit rendre vraisemblablement plus prompts au mariage ceux qui, avec raison, reculeraient devant un lien indissoluble. Toutefois nous croyons que le divorce est étranger à cette augmentation du nombre des mariages. Ce qui nous le laisse croire, c'est l'examen de la statistique de certains pays étrangers, où à la fréquence de plus en plus accusée des divorces ne correspond pas une élévation dans le nombre des mariages. Par conséquent, nous aimons mieux voir, dans le léger mouvement de reprise constaté en France depuis 1896, une atténuation de la crise du mariage dont les causes sont complexes et dont l'étude ne rentre pas dans le cadre de notre travail.

Il n'est donc pas prouvé que le divorce augmente

(1) Mais pourquoi alors, dira-t-on, le rétablissement du divorce n'a-t-il pas arrêté la baisse de la matrimonialité, pourquoi l'élévation dans le nombre des mariages ne se manifeste-t-elle que depuis 1896 ? Ce serait là une objection peu sérieuse. Cela n'excluerait en rien une action bienfaisante du divorce sur la nuptialité. En effet, un mouvement décroissant remontant à plus de trente années en arrière n'aurait pu être enrayé du jour au lendemain par le rétablissement du divorce. Il faut toujours un certain temps à une institution pour produire ses effets,

le nombre des mariages. Par contre, nous sommes en droit d'affirmer qu'on ne peut, en aucune façon, lui imputer une réduction de la nuptialité.

*
* *

Il en est de même quant à la natalité.

Et pourtant on a souvent rendu le divorce responsable de la décroissance de la natalité. Récemment encore au Parlement de Buenos-Ayres, lors de la discussion de la proposition de loi tendant à introduire le divorce dans la République Argentine (1), un adversaire de l'institution, M. le député Romero, a attribué au divorce la faible natalité de la France et l'arrêt à peu près complet de la population française depuis 1885 jusqu'à 1901. Mais ici aussi, comme nous l'avons dit pour la nuptialité, il suffit d'examiner le mouvement de la natalité en France au XIX^e siècle, pour constater que son affaiblissement n'a pas attendu le rétablissement du divorce pour se produire. Ce ralentissement dans l'augmentation de la natalité se manifeste déjà dès le commencement du siècle ; depuis, malgré les quelques oscillations

(1) Cette proposition a été présentée au Parlement argentin par le député Olivera, le 15 mai 1901. La discussion parlementaire à laquelle a donné lieu cette proposition a été close par le vote du 3 septembre 1902 rejetant le divorce par 50 voix contre 48.

En 1888, le député Balestra avait présenté une proposition semblable qui eut le même sort.

TABLEAU IV

ANNÉES	NAISSANCES
1875.....	950.975
1876.....	966.682
1877.....	944.576
1878.....	937.317
1879.....	936.529
1880.....	920.177
1881.....	937.057
1882.....	935.566
1883.....	937.944
1884.....	937.758
1885.....	922.361
1886.....	912.782
1887.....	899.333
1888.....	882.639
1889.....	880.579
1890.....	838.059
1891.....	866.377
1892.....	855.847
1893.....	874.672
1894.....	855.338
1895.....	834.173
1896.....	865.586
1897.....	859.107
1898.....	853.933
1899.....	847.627
1900.....	827.297
1901.....	857.274
1902.....	845.378
1903.....	826.712

Les éléments de ce tableau sont tirés des publications suivantes :

Annuaire Statistique de la France.

Journal Officiel, 11 novembre 1902.

id. 23 octobre 1903.

id. 29 octobre 1904.

où se reflètent les accidents économiques et sociaux, il continue d'une façon constante et progressive sans qu'il se soit particulièrement accentué avec le rétablissement du divorce. « La natalité française, dit M. Levasseur, est en voie de décroissance. D'après les statistiques officielles, elle a diminué rapidement dans la première moitié du siècle, ayant passé de 32,2 par 1000 habitants (moyenne de 1801 à 1810) à 27,4 (moyenne de 1841 à 1850) : diminution de 4,8 naissances pour 1000 habitants dans un espace moyen de 40 ans. Elle a diminué, mais moins rapidement, dans les 40 années suivantes, ayant passé de 27,4 à 24 (moyenne de 1881 à 1890) : diminution de 3,4. » Le chiffre de l'année 1901 est de 23.

D'ailleurs la natalité baisse d'une façon générale dans tous les Etats européens. C'est là un phénomène qui a été constaté par tous les démographes (1). Dans une communication, faite il y a quelque temps à la Société d'anthropologie de Paris (2), M. E. Macquart en faisait encore la remarque : sauf en ce qui concerne l'Autriche et l'Italie, l'abaissement du taux de la natalité a été constant depuis 1874-1878, c'est-à-dire depuis un quart de siècle, pour les grands pays de l'Europe occidentale. D'après ce travail, le

(1) Voir les ouvrages de Cauderlier, Levasseur, Bertillon, etc.

(2) *Revue Blanche*, 1^{er} mai 1902.

nombre des naissances pour 10.000 habitants, de 1874 à 1898, a diminué :

Pour la France, de.....	35
— l'Allemagne.....	40
— l'Autriche.....	21
— l'Italie.....	21
le Royaume Uni.....	52
— l'Angleterre seule.....	61

Enfin, s'il est un fait qui achève de démontrer l'absence de tout effet réductif du divorce sur la natalité, c'est, d'une part, l'élévation du taux de la natalité dans certains pays qui ont le divorce par rapport à celui de certains autres qui ne l'ont pas, et, d'autre part, les différences dans le taux de la natalité entre pays ayant également le divorce. C'est ainsi, par exemple, que la Russie et l'Allemagne, pays à divorce, ont une natalité bien supérieure à celle de l'Italie et du Portugal, pays à mariage indissoluble. C'est ainsi que l'Angleterre a une natalité supérieure à celle de la France qui, comme elle, possède l'institution du divorce (1).

On peut donc, pour la natalité, affirmer aussi que le divorce n'a exercé sur elle aucune influence soit

(1) Voir les chiffres dans Cauderlier : La population en France, et dans Levasseur, Bertillon, etc.

dans le sens de l'augmentation, soit dans le sens de la diminution.

*
* *

Si le divorce a été sans effet sur la natalité légitime, a-t-il exercé une action quelconque sur la natalité illégitime ?

Dans son ouvrage sur le *Féminisme français*, M. le professeur Turgeon (1), après avoir constaté l'accroissement continu du nombre des divorces, note parmi les résultats qu'il lui attribue « la multiplication des bâtards ».

C'est encore un méfait dont on rend le divorce responsable. Depuis son rétablissement, dit-on (2), la proportion des naissances illégitimes sur le nombre total des naissances ne cesse d'augmenter d'année en année. Et, s'il fallait une preuve éclatante de cette action malfaisante du divorce, on la trouverait dans le département de la Seine. Ce département, qui est à la tête de ceux où l'on divorce le plus, est aussi celui qui donne le plus de naissances illégitimes (2241 divorces sur un total de 7741 ; 19.354 naissances

(1) Ch. TURGEON, *Le Féminisme français*, t. II, liv. III, chap. V. Où mène le divorce, p. 240.

(2) LORENZO-MICHELANGELO BILLIA. — *Difendiamo la famiglia. Saggio contro il divorzio*, in-8° (Turin 1902).

naturelles sur 74.693, total de toute la France (1).

Remarquons que le rapport même que veulent établir certains adversaires du divorce entre cette institution et la « multiplication des bâtards » ne semble pas logique. S'il existait une action du divorce sur la natalité naturelle, rationnellement elle ne pourrait s'exercer que dans le sens de la diminution des naissances illégitimes : le divorce, en effet, offrant aux époux le moyen de rompre le lien conjugal, ne les oblige pas, quand la vie commune est devenue impossible, à se séparer de fait et à créer de faux ménages qui donnent naissance à des enfants illégitimes, comme cela arrive en l'absence de cette institution.

Mais abordons la discussion des faits. Et d'abord, l'argument que l'on prétend tirer de la forte proportion des divorces et des naissances illégitimes dans le département de la Seine est dénué de tout fondement. Si ce parallélisme, incontestable pour le département de la Seine, était l'expression d'un rapport de cause à effet, il devrait se retrouver partout. Or il suffit d'examiner les statistiques pour s'apercevoir que ce n'est pas toujours dans les régions qui comptent le plus de divorces que l'on constate le plus de naissances illégitimes. Ainsi le département de la Seine-et-Marne, dont la

(1) Ce sont les chiffres de l'année 1901.

population est de 359.044 habitants et qui est l'un de ceux où l'on divorce le plus (100 divorces), compte 404 naissances naturelles, alors que le département du Cher (347.725 habitants), qui figure parmi ceux où il est prononcé proportionnellement le moins de divorces, puisqu'il n'en donne que 27, fournit cependant 505 naissances naturelles, soit 100 naissances de plus que celui de la Seine-et-Marne. Le département de l'Allier (424.378 hab.) donne 39 divorces et 415 naissances naturelles ; le département de la Charente-Inférieure (453.455 hab.) avec 93 divorces ne donne que 379 naissances naturelles. Le département de Lot-et-Garonne (286.337 hab.) a 44 divorces et 143 naissances naturelles ; le département de la Creuse (279.366 hab.), 20 divorces seulement, mais 339 naissances naturelles. L'Yonne (332.656 hab.) a 76 divorces et 270 naissances naturelles ; les Deux-Sèvres (346.494 hab.) n'a que 33 divorces, mais 284 naissances naturelles. Ce n'est donc pas la fréquence des divorces dans le département de la Seine qui élève le taux des naissances illégitimes, qui y a toujours été très élevé ; c'est là une simple concomitance de phénomènes pouvant s'expliquer, dans une certaine mesure, par un ensemble de causes communes, mais n'impliquant aucun rapport de causalité. Cette élévation de la natalité illégitime se retrouve d'une façon générale dans tous les départements qui, comme celui de la Seine, comptent de fortes agglomérations urbaines et indus-

rielles, et elle est due à des causes nombreuses, qu'il ne rentre pas dans notre cadre d'examiner, mais dont la plus importante est la préférence naturelle du salarié pour l'union libre, cette préférence ne se trouvant pas contrariée dans les grands centres populeux où l'individu se sent moralement plus libre (1).

Quant à l'accroissement des naissances naturelles, il n'est pas réel. Le nombre des naissances illégitimes qui progressait d'une façon régulière antérieurement à 1884 est demeuré stationnaire avec une légère tendance à la diminution depuis le rétablissement du divorce (Voir tableau V) ; dans l'année 1883 on relève 74.213 naissances naturelles alors que l'année 1903 n'en donne que 72.665. Le fait est établi d'une façon encore plus rigoureuse par le pour cent des naissances naturelles par rapport à la population totale. Ce coefficient qui était de 0,20 en 1850 est de 0,19 en 1900. Il n'est donc pas

(1) Ce double fait est suffisamment mis en évidence par les statistiques. Ainsi en France il y a environ une moyenne de 8,8 naissances naturelles sur 100 légitimes. Cette moyenne tombe à 5 p. 100, 4 p. 100, 2,4 p. 100 dans le Gers, Corrèze, Lot, qui sont des départements agricoles ; elle s'élève dans les départements industriels, tels que le Nord, Haut-Rhin, Rhône, à 12 p. 100, 13 p. 100, 15 p. 100. De plus, nous voyons que les naissances naturelles sont de 10 p. 100 dans les villes de plus de 10.000 habitants, de 19 p. 100 dans les douze villes de plus de 100.000 habitants, de 28 p. 100 à Paris.

TABLEAU V

ANNÉES	NAISSANCES ILLÉGITIMES	PROPORTION P. % NAISSANCES
1867.....	70.952	7.48
1870.....	70.418	7.46
1871.....	59.097	7.15
1872.....	69.653	7.21
1873.....	70.600	7.46
1874.....	69.294	7.26
1875.....	66.886	7.03
1876.....	67.306	6.96
1877.....	66.854	7.08
1878.....	67.781	7.25
1879.....	66.968	7.07
1880.....	68.227	7.41
1881.....	70.079	7.48
1882.....	71.305	
1883.....	74.213	7.09
1884.....	75.744	
1885.....	74.117	
1886.....	74.752	8.17
1887.....	73.834	
1888.....	74.919	8.05
1889.....	73.561	8.05
1890.....	71.086	8.05
1891.....	73.936	8.05
1892.....	73.785	8.06
1893.....	76.562	8.08
1894.....	76.451	8.09
1895.....	73.278	9.15
1896.....	76.278	8.81
1897.....	75.989	8.84
1898.....	74.586	8.83
1899.....	74.970	8.84
1900.....	73.121	8.83
1901.....	74.693	8.71
1902.....	74.071	8.76
1903.....	72.665	

TABLEAU VI

Périodes quinquennales	Nombre des naissances illégitimes pour un total de 100 naissances
1801-1805	4.8
1806-1810	5.4
1811-1815	6.0
1816-1820	6.6
1821-1825	7.1
1826-1830	7.2
1831-1835	7.3
1836-1840	7.4
1841-1845	7.1
1846-1850	7.1
1851-1855	7.3
1856-1860	7.5
1861-1865	7.5
1866-1870	7.5
1871-1875	7.2
1876-1880	7.2
1881-1885	7.8
1886-1890	8.1
1891-1895	8.2
1896-1900	8.8

yrai que le nombre des naissances illégitimes soit en accroissement. Ce qui est vrai, c'est que la proportion des naissances naturelles par rapport au nombre total des naissances progresse régulièrement (Voir tableaux V et VI), ce qui s'explique facilement étant donné le ralentissement régulier et progressif que nous avons constaté dans l'augmentation de la natalité générale. Cette proportion n'est donc devenue plus grande que parce que la natalité légitime diminue et non parce que la natalité illégitime augmente.

D'ailleurs d'autres faits viennent battre en brèche cette accusation contre le divorce. D'une part dans la plupart des pays qui ont le divorce la diminution des naissances illégitimes a été plus ou moins notable. C'est le cas de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Saxe, de la Norvège, du Danemark. En Bavière notamment la diminution a été énorme : de 20,59 le chiffre des naissances naturelles est descendu à 14,01. D'autre part, dans certains pays où le divorce n'existe pas, l'accroissement a été plus important que dans d'autres où il existe ; c'est le cas de l'Italie où de 5,33 p. 100 en 1865-69 les naissances illégitimes ont atteint 7,30 en 1887-91, alors qu'en France les chiffres sont de 7,8 en 1885 et de 8,8 (1) en 1896-

(1) Encore ce chiffre pour la France ne représente pas, comme nous l'avons vu, un accroissement réel.

1900. Parmi les pays où le mariage est indissoluble, il en est un où l'accroissement des naissances naturelles est même fantastique : c'est la République Argentine. La moyenne dans ce pays est de 232 par 1000 avec la progression suivante dans certaines provinces; Catamarca 314, Iujui 361, Tucuman 363, La Rioja 377, San Luis 406, Santiago 425, San Juan 450, Salta 457, Corrientes 661 ! (1)

Que faut-il donc conclure ? Un fait est certain, c'est que le divorce n'a pas élevé la natalité illégitime. A-t-il exercé sur elle un effet réductif ? Nous sommes porté à le croire, étant donné que les naissances naturelles ne faisaient qu'augmenter antérieurement au rétablissement du divorce, et que depuis 1884 au contraire elles se maintiennent à peu près au même chiffre avec une tendance à la diminution, et cela malgré les causes permanentes et aggravantes de la natalité illégitime en France (2).

(1) Nous avons tiré ces renseignements statistiques concernant la République Argentine de l'excellent opuscule *Il Divorzio* de M. N. COLAJANNI, qui les a tirés lui-même du compte-rendu officiel des débats parlementaires.

(2) « Il y a aujourd'hui, dit M. Levasseur, des causes qui suffiraient à motiver une aggravation plus forte de l'illégitimité et qui l'expliquent en effet dans certaines régions de la France : le progrès des agglomérations urbaines, le développement du régime manufacturier, l'obligation du service militaire, l'affaiblissement du sentiment religieux, le goût du bien-être qui fait hésiter beaucoup de jeunes gens à accepter les charges de

*
* *

Après avoir accusé le divorce de réduire la nuptialité et la natalité, et d'élever la natalité illégitime, on l'a accusé d'être un des facteurs d'une mortalité spéciale, la mortalité-suicide.

« Je ne connais pas aujourd'hui de conclusion plus saisissante contre le divorce, dit M. G. Bonjean, que cet éloquent passage du rapport de M. le Ministre de la Justice (1) :

« En étudiant la statistique de ces procès domestiques dans plusieurs États européens, on a signalé ce fait, en apparence singulier, qu'elle présente une analogie assez suivie avec la statistique des suicides. Les cartes où s'exprime la répartition géographique de ces deux phénomènes, les courbes où se peint leur mouvement pareillement ascendant, les tableaux qui montrent la participation inégale des diverses régions, des divers cultes, des diverses

la famille, les tentations du luxe pour les filles pauvres, les prescriptions de la loi française qui, interdisant la recherche de la paternité, affranchissent le séducteur du souci des conséquences.» (*La Population française*, t. II.) Le savant démographe aurait pu ajouter la complication des formalités qu'exige le mariage. C'est là une cause — et non des moins importantes — qui rebute un grand nombre de petites gens et les jette dans l'union libre.

(1) Compte général de l'administration de la justice civile pendant l'année 1891.

» professions à l'un et à l'autre, sont remarquablement similaires.

» La statistique française confirme l'exactitude de ce rapprochement. »

Le fait est rigoureusement vrai, et nous allons l'établir tout d'abord, non sans faire observer que la concomitance relevée entre divorces et suicides existe pareillement — mais à un moindre degré, il est vrai — entre séparations de corps et suicides. Nous nous demanderons ensuite si c'est le divorce qui est la cause de l'élévation parallèle du nombre des suicides.

Cette variation concomitante des suicides avec les divorces et séparations de corps est, en effet, frappante, lorsqu'on compare les différents pays d'Europe à ce double point de vue.

Ainsi, en Norvège, pays où les divorces et les séparations de corps sont rares, on remarquait, en 1875-1880, pour 1000 mariages 0,54 divorces annuels et 73 suicides par million d'habitants. En Bavière, pays où les divorces et séparations de corps ont une fréquence moyenne, on avait, en 1881, pour 1000 mariages 5,0 divorces et 90,5 suicides par million d'habitants. En Danemark, pays où les divorces et séparations de corps sont très fréquents, les statistiques accusent pendant la période 1871-1880 pour 1000 mariages 38 divorces annuels et 258 suicides par million d'habitants.

En comparant, non des pays différents, mais des

provinces différentes d'un même pays, on constate encore la même coïncidence entre les deux ordres de phénomènes. A ce point de vue, la Suisse offre un champ d'observation des plus intéressants : les cantons qui ont un nombre élevé de divorces sont aussi ceux qui se distinguent par le chiffre de leurs suicides (1).

La même comparaison a été faite entre les départements français par M. Durkheim. Cette comparaison a donné le même résultat. L'éminent sociologue, ayant classé les départements français en huit catégories d'après l'importance de leur mortalité-suicide, a constaté que les groupes ainsi formés se rangeaient dans le même ordre que sous le rapport des divorces et des séparations de corps (Voir tableau VII).

Entre le tableau des divorces et celui des suicides on peut dire qu'il y a parallélisme absolu. Que faut-il en déduire ? Les deux ordres de phénomènes se rattachent-ils à une même cause ou bien l'un est-il la cause de l'autre ?

Comme on ne conçoit pas que le divorce puisse avoir par lui-même une action suicidogène sur des individus normaux, *à priori* l'explication la plus

(1) Ne voulant pas surcharger notre travail de chiffres, nous renvoyons pour les statistiques à l'ouvrage si documenté de M. Durkheim, *Le suicide*, étude de sociologie, Paris 1897, pp. 290 et 291.

TABLEAU VII (1)

Groupes de départements	Suicides pour 1 million	Moyenne des div. et séparat. p. 1000 mariages
1 ^{er} groupe (5 dép.)	Au-dessous de 50	2.6
2 ^e — (18 »)	De 51 à 75	2.9
3 ^e — (15 »)	76 à 100	5.0
4 ^e — (19 »)	101 à 150	5.4
5 ^e — (10 »)	151 à 200	7.5
6 ^e — (9 »)	201 à 250	8.2
7 ^e — (4 »)	251 à 300	10.0
8 ^e — (5 »)	Au-dessus	12.4

naturelle et la plus logique semble la suivante : si les suicides varient avec les divorces, c'est que divorces et suicides résultent d'une cause commune. Ils sont l'un et l'autre la manifestation, à deux moments différents, d'un même état moral. Cet état moral est un certain déséquilibre qui rendrait l'individu inapte à la vie conjugale, d'où divorce, et, avec la péjoration de son état moral, inapte à la vie elle-même, d'où suicide. Cette explication qui semble rendre merveilleusement compte de la relation intime des deux phénomènes a été donnée par M. Bertillon (2).

(1) DURKHEIM, *op. cit.*, p. 292.

(2) La voici textuellement : « De quoi sont coupables les époux que je viens de qualifier d'insupportables ? En France, et dans la plupart des autres pays leurs fautes sont généralement rangées par le juge sous la rubrique très vague d'*injures graves*. Ce n'est donc pas pour un fait nettement spécifié qu'on les condamne

Nous la trouvons assez arbitraire. Ainsi que le remarque très justement M. Durkheim, il n'y a aucune raison, par exemple, de supposer qu'il y a, en Suisse, 15 fois plus de déséquilibrés qu'en Italie et 6 à 7 fois plus qu'en France, parce que les divorces sont; dans le premier de ces pays, 15 fois plus fréquents que dans le second et 7 fois environ plus que dans le troisième. En outre, on peut se demander dans quelle mesure le principe même de l'explication de M. Bertillon est aujourd'hui vrai : l'idée, longtemps acceptée, que le suicide se rattache à certaines tares psychopathiques, est de plus en plus

généralement, c'est pour une série de vilaines actions qui rendent la vie commune impossible ou même déshonorante.

» Ces gens, dont la vie est condamnable tout entière sans qu'aucun de leurs actes tombe directement sous le coup des lois, ce sont justement ces caractères mal faits, ces irréguliers, ces *mal équilibrés* dont je parlais tout à l'heure.

» Là où ils sont nombreux, les suicides sont nombreux, parce que le suicide n'est pas, le plus souvent, un acte sainement raisonné ; c'est généralement un acte de folie misanthropique, ou, plus souvent encore, la résultante nécessaire d'une série de folies et de sottises ; d'autre part, qui pourrait s'étonner que là où ils sont nombreux les divorces soient nombreux ? Le moyen de continuer la vie commune avec un de ces êtres atrabilaires, irréguliers et malfaisants ?

» Ainsi s'explique peut être la ressemblance qui existe entre les lois qui régissent la fréquence du divorce et celles qui règlent la fréquence du suicide. C'est que ces deux catégories de chiffres traduisent un même facteur : la fréquence des gens *mal équilibrés*. »

abandonnée. Sans nier l'existence de prédispositions organiques individuelles plus ou moins vagues, aujourd'hui on tend plutôt avec raison à rattacher le suicide à des causes sociales (1).

Mais si divorce et suicide ne relèvent pas d'une cause commune, ne faut-il pas admettre que l'un est la cause de l'autre ?

C'est la thèse soutenue par M. Durkheim dans son beau livre sur *Le suicide*. C'est, dit-il, dans la nature intrinsèque du divorce qu'il faut aller chercher la cause de cette remarquable relation. L'aggravation dont souffrent les divorcés par rapport au suicide doit tenir à une certaine constitution matrimoniale, due à l'institution du divorce, et dont les époux continuent à subir l'influence alors même qu'ils sont séparés.

M. Durkheim fait d'abord ressortir ce fait que dans le mariage même l'immunité des conjoints vis-à-vis du suicide (2) est modifiée suivant que le divorce existe ou n'existe pas dans la législation qui les régit, et que cette immunité n'est pas la même pour l'homme que pour la femme : les femmes mariées se

(1) Ce n'est pas à dire que l'explication de M. Bertillon soit complètement infondée. Nous croyons, au contraire, qu'elle renferme une certaine part de vérité et nous l'admettons dans une certaine mesure, ainsi que nous nous en expliquerons plus loin.

(2) M. Bertillon père a, en effet, démontré — il y a assez longtemps déjà — dans ses savantes études démographiques

suicident d'autant moins que le divorce est plus pratiqué, et inversement les suicides parmi les femmes mariées augmentent quand le nombre des divorces diminue. Ce qui amène M. Durkheim à formuler la loi suivante : *le mariage favorise d'autant plus la femme au point de vue du suicide que le divorce est plus pratiqué, et inversement.*

De cette proposition il résulte que ce sont les époux qui contribuent seuls à cette élévation du taux des suicides que l'on observe dans les sociétés où les divorces sont fréquents, les épouses, au contraire, s'y tuant moins qu'ailleurs. Or il est inadmissible que ce soit le mauvais état de la société domestique qui aggrave le penchant au suicide, car, si telle était la véritable cause, elle devrait produire aussi cette aggravation chez la femme. Ce ne peut être donc que dans l'état de mariage, tel qu'il est affecté par le divorce, que se trouve la cause du

que le mariage confère une certaine immunité vis-à-vis du suicide, les célibataires se suicidant plus que les gens mariés. Son ingénieux calcul a bien mis en évidence que « les charges, les soucis et les peines qui résultent de la famille sont moins puissants pour pousser l'homme ou la femme au désespoir et au suicide que ne sont fortes les salutaires influences du foyer conjugal pour les préserver » ; que « c'est l'égoïsme, l'indifférence ou l'isolement du célibat, la triste solitude du veuvage, qui laissent l'esprit et le cœur sans appui pour résister à la funèbre tentation. » (Voir article *Mariage*, par BERTILLON père, dans *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*.)

phénomène que nous étudions. Il faut que l'institution même du divorce, par l'action qu'elle exerce sur le mariage, détermine au suicide.

Et en effet, dit M. Durkheim, qu'est-ce que le mariage ? « Une réglementation des rapports des sexes, qui s'étend non seulement aux instincts physiques que ce commerce met en jeu, mais encore aux sentiments de toute sorte que la civilisation a peu à peu greffés sur la base des appétits matériels. » Par le fait même que le désir génésique s'est progressivement compliqué de sentiments esthétiques et moraux nombreux et variés, il n'est plus directement placé sous la dépendance de nécessités organiques. Il n'a pas la périodicité régulière et automatique qu'il présente chez l'animal. Une excitation psychique peut en tout temps l'éveiller ; il est de toutes les saisons. C'est pourquoi une réglementation sociale lui est indispensable. Puisqu'il n'y a rien dans l'organisme qui le contienne, il faut qu'il soit contenu par la société. « Telle est la fonction du mariage. Il règle toute cette vie passionnelle, et le mariage monogamique plus étroitement que tout autre, car, en obligeant l'homme à ne s'attacher qu'à une seule femme, toujours la même, il assigne au besoin d'aimer un objet rigoureusement défini et ferme l'horizon. C'est cette détermination qui fait l'état d'équilibre moral dont bénéficie l'époux. Parce qu'il ne peut, sans manquer à ses devoirs, chercher d'autres satisfactions que celles qui lui sont ainsi

permises, il y borne ses désirs. La salubre discipline à laquelle il est soumis lui fait un devoir de trouver son bonheur dans sa condition et, par cela même, lui en fournit les moyens. »

Mais tout autre est la situation du célibataire. Celui-ci vit dans un état perpétuel d'*anomie* (absence de toute règle), pour employer l'expression même de M. Durkheim. Comme il peut légitimement s'attacher à ce qui lui plaît, il aspire à tout et rien ne le contente. Pour lui l'*anomie* est même double, car il ne se donne pas définitivement et il ne possède rien à titre définitif. L'incertitude de l'avenir, jointe à sa propre indétermination, le condamne donc à une perpétuelle mobilité. De tout cela résulte un état de trouble, d'agitation et de mécontentement qui accroît nécessairement les chances de suicide.

Or le divorce implique un affaiblissement de la réglementation matrimoniale. Sous son influence le mariage n'est plus qu'une forme affaiblie de lui-même ; c'est un moindre mariage. Il ne saurait donc au même degré produire ses effets utiles. Dans les pays où le mariage est tempéré par le divorce, il est inévitable que l'immunité de l'homme marié soit plus faible. Comme sous un tel régime il se rapproche du célibataire, il ne peut pas ne pas perdre quelques-uns de ses avantages. Par conséquent, le nombre total des suicides s'élève.

« Mais cette conséquence du divorce est spéciale

à l'homme; elle n'atteint pas l'épouse. En effet, les besoins sexuels de la femme ont un caractère moins mental, parce que, d'une manière générale, sa vie mentale est moins développée. Ils sont plus immédiatement en rapport avec les exigences de l'organisme, les suivent plus qu'ils ne les devancent, et y trouvent par conséquent un frein efficace. »

« Une réglementation sociale aussi étroite que celle du mariage, et surtout du mariage monogamique, ne lui est donc pas nécessaire. Or une telle discipline, là même où elle est utile, ne va pas sans inconvénients. En fixant pour jamais la condition conjugale, elle empêche d'en sortir quoi qu'il puisse arriver. » En outre le mariage n'est pas utile à la femme, au moins au même degré qu'à l'homme, « pour borner ses désirs qui sont naturellement bornés et lui apprendre à se contenter de son sort; mais il l'empêche d'en changer s'il devient intolérable. La règle est donc, pour elle, une gêne sans grands avantages. Par suite, tout ce qui l'assouplit et l'allège ne peut qu'améliorer la situation de l'épouse. Voilà pourquoi le divorce la protège, pourquoi aussi elle y recourt volontiers. » On comprend donc aisément que l'immunité de la femme mariée augmente dans les pays où le mariage est fortement tempéré par le divorce, car le divorce pour elle n'est pas, comme pour l'homme, une cause d'anomie conjugale.

C'est donc l'état d'anomie conjugale, produit par l'institution du divorce, qui explique le dévelop-

pement parallèle des divorces et des suicides. Ces suicides résultent « d'une constitution morale *sui generis* qui a elle-même pour cause un affaiblissement de la réglementation matrimoniale; c'est cette constitution, acquise pendant le mariage, qui, en lui survivant, produit l'exceptionnelle tendance au suicide que manifestent les divorcés. »

Nous n'admettons pas non plus cette explication. Nous trouvons que la thèse soutenue par M. Durkheim est beaucoup plus ingénieuse que vraie. Mais, fût-elle incontestable, elle n'autoriserait pas les adversaires du divorce à déclarer que cette institution est néfaste (1).

En supposant que la réglementation étroite du mariage constitue pour l'homme une immunité contre le suicide, elle n'en constitue pas une; d'après M. Durkheim lui-même, pour la femme. Bien au contraire, c'est pour elle une aggravation. Le divorce ne fait donc qu'opérer une transposition d'immunité. En d'autres termes il y a une compensation qui s'établit. Il est vrai que cette compensation n'est pas complète, car la part de la femme étant faible dans le nombre total des suicides, la diminution des suicides féminins ne compense pas l'augmentation des suicides masculins. Mais il n'en est pas moins vrai que la liberté, en cette matière, améliore considéra-

(1) G. FONSEGRIVE, Mariage et union libre, p. 210.

blement la situation de la femme, que l'institution du divorce la protège efficacement. Or sa part dans l'œuvre de conservation et d'amélioration de l'espèce est beaucoup plus importante que celle de l'homme ; de plus, la femme est la plus faible. Il est utile, il est même nécessaire et il n'est que juste qu'elle soit protégée dans le mariage qui pour elle a une importance capitale, dût-il en résulter pour l'homme une diminution — problématique, comme nous essayerons de le démontrer — dans l'immunité contre le suicide. C'est là, sans doute, pour lui un impôt bien lourd, mais qui est largement compensé par les bienfaits que lui-même retire toujours d'une meilleure condition de la femme, et par les privilèges que les mœurs et les lois lui accordent (1).

En second lieu, pour que l'obligation indissoluble absolue produise les effets bienfaisants que lui attri-

(1) Nous ne ferons pas valoir cet autre argument tout démocratique que la femme est la majorité : dans tous les pays d'Europe, en effet, le nombre des femmes dépasse en général celui des hommes. C'est ainsi que, d'après le recensement de 1901, on comptait à Paris 1.233.432 hommes et 1.401.905 femmes, et que, dans tous les départements de la France, le nombre des femmes était également supérieur à celui des hommes.

En Allemagne, le recensement général fait en 1900 a établi que pour 1.000 hommes il y avait 1039 femmes et que la population féminine dépassait la population masculine de 882.890 âmes.

En Europe, le nombre des femmes dépasse de 3.400.000 celui des hommes.

bue M. Durkheim, il faut, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, qu'elle soit acceptée par les consciences. Elle entraînera nécessairement le dégoût si le caractère moral de l'obligation n'est plus senti. « Ce qui importe, en effet, ce n'est pas seulement que la réglementation existe, mais qu'elle soit acceptée par les consciences. Autrement, si elle n'a plus d'autorité morale et ne se maintient plus que par la force d'inertie, elle ne peut plus jouer de rôle utile. Elle gêne sans beaucoup servir » (1). Or le fait même que le divorce fait son apparition dans une législation et que les individus, toutes les fois que la nécessité s'en fait sentir, y recourent, prouve que l'obligation indissoluble absolue n'est plus acceptée par les consciences. Ce n'est pas, en effet, dans la société française du XVI^e ou du XVII^e siècle que le divorce aurait apparu, car dans cette société l'obligation du mariage indissoluble avait sur les consciences tout le pouvoir d'un dogme indiscuté. La loi n'est que la consécration de l'état moral et social d'une collectivité à un moment donné. « Si la conscience publique n'était arrivée peu à peu à juger que l'indissolubilité du lien conjugal est sans raison, le législateur n'aurait même pas songé à en accroître la fragilité. L'anomie matrimoniale peut donc exister dans l'opinion sans être encore inscrite dans la loi », reconnaît M. Durkheim.

(1) E. DURKHEIM, *op. cit.*, p. 306, note.

Mais, d'un autre côté, ajoute-t-il, « c'est seulement quand elle a pris une forme légale qu'elle peut produire toutes ses conséquences. » C'est là une affirmation trop absolue, quoiqu'elle renferme une observation assez vraie d'une façon générale. Dans un domaine aussi passionnel, attribuer à la loi une si grande influence est certainement une exagération à laquelle l'éminent sociologue est amené par l'objectivité de sa méthode (1).

Mais l'argumentation même de M. Durkheim est discutable.

Il n'est pas prouvé que le divorce abaisse le coefficient de préservation des époux vis-à-vis du suicide, et élève celui des épouses. M. Durkheim a cru établir ce fait en examinant les statistiques de certains pays où le mariage est indissoluble, et celles de certains autres où les divorces sont nombreux. Il a montré par ces statistiques que l'immunité des époux contre le suicide, comparée à celle des célibataires

(1) D'après la méthode sociologique, telle qu'il la conçoit et la pratique, M. Durkheim, en effet, attache peu d'importance à l'élément individuel dans l'étude des faits sociaux. D'après lui, ce sont les *états* et *institutions* de chaque peuple qui constituent « des forces réelles, vivantes et agissantes qui, par la manière dont elles déterminent l'individu, témoignent assez qu'elles ne dépendent pas de lui ; du moins, s'il entre comme élément dans la combinaison d'où elles résultent, elles s'imposent à lui à mesure qu'elles se forment. » (Le Suicide, préface, p. xi.)

qui, en principe, est toujours plus faible, se rapproche de celle-ci, c'est-à-dire s'affaiblit à mesure que l'on passe des premiers pays aux seconds, tandis que celles des épouses, au contraire, se fortifie. C'est là, il faut le reconnaître, une présomption en faveur de sa thèse, mais ce n'est pas une preuve.

D'une part, les recherches de M. Durkheim portent sur un nombre trop restreint de pays (1) pour lesquels précisément cette différence d'immunité peut tenir à d'autres causes infiniment complexes qu'à l'institution du divorce, et, par conséquent, de ce premier chef elles ne sont pas probantes. D'autre part, pour faire une pareille preuve il eût fallu, non pas comparer l'immunité des époux dans ces deux catégories de pays, mais examiner cette immunité dans un même pays avant et après l'établissement du divorce. Si cet examen avait fait ressortir qu'antérieurement à l'établissement de cette institution le coefficient de préservation des époux était plus élevé que postérieurement à cet établissement, et que pour les épouses le phénomène était inverse, alors seulement on aurait pu conclure à une action suicidogène du divorce que la différence d'immunité relevée par M. Durkheim entre les époux soumis au mariage indissoluble et ceux régis par une législa-

(1) Il n'a pas dépendu de M. Durkheim de porter son examen sur un plus grand nombre de pays ; les statistiques officielles faisaient défaut.

tion admettant le divorce, serait venue confirmer. C'est ce que M. Durkheim n'a pas fait.

Il est un pays tout indiqué pour une pareille observation, c'est la France. Le divorce, en effet, supprimé en 1816 y a été rétabli en 1884. Or depuis 1884 on ne remarque pas de variation sensible dans le coefficient de préservation des époux contre le suicide. Il est vrai — et c'est ce que M. Durkheim ne manque pas d'objecter — qu'une institution ne produit pas ses effets en si peu de temps (1). Mais il n'en est pas moins vrai que la preuve n'est pas faite, surtout pour la France, que le divorce aggrave la situation des époux vis-à-vis du suicide. Dès lors l'explication même donnée par M. Durkheim n'est pas décisive. Si d'ailleurs il n'était pas possible, au moment où M. Durkheim a écrit son livre, de faire pour la France une pareille preuve, il est du moins facile actuellement, après vingt ans d'application de la loi, de dégager des statistiques des indications propres soit à favoriser la thèse de M. Durkheim, soit à la contrarier. Dans ce but nous avons cherché quel était le nombre annuel des suicides et en particulier le nombre de ceux causés par des chagrins domestiques dans les deux sexes avant et après le rétablissement du divorce en France. Ce qui nous

(1) Le livre de M. Durkheim a paru en 1897, c'est-à-dire douze ans seulement après le rétablissement du divorce.

a amené à dresser le tableau suivant dont les chiffres sont empruntés à l'annuaire statistique de la France (1877 à 1900).

TABLEAU VIII

ANNÉES	SUICIDES			Suic. p. chag. domest.		
	Masculins	Féminins	TOTAL	Masculins	Féminins	TOTAL
1877.....	4689	1233	5922	581	213	794
1878.....	5034	1400	6434	566	184	750
1879.....	5161	1335	6496	593	198	791
1880.....	5184	1454	6638	633	233	866
1881.....	5286	1455	6471	667	242	909
1882.....	5723	1490	7213	742	214	956
1883.....	5770	1497	7267	627	218	845
1884.....	5964	1608	7572	736	249	975
1885.....	6345	1557	7902	778	228	1006
1886.....	6471	1716	8187	823	256	1079
1887.....	6434	1768	8202	775	292	1067
1888.....	6663	1788	8451	829	279	1108
1889.....	6381	1799	8180			
1890.....	6576	1834	8410			1097
1891.....	6937	1947	8884	890	339	1219
1892.....	7318	1967	9285	785	267	1052
1893.....						
1894.....	7585	2118	9703	765	256	1021
1895.....	7297	1966	9263	659	237	896
1896.....	7143	2117	9260	712	260	972
1897.....	7219	2137	9356	696	304	1000
1898.....	7238	2200	9438	663	280	943
1899.....	6885	2067	8952	622	276	898
1900.....	6861	2065	8926	647	285	932

D'après ce tableau, le nombre des suicides, depuis le rétablissement du divorce, semble avoir augmenté, mais suivant une progression anté-

rière à 1884 et par conséquent indépendante de l'institution du divorce (1). Nous pouvons ensuite relever, en ce qui concerne les suicides pour chagrins domestiques, qu'après avoir progressé pendant un certain temps postérieurement à 1884, mais beaucoup plus faiblement cependant qu'ils ne progressaient déjà antérieurement, ils tendent à diminuer aussi bien pour les époux que pour les épouses. Ainsi le nombre total des suicides pour chagrins domestiques qui a été de 975 en 1884, année de rétablissement du divorce, est de 898 en 1899 et 932 en 1900. Notons en outre, ce qui est bien plus concluant, que cette tendance assez marquée à une atténuation, malgré la légère élévation pendant ces dernières années de la nuptialité en France, coïncide avec l'augmentation considérable des divorces. Il est impossible de ne pas voir, par conséquent, dans la diminution de ce genre de suicide un effet incontestable et bienfaisant du divorce. Cette institution diminue en effet les suicides pour chagrins domestiques. Nous venons d'en constater la preuve pour

(1) En réalité, depuis 1892, il y a un léger recul du suicide. Si l'on calcule, en effet, la moyenne des suicides par rapport à la population totale, on a les chiffres suivants : dans la période 1891-93 on avait 24 suicides par 100.000 habitants ; en 1896 on n'en compte que 23 et en 1900 seulement 22. (Voir compte général de l'administration de la justice criminelle en France, année 1900.)

la France ; nous trouvons la confirmation de cette preuve dans un fait établi par M. le D^r A. Bordier : « Nous voyons, dit-il, la Suède, pour 1000 suicides, avoir 18 suicides des deux sexes pour chagrins domestiques, la Saxe 27, la Norvège 35, la Prusse 46 ; tandis que le nombre des suicides pour chagrins domestiques (pour 1000 suicides) était, pendant le même temps, dans les pays où le divorce n'existait pas, de 85 en Italie, de 126 en France » (1). Nous pouvons donc affirmer qu'il est évident que « la loi sur le divorce a arrêté sur le chemin du suicide un certain nombre de conjoints, qui, privés d'une issue légale, échappaient par la mort aux conditions insupportables que le mariage réalisait pour eux. »

Mais si le divorce a cet effet sur ce genre de suicide de cause spéciale qu'est le suicide pour chagrins domestiques, il n'en est pas moins vrai que les suicides sont nombreux là où les divorces sont nombreux. Reste donc à expliquer cette curieuse relation pour laquelle nous n'avons accepté ni l'explication de M. Bertillon, ni celle de M. Durkheim.

Voici celle que nous proposons et qui nous semble la plus naturelle : si les suicides sont nombreux là où les divorces sont nombreux, ce résultat est dû

(1) D^r A. BORDIER, Le divorce et la séparation de corps au point de vue démographique et ethnologique (*Bulletin de la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie*, t. VI, n° 2, juillet 1899).

principalement au changement de régime matériel et moral, qui est la conséquence du divorce.

En effet, le divorce est toujours suivi d'un trouble dans l'organisation de la vie matérielle et — souvent pour l'un des époux, parfois pour tous les deux — d'une gêne économique des plus sensibles (1). Que cette cause combinée avec le changement de régime moral, c'est-à-dire avec la vie de solitude et d'isolement qui suit le divorce, favorise le suicide parmi les divorcés, il n'y a là qu'un phénomène d'ordre tout à fait naturel (2). Que d'ailleurs, parmi ces divorcés qui se tuent, il y ait un certain nombre d'êtres vaguement prédisposés au suicide, aussi peu

(1) A vrai dire, le divorce ne fait qu'accentuer cette infériorité économique. Celle-ci, en effet, se produit dès que les époux sont en désaccord. « Il est évident, remarque le docteur Toulouse, que l'apport économique du ménage est compromis dès que la désunion affaiblit l'activité solidaire des époux. La femme délaisse la surveillance intérieure de la collectivité, dont l'entretien devient plus onéreux ; le mari fait au dehors des dépenses qui ne contribuent pas au bien commun, ni à l'amélioration des conditions de son activité productrice. Enfin, dans les ménages où la collaboration du mari et de la femme peut élever le rendement de cette activité, le taux en est sensiblement abaissé. » (D^r TOULOUSE, Les conflits intersexuels et sociaux, p. 16.)

(2) La procédure du divorce n'est peut-être pas étrangère aussi à ce résultat. Elle est une cause de trouble moral des plus profonds, car elle est organisée de façon à meurtrir très douloureusement les époux et à porter au paroxysme leurs colères, leurs ressentiments et leurs haines.

portés naturellement à s'accommoder de la vie conjugale que de la vie elle-même et sur lesquels le changement de régime matériel et moral agit d'une façon particulièrement intense, nous en sommes fermement convaincu. C'est en cela que la thèse de M. Bertillon renferme une certaine part de vérité, et c'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que nous l'admettons.

C'est donc par le changement de régime matériel et moral, qui est la conséquence du divorce, joint, chez un certain nombre d'individus, à ce que l'on a appelé très justement la « faiblesse irritable », que nous expliquons la relation entre divorces et suicides.

Et maintenant, — c'est en somme le point qui nous importe, — d'après notre explication, le divorce est-il responsable du parallélisme qu'il présente avec les suicides ?

Non, certes. La « faiblesse irritable » d'un certain nombre de divorcés n'est pas créée par le divorce ; elle tient à une cause native ou acquise indépendamment de l'institution du divorce. Mais par contre le changement de régime matériel (1) et moral est

(1) L'un des aspects du changement de régime matériel est certainement l'infériorité économique par laquelle sont parfois atteints les deux époux ou l'un d'eux après le divorce. Ce n'est pourtant que par une vue superficielle des choses que l'on pourrait en rendre le divorce responsable. Cette infériorité économique dans laquelle se trouvent souvent placés ceux qui brisent

bien une conséquence du divorce. Sans doute, mais on ne peut toutefois rendre le divorce responsable des effets de ce changement. Il en est ici du divorce comme de certains remèdes : ils opèrent très efficacement si l'organisme malade est encore assez résistant ; ils peuvent, au contraire, précipiter la catastrophe si l'organisme est par trop faible.

Ici une question peut se poser : la séparation de corps qui laisse subsister le lien conjugal et par suite les obligations de secours qui en découlent et qui, par conséquent, au point de vue matériel, apporte un changement moins sensible (1) que le divorce dans la situation des époux, n'est-elle pas, à ce point de vue, préférable à la rupture complète du lien conjugal ? Non, si la séparation de corps épargne davantage les époux au point de vue matériel, elle n'empêche point le changement de régime moral qui se produit avec le divorce. Celui-ci, au contraire, par la liberté qu'il assure aux anciens époux de se remarier, leur permet de rétablir l'équilibre au point de vue

leur union n'est, en effet, qu'une conséquence de la mauvaise organisation économique de la société actuelle où l'homme et la femme ne peuvent généralement sans le mariage s'assurer une situation matérielle à peu près sortable.

(1) C'est ce qui pour nous explique que le parallélisme entre divorces et suicides existe à un moindre degré entre séparations de corps et suicides.

matériel et moral. La séparation de corps les sacrifie irrévocablement au point de vue moral.

En conclusion, nous pouvons dire que la relation entre divorces et suicides est due à des causes indépendantes du divorce; que d'ailleurs, s'il peut être considéré, dans une certaine mesure, comme une cause, il est une cause indirecte. Par lui-même il n'a aucune action suicidogène et, par conséquent, ne peut être rendu responsable de la coïncidence relevée entre la carte des divorces et celle des suicides.

*
* * *

La même explication, que nous venons de donner du parallélisme qui existe entre divorces et suicides, nous rend également compte de celui qu'on a relevé entre le divorce et certaines autres manifestations démographiques du même ordre et dont on a voulu rendre le divorce responsable. Nous voulons parler du nombre particulièrement élevé de fous, de prostituées et de criminels que l'on a constaté parmi les gens divorcés (1).

Il est certain qu'ici encore le changement de régime matériel et moral doit avoir une importance réelle, mais qu'aussi son action doit se faire particu-

(1) Voir les chiffres dans MORSELLI : *Per la polemica sul divorzio* (Genova, Flli Carlini, 1902). Nous n'avons pas rapporté ces chiffres qui se réfèrent tous à des pays étrangers.

lièrement sentir sur certains sujets personnellement enclins à la prostitution, à la criminalité et à la folie.

Ainsi la difficulté pour une femme divorcée, livrée à elle-même, d'organiser sa vie matérielle, jointe souvent à une diminution sensible des ressources matérielles elles-mêmes, parfois même à une véritable gêne économique, la solitude et l'isolement dans lesquels elle se trouve après le divorce, peuvent favoriser certaines chutes, mais c'est certainement le défaut de moralité, cause même du divorce, dans certains cas, qui détermine surtout ces chutes.

Il en est de même de la criminalité.

En ce qui concerne la folie, peut-être faudrait-il attribuer encore une plus grande importance aux prédispositions individuelles. La folie est souvent antérieure au divorce (certaines législations l'admettent même au nombre des motifs de divorce); plus souvent encore elle doit être latente et le divorce ne fait que hâter sa déclaration.

Ici donc, comme pour d'autres griefs dirigés contre le divorce, ce n'est que par un raisonnement des plus simplistes « *post hoc, propter hoc* » que certains adversaires de l'institution l'ont accusée d'avoir par elle-même une action démoralisatrice.

*
* * *

« Si, au moins, le divorce avait diminué, comme on s'en flattait, les adultères et les crimes passion-

nels! Point. La déception a été complète. On dit qu'Alexandre Dumas ne pouvait s'en consoler. A quoi bon se tuer lorsqu'il est si facile de se désunir? De 546, en 1881 (trois ans avant le rétablissement du divorce), les poursuites en adultère ont monté à 938, en 1890, après six ans d'application de la loi nouvelle. Et combien de trahisons conjugales se terminent dans le sang! Le couteau, le vitriol et le revolver n'ont jamais servi si fréquemment et si furieusement les rancunes des époux mal assortis. » (1)

Et d'abord, en ce qui concerne les crimes conjugaux, il y a une distinction à faire. Il y a les crimes passionnels proprement dits et il y a les crimes pour dissensions domestiques. Pour les crimes passionnels proprement dits, c'est-à-dire pour les meurtres et assassinats commis pour trahison conjugale, il est tout naturel que le divorce ne les ait pas diminués (2); que peut, en effet, une loi — sur-

(1) TURGEON, *Féminisme français*, t. II, p. 244.

(2) D'après Enrico FERRI, cité par Morselli, le chiffre des crimes conjugaux commis en France pour cause d'adultère, qui était de 16,5 o/o pendant la période décennale 1874-83, s'est élevé pendant la période triennale 1885-87, c'est-à-dire après le rétablissement du divorce, à 19,7. Ces chiffres ne semblent pas concorder avec ceux donnés par le compte général annuel de l'administration de la justice criminelle. D'après cette publication officielle, en effet, le nombre des meurtres et assassinats pour adultère, qui a été de 21 en 1882, s'est abaissé à 10 en 1885.

tout une loi civile — sur les passions humaines ? Elle est impuissante à imposer l'amour ou à supprimer la jalousie. Sur les crimes pour dissensions domestiques, au contraire, l'effet préventif et bien-faisant du divorce est incontestable : de 29.7 p. 100, moyenne qu'ils ont atteinte pendant la période décennale 1874-1883, ils ont été immédiatement réduits par le rétablissement du divorce à 15 p. 100, moyenne relevée pendant la période triennale 1885-1887 (34 en 1882, 16 en 1885), malgré les progrès effrayants de l'alcoolisme qui, surtout dans le peuple, est le facteur principal des crimes conjugaux.

Quant aux adultères, il est vrai que les instances introduites pour ce motif (1) et les poursuites exercées de ce chef devant les tribunaux (V. tableau IX) sont beaucoup plus nombreuses depuis le rétablissement du divorce, mais rien ne prouve d'abord que cette élévation dans le nombre des instances et des poursuites corresponde à une réelle augmentation des trahisons conjugales. Rien ne

En 1890, il a été de 13 ; en 1895 on en a compté 12, et 4 en 1900. Il est vrai que ces chiffres ne représentent pas l'état réel des choses, car on sait que le jury acquitte le plus souvent les prévenus de crimes passionnels. Cependant, même en tenant compte de ce fait, le chiffre donné par E. Ferri n'en reste pas moins très élevé à notre avis. Cela dit sans suspecter la probité scientifique de l'éminent criminaliste.

(1) On parle de 25 instances en séparation ou divorce par jour près la Cour de Paris pour cause d'adultère avoué ou constaté.

TABLEAU IX
ADULTÈRES POURSUIVIS DEVANT LES TRIBUNAUX

ANNÉES	Nombre des affaires	Nombre des prévenus
1846-50.....	191	321
1851-55.....	272	460
1856-60.....	338	626
1861-65.....	408	760
1866-70.....	336	632
1871-75.....	378	705
1876-80.....	431	824
1881-85.....	546	1038
1886-90.....	938	1758
1891-95.....	963	1838
1896-1900....	1143	2214

prouve ensuite que cette augmentation, si elle est réelle, soit imputable au divorce.

L'élévation, dans les statistiques, du nombre des instances et des poursuites est un phénomène qui s'explique très naturellement.

En effet, beaucoup de maris, qui, avant le rétablissement du divorce, auraient hésité à faire connaître leurs infortunes conjugales, puisqu'il n'en serait résulté pour eux qu'une séparation de corps, qui le plus souvent était réalisée de fait, s'y décident maintenant que la constatation de l'adultère de leur femme entraîne pour eux la rupture complète de leur union et le droit d'en contracter une nouvelle. Par conséquent, un nombre important d'adultères,

qui autrefois échappaient à la statistique, sont aujourd'hui enregistrés par elle.

Une disposition nouvelle de la loi de 1884 a permis aussi de faire enregistrer par la statistique un certain nombre d'adultères qui auparavant ne pouvaient être constatés. Avant 1884, en effet, l'adultère du mari ne donnait droit à la femme de former contre celui-ci qu'une demande en séparation de corps et à la condition seulement que le mari eût entretenu sa concubine dans la maison conjugale, c'est-à-dire que l'adultère fût commis dans des conditions particulièrement injurieuses pour la femme. L'adultère de la femme, au contraire, en quelque lieu qu'il eût été commis, conférait le même droit au mari. La loi de 1884, très équitablement, a fait disparaître, au point de vue civil, cette différence importante établie entre l'adultère de l'homme et celui de la femme (1). Aujourd'hui l'adultère du mari, quel que soit le lieu où il ait été commis, donne à la femme le droit de demander soit le divorce, soit la séparation de corps. Par conséquent, la statistique postérieure à 1884 a dû nécessairement se grossir de tous les adultères masculins qui jusque-là étaient légalement inexistants.

(1) Par une inconséquence des plus étranges, cette différence subsiste au point de vue pénal : l'adultère de l'homme ne constitue un délit que si le mari a entretenu une concubine au domicile conjugal (art. 339 Code pénal),

Il ne faut pas oublier enfin que, par suite des dispositions de la loi de 1884 qui n'a admis le divorce que pour des causes limitativement déterminées et a exclu l'incompatibilité d'humeur, qui est la cause véritable des discordes conjugales, beaucoup d'époux, pour qui la vie commune est devenue intolérable et qui n'ont pas à alléguer des motifs prévus par la loi, recourent, comme nous l'avons vu, à des causes fictives. Or, parmi les causes de divorce, les seules qui soient péremptoires sont les condamnations afflictives et infamantes et l'adultère. Comme peu d'époux iraient jusqu'à faire prononcer contre eux une peine afflictive et infamante pour mettre fin à la vie commune, c'est à un adultère fictif commis par le mari — nous l'avons vu également — qu'ils ont parfois recours pour divorcer. Par conséquent, un certain nombre de ces adultères qui après 1884 ont haussé la statistique sont des adultères purement fictifs.

Ces explications suffiraient à elles seules à rendre compte de l'élévation du chiffre des adultères dans les statistiques postérieures à 1884. Cependant nous ne voulons pas soutenir qu'il n'y ait pas eu en fait une augmentation depuis 1881. Mais cette augmentation n'est pas due au divorce. L'adultère progressait déjà d'année en année antérieurement au rétablissement du divorce ; nous sommes convaincu qu'il a continué à progresser postérieurement. C'est que, indépendamment de toute modification législative,

il y a à notre époque des causes nombreuses d'abaissement moral qui poussent à la fréquence des adultères comme à la fréquence des discordes conjugales en général. Nous aurons à les examiner en étudiant les causes véritables et profondes de l'accroissement des divorces.

*
* *

Et maintenant, la femme profite-t-elle du divorce et de la séparation de corps? Oui, répondent des adversaires même du divorce.

En effet, les statistiques révèlent ce fait que près

TABLEAU X

DÉSIGNATION		1886-1890		1891-1895		1896-1900		1901	
		Divorce.	Sépar. de corps	Divorce.	Sépar. de corps	Divorce.	Sépar. de corps	Divorce.	Sépar. de corps
Demandes formées	par le mari	37	43	37	45	42	46	43	48
	par la femme	63	87	63	85	58	84	57	82

des six dixièmes des demandes en divorce et près des neuf dixièmes de celles en séparation de corps proviennent de la femme (Voir tableaux X et XII). Ainsi sur les 10.539 demandes formées, en matière de divorce, pendant l'année 1901, 4564 (43 p. 100)

TABLEAU XI

ANNÉES	DIVORCES		SÉP. DE CORPS	
	DEMANDES FORMÉES		DEMANDES FORMÉES	
	par le mari	par la femme	par le mari	par la femme
1885..	1837	2803	372	2538
1886..	1848	2733	453	2564
1887..	1507	4098	309	2240
1888..	2321	5926	288	1882
1889..	2547	4528	245	1949
1890..	2670	4786	266	1775
1891..	2892	4553	324	1735
1892..	3210	4909	320	1774
1893..	2965	5194	316	1855
1894..	3168	5976	351	2054
1895..	3341	5596	391	2055
1896..	3652	5496	386	2200
1897..	3861	5422	422	2235
1898..	4036	5485	433	2426
1899..	4077	5384	516	2425
1900..	4053	5256	560	2434
1901..	4504	5975	540	2478

TABLEAU XII

DÉSIGNATION	ANNÉE 1899				ANNÉE 1900				ANNÉE 1901			
	DIVORCES		Sépar. de corps	TOTAL	DIVORCES		Sépar. de corps	TOTAL	DIVORCES		Sépar. de corps	TOTAL
	Non précédés de sépar. de corps	Par convers. de sépar. de corps			Non précédés de sépar. de corps	Par convers. de sépar. de corps			Non précédés de sépar. de corps	Par convers. de sépar. de corps		
Demandes par le mari	3883	194	516	4593	3855	198	560	4613	4363	201	540	5104
Demandes par la femme	5170	214	2425	7809	5034	222	2434	7690	5752	223	2478	8453
TOTAL....	9053	408	2941	12402	8889	420	2994	12303	10115	424	3018	13557
Demandes reconnues form.	701	7	294	402	791	3	331	4125	857	3	343	1203
Demandes par la femme	539	6	137	682	543	15	483	741	633	9	171	813
TOTAL....	1240	13	431	1684	1334	18	514	4866	1490	12	514	2016

émanaient du mari et 5975 (57 p. 100) de la femme ; en ce qui concerne les séparations de corps, 540 demandes seulement (18 p. 100) ont été formées par le mari et 2478 (82 p. 100) par la femme. Ces proportions sont sensiblement les mêmes que celles des années précédentes (Voir tableaux XI, XII et tableau général XV).

Mais si les épouses sollicitent le divorce plus souvent que les maris, cela établit-il, objecte un magistrat (1), que cette institution soit plus favorable à la femme ? « J'ai étudié, dit-il, la question dans les faits et j'ai cru remarquer que l'argument était spécieux.

« Si d'abord on distingue les diverses causes de rupture du lien conjugal et si l'on examine le premier cas de divorce, à savoir l'adultère, on remarque que la proportion qu'on nous oppose est renversée au profit du mari. L'homme sollicite plus souvent le divorce pour cause d'adultère que la femme. » C'est la vérité (Voir tableaux I et II).

Mais le fait que dans la loi du divorce certaines dispositions sont plus souvent utilisées par l'homme que par la femme (ce qui après tout n'est pas regrettable, le législateur n'ayant pas entendu faire une

(1) MORIZOT-THIBAUT, La femme et le divorce (Communication faite au XX^{me} Congrès d'Economie sociale : *Réforme sociale*, 1^{er} août 1901).

loi à l'usage exclusif des femmes) n'est pas une preuve contre la protection réelle que le divorce apporte à la femme.

Quant au fait en lui-même signalé par M. Morizot-Thibault, les mœurs en donnent l'explication. Soit, en effet, qu'il faille admettre, avec un aimable écrivain, que « par abnégation chrétienne, voire par sage raison » la femme soit disposée à fermer les yeux sur les écarts de son mari parce qu'elle « sent profondément que la faute matérielle d'infidélité n'entraîne pas nécessairement pour l'homme le péché contre la tendresse » (1), soit que l'homme ait été assez habile — parce que le plus fort — pour lui faire accepter cette manière de sentir, il n'en est pas moins vrai que d'une façon générale la femme française ne divorce pas pour cause d'adultère de son mari ; lorsqu'elle l'invoque, ce n'est que pour donner un motif, puisqu'il en faut un prévu par la loi, qui lui permette d'arriver à la dissolution de la vie conjugale, devenue intolérable. Rien de surprenant dès lors que dans les statistiques les demandes en divorce pour cause d'adultère du mari soient moins nombreuses que les demandes formées par le mari pour cause d'adultère de la femme. Ce sont les mœurs qui rendent compte de cette statistique peu galante.

Passant à la deuxième cause du divorce, à savoir

(1) H. LE ROUX, Le bilan du divorce, p. 33.

« les excès, sévices et injures graves », M. Morizot-Thibault constate qu'ici au contraire la femme demande la rupture du lien conjugal deux fois plus souvent que son mari. Il semble, par conséquent, que dans ce cas le divorce constitue pour elle une arme de protection. « Ce raisonnement, objecte l'honorable magistrat, n'est vrai qu'en partie, car il n'évoque que l'une des faces, peut-être la moins grave, de la question.

» Le mari pourra tenter souvent le divorce pour injures graves contre la femme ; celle-ci l'invoquera presque exclusivement pour les coups. Comme l'homme a la force, il a aussi la brutalité. Par où l'on voit peu de maris battus et beaucoup de femmes violentées. Dans la classe ouvrière, l'homme a peu de retenue ; les coups succèdent vite à l'amour. Il y a de ces existences de femmes du peuple qui sont un véritable enfer. Pour celles là, la rupture du lien conjugal sera une délivrance. Cette cause de divorce était donc nécessaire. Mais il est une chose que l'on n'a pas assez remarquée, c'est que, le divorce conduisant l'homme à la liberté, celui-ci, lorsqu'il ne put demander la rupture du mariage, trouva dans sa brutalité le moyen d'obliger l'épouse à la réclamer... On ne saurait prétendre que le divorce a augmenté la brutalité instinctive du mari, car la méchanceté est un état de nature. Mais il lui a ouvert des horizons nouveaux ; il l'a incité à de certaines combinaisons malhonnêtes... »

L'affirmation de M. Morizot-Thibault ne nous semble pas exacte. Que dans le peuple la femme soit souvent battue par son *homme*, voilà ce que personne ne contestera. Cela tient aux mœurs elles-mêmes des classes populaires où ces extrémités sont fréquentes parce qu'une instruction et une éducation insuffisantes y ont moins disposé le mari au respect de l'épouse, ainsi que le dit M. Morizot-Thibault. Mais les violences calculées en vue d'amener la femme à demander le divorce y sont, malgré tout, extrêmement rares : dans le peuple, lorsqu'il arrive à un mari de vouloir se séparer de sa femme, il ne se donne guère la peine de la battre pour l'obliger à demander le divorce, ce qui serait souvent trop long ; il l'abandonne tout simplement, sans se soucier la plupart du temps si la situation sera ou non régularisée. « Dans mon service à Villejuif, dit le Dr Toulouse, j'ai toujours été frappé du nombre de femmes abandonnées par leurs maris. C'est que, dans la classe populaire, on s'inquiète peu des lois nuptiales, et, les intérêts n'étant pas importants, on se quitte plus facilement qu'on ne s'est pris. » (1)

Par contre, il n'est pas invraisemblable que dans les classes élevées la possibilité du divorce ait pu inciter quelque mari instinctivement brutal à trouver dans sa brutalité le moyen d'obliger son épouse

(1) Dr TOULOUSE, Les conflits intersexuels et sociaux, p. 19.

à réclamer le divorce. M. Morizot-Thibault cite précisément le cas d'un mari appartenant à la société parisienne et y occupant une situation officielle enviée, qui, dégoûté de sa femme, la bat pour la contraindre à demander le divorce. Celle-ci, attachée à ses traditions religieuses, refuse de le solliciter. Mais le fait que M. Morizot-Thibault n'a pu citer, à l'appui de son affirmation, qu'un seul cas de ce genre, prouve par là même que ce cas doit être extrêmement rare, et que le nombre des épouses ainsi violentées par des maris naturellement méchants et désireux d'arriver par leur violence à la rupture du lien conjugal est tout à fait négligeable par rapport à celui des épouses qui trouvent dans le divorce le moyen d'échapper aux brutalités non calculées du mari et de se délivrer ainsi de l'enfer conjugal. Au surplus, le cas cité par M. Morizot-Thibault nous suggère la réflexion suivante : si le dégoût d'un homme pour une femme joint à une brutalité instinctive peut amener un mari jusqu'à violenter son épouse, — et cela dans une classe sociale où le respect de la femme est très développé, — on peut se demander raisonnablement si par l'impossibilité de divorcer, qui n'empêcherait jamais un mari de se dégoûter de sa femme, cette brutalité ne se manifesterait pas sous une forme plus regrettable encore, sous la forme d'un attentat à la vie de l'épouse ou d'un meurtre, par exemple. Qu'il nous suffise de rappeler que les crimes pour dissensions

domestiques ont été réduits de moitié par le rétablissement du divorce pour que notre supposition paraisse non seulement vraisemblable, mais vraie. Par conséquent, il reste acquis que le nombre particulièrement élevé de demandes de divorce faites par la femme pour excès, sévices et injures graves, atteste que le divorce est pour elle un instrument de défense qui la protège efficacement.

Enfin, d'après la loi actuelle du divorce, lorsque la séparation de corps a duré trois ans, elle pourra être convertie en divorce à la demande de l'un des époux. « Gênante pour l'épouse, dit M. Morizot-Thibault, cette disposition légale profite au mari. Voyons encore la statistique. L'année 1896 nous donne, à peu près, la moyenne annuelle des séparations de corps : il y en a 2200 demandées par la femme et 386 par le mari. C'est-à-dire que l'épouse demande la séparation six fois plus que le mari. Si les choses restaient égales, la même proportion se reproduirait dans les instances en conversion. Or le mari sollicite la conversion 176 fois et la femme 198. Ici encore, la loi profite au mari. »

La conclusion est trop hâtive. Il se trouve que pour l'année 1896 le nombre des demandes en conversion formée par la femme a été de 176, tandis que le nombre de celles formées par le mari a été de 198. Mais ce n'est pas là la proportion ordinaire. Ainsi, en 1898, pour 223 demandes en conversion émanant du mari, il y a eu 248 demandes émanant

de la femme ; en 1899, 194 par le mari, 214 par la femme ; en 1900, 198 par le mari, 222 par la femme ; en 1901, 201 par le mari et 223 par la femme (Voir tableau XII et tableau général XV).

La conclusion tirée par M. Morizot-Thibault des seuls chiffres de l'année 1896 ne se trouve donc pas confirmée.

On se demandait enfin avant 1884 quelle situation le divorce ferait à la femme. Dépréciée et par conséquent diminuée par un premier mariage, flétrie par la société, abandonnée par son premier mari et incapable d'en trouver un autre, la femme divorcée, disait-on, se trouverait dans la plus triste des situations. Le divorce devait, par conséquent, être contraire à l'intérêt de la femme. Ici encore les faits se sont chargés de démontrer combien vaines étaient ces craintes : les femmes divorcées se remarient très facilement ; elles trouvent à se remarier avec des veufs et des divorcés, souvent même avec des garçons.

Ainsi la moyenne des couples divorcés annuellement est de 7000 environ. Or, en 1897, 2498 hommes et 2113 femmes se sont remariés ; sur ces 2498 hommes, 907 ont épousé des veuves ou des divorcées et 1591 ont épousé des filles ; sur les 2113 femmes remariées, 818 ont épousé des veufs ou des divorcés et 1295 ont épousé des garçons. En 1901, 2957 hommes et 2749 femmes se sont remariés.

Années	Divorcées épousées par des garçons	Divorcés épousés par des filles
1895	1101	1114
1897	1295	1591
1898	1379	1696

Comme conclusion on peut donc affirmer à juste titre que le divorce favorise la femme,

*
* *

L'intérêt des enfants a été et est l'argument principal, et en définitive le plus impressionnant, que l'on ait invoqué contre le divorce. Dans cette étude des effets moraux et sociaux de la loi de 1884, une question se pose nécessairement à notre examen : quel résultat, quant aux enfants, le divorce a-t-il eu dans le domaine social ? La loi de 1884 a-t-elle, comme l'ont prétendu certains adversaires du divorce, une part de responsabilité dans les progrès de la criminalité juvénile ?

Dans une étude sur la criminalité de l'enfant où l'auteur a dû tout naturellement étudier d'abord les parents du jeune criminel, M. le juge d'instruction Albanel a constaté que, sur 600 familles qui font l'objet de son enquête sociologique :

298 parents étaient mariés et vivaient ensemble ;

130 étaient veufs ;

24 s'étaient remariés après leur veuvage ;

19 étaient divorcés ;

59 vivaient en concubinage ;

34, tout en étant mariés, vivaient séparés de fait ;
22 enfants étaient élevés par leur mère naturelle vivant seule ;

4 d'entre eux n'avaient point de parents connus s'étant occupés d'eux, à défaut du père et de la mère morts ou disparus.

D'après cette statistique, le divorce entrerait donc dans la proportion d'un peu plus de 3 p. 100 comme facteur de la criminalité juvénile (1).

C'est justement ce que ne prouve point cette statistique.

« En général, quand la famille est normale, dit M. Albanel, et que les parents sont représentés comme vivant régulièrement, leurs enfants ont plus de chance d'échapper à la contagion du mal. » (2) C'est évident. Mais les familles de ces dix-neuf jeunes criminels étaient-elles normales ? Certainement non, puisqu'elles ont dû recourir au divorce. Elles étaient l'objet d'une désorganisation dont le divorce est la constatation.

Le fait relevé par M. Albanel ne prouve pas qu'en l'absence de l'institution du divorce les familles de ces 19 jeunes criminels n'eussent pas été désorganisées; qu'elles n'eussent pas figuré, ainsi

(1) A remarquer que cette statistique comprend six cents familles prises dans la population parisienne où la fréquence des divorces est la plus considérable de toute la France.

(2) L. ALBANEL, *ibid.*, p. 27.

que les 34 de cette même statistique, comme parents mariés mais vivant séparés; que leurs enfants ne fussent pas devenus de jeunes criminels. En somme, les familles de ces 19 jeunes criminels étaient désorganisées; c'est cette désorganisation, constatée par le divorce, comme elle aurait pu l'être par la séparation de corps ou ne pas l'être du tout (simple séparation de fait), qui, en privant les enfants de direction et de surveillance, en a fait de jeunes criminels.

Nous allons en trouver la confirmation dans l'examen de quelques cas que nous empruntons à l'ouvrage plein de faits de M. G. Bonjean (1).

Voici une affaire qui, d'après M. Bonjean, fournit un document sur les tristes conséquences du divorce, quant aux enfants issus d'unions ainsi rompues :

« Le jeune C... est fils unique; son père, valet de chambre maître d'hôtel, gagne 125 francs par mois et le reste, tandis que la mère, de son côté, cordon bleu chez un diplomate étranger, reçoit un traitement de 2.400 francs par an, sans compter bien entendu les avantages en nature et les profits...

» C... a 17 ans... Voici ce qu'il écrivait au sujet de sa mère : « Cher père, je t'envoie cette lettre pour te » dire que je suis en bonne santé; ce soir, ma mère » est venue m'attraper parce que je ne voulais » pas rentrer dans le métier de boucher. Elle avait

(2) G. BONJEAN, Enfants révoltés et parents coupables. Etude sur la désorganisation de la famille et ses conséquences sociales.

» une place pour moi pour le 20 quand j'aurai fini
» mon apprentissage; alors je lui répondis que non,
» que je ne voulais pas recommencer un autre
» apprentissage. Alors elle est venue me dire qu'elle
» ne voulait plus que je f... les pattes chez elle et
» que je lui rende tout l'argent qu'elle m'a donné
» depuis que je suis au monde. Crois-tu que c'est
» une mère, ça ? non, c'est un *fumier* ! Depuis que
» je suis en apprentissage, elle n'a fait que d'aller
» débiter sur toi des horreurs chez mes patrons... »

» Le père présentait cette épître pour corroborer les plaintes qu'il formulait contre son fils à l'égard duquel il sollicitait un emprisonnement de six mois, et elle suffisait en effet pour donner une triste idée de son auteur. Toutefois, le fait même que cette lettre avait été adressée au père permettait de penser que ce dernier laissait peut-être lui aussi à désirer.

» C'est pourquoi le service de sûreté fut chargé de tirer au clair cette situation, et voici son rapport :

« Le jeune C... aurait été élevé dans un orphelinat
» dirigé par les frères de la Doctrine chrétienne à
» Versailles où il serait resté de l'âge de 7 à 14 ans.
» En quittant cette maison, le jeune C... serait entré
» chez le sieur M.... charcutier, rue d'A..., où il serait
» resté environ 17 mois.

»... C'est alors qu'abandonné à lui-même par suite
» de la séparation de ses parents, il aurait eu de mauvaises fréquentations et se serait livré à une série
» de détournements s'élevant à une somme de
» 74 fr. 75 au préjudice de son patron.

» Le sieur C..., consulté au sujet du motif qui
» l'avait amené à se séparer de sa femme, a refusé

» de s'expliquer, se retranchant derrière le secret
» des familles.

» La dame C... a fait connaître qu'elle avait dû
» quitter son mari, il y a cinq ans, parce qu'il était
» devenu l'amant d'une fille Marie H... à laquelle
» il avait loué une chambre, ce que l'enquête prouve,
» et ce qui était à la connaissance de tout le monde.

» Quoi qu'il en soit, il résulte de l'enquête à
» laquelle il a été procédé, que le jeune C... avait été
» laissé sans surveillance par ses parents, notamment
» par son père, et que, si celui-ci n'avait pas eu
» à payer quelques sommes pour lui, il ne s'en serait
» pas occupé, puisqu'il déclare lui-même n'avoir pas
» eu de ses nouvelles depuis plus d'un an.

» La dame C... paraît avoir beaucoup d'affection
» pour son enfant; elle n'ignore pas qu'il a fauté, et,
» pour le détourner des mauvais fréquentations, elle
» l'a placé chez le sieur B..., boucher à... (Seine-et-
» Oise), où il se trouverait actuellement. »

» Le père, rappelé, reconnaît qu'en effet, depuis
juin 1893, il ne savait pas ce qu'était devenu
son fils; c'est en août 1894 seulement, qu'ayant
subi diverses réclamations pour des dettes contrac-
tées par ce jeune garçon, il avait trouvé ingénieux
de le faire mettre en correction *à l'insu de la mère*.

» Celle-ci justifie la réputation de tendresse envers
son enfant qu'attestait le rapport de la sûreté;
aussi sollicite-t-elle sa grâce. affirmant qu'il se con-
duit bien dans la place qu'elle lui a trouvée.

» C'est ce que confirme la gendarmerie, en préci-
sant que le jeune C... donne toute satisfaction à son
patron (N° b. œ. q. l., — pp. 24, 25, 26).

Ce cas que M. Bonjean cite comme pouvant

mettre en évidence, au point de vue qui nous occupe, les tristes conséquences du divorce, ne nous montre pas en vérité en quoi le divorce peut être rendu responsable du dévoiement du jeune C.

Et d'abord sur les causes mêmes de ce divorce quelle influence a pu avoir l'institution créée par la loi de 1884 ? Aucune. C'est, en effet, parce que le sieur C... était devenu l'amant de la fille Marie H... que la dame C..., sa femme légitime, s'est séparée de lui. Or ce n'est certainement pas le divorce qui a amené le sieur C... à prendre une maîtresse. Dira-t-on alors que c'est grâce au divorce que les deux époux sont parvenus à se séparer ? Mais la séparation de corps ou même une séparation de fait, comme cela arrive fréquemment, leur aurait permis de mettre fin à la vie commune. Il est à remarquer, d'ailleurs, que c'est moins de la séparation des parents que de l'insouciance égoïste du père que le jeune C... a souffert. Or l'absence du divorce n'aurait pu donner à ce mauvais père une conscience plus nette de ses devoirs, comme sa présence n'a pas empêché la mère du jeune C..., plus dévouée, de s'intéresser toujours à son fils (1). C'est des causes du divorce, en effet, que

(1) A propos de criminalité juvénile nous ne pouvons nous empêcher de constater la situation bien triste faite aux enfants du peuple, alors même que les parents vivent en parfaite intelligence, par suite des progrès de l'industrialisme. « Dans le peuple, écrit M. Ch. TURGEON, les mères chargées d'enfants ne

les enfants souffrent surtout; or, ces causes, la loi ne les crée ni ne les supprime. C'est ce fait que nous avons voulu mettre en lumière par l'examen de ce cas particulier.

Passons à l'affaire suivante qui n'établit pas plus que la précédente une contribution quelconque du divorce à la criminalité juvénile :

« La fille C..., dont le père demande et obtient l'internement, n'a que quinze ans.

» Mais elle est totalement pervertie par sa mère, qui se livre à la boisson et à l'inconduite, notamment avec un garçon de café qui vient souvent chez elle. Cela ne lui suffit pas; et, pour alimenter ou abreuver ses vices, elle a donné l'habitude du vol à sa fille.

» Le dernier exploit de cette dernière est d'avoir volé la montre d'une de ses camarades d'atelier pour la donner à sa mère.

» Cette complicité et cette affection mal placée s'expliquent par la liberté illimitée que la mère a toujours assurée, et pour cause, à sa fille.

peuvent plus se vouer exclusivement à leur ménage; elles y mourraient de misère. En plus du besoin qui les condamne, sous peine de mort, à demander des ressources au travail extérieur, le machinisme, qui a renouvelé l'industrie, a porté un coup fustige à l'atelier domestique et jeté l'ouvrière hors du foyer, où elle vaquait à sa tâche coutumière en surveillant les enfants » (TURGEON, *Féminisme français*, t. I). C'est dans le développement des œuvres d'assistance de l'enfance que se trouve la solution, au moins partielle, de ce douloureux problème.

» Il n'en est point de même du père, qui est considéré comme très sérieux, très travailleur et menant une conduite irréprochable.

» C'est lui qui, par respect de son nom, a, moyennant finances, empêché l'affaire de la montre de se dénouer devant le tribunal correctionnel.

» Mais il se sent impuissant à lutter davantage, et, au moment où il demande l'internement de sa fille, il a déjà sollicité le divorce contre sa femme et a, naturellement, obtenu la garde provisoire de l'enfant.

» On comprend, d'ailleurs, que sa patience soit à bout.

.

» Espérons que les six mois qu'elle passera à Nanterre modifieront cette nature qui est peut-être relativement irresponsable.» (N° b. j. d. y., — p. 165.)

Voilà certainement un de ces cas, très nombreux, où le divorce, loin de nuire à l'enfant, n'a pu que lui profiter.

Il en eût été de même du cas suivant si par le divorce des parents l'enfant, une fille, avait pu être totalement soustraite à l'influence néfaste de la mère :

« Cas de la jeune B..., âgée de 15 ans.

» Son père est divorcé, remarié, et de ce second mariage sont nés cinq enfants.

» Sa conduite et sa moralité sont bonnes.

» Il n'en est pas de même de la première femme, qui a exercé l'influence la plus funeste sur sa fille, celle dont nous nous occupons.

» Elle a toujours mené et mène encore une con-

duite déplorable en se livrant ouvertement à la prostitution. Elle est actuellement à Saint-Lazare, sa fille va fréquemment la voir et ne rapporte de ces entrevues que des idées et des conseils de débauche qu'elle s'empresse de pratiquer, mais dont elle est déjà punie, car elle a dû entrer à Saint-Louis pour suivre le traitement dont cet hôpital pratique la spécialité. » (N^o a. b. r. o., — p. 155.)

Nous ne voulons pas multiplier les exemples, mais on trouvera beaucoup de cas semblables dans les livres si documentés de MM. Bonjean et Albanel. Tous ces cas établissent que, s'il y a des enfants d'époux divorcés qui fournissent un contingent à la criminalité juvénile, la cause en est, non pas au divorce, mais à l'égoïsme coupable ou à l'indignité de l'un des parents, parfois de tous les deux.

*
* *

Il semblait, écrit M. H. Le Roux, que la loi du divorce « dût se contenter d'exercer son action à la surface de la société. Voici qu'elle la creuse jusqu'aux assises » (1). Que nous révèlent, en effet, les statistiques ?

Le nombre des divorcés a à peine augmenté pour les propriétaires, rentiers ou assimilés (771 en 1885, 864 en 1899); pour les commerçants et les marchands,

(1) Le bilan du divorce, p. 166.

il a sensiblement progressé (930 en 1885, 1258 en 1899); pour les cultivateurs, quoique toujours peu important, il a tendu constamment à grandir (397 en 1885, 837 en 1899); mais c'est parmi les classes ouvrières qu'il s'est considérablement accru (1666 en 1885, 4890 en 1899) (1).

Si l'on en croit donc les statistiques, il semble que la loi de 1884 a été un véritable agent de désorganisation de la famille ouvrière. Les adversaires du divorce auraient donc raison d'affirmer qu'elle a été néfaste pour le prolétariat.

Et cependant, s'il est une classe sur laquelle le divorce n'a exercé aucun effet, c'est bien la classe ouvrière. Croire à une influence de la loi de 1884 sur le peuple, c'est, en vérité, ignorer totalement ses mœurs. Les statistiques ont toujours besoin

(1) Sur 100 personnes, le nombre moyen annuel des divorces se répartit comme le montre le tableau ci-dessous que nous tirons du Rapport de l'Administration de la Justice de 1881 à 1900 (*Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, mars avril 1903).

TABLEAU XIII

DÉSIGNATION	1886-1890	1891-1895	1896-1900
Propriétaires, rentiers, professions libérales.....	12	11	11
Commerçants.....	20	17	15
Cultivateurs.....	9	10	10
Ouvriers de tout genre.....	52	54	56
Domestiques.....	7	7	8

d'être interprétées à la lueur des faits pour fournir des indications certaines.

Le nombre croissant des divorces que la statistique enregistre parmi les ouvriers ne dénote nullement un accroissement réel des ruptures conjugales dans les milieux prolétariens, ou du moins un accroissement dû à l'institution du divorce. Dans le peuple, en effet, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, on se soucie peu des prescriptions légales aussi bien lorsqu'on se marie (1) que lorsqu'on se sépare. On se quitte comme on se prend (2), c'est-à-dire avec une facilité inouïe.

(1) C'est ce que nous a révélé le nombre particulièrement élevé de naissances naturelles dans les grandes agglomérations urbaines et industrielles, et surtout à Paris.

(2) Voici ce qu'un écrivain qui s'est mêlé au peuple et l'a observé de très près écrit à ce sujet : « Fréquentes sont les » unions libres, volontaires. Le mariage, se dit-on, entraîne des » dépenses élevées, il exige des démarches : c'est tout un affaire. » Et l'on se demande s'il est bien nécessaire de passer devant » M. le Maire,... Alors, quand une jeune fille s'entend avec » un travailleur comme elle, le jeune homme se rend chez ses » futurs « beaux-parents », il obtient leur consentement et, au » jour dit, la jeune femme porte son paquet de vêtements dans » sa chambre à lui — on s'en contentera pendant quelques mois ! » — au besoin un repas de famille consacre l'installation, et le » ménage est fondé !

» Quand naissent les enfants, on les reconnaît sans difficulté, » quelquefois on en profite pour régulariser la situation, mais » cela presse-t il tant ? Pourquoi de nouveaux frais ? Serait-on -

« Le divorce, écrit M. Henri Coulon, n'a aucune influence sur les ménages ouvriers, il n'y a apporté aucun trouble. Bien avant la loi de 1884, et sans se préoccuper de la législation existante et sans jamais se préoccuper du jugement qui pouvait leur rendre régulièrement leur liberté, l'homme et la femme se quittaient quand ils avaient assez l'un de l'autre, et allaient créer de nouvelles unions qui, alors, ne pouvaient être qu'irrégulières, sans se préoccuper du sort légal de leurs enfants nés ou à naître.

» C'est que le divorce n'a aucune influence sur le peuple, parce qu'il n'a, comme le mariage, hélas !

» plus heureux ? Bah ! on attendra. Dix, quinze ans se passent !
» Enfin, pour ne pas nuire à l'établissement de leurs enfants,
» quelques femmes décident enfin *leurs maris* à aller à la mairie,
» et l'union libre est légalisée, non sans réjouissances : —
» Comme j'ai dansé à la noce de maman ! s'exclamait ingénument une jeune fille. » (H. LEYRET, En plein faubourg, mœurs ouvrières, chap. VIII, L'Amour, p. 133). Dans certains quartiers ouvriers de la capitale, les unions libres sont tout aussi nombreuses que les unions légales. Et l'ouvrier fait si peu de différence entre les unes et les autres que les institutions ouvrières, telles que les coopératives, reconnaissent les mêmes droits à la compagne qu'à la femme légitime. Voici, en effet, ce qu'on peut lire dans les statuts de la caisse de solidarité de « l'Economie parisienne », coopérative du III^e arrondissement : « Dans le cas d'union libre constatée, les dispositions ci-dessus (il s'agit des secours alloués à la veuve d'un coopérateur) seront appliquées à la compagne du défunt. » Et la veuve légitime, pour avoir droit à des secours, « doit justifier qu'elle habitait avec son mari à son décès. »

d'intérêt que pour ceux qui possèdent et qui ont des droits à régler.

» Dans la classe ouvrière, le sort des enfants était malheureux autrefois comme il l'est aujourd'hui ; *sauf le cas qui était inconnu avant la loi sur le divorce, où le mari ou la femme se reconstitue un foyer*. Là, les enfants sont plus heureux que dans les unions libres qui suivaient les séparations de fait du temps passé (1). »

Que dénote, par conséquent, la forte proportion des divorces dans la classe ouvrière (2) ? C'est que

(1) H. COULON, Le divorce par consentement mutuel. Introduction, pp. 15 et 16.

(2) Remarquons d'ailleurs qu'indépendamment de la tendance naturelle à divorcer que l'on constate dans le peuple et indépendamment aussi des causes générales d'accroissement des divorces, que nous examinerons plus loin et dont certaines agissent plus vivement sur les milieux populaires que sur tous les autres, il n'est que très naturel que la proportion des divorces soit plus forte parmi les ouvriers que dans les autres classes, puisque la proportion des mariages y est aussi plus forte. C'est, en effet, dans les quartiers très pauvres que la population des grandes villes se marie le plus et dans les très riches qu'elle se marie le moins. C'est M. Jacques Bertillon, chef de la statistique de la ville de Paris, qui, dans une communication faite au X^e Congrès international d'hygiène et de démographie, tenu à Paris en 1900, a établi ce fait par un calcul des plus soignés. « La statistique dressée par M. J. Bertillon est d'autant plus intéressante et probante qu'il a eu, lui, la patience de chercher la proportion des mariages, non pas au nombre total des habitants d'un arrondissement, mais au nombre de ses mariables (hommes non mariés de

de plus en plus les ouvriers font constater légalement leurs ruptures conjugales ; ce qui évidemment est un bien. Quoique, en effet, la formation et la dissolution légales du mariage n'offrent pas dans le peuple, à la femme et aux enfants, les garanties et les avantages positifs qu'elles leur assurent dans les classes possédantes, — puisque, d'une part, l'union légale n'apporte à la femme abandonnée avec ses enfants qu'un recours illusoire contre celui qui n'a rien, et que, d'autre part, comme nous l'avons vu, les salariés n'attachent aucune infériorité morale à l'union hors la loi, — elles leur procurent cependant, dans leurs rapports avec les classes bourgeoises et avec l'Etat, certains privilèges que n'offre pas l'union libre. Ainsi, pour prendre un exemple, la loi sur les

plus de vingt ans ; femmes non mariées de plus de quinze ans). D'autre part, en tenant compte de l'importance de la population ouvrière, du nombre des contrats de mariage, du nombre des domestiques, du prix moyen du logement par tête d'habitant, de la fréquence des maisons surpeuplées..., il classe les arrondissements en très riches, riches, très aisés, aisés, pauvres et très pauvres. Puis, il constate que, en descendant des très riches aux très pauvres, le nombre des mariages annuels par 1.000 mariables, dans la période de 1880 à 1895, monte dans les proportions suivantes : 21,1 — 21,0 — 24,5 — 24,7 — 27,9 — 29,4. Il est difficile de trouver une progression plus régulière et plus démonstrative. Il est difficile aussi de contester la conclusion qui s'en dégage : dans les temps où nous vivons, la nuptialité diminue à mesure que diminue la pauvreté. » (H. JOLY, La crise du mariage, *Correspondant*, 10 janvier 1902.)

accidents de travail, loi de l'Etat, et par conséquent loi bourgeoise, ne reconnaît pas les compagnes, comme le font les coopératives ouvrières ; la protection de cette loi n'est assurée qu'à la veuve légitime. Pour jouir des droits octroyés par cette loi, un ménage ouvrier aura donc tout intérêt, à sa formation comme à sa dissolution, à rentrer dans la légalité (1).

Si donc la loi du divorce a permis de plus en plus aux ouvriers de faire constater légalement des ruptures qu'antérieurement à 1884 ils réalisaient de fait, c'est là incontestablement un bien.

Ce serait encore un plus grand bien si, par la simplification des formalités exigées par la loi à l'entrée et à la sortie du mariage, on pouvait amener une plus grande fréquence des mariages légaux et une plus forte diminution des séparations de fait.

En conclusion, on peut dire que la loi du divorce a eu un effet heureux sur la classe ouvrière, car

(1) Il ne serait nullement surprenant, observe justement M. Ch. Gueysse, si, sous l'influence de la loi sur les accidents de travail, les unions libres des salariés diminuaient rapidement en quelques années. « Je connais, dit-il, des ménages formés librement, qui se sont régularisés, comme on dit, nullement pour des raisons morales, car ils ont toujours été moraux, mais afin que mère et enfants aient quelque garantie en cas de décès du père par suite d'un accident de travail. » (*Pages Libres*, 6 décembre 1902)

TABLEAU XIV

ANNÉES	STATISTIQUE des divorces enregistrés à l'état civil
1884 (cinq mois)...	1.637 divorces
1885 (année entière)	4.277 —
1886 —	2.950 —
1887 —	3.636 —
1888 —	4.708 —
1889 —	4.786 —
1890 —	5.457 —
1891 —	5.752 —
1892 —	5.772 —
1893 —	6.184 —
1894 —	6.419 —
1895 —	6.751 —
1896 —	7.051 —
1897 —	7.460 —
1898 —	7.238 —
1899 —	7.479 —
1900 —	7.137 —
1901 —	7.741 —
1902 —	8.431 —
1903 —	8.919 —

Sur 1000 mariages il y a, en moyenne, en France, 28 divorces.

elle a exercé une influence réductrice sur les unions libres des salariés.

*
* *

Reste un fait indéniable. C'est l'accroissement général des divorces accusé par la statistique (Voir tableau XIV).

Que cet accroissement soit regrettable, nul ne le contestera. Mais faut-il en rendre responsable la loi de 1884 ? Non, certainement ; plusieurs faits nous le prouvent.

Et, en effet, tout d'abord, l'augmentation des ruptures conjugales, quoique inégale, est générale dans tous les pays d'Europe (1).

L'Allemagne est un des pays où la progression des divorces est des plus rapides. De 5.525 divorces, moyenne annuelle pendant la période quinquennale

(1) Nous n'examinerons que les pays de l'Europe occidentale qui, par leur état social, se rapprochent le plus de la France.

Pour quelques-uns de ces pays, nous avons puisé les chiffres des divorces aux sources officielles. Ainsi, pour la Suisse, nous avons consulté l'excellente publication du Bureau de statistique du département fédéral de l'Intérieur sur le mouvement de la population de la Suisse ; pour l'Italie, l'annuaire statistique officiel du royaume. Pour les autres pays, n'ayant pu nous reporter aux sources officielles, nous avons tiré nos renseignements statistiques de l'ouvrage très documenté d'un adversaire du divorce (M. le prof. BILLIA, *Difendiamo la famiglia. Saggio contro il divorzio*, in-8°, Turin, 1902).

1881-1885, on arrive à 8.740 pendant la période de 1896-1900. Pendant ce temps, la population a augmenté de 1/44.

1881	3.942	1888	6.513	1895	8.326
1882	5.263	1889	6.338	1896	8.460
1883	5.686	1890	6.088	1897	8.878
1884	5.952	1891	6.582	1898	9.008
1885	6.161	1892	6.513	1899	9.333
1886	5.969	1893	6.692		
1887	6.240	1894	7.502		
1881-1885 (moyenne) 5.525		1896-1900 (moyenne) 8.740			

Sur 1.000 mariages, la moyenne des divorces en Allemagne s'élève à 18.

En Alsace-Lorraine, la progression est assez rapide: 21 en 1873-74; 130 en 1883; 148 moyenne pour 1886-90; 161 en 1892, et 171 moyenne pour 1891-95.

En Suède, d'après Morselli, de 1851 à 1880 le nombre des divorces a augmenté de 61 p. 100.

En Angleterre et dans le pays de Galles, on relève 243 divorces comme moyenne annuelle en 1871-75. En 1896-1900 cette moyenne s'est élevée à 504.

1858	253	1863	249	1868	238
1859	200	1864	240	1869	263
1860	189	1865	235	1870	263
1861	176	1866	228	1871	293
1862	204	1867	223	1872	298

1873	328	1880	486	1887	580
1874	375	1881	459	1888-92	523
1875	425	1882	462	1893	519
1876	402	1883	559	1894	547
1877	443	1884	501	1898	644
1878	517	1885	460		
1879	441	1886	581		

D'après la statistique, le divorce semble peu fréquent en Angleterre et son augmentation faible. Mais les chiffres donnés par la statistique anglaise ne représentent certainement pas l'état réel des choses. Il ne faut pas oublier que le divorce, qui n'est admis que pour adultère, coûte extrêmement cher en Angleterre, et que son obtention n'est possible, par conséquent, qu'aux gens riches. En fait il n'existe pas pour les petites gens. Si donc le nombre des divorces donné par les statistiques est peu élevé, cela ne prouve point que les ménages malheureux soient si rares en Angleterre et les séparations de fait moins fréquentes qu'ailleurs.

En Hollande, la marche des divorces est également ascendante :

1867	113	1873	131	1879	155
1868	111	1874	154	1880	151
1869	97	1875	151	1881	187
1870	120	1876	153	1882	168
1871	121	1877	155	1883	189
1872	97	1878	163	1884	196

1885	261	1889	460	1893	405
1886	315	1890	483	1894	390
1887	333	1891	414	1895	473
1888	409	1892	354		

En Danemark, les statistiques confondent les divorces et les séparations de corps; dans ces conditions, on ne peut suivre le mouvement des divorces. Mais nous savons qu'ils y sont très fréquents, puisque la moyenne des divorces sur 1000 mariages est de 38. (En France elle est de 28.)

La Belgique est, avec la France, l'un des pays d'Europe où les divorces progressent très rapidement. La période 1851-55 étant 100 on a eu 420 en 1876-1880. De 1891 à 1898 le nombre a passé de 594 à 883.

La Suisse, qui est en Europe la terre élue du divorce (la moyenne y est de 48 divorces sur 1000 mariages), accuse aussi une légère augmentation, quoique pendant plusieurs années le nombre des divorces y ait été à peu près stable :

1876	1.102	1885	920	1894	932
1877	1.036	1886	899	1895	897
1878	1.036	1887	925	1896	1.057
1879	938	1888	841	1897	1.011
1880	856	1889	865	1898	1.018
1881	945	1890	880	1899	1.091
1882	963	1891	877	1900	1.025
1883	898	1892	881	1901	1.027
1884	907	1893	903	1902	1.105

En Italie, où la législation n'admet pas encore le divorce, la progression des séparations de corps est aussi constante :

1884	1.235	1891	1.426
1885	1.258	1892	1.472
1886	1.245	1893	1.550
1887	1.221	1894	1.678
1888	1.453	1895	1.711
1889	1.225	1896	1.704
1890	1.423		

L'Alsace-Lorraine exceptée, dans tous ces pays que nous venons de parcourir, la législation n'a pas varié. Et cependant dans tous les divorces, plus ou moins rapidement, ont augmenté. On ne peut donc accuser la loi de cette augmentation.

D'ailleurs, antérieurement au rétablissement du divorce, la fréquence des séparations de corps augmentait en France. Voici, en effet, détaché d'une étude de M. Bertillon, publiée en 1883, le mouvement des séparations de corps depuis 1851 jusqu'à 1880 :

Années d'observations	Nombre moyen absolu	Nombre de séparations sur 1000 mariages célébrés.
1851-55	1.127	4,0
1856-60	1 440	4,9
1861-65	1.811	6,0
1866-70	2.166	7,6

1871-75	2.004 (1)	9,5 (1)
1876-80	2.559	9,0

Notons en outre un fait important : non seulement avant 1884 les séparations de corps progressaient, mais elles augmentaient de nombre plus vite que ne le faisaient les divorces dans un grand nombre de pays. C'est ce qui ressort de l'examen des statistiques officielles publiées par plusieurs États étrangers et reproduites dans l'étude de M. J. Bertillon. Remarquons enfin que depuis 1884, malgré le rétablissement du divorce, les séparations de corps ne cessent de progresser (Voir tableau général XV).

Si les divorces augmentent partout, si les séparations de corps, bien avant 1884, progressaient rapidement, et que depuis leur nombre s'élève d'année en année, qu'est-ce à dire si ce n'est que le nombre croissant des divorces officiellement enregistré par la statistique ne fait que révéler un accroissement général des discordes conjugales indépendant de toute modification législative ; qu'en France, en particulier, ce phénomène était à prévoir ; qu'il a été précisément prévu (2), et que, dès lors, le

(1) « La diminution apparente de 1871-75 est due uniquement à l'année 1871, où l'on ne songeait — et pour cause — à se séparer, et dont la statistique est d'ailleurs suspecte. » (J. BERTILLON.)

(1) Voici, en effet, ce que M. J. BERTILLON écrivait en 1883, c'est-à-dire à la veille du rétablissement du divorce : « La ten-

divorce n'est nullement responsable des progrès d'un phénomène qu'il ne fait que constater.

Si les statistiques révèlent donc une progression de plus en plus accusée dans le nombre des divorces, cela prouve uniquement qu'il y a dans la société actuelle des causes de plus en plus agissantes de dissolution des mœurs matrimoniales (1). Ce qui

dance à l'accroissement des querelles conjugales continuera certainement après la loi, car elle existe déjà depuis près d'un demi-siècle dans notre pays, et il est très peu vraisemblable qu'elle s'arrête.

C'est pourquoi les divorces, après avoir été nombreux la première année, après avoir diminué rapidement les années suivantes, cesseront à un moment donné de devenir plus rares, et reprendront la marche ascensionnelle que les séparations de corps suivent depuis 1837.» (J. BERTILLON, *Etude démographique du divorce et de la séparation de corps dans les différents pays d'Europe*, chap. xi, p. 102, Paris, 1883.)

(1) Certains adversaires du divorce (G. FONSEGRIVE, *op. cit.*, p. 196), tout en reconnaissant l'action de causes générales de l'instabilité matrimoniale, accusent le divorce d'être par lui-même un facteur d'accroissement des désordres conjugaux. A l'appui de cette accusation, ils invoquent la progression rapide des divorces que la statistique constate depuis 1884. Est-il besoin de faire remarquer que ce n'est pas là une preuve ni même une simple présomption.

Nous ne connaissons, en effet, des ruptures conjugales antérieurement à 1884 que le nombre infime de celles que la séparation de corps légale constatait. Après 1884, nous ne connaissons que le nombre de celles que constatent la séparation de corps et le divorce restreint. Quant à toutes celles qui avant 1884 n'apparaissent pas devant la justice, mais qui, ainsi que semble le

nous amène tout naturellement à nous demander quelles sont ces causes.

reconnaître un adversaire du divorce (*), n'en existaient pas moins pour rester latentes et qui se traduisaient par des discordes intestines, des séparations de fait et des liaisons secrètes et quant à celles qui depuis 1884 existent également en fait, nous ne les connaissons pas. Or, c'est seulement en établissant, par la comparaison du chiffre général annuel des unions conjugales brisées judiciairement ou non avant 1884, avec le chiffre général annuel postérieur à cette date, que ce chiffre a subitement et considérablement augmenté après le rétablissement du divorce, que l'on pourrait incriminer la loi de 1884 d'avoir par elle-même, en vertu d'un pouvoir spécifique, accru le nombre des ruptures conjugales: Cette preuve, les adversaires du divorce ne l'apportent pas. Nous reconnaissons d'ailleurs qu'il leur est impossible de la faire, car il y a là un ordre de faits qui échappe à tout recensement.

(*) Louis LEGRAND, Les résultats de la loi du divorce (Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 9^e et 10^e livraisons, septembre-octobre 1902).

TABEAU GÉNÉRAL

du nombre et du résultat des demandes en divorce et en séparation de corps

TABEAU XV

ANNÉES	DIVORCES							SÉPARATIONS DE CORPS				TOTAL GÉNÉRAL	
	Demandes en divorce non précédées de séparation de corps.	Demandes en divorce par conversion de séparation de corps.	Total des demandes en divorce.	Demandes formées par le mari.	Demandes formées par la femme.	Demandes en divorce accueillies.	Divorces transcrits.	TOTAL des demandes en séparation de corps.	Demandes formées par le mari.	Demandes formées par la femme.	Demandes en séparation de corps accueillies.	Divorces transcrits et séparations de corps	
1884..... (cinq mois)	124	1649	1773			1657		3666			2821		
1885..... (année entière)	2330	2310	4640	1837	2803	4123	4227	2910	372	2538	2122	6349	
1886.....	3190	1391	4581	1848	2733	4005	2930	3017	453	2564	2206	5156	
1887.....	5434	1171	6605	1507	4098	5797	3636	2549	309	2240	1896	5532	
1888.....	5260	987	6247	2321	3926	5482	4708	2170	288	1882	1694	6402	
1889.....	6145	920	7075	2547	4528	6249	4786	2194	245	1949	1653	6439	
1890.....	6641	845	7486	2670	4786	6737	5457	2041	266	1775	1570	7027	

1891.....	7021	724	7745	2892	4533	6431	5752	2039	324	1735	1536	7288
1892.....	7487	632	8119	3210	4909	7035	5772	2094	320	1774	1597	7369
1893.....	7666	493	8159	2965	5194	6937	6184	2171	316	1835	1620	7804
1894.....	8673	471	9144	3168	5976	7893	6449	2405	351	2054	1810	8229
1895.....	8497	440	8937	3341	5596	7700	6751	2446	391	2055	1823	8574
1896.....	8774	374	9148	3652	5496	7879	7051	2586	386	2200	1957	9008
1897.....	8877	406	9283	3861	5422	7999	7460	2657	422	2235	1982	9442
1898.....	9050	471	9321	4036	5485	8100	7238	2859	433	2426	2164	9402
1899.....	9053	408	9461	4077	5384	8042	7179	2941	516	2425	2254	9433
1900.....	8889	420	9309	4033	5256	7820	7157	2994	560	2434	2253	9410
1901.....	10115	424	10339	4564	5975	8841	7741	3018	540	2478	2260	10001
1902.....							8431					
1903.....							8919					

CHAPITRE II

Les causes de l'accroissement des divorces

La plus importante est, à coup sûr l'alcoolisme, dont l'action néfaste se manifeste ici comme dans beaucoup d'autres domaines.

Or, pendant ces vingt dernières années, il est à peine besoin de le dire, ses progrès en France ont été effrayants.

La production nationale de l'alcool, qui était de 1.581.000 hect. en 1880, a atteint 2.656.000 hect. en 1900 :

De 1830-1840	645.000 hect. par an en moyenne	
— 1840-1850	841.000	—
En 1870	1.237.000	—
— 1880	1.581.000	—
— 1890	1 214.000	—
— 1900	2.656.000	

La consommation de l'alcool de bouche était de

1 million d'hect. en 1891. En 1900 elle a été de 1.782.000 hect.

Voici pour l'absinthe en particulier, c'est-à-dire pour la plus pernicieuse des boissons alcooliques, la consommation depuis 1873 :

1873.....	6.713	hect.
1880.....	12.670	—
1881.....	25.000	—
1884.....	50.000	—
1890.....	105.000	—
1895.....	180.000	—
1900.....	238.000	—

Les cabarets se sont multipliés dans des proportions considérables : de 354.850 en 1879, c'est-à-dire un an avant la loi du 17 juillet 1880, qui a permis l'ouverture des cafés et cabarets sans autorisation préalable du préfet, ils ont atteint le chiffre de 500.000 en 1897. A Paris seulement on en comptait 33.000, c'est-à-dire plus d'un pour trois maisons. « Dans une rue nouvelle, écrit M. H. Leyret, ouverte depuis cinq ou six ans, en un quartier pas très populeux, j'ai compté jusqu'à vingt-cinq débits sur un parcours de 200 mètres de terrain non entièrement bâti. » (1)

Et comme si l'alcoolisme de l'homme ne suffisait

(1) H. LEYRET, En plein faubourg, p. 173.

pas, voici l'alcoolisme féminin qui se développe. « En 1890, dit M. le Dr Garnier, j'avais constaté qu'il y avait 3 hommes alcooliques pour une femme. En dix ans, la proportion s'est sensiblement modifiée : aujourd'hui, il n'y a guère plus de deux hommes alcooliques pour une unité féminine... Il y a 25 ou 30 ans, la folie alcoolique, chez la femme, était une rareté... Rapidement, le cas s'est fait plus fréquent, et il semblerait, à considérer la progression de l'alcoolisme chez la femme, que celle-ci tend, à Paris du moins, à se mettre sur un pied d'égalité par rapport à l'homme. » (1)

D'ailleurs, pour avoir une idée des progrès de l'alcoolisme, aussi bien des hommes que des femmes, il n'y a qu'à examiner les graphiques ci-après que nous avons tirés de la brochure du Dr Garnier et qui ne représentent pourtant qu'une statistique particulière, celle de l'Infirmerie spéciale du Dépôt.

Pour se convaincre maintenant de l'influence des progrès de l'alcoolisme sur les mœurs domestiques, c'est-à-dire de l'action profondément troublante de l'alcoolisme sur la vie conjugale, il suffit de savoir quels sont ses effets au point de vue qui nous occupe.

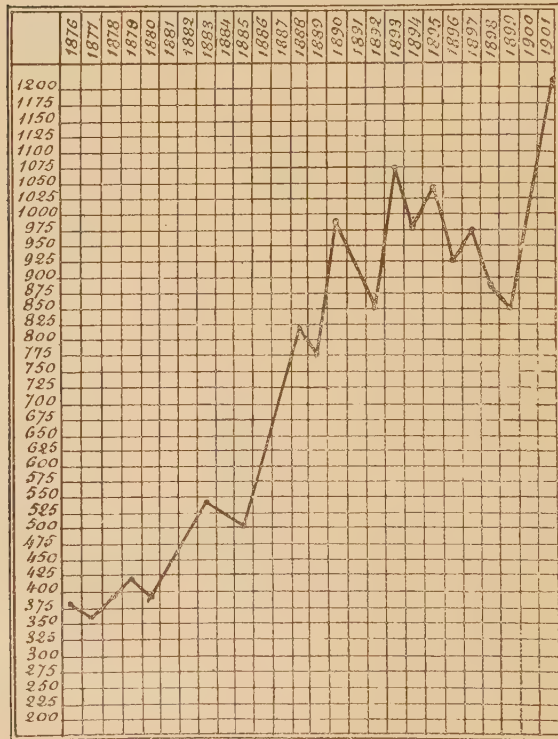
Ses effets psychiques sont bien connus. « C'est une atteinte à l'être moral, une anesthésie de plus en plus profonde des sentiments bons (affection, bonté,

(1) Dr GARNIER, La criminalité juvénile, p. 14.

FIG. I

ALCOOLISME

Mouvement annuel.— Statistique de l'Infirmérie spéciale
(1876 à 1901)

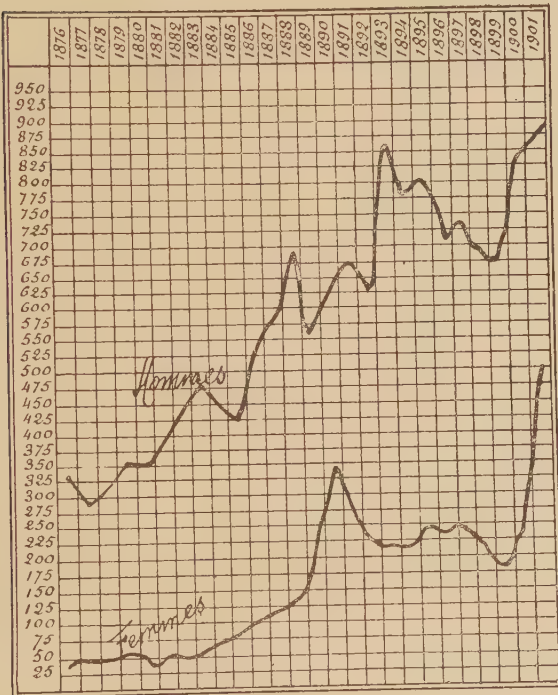


Alcooliques hommes et femmes indistinctement

FIG. II

ALCOOLISME

Mouvement annuel de l'Infirmierie spéciale
(1876 à 1901)



pitié, etc.), de la conscience morale et du devoir, et, au contraire, une *hyperesthésie* des sentiments mauvais, en particulier de l'irritabilité, de la colère .. Elle explique la vie familiale devenant un enfer. » (1)

A cette atteinte que l'alcoolisme porte à la vie morale de la famille en détruisant la paix et la concorde au sein du foyer conjugal, s'ajoute l'atteinte, non moins grave, portée à sa vie matérielle : le mari qui va au cabaret y laisse une bonne partie de son salaire. C'est la misère au foyer domestique, et on sait, hélas ! combien la misère est un terrain propice aux mésintelligences conjugales.

Agissant donc comme facteur économique et comme facteur moral, l'alcoolisme est de la sorte un agent puissant de désorganisation de la famille.

Et, quand nous parlons des effets de l'alcoolisme, il ne s'agit pas seulement de ceux qui se produisent dans les classes ouvrières, il s'agit aussi de ceux non moins réels, pour n'être pas aussi apparents, qu'il produit dans les classes bourgeoises où il a fait également de grands progrès. C'est l'alcoolisme des gens du monde, celui qu'un clinicien éminent a appelé très justement « l'alcoolisme insidieux et incon-

(1) D^r MAIRET, L'alcoolisme chronique, dans « Cinq conférences sur l'alcoolisme » (Montpellier, 1902).

scient » (1), « celui dont l'invasion et les débuts sont compatibles avec la vie sociale, en apparence la plus correcte : celui qui mord sans aboyer », « alcoolisme en veston, en redingote ou en habit noir, voire même celui qui se cache sous la robe de la femme du monde », et qui, tout comme l'alcoolisme de l'homme du peuple, fait, plus lentement peut-être mais tout aussi sûrement, les tempéraments lubriques, les caractères irritables et violents, multiplie les querelles conjugales et rend intolérable la vie familiale.

Nous avons constaté un accroissement des divorces dans toutes les classes, mais cet accroissement est particulièrement frappant dans la classe ouvrière : l'alcoolisme s'est développé dans toutes les classes, mais il est surtout un fléau de la classe ouvrière. Celle-ci est atteinte surtout à Paris, c'est aussi parmi les salariés parisiens que le divorce est plus fréquent. Les régions qui sont le plus frappées par l'alcoolisme sont celles aussi qui fournissent le plus de divorces. Enfin dans certains pays l'alcoolisme s'est moins développé qu'en France ou a été quelque peu réduit ; c'est dans ces mêmes pays aussi que

(1) D^r GRASSET, Deux conférences sur l'alcoolisme (Montpellier, 1903). Cet alcoolisme consiste dans l'abus du vin « franc et naturel », des *liqueurs* et *petit verre habituel*, des *apéritifs*, des *vins médicinaux* et *élixirs à base d'alcool*, etc., etc.

les divorces ont progressé moins rapidement qu'en France.

Après l'alcoolisme, il est difficile de ne pas voir dans la transformation économique qui s'opère et qui, par la concentration des capitaux, rejette un certain nombre de petits producteurs dans le prolétariat, une autre cause puissante de désagrégation domestique. D'une part, en effet, la famille des prolétaires est exposée à des causes beaucoup plus nombreuses et actives de désorganisation (misère, promiscuité, alcoolisme, etc.) que la famille bourgeoise ; or la concentration capitaliste, — indéniable tout au moins dans le domaine industriel, — en augmentant le nombre des familles prolétariennes, accroît, par suite, le chiffre des mauvais ménages. D'autre part, il est certain que le rejet assez brusque d'une famille jouissant d'une certaine aisance dans une condition économique inférieure amène fatalement entre les époux des dissentiments et des mésintelligences, et provoque des divorces.

Avec M. Naquet nous trouvons un troisième facteur de l'effondrement de la société conjugale dans ce snobisme qui à notre époque a atteint un degré morbide et qui, par le goût du luxe effrené et l'exagération des dépenses qu'il engendre, multiplie les adultères lucratifs.

Une autre cause — et des plus importantes — des désunions conjugales, c'est, selon nous, la puissance maritale, et en particulier — ce qui en est la

conséquence indirecte — les pouvoirs excessifs du mari sur les biens communs, ou, pour être plus exact, c'est l'égoïsme de l'homme dont l'omnipotence despotique est merveilleusement favorisée par les droits exorbitants que la loi assure au mari sur la personnalité juridique et morale de la femme, qui se trouve être de la sorte complètement sacrifiée.

Que la femme doive obéissance à son mari, qu'elle soit obligée de le suivre partout où il juge à propos de résider, pour employer les termes assez absolus dont se sert le Code (art. 213, 214), c'est encore admissible. Ce ne sont là en somme que des concessions qui sont la condition même d'une vie en commun. Mais à cela ne se borne pas la puissance maritale. Cette puissance a pour effet d'empêcher toute autorité légale de la femme sur les enfants communs. Aucun droit n'est reconnu à la mère sur leur éducation. Le père seul actuellement exerce une autorité devant le mariage (art. 373). Seul le père a la jouissance des biens des enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis (art. 384). En vertu de la puissance maritale, la femme ne peut faire, en principe, aucun acte juridique valable sans l'autorisation du mari ; c'est l'incapacité de la femme mariée. La femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux sans l'autorisation de son mari (art. 217). Mais c'est particulièrement sous le régime de communauté légale que la situation faite

à la femme est particulièrement injuste. Or le régime de communauté légale est celui de la grande majorité des ménages français (1), étant donné que c'est le régime de droit commun, c'est-à-dire celui qui est présumé par la loi avoir été adopté par les parties en l'absence de tout contrat.

Sous ce régime le mari est administrateur des biens communs, mais la loi a accordé à cet administrateur des pouvoirs si exorbitants qu'il est en réalité un véritable propriétaire de la communauté. Non seulement le mari a le droit de faire seul tous les actes d'administration (baux, actes d'entretien, etc.), mais il peut vendre, aliéner, hypothéquer les biens communs sans le concours de la femme (art. 1421). Il peut obliger la communauté par ses contrats, quasi-contrats, délits et quasi-délits. Il n'est même pas tenu de rendre compte des valeurs qu'il a dissipées. Et par « biens communs » on entend en principe tous les immeubles acquis pendant le

(1) Sur 100 mariages on n'en compte que 32 dans lesquels les époux prennent soin de « passer par devant notaire » des conventions matrimoniales. Restent 68 unions pour 100 dans lesquelles les conjoints, s'étant mariés sans contrat, sont réputés communs en biens. A Paris, on compte environ 285 contrats pour 1000 mariages dans les quartiers riches, tandis que la moyenne atteint à peine le chiffre de 60 pour 1000 dans les quartiers pauvres. Pendant l'année 1901, à Paris, il a été célébré 26.710 mariages dont 3.218 avec contrat et 23.492 sans contrat, soit plus de 85 p. 100 soumis au régime de la communauté.

mariage, le mobilier présent et futur, enfin tous les produits et revenus des biens propres des époux (art. 1401). En particulier sont, par conséquent, au premier chef, biens communs, les salaires gagnés et les économies faites par les deux époux ; en vertu de ses pouvoirs d'administrateur des biens communs, le mari a le droit de toucher lui-même le produit du travail de sa femme et d'en disposer à sa guise (1) ; en vertu des mêmes pouvoirs, il a le

(1) La femme mariée sous le régime de communauté n'a donc aucun droit sur le produit de son travail. Elle ne peut, si le mari s'y oppose, le toucher ni en disposer. La France est à peu près le seul pays qui n'ait pas encore soustrait le salaire de la femme à l'administration du mari. Dans la plupart des pays, même dans ceux où la femme n'est pas encore complètement indépendante au point de vue légal (Suède, Norvège, Danemark, Allemagne, Suisse), le produit de son travail personnel lui est réservé (Code civil allemand, art. 1367). En France, le principe de la réforme a été voté sans discussion par la Chambre des députés, le 27 février 1896, sur la proposition de M. le député L. Goirand. Transmis au Sénat pour être ratifié, ce projet de réforme est en suspens devant la Haute-Assemblée depuis plus de huit ans. Voici le texte voté par la Chambre des députés : « Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. »

Le seul droit que possède actuellement la femme commune en biens, c'est celui que lui a accordé la loi du 9 avril 1881 qui a créé une caisse d'épargne postale. Cette loi (art. 6, al. 5), complétée par celle du 20 juillet 1896 (art. 16), a permis aux femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, de se faire ouvrir des livrets de caisse d'épargne sans l'assistance de leur

droit de mettre la main sur les épargnes de la femme. Sur ces biens communs la femme n'a aucun pouvoir; son rôle se borne à assister en spectatrice à l'administration de son mari; par elle-même elle ne peut rien, pas même avec l'autorisation de la justice (art. 1426). A part la restriction spéciale apportée aux droits du mari quant aux dispositions à titre gratuit (art. 1422) et en dépit des bénéfices que la loi a accordés à la femme en guise de contre-poids aux pouvoirs excessifs du mari (hypothèque légale de la femme mariée, droit de demander la séparation des biens, de renoncer à la communauté, d'invoquer le bénéfice d'émolument), mais qui constituent des mesures toujours tardives ou tout à fait illusoires, la femme se trouve complètement sacrifiée. Son droit de copropriété sur la communauté est réduit à une

mari, et de retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites sur leurs livrets, sauf opposition de la part de leur mari. Dans ce cas, dit la loi, il est sursis au retrait du dépôt pendant un mois, à partir de la dénonciation faite à la femme par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne. Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition, le mari peut toucher seul le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit. Or sous le régime de communauté, il a ce droit. Par conséquent, malgré cette réforme, la femme n'a pas effectivement un droit intégral sur ses épargnes, puisqu'elle ne peut retirer aussi librement qu'elle peut verser. C'est un peu, a-t-on justement remarqué, comme l'enfant qui est incité à remplir la tirelire, dont l'ouverture reste au pouvoir du père,

simple espérance (1), qui ne se réalisera pas toujours à la dissolution de cette communauté : « *uxor non propria est socia sed speratur fore* ». Il est donc vrai de dire que le mari est « seigneur et maître de la communauté », qu'il peut « la boire et la manger ».

Comme épouse, comme mère et comme propriétaire, la femme se trouve totalement méconnue dans ses droits. Les résultats de cette situation ne peuvent être fatalement que les conflits toujours plus fréquents et plus aigus qui surgissent entre époux. En effet, d'une part, la femme de plus en plus con-

(1) « Le droit de propriété est donc supprimé pour la femme mariée sous le régime de la communauté, puisqu'elle n'a pas la libre disposition de ses biens. Le Code civil prononce contre elle une véritable confiscation au profit du mari, confiscation qui ne cesse qu'à la dissolution du mariage.

» Ainsi voilà une association de deux personnes, qualifiée de *communauté* et dans laquelle il n'y a rien de commun, puisqu'un des associés n'a aucun droit sur les biens de l'association tant qu'elle dure ; voilà une société où l'un seul des deux associés possède tous les avantages et l'autre rien,.... Au lieu de l'égalité qui devrait exister entre les deux époux associés, c'est l'esclavage à peine déguisé pour l'un des conjoints : pour la femme.

» A l'abri de la loi, le mari, chef de la communauté, ivrogne, débauché, brutal, peut enlever à sa femme tous les fruits de son travail, dissiper ses épargnes, vendre son mobilier, et cela même lorsque depuis plusieurs années il a abandonné le domicile conjugal !! » (Rapport présenté par M. Ch. BEAUQUIER, député du Doubs, au Congrès international de la condition et des droits des femmes : *La Fronde*, septembre 1900.)

science de sa dignité et de ses droits se refuse à accepter, dans l'association conjugale, une situation aussi inférieure et humiliante ; d'autre part, les nécessités économiques la poussant à jouer un rôle de plus en plus actif et réel, elle prétend légitimement à une participation dans l'administration et la disposition de ces biens communs, que son travail (1) contribue à amasser, ou n'entend guère se laisser dépouiller par un mari paresseux ou indigne.

Ne trouvant aucune protection dans la loi, puisque cette loi est celle de l'homme, la femme n'a d'autre ressource que de recourir au divorce. Dans un assez grand nombre de cas, la demande en divorce introduite par la femme, ainsi que la remarque en a été faite par le bureau fédéral de statistique suisse, n'est donc autre chose que le dernier moyen de défense du conjoint qui se trouve dans une situation économique et légale inférieure contre l'époux plus favorisé, une protection invoquée par le plus

(1) D'après les plus récentes statistiques, on compte en France 5,381,069 femmes vivant d'une profession, contre 500.000 rentières ou propriétaires. Ce chiffre représente à peu près la moitié de la population féminine âgée de vingt ans et au-dessus. Ce qui revient à dire que la moitié des femmes françaises gagnent leur vie en travaillant (TURGEON, *Féminisme français*, t. I). Le nombre des femmes travaillant dans les divers ateliers de la France s'élève à 1.869.000 (P. LOUIS, *L'ouvrier devant l'État*).

Les salaires des femmes sont évalués aujourd'hui en France à 3 milliards,

faible contre le plus fort. Dans le peuple surtout, où cette situation est tout à fait désastreuse (1), le divorce est le plus souvent pour la femme l'unique moyen qui lui permette de sortir de misère. La demande en divorce a alors un double but : lui faire obtenir, autant que possible, une pension alimentaire, qu'elle n'arrive presque jamais à toucher, mais surtout la rendre libre de trouver dans un nouveau mariage un aide et un protecteur pour elle et ses enfants.

La puissance maritale et les pouvoirs absolus du mari administrateur des biens communs, par l'infériorité morale et économique (2) dans laquelle ils

(1) « Le droit qu'a le mari de vendre ou de donner les meubles a une toute autre importance chez les pauvres que chez les riches. Un meuble, dans un pauvre ménage, est souvent le résultat de plusieurs mois d'économies, le but de longs désirs, un objet de nécessité absolue. Qu'un mari ivrogne ou débauché vende le lit où dort sa femme, le berceau où couche son enfant, la table où se prend le repas, tout enfin, pour aller en dépenser le prix avec quelque vile créature ; que la mère accourue, éperdue, chez l'homme de justice, lui demande avec désespoir de forcer au moins son mari à leur laisser un grabat, l'homme de loi lui répond : « Le mari peut vendre ou donner tous les meubles de la communauté. » (Morizot, L'autorité maritale.)

(2) Pour relever la femme de cette infériorité, quant au point de vue économique, le féminisme propose d'abolir l'incapacité légale de la femme mariée et de substituer à la communauté la séparation des biens comme régime de droit commun. Cette réforme, dont nous sommes tout à fait partisan, sauf à y apporter quelques corrections, en contrariant l'autoritarisme égoïste

placent la femme mariée, sont certainement aujourd'hui une des causes les plus aggravantes des conflits conjugaux.

Ajoutons que cette autorité maritale et cette liberté absolue que le Code assure au mari de disposer de la fortune de sa femme favorisent les mariages d'argent auxquels les individus ne sont déjà que trop poussés dans la société actuelle.

Aujourd'hui, en effet, les convenances sociales et la dot sont plus que par le passé l'objectif de beaucoup de mariages ; l'amour, ou à défaut l'affection, y jouent un rôle moins important (1). « Le mariage,

de l'homme et en armant davantage la femme, atténuera certainement le mal, mais, à notre avis, ne le fera pas disparaître, car il s'agit ici beaucoup plus d'une question de mœurs que de législation. Avec le régime matrimonial le plus équitable un mari habile et sans scrupules saura toujours accaparer et dissiper la fortune de sa femme ; l'homme du peuple, qui dépouille sa femme, le fait moins parce que la loi — qu'il ignore le plus souvent — le lui permet, que parce qu'il est le plus fort.

Il ne suffira donc pas de limiter les pouvoirs du mari en octroyant des droits à la femme. Il y a lieu de se demander s'il ne faudra pas sanctionner énergiquement ces droits afin de protéger efficacement la femme. C'est là une question qui sort du cadre de notre étude, mais à laquelle nous aurons l'occasion de toucher dans la dernière partie de notre travail consacrée aux projets de réforme.

(1) Comme preuve du caractère mercantile pris de plus en plus par le mariage dans la société actuelle, on peut signaler un jugement très curieux du tribunal de Lisieux, 21 janvier 1903 (S. 1903, II, 182), déclarant que le mariage dans l'état actuel

dit Max Nordau, est devenu un arrangement matériel où il reste aussi peu de place pour l'amour que dans le contrat de deux capitalistes entreprenant ensemble une affaire... Le mariage moderne, particulièrement dans les classes dites supérieures, manque de toute consécration morale et, par suite, de toute raison d'être anthropologique. » Il est devenu, suivant l'expression de l'illustre penseur, « le plus

de nos mœurs, étant fréquemment devenu une « affaire », la commission stipulée au profit d'un intermédiaire apparaît comme licite et doit être respectée, à moins qu'elle ne soit entachée de dol ou de fraude. Nous détachons de ce jugement l'attendu suivant :

« ...Attendu que la jurisprudence et la doctrine ont été, il est vrai, jusqu'à ce jour, favorables à la thèse que soutient le demandeur, considérant qu'une telle clause portait atteinte à la dignité du mariage ; que cependant, malgré ces autorités, il est permis de penser qu'une clause de cette nature, en vertu de laquelle un entremetteur stipule une commission, n'est pas forcément et nécessairement illicite ; que, dans l'état actuel de nos mœurs, un tel système semble excessif ; qu'en effet la définition du mariage, telle que la donnait Portalis *, apparaît aujourd'hui comme lointaine et que, dans un grand nombre de cas, l'union de l'homme et de la femme n'est plus déterminée par cette affection réciproque que, en 1833, le conseiller Laborie proclamait l'essence du mariage ; que l'homme ne cherche plus dans la femme qu'il épouse la compagne fidèle et dévouée de son existence, et que la femme, qui sans cesse aspire vers une émancipation plus complète et tend de jour en jour à devenir l'égale de

* Voici cette définition : Le mariage est la société de l'homme et de la femme, qui s'unissent pour perpétuer leur espèce ; pour s'aider, par des secours mutuels, à porter le poids de la vie et pour partager leur commune destinée. »

grand de tous les mensonges de la société » (1). Des unions mensongères ne peuvent être ni heureuses ni durables.

A ces causes d'ordre économique viennent s'ajouter des causes d'ordre moral.

Parmi ces causes morales il faut noter, au premier chef, les progrès de l'individualisme. Celui-ci s'est affirmé dans le domaine conjugal comme dans tous les autres. Il a donné aux époux une conscience plus nette de leur dignité personnelle, il a affiné leur conscience morale. De là « la poursuite raffinée d'un idéal psychique dans la liberté du choix et de la possession. » L'esprit d'indépendance et d'individualisme a rendu les époux plus difficiles, plus sévères, plus exigeants. Tels sévices ou telle injure, qui autrefois eussent laissé une femme dans la résignation, l'humilient trop aujourd'hui dans sa dignité

l'homme, ne voit plus dans l'époux qu'elle accepte un protecteur, un soutien naturel, le chef d'une famille à fonder ; *que bien différentes sont les préoccupations et que beaucoup d'unions ne sont plus basées aujourd'hui que sur l'intérêt ; qu'en un mot le mariage est devenu une affaire ; qu'il en est ainsi particulièrement dans une certaine classe de la société et non la moins élevée ;*

» Attendu, dès lors, que dans un tel état de choses la commission stipulée au profit d'un entremetteur apparaît comme licite et qu'en conséquence elle doit être respectée, à moins qu'elle ne soit entachée de dol ou de fraude... »

(1) Max NORDAU, Les mensonges conventionnels de notre civilisation, Le mensonge matrimonial, p. 278.

d'épouse pour ne pas lui faire sentir la nécessité de mettre fin à la vie commune.

En second lieu, les effets de la crise morale, résultat dans certains milieux de la crise religieuse, devaient fatalement ébranler aussi l'association domestique : l'affaiblissement progressif et inévitable des croyances religieuses, auxquelles ne se sont pas toujours immédiatement substituées de solides convictions morales, a incontestablement amené, dans la société conjugale comme ailleurs, une certaine dissolution des mœurs ; phénomène naturel, car le passage de toute règle morale à une autre s'accompagne toujours d'une période de perturbation. « Toute religion qui s'engouffre, fût-ce au profit d'une foi meilleure, entraîne un temps la morale dans l'abîme », a dit un éminent penseur (1). C'est là la condition inéluctable du progrès humain.

Parmi les causes morales relevons aussi l'action regrettable de toute la littérature passionnelle contemporaine. Cette action de la littérature de fiction sur la vie est énorme. « Elle exerce, écrit le vigoureux auteur des *Paradoxes psychologiques*, une puissante et incessante suggestion, qui se soumet toute la personnalité intellectuelle, toute la manière de penser et d'agir du lecteur. D'après toutes les lois de la psychologie, il est inévitable que l'individu qui

(1) J. DARMESTETER, Les prophètes d'Israël, p. III.

ne peut réduire ou rectifier par ses propres observations les affirmations du poète se présentant sous la forme de récits positifs, croie à lui sans défiance, puise dans ses œuvres ses notions de la vie, prenne ses personnages pour modèles, s'assimile ses jugements, ses sympathies et ses aversions. Comme toute suggestion, celle exercée par le roman et le théâtre impressionne l'individu intellectuellement moins développé ou moins sain, plus que l'individu d'élite, original et complètement équilibré : donc, en première ligue, les natures banales, ensuite la jeunesse, la femme, les hystériques et les débiles d'esprit ou de nerfs. Je suis à même d'observer cela directement depuis des années... De telles lectures font une profonde et excessivement fâcheuse impression même sur le lecteur ordinaire, et à plus forte raison sur celui qui a des dispositions au nervosisme et est peut-être déjà quelque peu déséquilibré ; mais cette impression s'exerce tout particulièrement sur l'habitant de la grande ville » (1). Que, dans certains milieux, l'unique lecture de la femme, ou à peu près, soit le roman ; que la grande distraction soit le théâtre, c'est incontestable. Or il n'est pas de roman ou de pièce de théâtre parus depuis trente ans, où ne s'épanouisse l'adultère. « Sa psychologie est éparse dans trois mille volumes. Toutes

(1) Max NORDAU, Paradoxes psychologiques.

les classes de la société lui fournissaient leur contribution, à Paris, en province, partout. C'était le ressort de toutes les œuvres d'observation. On cultivait, dans les laboratoires de tous les écrivains, le microbe de l'adultère, pour le décrire et le propager. La première chose qu'apercevait un débutant dans les lettres, c'était un ménage à trois... La même literie servait quelquefois dans le roman et au théâtre, où son propriétaire la transportait. On ne se lassait de l'entendre craquer » (1). Et ce mensonge si odieux et si dégradant, combien d'auteurs, dans leurs œuvres (2), l'ont excusé, justifié, exalté, sanctifié même ! Dans ces conditions, il est facile de concevoir toute l'influence pernicieuse qu'a dû exercer cette littérature (3).

(1) Lucien DESCAGES, La faillite de l'adultère (*Le Journal*, 10 janvier 1904).

(2) Et nous n'avons ici en vue que la *littérature* proprement dite. Nous ne parlons pas de la *pornographie littéraire*, d'où le talent, malheureusement, n'est pas toujours absent et qui par cela même est bien accueillie.

(3) Dans sa *Philosophie pénale*, M. G. TARDE signale aussi cette action malfaisante de certaine littérature sur les mœurs. Il fait à ce propos cette remarque si juste : « Pour faire suite au *Disciple*, il (M. Paul Bourget) devrait bien dans un prochain ouvrage étudier l'action malfaisante exercée par les romanciers et non par les philosophes sur les lecteurs. Ses propres œuvres, j'en ai peur, pour lui, avec leur luxe de voluptueuses analyses, d'où se dégage l'impression profonde que la vie d'amour, même de mensonge amoureux, vaut seule la peine d'être vécue, ont dû

Enfin, d'une façon générale, l'état des mœurs modernes « où la vie de famille est remplacée de plus en plus par l'outrance des relations en dehors du foyer domestique, par des habitudes de *sport* prises par les deux sexes.... où, surtout dans ce qu'on nomme « le monde élégant », chacun vit parfois de son côté, chacun a ses amis, ses relations, ses courses, ses visites, où l'on ne se rencontre pas toujours à table », est peu propice à la stabilité de l'union conjugale.

Telles sont les causes les plus importantes, à notre avis, de l'accroissement général des divorces (1). Notons que la plupart d'entre elles sont inévitables, parce que naturelles : elles sont inhérentes, en effet, à l'évolution sociale tout entière et en particulier à l'évolution de la femme.

induire en tentation beaucoup de jeunes gens, beaucoup de femmes ; et je doute que les auteurs de théories déterministes aient autant d'adultères sur la conscience, ou d'autres délits affectueux qui ont pu conduire à des méfaits plus graves et d'autre nature. » (TARDE, La philosophie pénale, p. 378, note.)

(1) Remarquons que ces causes générales agissent plus ou moins vivement suivant le terrain qu'elles rencontrent, c'est-à-dire suivant la race et la religion des conjoints.

Ainsi les individus de race germanique sont plus portés à divorcer que les individus de race latine. Et ceux-ci divorcent plus que les Slaves. Les races du Midi de la France présentent moins de divorces que les races du Nord.

D'autre part les catholiques divorcent moins, en général, que les protestants, le protestant étant beaucoup plus individualiste

Et maintenant la loi, c'est-à-dire la faculté même offerte aux conjoints de rompre leur mariage, doit-elle être considérée aussi comme un facteur de la progression des divorces ? Après cet examen des principales causes d'augmentation des discordes conjugales, nous croyons pouvoir affirmer que l'influence de la loi sur l'accroissement des divorces est complètement négligeable.

La loi n'est que le produit d'un état moral et social, elle ne le crée point. Qu'elle puisse parfois exercer une certaine action — très limitée à notre avis — sur les mœurs, nous ne le nions pas. Mais cette action, déjà

que le catholique. Les juifs, au contraire, très individualistes, divorcent peu cependant ; cela tient à leurs fortes traditions ethniques, à ce fait aussi que chez eux les mariages, étant fréquemment consanguins, sont souvent dus à une affection réelle, enfin et surtout à la présence, dans la famille juive, de nombreux enfants, ce qui est l'élément le plus propre à rapprocher les parents.

Enfin dans les mariages mixtes, mariages entre époux de nationalité, de race ou de religion différentes, la tendance au divorce est notablement aggravée. Chez les juifs, tout particulièrement, ces mariages ont alors des effets déplorables : ils font passer l'intensité de la tendance au divorce du simple au triple ; la cause en est à la grande différence de culture et aux fortes oppositions ethniques que, à irrégion égale, présentent, dans ce cas, les deux époux. (Voir les statistiques sur tous ces points dans : BUOMBERGER, *La législation suisse sur le mariage à la lumière de la statistique*. — PRINZING, *Les divorces à Berlin et ailleurs*, VI^e Année sociologique, 1901-1902, pp. 421 et 422.)

minime, se trouve encore réduite dans la matière qui nous occupe : il s'agit ici, en effet, de rapports qui mettent en ressort des sentiments et des instincts trop intimes, et par conséquent trop puissants, pour que l'élément légal puisse exercer une action sensible sur l'élément moral.

La loi ne fait ici que constater l'état de choses existant. Encore le nombre des dissolutions conjugales qu'enregistre la statistique ne représente-t-il qu'une partie, et peut-être la moins importante, des souffrances morales qui séparent bien des ménages. Combien de conjoints, pour toutes sortes de raisons, ne fût-ce que par simple délicatesse de sentiments, préfèrent tout endurer et vivre chacun de son côté sous le même toit ou bien, ce qui est beaucoup plus fréquent, se séparer de fait plutôt que d'étaler devant un tribunal leurs discordes intestines ! Que demain le divorce volontaire pour incompatibilité d'humeur ou de caractère sans allégation de motifs soit admis par la loi française, et beaucoup de ces ménages s'empresseront de faire constater légalement leurs ruptures ; la statistique enregistrera alors un plus grand nombre de divorces, mais cela n'impliquera nullement en fait une augmentation des désordres conjugaux provoquée uniquement par l'élargissement du divorce. Quelles que soient, en effet, les facilités que le législateur accorde en matière de divorce, le mariage n'en reste pas moins dans son esprit, aussi bien que dans celui des individus, un contrat

conclu *in æternum*. C'est toujours dans une pensée de perpétuité que les époux contractent mariage ; à ce moment et tant que l'union entre eux est parfaite, ils ignorent même l'existence de l'institution du divorce, ou, s'ils ne l'ignorent pas, ils sont convaincus l'un et l'autre qu'ils n'en n'auront jamais besoin. C'est seulement lorsque les dissentiments se produisent et se prolongent en devenant de plus en plus aigus, que la question du divorce finit par se poser. Et, dans la pratique, il faut voir combien les conjoints, surtout la femme, hésitent avant de se résoudre à aller voir un praticien. Toutes sortes de considérations (considérations d'ordre moral, considérations d'ordre matériel, intérêt des enfants) les arrêtent constamment. On peut affirmer qu'une demande en divorce qui arrive jusqu'à la barre du tribunal est plus que fondée ; le nombre tout à fait minime des demandes de divorce rejetées par les tribunaux (9 p. 100) en est une preuve. Et parmi ces demandes rejetées, parce que insuffisamment prouvées, combien encore sont plus que fondées !

Enfin, quel jugement doit-on porter sur la loi de 1884, au point de vue de ses résultats sociaux ?

Nous pouvons, croyons-nous, appuyé sur les faits, affirmer que les résultats de la loi Naquet ont été bons.

Elle a apporté une protection réelle à la femme,

qui use beaucoup plus du divorce que l'homme. En ayant atténué la tendance à la progression que présente l'union libre, surtout parmi les salariés, elle a réduit par là même le nombre des naissances naturelles et par conséquent favorisé l'intérêt de l'enfant. Elle a abaissé le nombre des suicides pour chagrins domestiques et des crimes conjugaux pour dissensions domestiques. Enfin — ce qui est tellement évident qu'il est presque naïf de le faire remarquer — elle a supprimé la peine de tous les époux mal assortis qui ont eu recours à elle. A un grand nombre d'entre eux elle a même permis de se reconstituer un foyer et de mieux utiliser ainsi leurs facultés et leurs forces sociales.

Certes le divorce n'assure pas d'avance le bonheur à tous ceux qui se marient. Il ne saurait le faire, pas plus d'ailleurs que l'indissolubilité, car ce bonheur ne dépend pas de la loi.

TROISIÈME PARTIE

PROJETS DE RÉFORME

Pour et contre le divorce tout a été dit. La littérature de cette question est des plus riches (1). Il est donc superflu de rouvrir une discussion dans laquelle nous n'aurions rien de nouveau à apporter. De plus le divorce figure depuis vingt ans dans la législation française ; il est aujourd'hui un effet de l'état des mœurs, et parmi ses adversaires les plus résolus il n'en est pas qui se flattent sérieusement de l'espoir

(1) Nous ne mentionnerons que pour mémoire les livres très connus d'Alfred NAQUET, *Le divorce*. — Alex. DUMAS fils, *La question du divorce*. — L. RICHER, *Le divorce*. — R. P. DIDON, *Indissolubilité et divorce*. — Abbé VIDIEU, *Famille et divorce*.

de le voir disparaître (1). Enfin l'étude des résultats sociaux de la loi de 1884 ne nous a révélé aucun effet regrettable dont le divorce puisse être rendu responsable ; par contre nous avons pu constater certains effets tout à fait heureux dus à cette loi. Pour toutes ces raisons nous n'avons pas à justifier

(1) Contre l'augmentation continue du nombre des divorces, dit M. Louis LEGRAND, « il y a un remède radical qui consisterait à revenir sur la loi de 1884... » Cependant, ajoute-t-il, « je ne voudrais pas conclure à l'abrogation de la loi de 1884. Je ne le veux pas, parce que j'en aperçois l'impossibilité. Ce n'est pas un des moindres vices du divorce qu'un pays ne peut plus s'en débarrasser, une fois qu'il l'a inoculé dans sa législation et de là dans ses mœurs... l'opinion, chez nous, n'est nullement en révolte contre le divorce ; elle semble plutôt l'adopter chaque jour davantage... J'estime donc qu'en attendant (si toutefois il doit venir) un revirement de l'opinion, et tout en travaillant à éclairer la conscience publique, il serait illusoire d'espérer à l'heure actuelle l'abolition de la loi qui a rétabli le divorce. » (Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques, 9^e et 10^e livraisons, septembre-octobre 1902.)

« Vous me demandez, écrit M. Paul BOURGET, à quelle conclusion pratique aboutit le roman que je viens de publier sous le titre de *Un divorce*, c'est-à-dire, si je vous comprends bien, quelles sont, d'après moi, les chances de voir rapporter la loi de 1884 ?

» Actuellement et dans les conditions d'anarchie où la France s'obstine à essayer de vivre, ces chances me paraissent nulles, et je croirais bien plutôt que cet article du Code ira se modifiant dans le sens qu'indiquaient, il y a deux ans, MM. Paul et Victor Margueritte. » (Lettre adressée par M. Paul BOURGET à la revue *Femina*, 1^{er} septembre 1904.)

le principe même du divorce. Nous partons d'un fait acquis, l'existence du divorce en France, et nous voulons seulement faire l'examen critique des projets de réforme de la loi actuelle.

Cependant il est une objection qui s'attaque au principe même du divorce et que nous ne pouvons négliger parce qu'elle ne s'est produite que dans ces derniers temps et qu'elle est opposée, au nom de la sociologie et de l'évolutionnisme, par un savant positiviste, M. E. Morselli.

Le divorce semble à ce savant italien une réforme qui n'est pas dans le sens *évolutif* mais dans le sens *involutif*, c'est-à-dire une véritable régression : c'est historiquement et ethnographiquement une institution inférieure. Pour le démontrer, l'éminent anthropologiste dresse une échelle des différentes formes de l'union sexuelle à travers l'histoire et observe que l'évolution sociale a été marquée par la consolidation de plus en plus grande du lien conjugal. L'histoire et l'ethnographie de la famille, dit-il, mettent en évidence de la façon la plus claire la tendance générale vers l'indissolubilité monogamique de l'union sexuelle. Or le divorce apparaît comme une manifestation du relâchement de cette union ; par conséquent c'est une institution qui dénote une régression et non pas un progrès (1).

(1) « Per chi consideri la storia evolutiva delle istituzioni domestiche il divorzio appare qual'è veramente, ossia una mani-

Que l'évolution de l'union sexuelle tende vers la monogamie, quoique l'histoire et l'ethnographie de la famille puissent permettre de le contester (1),

festazione sempre piu' attenuata e scolarita dell'antichissima rilassatezza dell'unione sessuale. Rittornarvi, adunque, non è già un passo innanzi, ma un rigresso, che avrà o potrà avere conseguenze non liete per lo stato morale ulteriore degli individui e quindi dei popoli e degli stati.» (Prof. Enrico MORSELLI, *Per la polemica sul divorzio*, p. 16.)

(1) Nous sommes, en effet, en présence du problème sociologique peut-être le plus débattu. Les recherches très consciencieuses faites par les sociologues les plus éminents sur cette question n'ont donné que des résultats contradictoires. « On a rarement le plaisir, dit G. TARDE, de trouver d'accord Morgan avec Mac-Lennan, Bachofen avec Starke, Herbert Spencer avec les précédents et Summer-Maine... De tous ces débats sans fin, ce qui me paraît résulter de plus clair, c'est que la famille primitive a été très différente d'elle-même : ici monogamique, là polygamique, ailleurs poylandrique, tantôt exogamique-tantôt endogamique, souvent plus autoritaire, parfois plus libérale qu'elle ne l'est devenue plus tard. Mais, si le point de départ est multiple, les routes suivies sont-elles parallèles ou convergent-elles vers un même état final, notamment vers une forme de mariage plus ou moins voisine du mariage chrétien ? Non. Il est seulement vrai de dire que l'adoption de cette forme supérieure a été une cause de triomphe dans la lutte des sociétés, ce qui explique sa diffusion progressive. Peu s'en est fallu cependant que la conquête arabe n'ait couvert l'Europe et ne lui ait imposé la polygamie..... Le mariage n'est donc point parti d'une forme unique ; et il n'y tend pas non plus. » (G. TARDE, *Les transformations du droit*, chap. III, Régime des personnes, p. 53).

nous sommes porté à l'admettre. Nous croyons, en effet, comme le remarque très justement à notre avis Max Nordau, que « plus l'homme évolue et plus il se différencie. Plus il est différencié et plus son choix sexuel devient difficile, plus il est heureux de trouver son « âme sœur » et moins il est disposé à l'échanger contre une autre, une fois qu'il l'a trouvée » (1). Mais il ne s'ensuit pas — et c'est là l'erreur grave de M. le prof. Morselli, comme de tous ceux qui ont soutenu la même théorie (2) — que la monogamie doive être imposée dans l'avenir par la loi ! C'est là précisément tout le contraire du progrès. Dans l'union sexuelle, celui-ci tend à affaiblir le lien légal au profit du lien moral (3).

(1) Enquête sur le mariage en France. Réponse de Max NORDAU (*La Plume*, 1^{er} juin 1901).

(2) G. FONSEGRIVE, Mariage et union libre. Première partie, chap. II, L'évolution vers l'indissolubilité.

(3) A. M. E. MORSELLI qui se déclare l'adversaire du divorce au nom de l'évolutionnisme et qui se réclame de Spencer, nous nous permettons de soumettre ce passage de l'auteur des *Principes* : « Le caractère de la monogamie s'élèvera probablement, grâce à l'opinion publique qui exigera que l'on ne contracte le lien légal que s'il représente le lien naturel, de même il pourra arriver qu'on regarde comme mal de maintenir le lien légal dès que le lien naturel est rompu. Dans les phases primitives pendant lesquelles la monogamie permanente se développait, l'union de par la loi (originellement l'acte d'achat) était censée la partie essentielle du mariage, et l'union de par l'affection était non essentielle ; à présent, l'union par la loi est

D'ailleurs, d'une façon générale, le progrès ne consiste-t-il pas pour l'individu à s'affranchir de plus en plus des tutelles légales et à se soumettre à la loi morale consciemment et en vertu uniquement du sentiment de la responsabilité personnelle, autrement dit à réaliser la moralité par la liberté? Aussi l'apparition du divorce dans une législation marque-t-elle un progrès de la civilisation (1), parce qu'elle implique une plus grande liberté individuelle, comme l'élargissement du divorce en marque un autre. Et ces progrès successifs doivent mener à l'union libre, qui est l'union idéale.

Voilà la marche de l'évolution du mariage qui semble se dégager de la théorie évolutionniste progressive telle qu'elle a été comprise et formulée par Spencer : la substitution graduelle du contrat volontaire à la contrainte.

C'est par ce caractère volontaire qu'ils assignent à

censée la plus importante, et l'union par l'affection la moins importante ; un temps viendra où l'union par affection sera censée la plus importante et l'union par la loi la moins importante : ce qui donnera lieu à la réprobation des unions conjugales où l'union par affection sera dissouté. » (H. SPENCER, *Principes de sociologie*, t. II, p. 411.)

(1) A l'exception de l'Autriche, où le divorce est interdit aux catholiques seulement, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, tous les pays d'Europe et la plupart des Etats américains admettent aujourd'hui le divorce d'une façon plus ou moins large.

l'union conjugale que se distinguent les projets de réforme élaborés pendant ces derniers temps en matière de divorce.

CHAPITRE I

Les projets de réforme

Le Parlement est déjà saisi de la plupart de ces projets dont les uns visent seulement certaines dispositions spéciales de la loi de 1884, dont les autres sont beaucoup plus généraux et ont pour but l'élargissement plus ou moins grand de cette loi.

Nous allons exposer le plus important de tous ces projets, celui des frères Margueritte (1), qui, étant

(1) La proposition de loi de MM. Paul et Victor MARGUERITTE a été déposée sur le bureau de la Chambre des députés par M. Gustave Rivet, député de l'Isère, en octobre 1902. Elle a été publiée, précédée d'un exposé des motifs, en une brochure : P. et V. MARGUERITTE, L'élargissement du divorce. Exposé des motifs et proposition de loi.

Cette proposition de loi est la conclusion d'une campagne menée avec beaucoup de persévérance depuis plus de six ans par les deux éminents écrivains qui, il y a deux ans, ont publié un admirable roman « Les deux vies ». Bien que ce soit une œuvre de fiction, ce roman d'une réalité si vivante et si émouvante constitue la critique la plus vigoureuse de la législation actuelle du divorce.

le plus large et le plus complet, comprend par là même tous les autres.

Ce projet, qui refond complètement la législation actuelle du divorce, a pour but d'introduire dans le droit français le divorce par consentement mutuel, et le divorce par la volonté d'un seul des époux sans allégation de motifs ; il étend le nombre des causes déterminées de divorce ; il soustrait enfin la matière des divorces, quant à la rupture même du lien conjugal, à la compétence des tribunaux ordinaires, pour la conférer à un tribunal arbitral.

D'après ce projet, le divorce par consentement mutuel et le divorce par la volonté d'un seul des époux, avec ou sans motifs déterminés, sont portés devant un tribunal arbitral composé, sur l'indication des deux conjoints, de trois membres, amis des époux, mariés ou l'ayant été, âgés de plus de 25 ans (art 5).

Les époux qui veulent divorcer par consentement mutuel sont tenus de faire préalablement inventaire et estimation de tous leurs biens, meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs sur lesquels ils seront libres de transiger. Ils seront tenus ensuite de constater par écrit leurs conventions sur la garde des enfants, soit pendant le temps de l'épreuve, soit après le divorce enregistré, et sur la somme que le mari devra payer à la femme pendant le temps de l'épreuve, si elle n'a pas de revenus suffisants pour fournir à ses besoins (art. 9),

Voici maintenant la procédure du divorce par consentement mutuel : les époux se présenteront ensemble et en personne au tribunal arbitral et lui feront déclaration de leur volonté. Acte leur sera donné, par le tribunal arbitral, de cette déclaration ; arbitres et parties signeront ensuite sur un registre *ad hoc*, déposé à la mairie, et faisant foi de l'observation des délais légaux. Seconde et troisième déclaration seront faites, en observant les mêmes formalités, dans la première quinzaine des septième et treizième mois (art. 11). Si les époux persistent dans leur résolution, le tribunal arbitral dressera un certificat signé des trois arbitres et des deux parties, et constatant que, « les prescriptions légales ayant été observées, il y a lieu à prononcer le divorce par consentement mutuel au bénéfice des deux époux. » Sur le simple vu de cette pièce, et sous huitaine, l'officier d'état civil sera tenu de prononcer le divorce et d'en dresser acte sur le registre d'état civil (art. 12).

Pour ce qui est du divorce par la volonté d'un seul, sans cause déterminée, la demande en divorce, notifiée à l'autre conjoint, devra être renouvelée dans la première quinzaine des treizième, ving-cinquième et trente-septième mois qui suivront, en observant les mêmes formalités (art. 26 à 32). Dans la quinzaine du jour où sera révolue la troisième année, le tribunal arbitral délivrera le certificat attestant que les délais légaux ont été observés et

qu'il y a lieu à prononcer le divorce au bénéfice des deux époux. L'officier de l'état civil sera tenu de prononcer aussitôt le divorce et d'en dresser acte sur le registre de l'état civil (art. 34).

Quant aux causes déterminées que peuvent invoquer les époux demandeurs et qui, reconnues fondées, rendent le divorce obligatoire, ce sont : 1^o l'adultère de la femme, si c'est l'homme qui est demandeur ; de l'homme, si c'est la femme qui est demanderesse ; 2^o la condamnation à une peine afflictive et infamante ; 3^o la condamnation à une peine correctionnelle, dans les cas de vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, attentat aux mœurs ; 4^o les crimes, sévices ou injures graves de l'un des époux envers l'autre ; 5^o l'aliénation mentale de l'un des époux, persistant depuis deux ans ; 6^o le dérèglement de mœurs notoires ; 7^o la séparation volontaire de fait pendant un an, constatée par acte authentique ; 8^o le refus par le mari de subvenir à l'entretien de sa femme, quoiqu'il en ait les moyens ; 9^o l'absence de l'un des époux, sans nouvelles pendant deux ans au moins ; 10^o l'impuissance, qu'elle soit antérieure ou postérieure au mariage ; 11^o les infirmités dégoûtantes et incurables de l'un des époux survenues antérieurement au mariage, mais inconcues de l'autre époux au moment de sa conclusion ; 12^o les fausses dénonciations et calomnies de l'un des époux contre l'autre ; 13^o l'acquisition d'un gain déshonnête ; 14^o l'ivrognerie, l'intempérance habituelle

se continuant pendant deux ans; 15° les dissentiments religieux survenus après le mariage et prouvés soit par le changement de religion de l'un des époux, soit par la religion imposée aux enfants lors de leur naissance et dans les années qui suivent, soit par l'aveu des deux parties; 16° l'aversion profonde et invincible d'un époux contre l'autre; 17° et, d'une manière générale, toute cause non prévue qui paraîtra au tribunal de nature à atteindre profondément le lien conjugal (art. 24).

Deux chapitres du projet sont consacrés: l'un aux mesures relatives à la garde des enfants (art. 38), au domicile de la femme demanderesse ou défenderesse pendant l'instance (art. 39) et à la conservation des droits des époux (art. 40 et 41); l'autre aux effets du divorce, réglés de la même façon que par loi actuelle, sauf abrogation de l'art. 298 du Code civil, qui a été abrogé tout récemment.

Enfin le projet des frères Margueritte maintient la séparation de corps qui est régie par les mêmes dispositions que celles applicables au divorce. (art. 50) et qui, sur simple requête de l'une ou de l'autre des deux parties au tribunal civil, sera de droit et immédiatement convertie en divorce au bout de trois ans (art. 53).

Telle est, dans ses lignes générales et essentielles, l'économie du projet des frères Margueritte.¹

De son côté, M. Alfred Naquet a écrit récemment

un livre (1) des plus intéressants, remarquable par sa logique et son indépendance d'esprit, dans lequel il préconise, avec l'extension des causes déterminées de divorce, le divorce par consentement mutuel et le divorce par volonté unilatérale sans allégation de motifs. En cela « le père légal du divorce » en France ne fait que s'inspirer des mêmes convictions qui l'animaient en 1876, lors de la première proposition de loi qu'il déposa sur le bureau de la Chambre des députés et qui n'était, sauf des modifications de procédure, qu'un retour à la législation révolutionnaire de 1792 avec augmentation dans le nombre des causes déterminées de divorce (2).

M. le président Magnaud a adressé aux députés

(1) A. NAQUET, La loi du divorce (Paris, 1903).

(2) M. A. NAQUET fut toujours, en effet, pour la solution la plus large en matière de divorce. Si dans sa deuxième (21 mai 1878) et dans sa troisième proposition de loi (11 novembre 1881) il restreignit son projet primitif en demandant simplement le rétablissement du titre VI du Code civil, à peine amendé sur quelques points, ce fut uniquement par esprit de transaction afin d'assurer le triomphe du principe même du divorce. « J'avais reconnu, dit-il, qu'une proposition aussi large que celle que j'avais faite en 1876 ne me permettrait pas de vaincre les préjugés et les résistances que j'avais à combattre. Placé dans l'alternative de ne rien obtenir du tout ou d'obtenir une loi imparfaite qui ferait cependant pénétrer le principe du divorce dans nos Codes, et qui serait fatalement améliorée plus tard, j'avais opté pour cette seconde solution ; voilà tout. J'avais escompté, pour la continuation de mon œuvre, la venue future d'esprits libres qui

une pétition (1) qui a également pour but d'introduire dans la législation actuelle, avec l'extension des causes de divorce, le divorce par consentement mutuel et par la volonté persistante d'un seul des époux.

Un avocat éminent de la Cour de Paris, M^e Henri Coulon, bien connu pour ses importants travaux sur la matière du divorce, a aussi élaboré un projet de loi. Ce projet tend seulement à l'admission dans la législation française du divorce par consentement mutuel (2). Les mesures proposées par M^e Coulon afin de s'assurer de la continuité dans la volonté des époux de divorcer, les dispositions relatives à la garantie des intérêts des conjoints et à la garde des enfants sont à peu près les mêmes que dans le projet des frères Margueritte, mais la procédure du divorce par consentement mutuel en diffère sur deux

réformeraient ma réforme. » Il n'a pas fallu moins de huit ans à M NAQUET pour faire voter la loi de 1884. On en trouvera l'intéressante historique dans la première partie de son livre récent.

(1) Cette pétition a été publiée dans les journaux en décembre 1902. Elle se trouve reproduite dans le récent ouvrage de M. H. LEYRET, *Les nouveaux jugements du président Magnaud*, II^e partie, p. 101.

La proposition de loi tirée de cette pétition a été déposée sur le bureau de la Chambre par M. Morlot, député de l'Aisne.

(2) Voir son intéressante brochure sur *Le divorce par consentement mutuel, sa nécessité, sa moralité*, suivi d'un projet de loi.

points : d'abord, c'est devant le président du tribunal civil qu'ont lieu les différentes comparutions des époux ; ensuite, c'est le tribunal civil, en chambre du conseil, qui statue, après avoir reçu les conclusions écrites du procureur de la République.

Enfin des propositions qui ont pour but la modification ou l'abrogation de certaines dispositions spéciales de la loi de 1884 ont été déposées sur le bureau de la Chambre ; l'une d'elles, celle tendant à l'abrogation de l'art. 298, a déjà été votée par les deux Chambres.

I. — L'EXTENSION DU NOMBRE DES CAUSES DÉTERMINÉES DE DIVORCE

Les causes déterminées de divorce qui, dans les projets de réforme, ont été ajoutées aux causes actuelles, sont déjà admises, pour la plupart, par la jurisprudence. Leur admission dans la loi ne serait donc que la consécration de cette jurisprudence. C'est le cas du dérèglement de mœurs notoires, du refus par le mari de subvenir à l'entretien de sa femme, quoiqu'il en ait les moyens, de l'abandon volontaire et injustifié pendant un an au moins, des fausses dénonciations et calomnies de l'un des époux contre l'autre, de l'acquisition d'un gain déshonnête, de l'ivrognerie et de l'intempérance habituelle se continuant pendant deux ans, des condamnations correctionnelles dans certains cas,

En ce qui concerne ce dernier motif, il serait préférable, conformément à la jurisprudence, de retenir comme cause de divorce, non pas la condamnation, mais l'acte délictueux lui-même. De plus il est nécessaire de faire figurer dans le même article tout acte portant une atteinte grave à l'honneur de l'un des conjoints. Ces deux réformes ont été adoptés par le projet de Code civil suisse (art. 146). « Quant aux délits envisagés comme causes de divorce, dit l'exposé des motifs de l'avant-projet de ce Code, ce n'est plus la condamnation qui justifie l'ouverture de l'action, mais l'acte délictueux lui-même. En conséquence, lorsqu'un des époux aura commis un délit qui ne peut être poursuivi que sur plainte de de la partie lésée, son conjoint aura le droit de demander le divorce même si, pour une raison quelconque, la victime du délit ne porte pas plainte. Au point de vue abstrait, cette solution nous a paru aussi plus logique. De même, l'atteinte à l'honneur n'a pas le même effet dans le projet que dans le droit actuel. Une conduite déshonorante à un haut degré, par exemple l'exploitation d'une maison de tolérance, doit être considérée comme une cause de divorce. » (1)

Mais il y a dans les projets de réforme des causes

(1) Exposé des motifs de l'avant-projet de C. c. suisse, t. I, Droit des personnes et de la famille, p. 121.

déterminées de divorce qui, exclues par la loi actuelle et rejetées par la jurisprudence, malgré toutes ses extensions, se présentent comme tout à fait nouvelles. Ce sont l'absence, l'impuissance, l'aliénation mentale.

Selon nous, l'absence de l'un des époux pendant deux ans au moins doit être admise comme cause de divorce. Avec la rapidité des moyens de communication de notre époque, l'individu qui reste deux ans sans donner de ses nouvelles est certainement décédé. Ou bien ce silence prolongé prouve que sa disparition est volontaire et il y a alors abandon injurieux. Dans l'un ou l'autre cas, il est bon que la situation créée par l'absence de l'un des conjoints soit légalement régularisée (1).

Quant à l'impuissance et à l'aliénation mentale, elles rentrent dans le cas général de maladie. Faut-il donc admettre la maladie comme cause de divorce? En principe, nous répondons résolument non. Cela est contraire à la nature même du mariage, qui est contracté aussi bien pour le bonheur que pour le malheur (2).

(1) L'absence est admise comme cause de divorce en Norvège et en Russie.

(2) Il faut rappeler à ce propos la belle formule que l'Église anglicane a conservé dans son rituel et qui exprime les devoirs des époux : « Je te prends pour ma femme légitime afin de te posséder à partir de ce jour, dans la prospérité, dans l'adversité,

Cependant, par dérogation à ce principe, nous croyons que l'impuissance et l'aliénation mentale doivent être admises comme causes de divorce.

L'union dans laquelle les relations conjugales par suite de l'impuissance sont impossibles n'est plus un mariage. C'est un état contre nature, une mutilation des plus cruelles que l'on ne saurait raisonnablement imposer à un individu sain et apte à la fonction sexuelle.

La grande objection faite à l'admission de l'impuissance au nombre des causes de divorce est l'incertitude de la preuve. « L'organisation juridique des preuves, dit-on, a fait d'immenses progrès depuis le XVII^e siècle ; la science médicale a fait des pas de géant ; mais ni l'une ni l'autre, se prêtant un mutuel secours, n'ont encore résolu, d'une façon certaine, la difficulté de la preuve au cas d'impuissance. Et, si on l'admettait comme cause de divorce, il faudrait, pour une foule de sujets pour qui la maladie est d'origine constitutionnelle, ou due à des troubles nerveux impossibles à percevoir, avoir recours à des procédés probatoires aussi incertains, peut-être aussi étranges que le Congrès. » Nous ne méconnaissions pas l'importance de cette objection ; mais

dans la fortune, dans la pauvreté, dans la maladie, dans la santé, pour t'aimer et te chérir jusqu'à ce que la mort nous sépare, selon le saint commandement de Dieu, et j'y engage ma foi. »

nous ferons remarquer que cette difficulté n'a pas arrêté plusieurs législations étrangères (1). De plus, la difficulté de la preuve se rencontre plutôt dans le défaut d'aptitude à engendrer ou à concevoir (*impotentia generandi aut concipiendi*) caractérisé par le défaut de sécrétion, presque toujours difficile à établir sûrement, autrement dit à l'*infécondité* ou *stérilité*, que nous n'admettons pas comme cause de divorce, qu'à l'*impuissance* proprement dite, c'est-à-dire l'incapacité au coït, à l'union sexuelle (*impotentia coeundi*), souvent assez facile à constater (2). Au surplus, la preuve de l'impuissance pourra être faite non seulement à l'aide d'expertises médico-légales, mais aussi, ainsi que le permet la loi civile pour les faits purs et simples, par tous les moyens dont l'admission est laissée à la prudence et à la circonspection des juges, y compris les présomptions pourvu qu'elles

(1) L'impuissance est admise comme cause de divorce dans les législations suédoise, norvégienne, danoise, russe et bulgare (E. LEHR, Le mariage, le divorce et la séparation de corps dans les principaux pays civilisés ; *Ann. lég. étrang.*, 1898, p. 804). Cependant l'Allemagne l'a supprimée dans son nouveau Code civil.

(2) BROUARDEL, Le mariage, p. 101. — TOURDES et METZQUER, Traité de médecine légale, p. 181. — VIBERT, Précis de médecine légale, 4^e édit., pp. 403 et suiv.

soient suffisamment graves, précises et concordantes (1).

Mais, pourrait-on encore objecter, l'impuissance peut être temporaire, et il serait excessif de dissoudre le mariage si, par suite d'une maladie guérissable ou d'une prostration de forces passagère, l'un des conjoints se trouvait dans l'impossibilité momentanée d'accomplir ses devoirs conjugaux. Sans doute. Mais aussi proposons-nous de faire de l'impuissance une cause de divorce simplement facultative, ce qui permettra au juge, en faisant appel à la science

(1) L'admission de l'impuissance antérieure ou postérieure au mariage comme cause de divorce viendra combler une lacune importante et regrettable du Code civil qui n'a pas inscrit l'impuissance, même comme cause de nullité de mariage. La jurisprudence a cherché, il est vrai, à tempérer dans une certaine mesure les inconvénients de cette omission par le Code civil en décidant, comme le fait un arrêt de Douai du 14 mai 1901 (S. 1901, II, 303) que si l'impuissance n'est pas une cause de nullité de mariage, il en est autrement du défaut de sexe, caractérisé par l'absence des organes constitutifs du sexe (Voir à propos de cet arrêt un intéressant article de M. E.-H. PERREAU sur la jurisprudence en matière de nullité du mariage, *Revue critique de législ. et de jurispr.*, 1903, p. 193). D'autre part, nous avons vu que la jurisprudence en matière de divorce tend à considérer comme injure grave la dissimulation de l'impuissance dont l'un des deux époux avait connaissance au moment du mariage. Mais ce ne sont là que des tempéraments, et l'admission de l'impuissance, aussi bien antérieure que postérieure au mariage, au nombre des motifs de divorce, s'impose.

médicale, de solutionner humainement les cas qui lui seront soumis.

L'aliénation mentale doit être aussi admise comme cause de divorce, ainsi que l'ont fait les législations suisse, allemande et suédoise. Il y a dans ce cas une atteinte si profonde à la vie matérielle et morale que l'époux sain d'esprit se trouve véritablement lié à un cadavre. D'autre part le conjoint aliéné ne peut souffrir moralement d'être répudié, puisqu'il est incapable de s'en rendre compte. En général son état nécessite son internement dans une maison de santé. Pourquoi alors condamner le conjoint sain d'esprit à une vie de solitude et d'isolement sans profit aucun pour l'aliéné ?

Mais faut-il encore que la folie, pour être admise comme cause de divorce, ait persisté au moins pendant un certain temps (on pourrait fixer un minimum de deux ans, par exemple) et qu'elle ait été déclarée incurable par une commission médicale chargée d'observer de temps à autre, pendant un an, l'aliéné en cause.

Dans le cas d'aliénation mentale et dans le cas d'impuissance postérieure au mariage, la dette alimentaire subsisterait naturellement au profit du conjoint impuissant ou aliéné.

Enfin il est de toute nécessité d'introduire dans la loi du divorce une prescription qu'Alfred Naquet indiquait déjà dans sa première proposition de loi en 1876 et que les frères Margueritte font figurer dans

la leur: c'est la prescription empruntée à la législation suisse et qui admet, comme cause de divorce, tout ce qui est de nature à établir « que le lien conjugal est profondément atteint » (art. 45 et 47 de la Loi fédérale suisse). Cette prescription a été maintenue et précisée dans le projet de Code civil suisse. « Cette cause, dit l'exposé des motifs de l'avant-projet, est indispensable, si tant est qu'on ne veuille pas faire abstraction du divorce. Il est des situations dans lesquelles le lien conjugal est bien plus profondément atteint que dans le cas d'une cause déterminée de divorce, et qui cependant ne rentrent pas dans l'une de ces causes. A cet égard, la loi doit renfermer un texte qui autorise le divorce » (1). Ce n'est pas là, remarquons-le bien, un divorce sans cause. C'est un divorce avec cause, non prévue par la loi, mais établie par les deux conjoints ou par l'un d'eux.

II. — LE DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL

Le divorce par consentement mutuel, qui est préconisé dans tous les projets de réforme du divorce, est incontestablement la forme la plus naturelle et la plus rationnelle de dissolution de l'union conjugale.

(1) Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse, t. I, Introduction. Droit des personnes et de la famille, p. 122.

S'il est un cas que le législateur eût dû admettre avant tout autre, c'est bien celui-là.

Le mariage, en effet, est fondé sur l'affection réciproque des époux, sur l'accord de leurs volontés. Le mutuel dissentiment, beaucoup plus que n'importe quelle cause déterminée de divorce, démontre que les conditions vitales les plus essentielles font défaut au mariage, qui n'existe plus. Le fait que les deux époux demandent le divorce est la preuve la plus irréfragable de l'impossibilité absolue d'une vie en commun.

« Il y a, dit un grand jurisconsulte, de sérieuses raisons pour admettre le divorce par consentement mutuel, dès qu'on admet le divorce. En effet, il n'y a pas que les faits précis qui amènent et entretiennent la mésintelligence entre époux : il y a les oppositions de caractères et de goûts, qui, envenimées par les sujétions de la vie commune, brisent sans remède l'union conjugale et conduisent à d'irréremédiables antipathies... Qui ne sait que l'obligation de cohabiter, entre personnes qui se haïssent, est un supplice à nul autre pareil et que la haine décuple en présence de l'irrévocable ? Combien de désordres qui ne s'offrent pas à la publicité de débats judiciaires, qui brisent la réalité morale de l'union, qui éteignent au cœur de l'époux l'affection, le respect et qui créent ces situations intolérables n'ayant de remède que dans la mort ! » (1)

(1) BEUDANT, Cours de droit civil, t. I, pp. 13 et 19.

C'est que, comme nous avons pu le voir par l'examen de la jurisprudence et de la pratique, l'incompatibilité d'humeur et de caractère est la cause véritable et profonde des discordes conjugales. Il n'y a pas de motif plus décisif que celui-là.

Et s'il est vrai que dans certains cas ce n'est pas seulement l'incompatibilité d'humeur, mais une cause déterminée, particulièrement grave, qui rend nécessaire la dissolution de l'union conjugale, n'y a-t-il pas là une raison de plus pour admettre le divorce par consentement mutuel, afin de ne pas rendre public un fait dont la révélation, à raison même de sa gravité, peut être cruellement pénible pour l'un des époux et même pour tous les deux? En pareil cas « n'est-il pas juste de venir en aide aux conjoints qui mettent le respect d'eux-mêmes et de leur nom au-dessus de leurs intérêts et ne veulent pas divulger le secret de leurs griefs ? » (1)

Cette considération est celle qui avait le plus impressionné les rédacteurs du Code civil et les avait amenés à maintenir le divorce par consentement mutuel (2). Elle avait été remarquablement présentée

(1) BEUDANT, *loc. cit.*, p. 19.

(2) La rédaction même de l'art. 233 l'indique : « Le consentement mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi, prouvera suffisamment que la vie commune

par Treilhard dans ce passage, souvent cité, de son rapport au Corps législatif en 1803 :

« Citoyens législateurs, parmi les causes déterminées de divorce, il en est quelques-unes d'une telle gravité, qui peuvent entraîner de si funestes conséquences pour l'époux défendeur (telles, par exemple, que les attentats à la vie), que des êtres doués d'une excessive délicatesse préféreraient les tourments les plus cruels, la mort même, au malheur de faire éclater ces causes par des plaintes judiciaires. Ne convenait-il pas, pour la sûreté des époux, pour l'honneur des familles toujours compromis, quoi qu'on puisse dire, dans ces fatales occasions, pour l'intérêt même de toute société, de ne pas forcer une publicité non moins amère pour l'innocent que pour le coupable ?

» L'honnêteté publique n'empêcherait-elle pas une femme de traîner à l'échafaud son mari, quoique criminel ? Faudrait-il aussi, toujours et nécessairement, pour terminer le supplice d'un mari infortuné, le contraindre à exposer au grand jour des torts qui l'ont blessé cruellement dans ses plus douces affections et dont la publicité le vouera cependant à la malignité publique ? L'injustice, sans doute, est ici

leur est insupportable, et qu'il existe, par rapport à eux, une cause péremptoire de divorce. »

Cet article est resté abrogé après 1884 comme il l'était depuis 1816, le législateur n'ayant voulu admettre en 1884 que le divorce pour causes déterminées.

du côté du public : mais se trouvera-t-il beaucoup d'hommes assez forts, assez courageux pour la braver ? Est-on maître de détruire tout à coup le préjugé, et ne faut-il pas ménager l'empire de cette opinion quelquefois injuste, j'en conviens, mais qui peut aussi, sur beaucoup de points, atteindre et flétrir, quand elle est bien dirigée, des vices qui échappent aux poursuites des lois ?

» Si le divorce pouvait avoir lieu dans des cas semblables, sans éclat et sans scandale, ce serait un bien, on serait forcé d'en convenir. »

Enfin si le législateur exclut de la loi le divorce par consentement mutuel, il est impuissant à l'empêcher de se produire en fait sous la forme empruntée du divorce pour cause déterminée. L'examen de la pratique nous a, en effet, révélé un certain nombre de collusions dont se servent les époux dans ce but. Il est dès lors inouï, dirons-nous avec Mme Hellé, « que deux êtres que tout sépare demeurent rivés l'un à l'autre, et que, lorsque des expédients suffisent, l'impossibilité de vivre ensemble soit la seule raison qui ne semble pas assez forte pour leur permettre de se quitter. »

D'ailleurs, s'il est avantageux pour les parents, le divorce par consentement mutuel ne l'est pas moins pour les enfants. Il l'est au double point de vue matériel et moral.

Au point de vue moral, tout d'abord, il leur permet d'ignorer les torts ou les fautes de leur père ou

de leur mère et parfois même de tous les deux. Les enfants n'ont pas en outre à subir les conséquences de ces fautes restées ignorées de tous. Que d'enfants — surtout des filles — sont aujourd'hui, par le divorce de leurs parents, atteints d'une véritable flétrissure et entrent dans la vie sous le poids d'une véritable déchéance.

Au point de vue matériel le divorce par consentement mutuel peut favoriser aussi davantage leurs intérêts.

Les conventions que, d'après les projets de réforme, les époux sont obligés d'arrêter sur ce point avant de pouvoir manifester leur mutuelle volonté de divorcer, seront en général plus avantageuses que les décisions rendues aujourd'hui par des magistrats qui, si consciencieux et si perspicaces qu'ils soient, ne sont pas toujours bien renseignés sur la véritable situation des parents. Pouvant débattre cette question à l'amiable dans des conditions de calme et de sang-froid relatifs que ne leur offre point le divorce actuel, les parents seront beaucoup plus portés à consentir des sacrifices pour leurs enfants (1).

Certains partisans du divorce par consentement mutuel font valoir cette considération d'ordre juri-

(1) « C'est, à notre avis, dit M. Henri COULON, un des meilleurs arguments en faveur du divorce par consentement mutuel, que l'obligation imposée aux époux décidés à divorcer de régler eux-mêmes, et dans les conditions qu'ils jugent les meilleures,

dique que le mariage étant un contrat (ce qui rigoureusement est contestable) qui se forme, comme toutes les conventions, *mutui consensu*, doit se dissoudre aussi, comme toutes conventions, *mutui dissensu*. Et ils s'ingénient alors à démontrer que le mariage est un contrat.

Ces dissertations de métaphysique juridique ne présentent, à notre avis, aucune utilité. Un fait est

la question de la garde des enfants et la question des intérêts pécuniaires.

» Avec la loi actuelle, les magistrats jugent en cette matière, comme les aveugles des couleurs, et le plus souvent, pour ne pas dire toujours, le plus grand intérêt des enfants, que le législateur leur impose comme seule règle et qu'ils croient sincèrement respecter, est outrageusement méconnu. Il est certain que mieux qu'eux les parents sont à même de trancher une semblable situation.

» De même pour les intérêts pécuniaires, on ruine un des époux au profit de l'autre en imposant des pensions trop importantes et que le condamné est dans l'impossibilité de payer. D'autres fois, c'est le résultat contraire qui se produit. Un époux digne du plus grand intérêt et sans ressources se voit allouer une pension dérisoire, alors que son conjoint riche, mais habile, pourrait sans difficulté en donner une proportionnée à ses facultés et aux besoins de l'autre époux.

» Il suffirait d'examiner rapidement les décisions rendues pour se convaincre avec quelle légèreté, en même temps qu'avec la meilleure volonté du monde, la magistrature dépouille sans preuves certaines, sans justification sérieuse, l'un au profit de l'autre. » (H. COULON, Le divorce par consentement mutuel, p. 120.)

certain : c'est que la volonté simultanée et persistante chez les deux époux de rompre le mariage prouve surabondamment que le divorce s'impose. D'autre part, bannir de la loi cette forme de divorce, c'est se résigner à la voir apparaître dans la pratique. Enfin cette forme sauvegarde la dignité des époux et mieux que toute autre favorise l'intérêt matériel et moral de l'enfant. C'est plus qu'il ne faut pour justifier le divorce par consentement mutuel (1).

III.— LE DIVORCE PAR VOLONTÉ UNILATÉRALE

Faut-il admettre le divorce par la volonté non motivée d'un seul des conjoints ?

(1) Cette forme de divorce est aujourd'hui admise dans plusieurs pays d'Europe.

La Belgique et la Roumanie ont conservé sur ce point les dispositions du titre VI du Code Napoléon.

Les Etats scandinaves (Suède, Norvège et Danemark) admettent le divorce par consentement mutuel qui est possible après une séparation préalable de trois ans obtenue sur la demande commune des deux époux. C'est par rescrit spécial du souverain, *ex gratia principis*, que le divorce par consentement mutuel est accordé dans les pays scandinaves.

En Hollande et en Grèce, la séparation de corps par consentement mutuel, seule, est admise dans la législation ; mais, comme elle est convertible en divorce après un certain temps, on aboutit en fait au divorce par consentement mutuel.

En Autriche, le divorce par consentement mutuel est implici-

Ecartons tout d'abord l'objection de principe opposée à cette forme de divorce.

Le caractère essentiel du mariage est, dit-on, d'être une convention synallagmatique, un contrat bilatéral qui implique le consentement de deux parties. Dès lors comment admettre qu'il puisse être loisible à une seule de rompre le contrat ? (1) Aux termes de l'art. 1134 du Code civil, en effet, les conventions légalement formées ne peuvent être évoquées, en dehors des cas prévus par la loi, que par le consentement mutuel des parties.

Cette objection suppose que le mariage est un contrat soumis, comme tel, aux principes qui régissent les contrats civils ordinaires.

Ce point de vue, quoique tout à fait contestable à

tement admis pour les chrétiens non catholiques par l'art. 415 Code civil qui énumère, parmi les causes du divorce, « l'aversion invincible et réciproque des époux » ; mais il doit être précédé d'une séparation de corps considérée comme temps d'épreuve. Pour les juifs il est explicitement admis sans séparation préalable (art. 133).

Quant à la séparation de corps par consentement mutuel, elle est aujourd'hui admise en Autriche pour tous les époux sans distinction de culte ; en Italie, à la condition d'être homologuée par le tribunal ; en Grèce, en Hollande, dans les États scandinaves.

(1) Ch. BEAUQUIER, Enquête de la *Revue des revues* sur l'élargissement du divorce, 1^{er} mars 1901.

Voir dans le même sens TURGEON, *Féminisme français*, t. II, p. 230.

notre avis, n'exclut pas cependant le divorce par volonté unilatérale. Alors même, en effet, que le mariage serait un contrat, dans le sens strict du mot, il est impossible de ne pas reconnaître que c'est un contrat d'une nature spéciale en ce que, à la différence des autres contrats, d'une vente ou d'un échange par exemple, qui n'engagent que le patrimoine, le mariage engage la personnalité physique et morale des parties contractantes. Dès lors sa résolubilité par la volonté de l'une d'elles s'impose nécessairement. En effet, même dans les contrats à titre onéreux, dès que la personne même des contractants se trouve tant soit peu engagée, la loi, craignant une aliénation totale de la personne humaine, et fidèle en cela aux principes fondamentaux (1) du droit en France, s'empresse de réserver à chaque partie le droit de résoudre, par sa seule volonté, le contrat, sauf dommages-intérêts, dans certains cas; à la partie non consentante. C'est ainsi, par exemple, que le louage de service ou contrat de travail fait sans détermination de durée peut tou-

(1) « Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable » (Déclaration des droits du 24 juin 1793, art. 18).

« La loi ne reconnaît ni vœux religieux, ni aucun engagement contraire aux droits naturels de l'homme » (Constitution de l'an III, art. 352).

jours cesser par la volonté d'une des parties contractantes (art. 1780). C'est ainsi encore que le contrat de société peut prendre fin par la volonté qu'un seul associé ou plusieurs expriment de n'être plus en société (art. 1865-5°). Puisque le Code, dérogeant aux principes qui régissent les contrats, admet ce mode de dissolution pour certains contrats bilatéraux, les *contrats personnels*, c'est-à-dire ceux qui engagent la personne des contractants, force serait de l'admettre aussi pour le mariage, car ce serait nécessairement dans les contrats personnels qu'il faudrait le ranger s'il était un simple contrat.

En réalité le mariage n'est pas un contrat (1) et

(1) Sans vouloir entreprendre une réfutation en règle de la théorie du mariage-contrat, puisqu'elle conduirait malgré tout au divorce par volonté unilatérale et qu'elle n'offre d'ailleurs aucun intérêt pratique, notons que tous ceux qui ont voulu présenter le mariage comme un contrat, dans le sens strict du mot, n'y sont parvenus que par des sophismes ou n'ont abouti qu'à des contradictions. Kant lui-même n'a pas plus réussi que les autres. Pour démontrer que le mariage est un simple contrat, le grand philosophe soutient que dans cet acte l'homme fait de lui-même une chose, ce qui est contraire au droit de l'humanité qui réside dans sa propre personne. Mais cela n'est contraire au droit de l'humanité qu'en apparence : en effet « en même temps que l'une des personnes est acquise par l'autre, elle l'acquiert aussi réciproquement » et « de cette façon elle rentre en possession d'elle-même et rétablit sa propre personnalité. »

Cette théorie pèche par la base, car la personnalité, ainsi que l'indique le mot lui-même, est une chose si intimement et si

lorsqu'on énonce qu'il est un contrat civil, par le mot « contrat » on veut dire simplement que le fondement du mariage, comme de tout contrat, est l'accord des volontés ; par le mot « civil » on veut affirmer le caractère séculier — laïque, dirait-on aujourd'hui — du mariage. Tel est le véritable sens des mots « contrat civil » appliqués au mariage. C'est le sens que la Constitution de 1791 a voulu donner à sa célèbre formule : « la loi ne considère le mariage que comme contrat civil. » (Titre II, art. 7).

Reste donc que le mariage est un acte fondé sur un accord de volontés. Or s'il faut l'accord de deux volontés pour donner naissance à cet acte, il faudrait toujours logiquement, vu la nature de cet acte, le concours de ces deux volontés pour le maintenir. Le divorce par la volonté d'un seul des conjoints

exclusivement attachée à la personne qu'elle est absolument incommunicable. M. Emile Acolas, qui a critiqué avec beaucoup de précision cette théorie du *mariage-contrat*, le remarque très justement : « Kant se réfute suffisamment lui-même en déclarant que, dans l'acte qui est à ses yeux l'objet de l'obligation née du mariage, l'homme devient une chose et viole son propre droit. Le raisonnement par lequel il restitue à chacun des deux époux sa personnalité n'est que l'extrême recours de la logique aux abois. Où le logicien Kant a échoué, d'autres ne réussiront pas. »

(On trouvera une réfutation complète de la théorie du mariage-contrat dans l'excellente et intéressante monographie d'Emile ACOLAS. Le mariage — son passé — son présent — son avenir,)

serait donc l'affirmation la plus haute de l'essence même du mariage.

Au point de vue juridique comme au point de vue moral, le divorce par volonté unilatérale sans allégation de motifs serait donc pleinement justifié.

Il ne le serait pas moins par d'autres raisons.

Si, en effet, comme nous croyons l'avoir démontré, le divorce par consentement mutuel est la forme la plus naturelle, la plus rationnelle et la moins pénible de dissolution de l'union conjugale, il y a bien des cas où la possibilité d'user de cette forme de divorce sera mise en échec par l'opposition intéressée de l'un des conjoints.

Que l'on suppose, en effet, une femme indigne se cramponnant malgré tout au mariage, dont elle serait la première à sortir s'il ne s'agissait de déchoir d'une situation en vue et de cesser d'affliger un mari irréprochable; que l'on suppose encore un mari bourreau de sa femme, repoussant toute idée de séparation, afin de ne pas perdre le bénéfice de la dot, tel ce Le Hagre qui, dans le roman des frères Margueritte, incarne si bien le mari bas et sordide. Comment dans ces cas, hélas ! plus fréquents qu'on ne croit, l'époux malheureux et exploité obtiendra-t-il le consentement de l'autre? Ce serait folie que de l'espérer.

Mais, répondra-t-on, restent les causes déterminées de divorce auxquelles l'époux malheureux pourra toujours recourir. Sans doute, mais on ignore, en

faisant une pareille réponse, combien peu susceptibles de preuve sont parfois les motifs de divorce admis par la loi.

Et c'est là encore un inconvénient — et non des moins graves — du divorce pour causes déterminées qu'il faut ajouter à ceux que nous avons déjà signalés en justifiant le divorce par consentement mutuel. Il faut relire à ce propos les observations si justes faites par la Cour de cassation sur le divorce par consentement mutuel et qui s'appliquent plus justement encore au divorce par volonté unilatérale. « L'objet direct du divorce est de remédier aux malheurs domestiques et insupportables des époux. Or on sait que ces malheurs tiennent le plus souvent, non à des faits précis qu'on puisse articuler et prouver, mais à une suite de procédés amers, de contrariétés irritantes, de traitements hostiles, d'oppositions de goûts et d'humeurs, de passions inconciliables. Vivez quelques jours dans toutes les maisons que la discorde déchire et que la haine habite, vous y verrez ou un époux hypocrite qui comble sa compagne d'égards extérieurs sous les yeux des étrangers, et qui lui distille le fiel en particulier; ou une épouse artificieuse qui masque ses vices sous le voile de la décence publique, souvent même sous celui d'une fausse tendresse, et qui déchire d'autant plus cruellement le cœur d'un mari estimable, qu'elle sait lui ôter le droit de se plaindre. La contestation la plus outrageante, la plus vive querelle

n'attend, pour recommencer, que le moment où les témoins sont écartés. Les enfants seuls, c'est-à-dire ceux-là même qu'il serait le plus important d'éloigner de ces scènes de douleurs, soupçonnent et bientôt connaissent des discordes si scandaleuses et si funestes à leur bonheur, à leur éducation et à leurs mœurs. Où est le fait qu'un mari, qu'une femme puissent poser ? où est celui qu'ils peuvent prouver ? où est celui qu'on peut juger ! Réduire à des faits précis les causes de la séparation et du divorce, c'est donc, le plus souvent, ne rien faire ; c'est proposer un remède aux malheurs, à condition qu'il ne pourra guérir les malheurs les plus ordinaires, les plus cruels, les plus intolérables » (1). Cela est si vrai que, pour prendre un exemple, les magistrats sont parfois obligés de prononcer pour injure grave des divorces dont le motif réel est l'adultère, que la difficulté de la preuve n'a pas permis d'établir.

Et alors même qu'il serait toujours relativement aisé de faire cette preuve, n'est-il pas cruel d'obliger l'un des conjoints à la produire ? « Ouvrir sa vie intime aux yeux de tous, la jeter en pâture à l'examen d'un tribunal, à la discussion d'avocats, à la malignité de curieux, c'est une dure obligation ; les géné-

(1) Observations de la Cour de cassation sur le principe du divorce par consentement mutuel, rapportées dans la brochure de M. H. COULON, *Le Divorce par consentement mutuel*, pp. 89 et 90.

rations futures s'étonneront que nous l'ayons supportée si longtemps avec philosophie. Pour le moment elle est l'inquiétude douloureuse des époux déçus. »(1)

En outre l'admission du divorce par volonté unilatérale aurait pour effet, comme celle du divorce par consentement mutuel, la suppression de cette procédure qui non seulement est encombrante, cruelle, odieuse, mais aussi coûteuse en temps et en argent, parfois même ruineuse à ces deux points de vue pour beaucoup de gens, et dont la pratique — nous l'avons vu — a montré l'inefficacité absolue.

Enfin, pour les mêmes raisons que dans le divorce par consentement mutuel, les enfants trouveraient, plus que dans le divorce actuel, leur avantage dans le divorce par volonté unilatérale.

Le divorce par la volonté d'un seul répondrait donc à des nécessités morales et pratiques incontestables.

Mais pensez-vous, dira-t-on, que ces avantages compenseront le grave danger qu'il présente ?

Sans doute cette rupture du mariage par la volonté non motivée d'un seul des époux n'est pas la répudiation telle qu'elle était pratiquée dans l'antiquité ou telle qu'elle l'est encore dans les pays orientaux, « institution exécrationnable parce qu'elle constitue une infériorité, une inégalité de droits, un demi-escla-

(2) D^r TOULOUSE, *op. cit.*, p. 24.

vage pour la femme. » Sans doute « le divorce unilatéral est réciproque, il confère aux deux sexes des droits égaux. Ce n'est plus la subornation du faible au fort qu'il consacre, c'est le droit intangible, inaliénable, imprescriptible de la liberté humaine dont il est la plus haute affirmation » (1). Mais ce n'est là que l'apparence ; « en fait, c'est restaurer seulement au profit du plus fort et du moins scrupuleux l'ancien droit de répudiation » (2). « En fait, c'est la volonté du mari qui s'exercera souveraine et toujours meurtrira l'autre. Et pourquoi ? Ce n'est pas que la lassitude dans les affections soit le privilège du sexe masculin. C'est que cette lassitude venue, des deux côtés à la fois, l'homme est celui des deux êtres qui tiendra le moins à la vie commune et qui en aura le moins besoin. A égalité d'âge, il est plus jeune et plus prêt pour de nouvelles affections. Voilà la raison morale. Mais surtout il est presque toujours le plus riche, le seul détenteur de la fortune, l'être privilégié à qui les places dans l'Etat et les fonctions sont dévolues. La liberté reconquise, en outre du mariage séduisant qu'elle lui offre, c'est un accroissement de bien-être par un allègement de charges. Et la femme ? Que fera-t-elle, le lendemain, si elle n'a

(1) A. NAQUET, La loi du divorce, p. 271.

(2) A. LEROY-BEAULIEU, Réponse à l'enquête de la *Revue des revues* sur la question du divorce, 1^{er} mars 1903.

pas de ressources ? Quelles fonctions occupera-t-elle puisque l'homme les détient presque toutes ? La liberté sera pour elle la misère dans l'isolement. » (1)

Frappés par ces dangers, d'une part, et convaincus des avantages du divorce par la volonté d'un seul, d'autre part, certains ont opté pour une solution intermédiaire, — bien curieuse, tout au moins, — l'admission du divorce par volonté unilatérale non motivée, mais en faveur de la femme seulement (2).

Tout peut être soutenu. Et l'on trouverait certainement des arguments pour justifier une pareille solution. Voici quelques-uns que nous apercevons.

Tout d'abord, pourra-t-on dire, les abus à craindre de l'exercice du droit de répudiation remis aux mains du mari ne se produiraient pas si ce droit est exercé uniquement par la femme. En effet, malgré la réputation qui lui a été faite par l'homme, la femme n'est pas aussi volage que lui. « L'homme se lasse plus vite que la femme dans les relations amoureuses » (3). En outre, la femme est plus passive que son compagnon : elle tolère davantage les torts de son époux que lui ne tolère ceux de son

(1) René VIVIANI, Enquête de la *Revue des revues*, 1^{er} mars 1901.

(2) Paule BRANZAC, Le divorce (*La Fronde*, 23 novembre 1902).

— Em. FAGUET, La répudiation (*Revue Bleue*, 15 nov. 1902).

(3) Marguerite DURAND, directrice du journal *La Fronde*.

épouse ; en fait, ne voit-on pas qu'elle ne se résout à demander le divorce que lorsqu'elle a épuisé toutes ses facultés de douceur et de résignation ? Enfin elle n'a pas précisément à gagner au divorce, aussi bien matériellement que moralement, ni pour elle ni pour ses enfants auxquels, en général, elle est autrement attachée que le père. Lorsqu'elle en arrivera à user du droit de répudiation, il faut nécessairement en induire qu'elle a pour le faire les raisons les plus graves, et que tout espoir de réconciliation avec son mari est vain.

De plus le mariage met la femme dans un état de dépendance complète vis-à-vis de son mari. Celui-ci, pour peu qu'il veuille user des droits que lui confère la loi, peut faire de sa femme une véritable esclave. Ce n'est pas seulement dans les œuvres dramatiques, telle la belle et vigoureuse pièce de P. Hervieu : *Les Tenailles*, mais bien dans la vie que l'on peut voir l'autorité maritale se changer en un despotisme des plus odieux. « Ne fût-ce que par le choix du domicile, dont il dispose, le mari peut imposer à la femme une vie presque intolérable... Il dispose encore des moyens et du lieu d'éducation des enfants : autre instrument de pression, presque de chantage, sur la volonté d'une mère » (1). Que

(1) Marcel PRÉVOST, Le desserrage des tenailles (*Le Figaro*, 7 décembre 1902.)

dans ces conditions la porte de sortie du mariage soit plus entr'ouverte pour la femme que pour l'homme, ce n'est que justice.

Enfin, cette liberté plus grande en faveur de la femme ne serait pas quelque chose de nouveau dans le droit français ; elle serait conforme à la tradition. Dans l'ancien droit, en effet, la séparation de corps, seule acceptée comme solution aux conflits conjugaux, était admise beaucoup plus largement pour la femme que pour le mari. Celui-ci ne pouvait la demander que dans le cas d'adultère de la femme (1). Pour celle-ci, au contraire, les cas n'étaient pas déterminés ; elle pouvait donc demander la séparation de corps pour toute sorte de causes dont l'admission était laissée à l'arbitrage et à la prudence des juges (2). C'était de cette façon que la loi protégeait la femme contre la force brutale ou contre les abus de l'autorité du mari.

« J'estime que les femmes auront raison, tant que les conditions de la vie matérielle et des mœurs, soit dans le mariage, soit dans le divorce, leur seront défavorables, de réclamer que la loi stipule pour elles, et dans le mariage et dans le divorce, une protection spéciale, une inégalité en leur faveur. C'est un moyen de rétablir l'équilibre, et avec l'équi-

(1) POTHIER, Mariage, n° 525.

(2) POTHIER, *ibid.*, n° 508.

libre, l'équité. En d'autres termes, j'admets fort bien que les tenailles serrent plus étroitement le plus robuste des deux conjoints. » (1)

Sans doute, comme le dit si bien M. Marcel Prevost, tant que les conditions de la vie matérielle et des mœurs inférioriseront la femme, il sera équitable que la loi lui accorde aussi bien dans le mariage que dans le divorce certaines protections spéciales. C'est là une chose que l'on oublie souvent et que les auteurs des projets de réforme, ainsi que nous le verrons, semblent aussi avoir quelque peu oubliée. Mais de là à faire dépendre toujours en principe le sort du mariage de la seule volonté non motivée de la femme, c'est lui attribuer dans l'association conjugale une situation autrement prépondérante et un privilège autrement exorbitant que ceux qui constituent cette autorité maritale à laquelle on cherche aujourd'hui à la soustraire de plus en plus.

Il ne semble pas d'ailleurs que l'opinion publique soit précisément disposée à accepter une telle réforme, et nous doutons qu'une assemblée législative composée d'hommes — fussent-ils tous d'ardents féministes — vote une pareille disposition. Aussi quoique sérieusement proposée — et sans aucune raison de galanterie — par des personnalités en vue,

(1) Marcel PREVOST, article cité.

cette idée, nous semble-t-il, peut à la rigueur faire le sujet d'un divertissant vaudeville, mais elle a peu de chance de faire l'objet d'un projet de loi.

S'il faut admettre le divorce par la volonté non motivée d'un seul, c'est un droit qu'il faut accorder aux deux sexes. Toutes les épouses ne sont pas d'intéressantes victimes et tous les maris ne sont pas d'odieux satrapes.

Mais nous croyons, pour notre part, qu'il serait prudent de ne pas l'admettre actuellement.

Nous avons tenu à établir combien juste et logique en est le principe ; nous avons fait ressortir les avantages positifs qu'il présente. Mais nous ne pouvons perdre de vue le désastreux effet, si bien signalé par M. René Viviani, qu'il pourrait avoir actuellement pour la femme. Sans doute, et nous l'avons souvent répété au cours de notre travail, la loi n'a pas l'influence qu'on veut bien lui prêter : ce ne sont pas ses restrictions qui font les bons ménages et ce ne sont pas ses libertés qui créent les mauvais. Toutefois ici la loi serait d'une largeur telle que, même dans la mesure tout à fait restreinte où les lois exercent une action sur les mœurs, il pourrait en résulter un danger des plus graves pour celui des deux conjoints qui, au point de vue économique et social, se trouve actuellement dans une condition tout à fait inférieure, c'est-à-dire pour la femme.

Que dans un avenir plus ou moins rapproché celle-ci, égale en droits avec l'homme et soutenue

par le développement des institutions de solidarité et d'assistance sociales, n'ait plus à redouter les conséquences de sa répudiation par le mari, et nous ne verrons aucun inconvénient à admettre le divorce par volonté unilatérale sans allégation de motifs.

Il est certain que son absence dans la loi entraîne des inconvénients douloureux et constitue une atteinte à la liberté individuelle. Mais ce sont là des nécessités imposées par les conditions de la société actuelle.

L'augmentation dans le nombre des motifs de dissolution du lien conjugal, l'introduction dans la loi de cette disposition qui permet de prononcer le divorce pour toute cause de nature à atteindre profondément le lien conjugal, enfin le divorce par consentement mutuel, nous semblent le maximum de liberté que comporte notre état économique et social.

IV. — LES PROJETS DE RÉFORME ET LES ARTICLES

244, 295, 298 ET 310 DU CODE CIVIL

Les projets de réforme portent abrogation des articles 244, 295, 298 et modification de l'article 310 du Code civil.

L'article 244 est relatif à la réconciliation. « L'action en divorce, dit-il, s'éteint par la réconciliation survenue soit depuis les faits allégués dans la

demande, soit depuis cette demande. » Cette réconciliation, ou pour être plus exact cette renonciation, peut être expresse ou tacite, c'est-à-dire résulter d'un fait qui implique de la part du demandeur l'intention de renoncer au droit de demander le divorce.

Mais quels sont les faits qui impliquent cette intention ? C'est là une question laissée à l'appréciation des tribunaux. C'est l'appréciation de ces faits qui a donné lieu, surtout dans les premiers temps d'application de la loi, aux abus les plus criants et les plus ridiculement invraisemblables. Il suffit à un plaideur déloyal d'opposer habilement le fait le plus insignifiant pour faire débouter son adversaire (1). Mais le fait par l'une des parties de poursuivre l'instance ne prouve-t-elle pas surabondamment, contre toutes les allégations de la partie adverse, qu'il ne saurait être question de réconciliation ? Ainsi que le proposent les frères Margueritte, et ainsi que l'indique le bon sens le plus élémentaire, une seule certitude de réconciliation doit être dorénavant admise : c'est le *désistement* des parties, la cessation

(1) Ainsi le mari ou la femme qui a intérêt à repousser le divorce, par un guet-apens des plus simples et des plus perfides, simule une rencontre avec son conjoint. Des témoins appostés à cet effet viennent attester l'exactitude du fait. Le divorce est rejeté.

simultanée de l'instance. La disposition de l'art. 244 doit donc disparaître.

L'article 295 est celui qui interdit aux époux divorcés de se réunir si l'un ou l'autre a, postérieurement au divorce, contracté un nouveau mariage suivi d'un second divorce. La pensée qui a inspiré cet article est la suivante : l'individu qui a divorcé deux fois est devenu suspect et il est à craindre que son troisième mariage ne soit pas plus solide que les deux premiers. Le cas prévu par l'article 295 est excessivement rare. On peut dire qu'il ne se présente presque jamais en pratique. Les frères Margueritte maintiennent dans leur projet (article 42) la prohibition de l'article 295. M. Naquet propose sa suppression. Pour notre part nous pensons que rien ne justifie la prohibition édictée par cet article et nous estimons qu'il serait bon de la faire disparaître.

L'article 298 a déjà été abrogé sur la proposition de MM. Barthou, Millerand, Caillaux et Poincaré, votée par la Chambre le 3 juillet 1903 et par le Sénat le 13 décembre 1904 (1). Cet article est celui qui interdisait à l'époux coupable d'adultère d'épouser son complice. C'était une prohibition profondément regrettable, puisqu'elle mettait obstacle à la seule réparation possible de la faute. « La possibilité de

(1) D'ailleurs dans beaucoup de tribunaux la jurisprudence et la pratique judiciaire avaient déjà supprimé en fait cet article.

la réparation, qui, d'une part, pourra peut-être faire succomber quelques femmes, assagira, d'autre part, un si grand nombre d'hommes, que, tout compte fait, la morale ne pourra que gagner au nouvel ordre de choses, qui aura du moins le mérite d'être plus rationnel que l'ancien. » (1)

Enfin les projets de réforme modifient l'article 310 du Code civil : au lieu d'être facultative pour le juge, la conversion de la séparation de corps en divorce sera obligatoire. Au bout de trois ans la séparation de corps sera de *droit* convertie en divorce, à la requête de l'une ou de l'autre partie. Nous avons vu que cette réforme est à peu près réalisée dans la jurisprudence. Il est souhaitable qu'elle le soit complètement dans la loi.

V. — LES PROJETS DE RÉFORME ET LA PROCÉDURE DU DIVORCE

Dans le projet des frères Margueritte, la procédure du divorce pour causes déterminées ou indéterminées par la loi, mais établies par les parties, est simplifiée, les délais sont abrégés, la publicité est supprimée. On ne saurait qu'approuver de pareilles dispositions.

(1) L. BARTHOÛ, Le Rajeunissement du divorce (*Le Matin*, 2 janvier 1903).

Le même projet enlève aux tribunaux ordinaires la connaissance des causes du divorce, tout au moins en ce qui concerne la rupture du lien conjugal et le sort des enfants, pour la confier à un tribunal arbitral composé de trois personnes. Ces personnes ne seraient point des parents (1), trop portés à compliquer, irriter le démêlé. Chaque époux choisirait son mandataire (personnes mariées ou l'ayant été).

Les deux arbitres en éliraient un troisième, désigné par le maire en cas de mésentente.

L'idée des frères Margueritte est intéressante, mais nous pensons qu'il serait bon que le tribunal arbitral ne se privât point des conseils et de l'expérience d'un magistrat. Aussi proposons-nous de faire présider ce tribunal arbitral par le président du tribunal civil ou par le juge qui en fait fonctions.

Les tribunaux ordinaires resteraient toujours compétents pour tout ce qui est liquidation du régime des biens. Ils le seraient aussi, même en ce qui concerne la dissolution du lien conjugal, pour les affaires en appel : cet appel serait porté devant la Cour, mais les débats auraient lieu en chambre du conseil.

(1) La loi de 1792 instituait une assemblée de famille, composée de six membres.

APPENDICE. — LES OBJECTIONS OPPOSÉES
A L'ÉLARGISSEMENT DU DIVORCE

Reste à examiner certaines objections opposées à l'élargissement même du divorce.

L'extension des causes déterminées, l'admission des causes indéterminées, la simplification de la procédure, mais surtout le divorce par consentement mutuel élèveront, dit-on, le taux des divorces et favoriseront les ruptures capricieuses. L'irritation la plus passagère, les heurts inévitables qui se produisent à certains moments dans les ménages, même les plus unis, amèneront alors la dissolution du mariage.

Emettre une telle appréhension, c'est — encore une fois — oublier que c'est bien moins à la loi qu'à des facteurs naturels qu'est dû le maintien de l'union conjugale : « l'amitié qui accompagne l'amour et qui lui survit ; le doux et profond souvenir qui, après une aurore d'amour, reste pour toute la vie et dispose à la reconnaissance pour l'être qu'on a aimé et nous porte également à nous attacher à lui ; le lien d'une part commune dans l'existence des enfants » ; le souvenir et la communauté continue des joies et surtout des souffrances ; l'habitude enfin : voilà les éléments qui, abstraction faite de l'amour lui-même, qui tôt ou tard fatalement vient à disparaître, cimentent puissamment l'union conjugale.

Ce n'est donc que lorsque l'action bienfaisante de ces éléments ou même de quelques-uns d'entre eux sera anéantie par une aversion réelle, par une répugnance invincible réciproques, que le mariage viendra à se rompre. Personne ne contestera que dans ces conditions le maintien du mariage imposé par la loi — si même il était toujours possible en fait — serait absolument intolérable et dégradant pour les deux conjoints, et par conséquent inadmissible.

L'élargissement du divorce, dans les limites que nous avons fixées, ne peut ni augmenter ni favoriser les ruptures conjugales. Tout au plus permettra-t-il d'enregistrer celles de ces ruptures qui, sans les libertés et les facilités nouvelles, n'auraient pas été peut-être mises à jour.

Au surplus, pour prévenir le danger — beaucoup plus imaginaire que réel — des ruptures capricieuses, les projets de réforme soumettent l'action de la volonté des parties à des délais, à des temps d'épreuve ; ils entourent la liberté qu'ils accordent de précautions telles que la manifestation de la volonté de divorcer sera la preuve d'une incompatibilité d'humeur et de caractère irrémédiable ou de l'existence de quelque grief secret des plus graves, dans l'un ou l'autre cas, l'effet d'une volonté consciente et persévérante. Dans le cas de divorce par consentement mutuel, les projets de réforme exigent, en effet, trois fois dans l'espace de six mois

au moins ou d'un an au plus (1) le renouvellement de la volonté commune de divorcer et la comparution personnelle des parties devant le tribunal arbitral ou le président du tribunal civil, suivant les projets. Ce n'est qu'à ces conditions que le divorce sera enregistré.

Quant à affirmer que le divorce par consentement mutuel réduit le mariage à l'union libre, ceux qui le prétendent ne semblent pas avoir une notion bien exacte de ce qu'est l'union libre. Ce que l'on appelle ainsi, c'est l'union qui se forme et se dissout en dehors de toute consécration légale. Tel n'est pas le cas du mariage qui se rompt par consentement mutuel. Dans ce mariage la loi intervient aussi bien à sa formation qu'à sa dissolution.

On ne saurait trop combattre aujourd'hui l'union libre, quoiqu'elle représente une conception morale bien supérieure, selon nous, à celle du mariage légal, non seulement parce que les mœurs y attachent une infériorité dont les premiers à souf-

(1) « Quant aux délais que nous fixons, celui de *six* mois au moins, d'un *an* au plus pour l'enregistrement du divorce par *consentement mutuel*, nous ne pensons point qu'il y ait là matière à objection sérieuse. Un an semble un intervalle rationnel, et, d'autre part, dans certains cas d'évidente nécessité, six mois pourraient être, aux yeux du tribunal arbitral, suffisants. » (P. et V. MARGUERITE, Exposé des motifs de leur proposition de loi dans *L'élargissement du divorce*, p. 18.)

frir, souvent cruellement, sont la femme et les enfants, mais encore parce qu'elle ne leur assure pas de garantie au cas d'abandon par l'homme, bien plus, parce qu'elle les dépouille à peu près de tous les droits qui leur sont reconnus par les lois. Et c'est ce qui distinguera toujours, malgré la confusion qu'on veut en faire, l'union libre du mariage légal, quelque illimitée que soit la liberté qu'on introduise dans celui-ci.

Enfin on invoque contre l'élargissement du divorce l'intérêt de l'enfant.

A vrai dire on ne s'explique guère une pareille objection, car le sort de l'enfant est incontestablement amélioré dans le divorce tel qu'il est élargi et assaini par les projets de réforme. Nous avons vu, en effet, que le divorce, tel qu'il est organisé par les projets de réforme, épargne davantage l'enfant au point de vue moral et peut l'avantager sérieusement au point de vue matériel.

L'objection fondée sur l'intérêt de l'enfant s'attaque donc plutôt au principe même du divorce. Elle a été maintes fois réfutée par des considérations tirées des faits, de la vie elle-même. C'est pourquoi sur ce point nous bornerons-nous à quelques observations.

Nous disons tout d'abord que s'il était même prouvé que le divorce, c'est-à-dire la constatation légale d'un état de fait, aggrave inmanquablement

dans quelque mesure la situation de l'enfant (1), ce ne serait pas une raison suffisante pour le rejeter, puisque cette faible aggravation serait la condition indispensable de la part de bonheur à laquelle les parents ont raisonnablement droit.

Ce n'est pas là vouloir méconnaître les devoirs de la paternité et de la maternité. Est bien misérable celui qui les oublie, bien misérable certes celui qui n'a pas conscience de la responsabilité grave qu'assument l'homme et la femme en appelant au monde une vie nouvelle, et des obligations sacrées que cette responsabilité impose. Nous considérons le sentiment de la responsabilité paternelle ou maternelle et des devoirs qui en découlent comme la pierre de touche par excellence et la mesure de la moralité d'un individu. Mais de là à affirmer, avec un brillant écrivain (2), que l'enfant a tous les droits

(1) Nul ne conteste, en effet, que le sort des enfants d'époux qui se séparent ne soit déplorablement triste. Mais, faut-il encore le répéter, ce n'est pas le divorce qui leur crée ce sort, c'est le conflit entre époux, c'est la désorganisation de la société conjugale que le divorce ne fait que constater. C'est à la condition seulement de prouver que le divorce par lui-même aggrave ce sort que l'on pourrait logiquement combattre cette institution au nom de l'intérêt de l'enfant.

(2) « Je ne suis pas absolument de l'avis des frères Margueritte qui ne me paraissent pas tenir de l'enfant tout le compte qu'il faudrait ; l'enfant n'est pas intervenu dans le contrat primitif, et pour cause, mais il a tous les droits : les parents n'ont autre

et que les parents n'ont autre chose que des devoirs, c'est une thèse excessive.

Les droits de l'enfant sont incontestables, mais ceux des parents ne le sont pas moins. Les droits du premier n'anéantissent pas ceux des seconds; ils les limitent simplement, comme nécessairement sont limités dans tout ordre, qu'il soit familial, politique ou social, par le fait même de leur coexistence, les droits de chaque individu. Il s'agit donc seulement de déterminer cette limitation.

Les époux, dit le Code, et la raison avec lui, contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir, élever leurs enfants (art. 203). Le droit à la nourriture, le droit à l'entretien, le droit à l'éducation, tels sont les droits de l'enfant à l'encontre des parents, autrement dit les devoirs des parents envers leurs enfants. La société, et par conséquent la loi, ont le droit absolu d'exiger des parents l'accomplissement de ces devoirs, jusqu'au jour où les enfants sont en état de pouvoir vivre par eux-mêmes. Mais une fois que la société s'est assurée que ces devoirs seront accomplis, le

chose que les devoirs. » (Laurent TAILHADE, Réponse à l'enquête de la *Revue* sur la question du divorce. La *Revue* (ancienne *Revue des revues*, 1^{er} mars 1903.)

Nous sommes surpris que le farouche individualiste qu'est M. Laurent TAILHADE ait oublié que dans toutes les langues du monde l'homme qui n'a que des devoirs s'appelle un esclave,

droit des parents au bonheur, à la vie, subsiste sous cette restriction.

« Si les obligations de la parenté sont grandes, ce que je ne nie pas, dit excellement M. L. Richer, vous n'avez à vous préoccuper que d'une chose : la manière dont je les remplirai.

» Pourvu que je ne déserte pas la tâche qui m'incombe, le droit que je possède, et que vous ne pouvez me contester, de disposer de mes affections, de ma personne, reste entier. Il ne faut pas, sous prétexte du droit de l'enfant, annuler le droit du père, fouler aux pieds celui de la mère. Un droit en vaut un autre. Et, si l'enfant est garanti, la société n'a rien à demander de plus.

» Nous nous devons à nos enfants, mais nous nous devons aussi à nous-mêmes. Sauvegarder ces deux droits, voilà tout le problème. » (1)

Et remarquons-le, ce que nous réclamons en réalité en faveur des parents, c'est moins le plus souvent le droit au bonheur, qui est le droit naturel de tout être humain, que le droit de se soustraire au malheur, c'est-à-dire à cette vie de dissentiments, de discorde et de haine qui fait parfois du foyer conjugal un véritable enfer.

(1) LÉON RICHER, *Le divorce*.

Nous verrons si ces droits de l'enfant sont garantis dans les projets de réforme du divorce. A notre avis ils ne le sont pas suffisamment.

Mais, faisant complètement abstraction des droits des parents et nous plaçant au point de vue exclusif des enfants, acceptons momentanément la conception d'après laquelle le mariage n'étant qu'« un moyen au service de la race », c'est dans « la procréation et l'éducation des enfants » que se trouve sa seule raison d'être (1). Ici encore force nous est de recon-

(1) G. FONSEGRIVE, *Mariage et union libre*, p. 319.

L'enfant, voilà le suprême argument par lequel M. FONSEGRIVE, non seulement combat tout élargissement du divorce, mais prétend même justifier l'indissolubilité absolue du mariage. C'est l'argument qui revient presque à chaque page de son intéressant livre.

L'enfant est certainement un grand et noble but dans le mariage, mais il n'est pas, ainsi que le soutient l'auteur de *Mariage et union libre*, la seule raison d'être de l'union conjugale. L'enfant est un but qui ne se réalise pas toujours ou qui après sa réalisation peut venir à disparaître. Et cependant dans ces cas il serait inexact de dire que le mariage n'a pas eu de raison d'être. Le mariage est déjà par lui-même un but. Il apporte à l'individu une plus grande intensité de vie, il favorise l'épanouissement de toutes ses facultés, de toutes ses forces latentes ; il élève donc la personnalité humaine et accroît, par conséquent, sa valeur sociale. Il est « l'union de deux individualités incomplètes en un individu d'espèce plus élevée formant un tout ».

Le mariage est en outre une association d'aide et d'assistance mutuelles, la plus complète et la plus efficace, parce que la plus naturelle et la plus intime. C'est là encore un but très important du mariage, le seul ou à peu près des unions entre gens qui n'espèrent plus avoir d'enfants.

D'autre part, que deviennent les parents dans la conception qui fait de l'enfant le seul but du mariage ? De simples instru-

naître que le divorce est pleinement justifié par ce but. S'agit-il, en effet, de la procréation même des enfants ? Il est plus qu'évident qu'elle est favorisée par l'accord des deux conjoints et qu'elle est contrariée par leurs dissensions. Ainsi, d'après une observation faite par le docteur Toulouse si « on compare le nombre des enfants existants au moment du divorce prononcé entre la cinquième et la neuvième année, — c'est-à-dire dans la période matrimoniale la plus critique (1), — au nombre des

ments, « un moyen au service de la race ». Or nous ne pouvons admettre qu'un être humain, parce qu'il se marie, devienne un moyen. Homme ou femme, marié ou célibataire, père ou fils, quels que soient son sexe, son état ou sa qualité, l'être humain ne peut être considéré que comme une fin, jamais comme un moyen.

(2) C'est, en effet, entre la 5^e et la 10^e année du mariage que le divorce est le plus fréquent, ainsi que le montre le tableau suivant :

TABLEAU XVI

DURÉE DU MARIAGE	DIVORCES				SÉPARATIONS DE CORPS			
	1900		1901		1900		1901	
	Nomb. réels	Nomb. propor. sur 100	Nomb. réels	Nomb. propor. sur 100	Nomb. réels	Nomb. propor. sur 100	Nomb. réels	Nomb. propor. sur 100
Moins d'un an	436	5	437	4	106	4	107	4
1 à 5 ans..	2903	32	3398	33	817	28	832	28
5 à 10 ans..	3336	37	3900	33	1022	34	1005	34
10 à 20 ans..	1807	20	1893	19	703	24	750	25
20 à 30 ans..	464	5	491	5	230	8	217	7
30 à 40 ans..	88	1	93	1	75	2	64	2
Plus de 40 ans	13	»	7	»	9	»	9	»
Durée incon.	242		300		30		34	

enfants vivants dans les familles recensées aux époques correspondantes, on remarque qu'il y en a six à sept fois moins dans les ménages en voie de dissolution. » Et en admettant même que l'indissolubilité du mariage imposée par la loi assure en fait l'accomplissement de la fonction physiologique du mariage, ce qui le plus souvent est impossible d'abord et toujours profondément immoral ensuite, cette contrainte va à l'encontre du but poursuivi, car l'enfant né dans de pareilles conditions ne peut être qu'un produit mauvais. L'amour, en effet, est « le grand régulateur de la vie de l'espèce, la force qui pousse au perfectionnement de cette espèce et cherche à empêcher sa ruine physique... L'instinct de la reproduction est en soi aveugle et a besoin d'un guide sûr, l'amour, pour atteindre son but naturel, qui est à la fois la conservation et l'amélioration de l'espèce. » (1)

S'agit-il maintenant de l'éducation de l'enfant ? Que peut être cette éducation dans un ménage désuni où père et mère vivent chacun de leur côté, ou ne s'approchent que pour se maudire ? De quel pernicieux effet est pour les enfants le spectacle souvent de tous les jours, parfois de tous les instants, des querelles conjugales. « Mais c'est surtout pour eux, écrit au Dr Toulouse une correspondante, que le

(1) MAX NORDAU, Les mensonges conventionnels, p. 269.

divorce est nécessaire, car tout vaut mieux, pour leur jeune vue, que la vie des dissentiments et des haines intestines. Croyez-en, Monsieur, une vieille grand'mère, c'est aux ménages désunis que nous devons tant de jeunes vieux, dont le pessimisme et la sécheresse nous étonnent, nous autres, les déjà vieux ! » (1)

Et, abstraction faite du point de vue éducatif, l'enfant ne souffre-t-il pas cruellement dans son âme de ces tristes situations ?

« Il faut savoir, disent les frères Margueritte, il faut avoir vu ce que deviennent les enfants dans un ménage en discorde. Il faut avoir vu leurs pauvres yeux d'angoisse, leurs lèvres serrées qui tremblent, leur pâleur, et cette façon de se terrorer, de se faire tout petits, pour comprendre que, lorsqu'on invoque leur intérêt, on ment. Quand il y a dans un ménage quelque chose de pourri, ne vous demandez pas qui le premier est atteint par la petite tache sinistre, c'est l'enfant, toujours l'enfant. C'est pour lui que nous réclamons le divorce silencieux et rapide. Prolonger sous ses yeux la lutte exécrable de deux êtres dont il ne devrait recevoir que des leçons d'intelligence et de dignité, c'est pis qu'une insanité, c'est un crime ! » (2)

(1) D^r TOULOUSE, *op. cit.*, p. 22.

(2) P. et V. MARGUERITTE, Mariage et divorce, *Revue des revues*, 1^{er} décembre 1900.

Et nous n'envisageons pas les cas d'indignité éclatante et scandaleuse de la mère ou de vices notoires du père dans lesquels il est de l'intérêt, non seulement moral, mais parfois même physique, de l'enfant que le divorce soit prononcé.

Ce n'est donc que par une vue incomplète et superficielle des choses que l'on peut combattre le divorce en invoquant l'intérêt de l'enfant.

Enfin admettons cette thèse déraisonnable et injuste que la société, dans le plus grand intérêt des enfants, soit en droit d'exiger des parents le sacrifice absolu de leur bonheur, l'anéantissement complet de leur personne; admettons que l'intérêt bien compris des enfants exige réellement et toujours la continuation, malgré tout, de la vie commune des parents, reste à savoir s'il suffit à la société de décréter ce sacrifice dans la loi pour l'obtenir en fait. Or il n'y a qu'à observer la vie courante pour se convaincre que la loi est impuissante à obtenir ce sacrifice qui n'est vraiment efficace que s'il est librement accepté. Qu'arrive-t-il, en effet, quand la loi empêche les époux de divorcer? C'est que ceux-ci, lorsque le désaccord a atteint une acuité telle que la vie commune est devenue impossible, recourent à la séparation de corps légale ou de fait, suivie presque toujours de concubinage. Dira-t-on que le sort fait aux enfants est alors préférable à celui qui résulte du divorce suivi du remariage légal des parents? C'est manifestement insoutenable.

En réalité, toute discussion touchant l'intérêt de l'enfant aboutit fatalement à cette question : étant donné que l'amour le plus fervent que père et mère peuvent avoir pour leurs enfants n'est pas toujours capable d'écarter l'aversion, l'inimitié, le mépris, la haine irréconciliables qui séparent d'esprit et de corps deux conjoints, faut-il que la loi accorde simplement de relâcher le lien conjugal en dispensant les époux de l'obligation d'habiter ensemble ou, adoptant une solution radicale, permette le divorce ? Nous croyons avoir fait ressortir que le divorce est à tous égards un meilleur remède (1).

(1) Il faut relire la belle page d'Alfred Naquet, citée par les frères Margueritte dans leur intéressant et vigoureux article « Mariage et Divorce » (*Revue des revues*, 1^{er} décembre 1900) : « Il existe dans la société française une classe de parias, à qui la famille est interdite, qui n'ont pas droit au foyer domestique, à l'amour, aux joies de la paternité ou de la maternité. Ce sont les séparés de corps. A ceux-là la loi dit : Tu as un cœur qui veut aimer et vivre ; tu te sens capable d'élever des enfants et d'en faire des citoyens utiles. Je te le défends. Tu n'aimeras pas, tu n'auras pas d'enfants, tu dessécheras ton cœur dans l'isolement et la solitude ; quand la vieillesse arrivera, tu seras soigné par des mercenaires et tu mourras en maudissant cette société marâtre qui t'a voué à l'égoïsme et à la souffrance, toi qui ne demandais qu'à te dévouer et à aimer... Là où l'on aurait pu avoir deux ménages légaux, honorés, acceptés par la société ; deux ménages qui auraient profité au développement social par les enfants qu'ils auraient mis au monde, on a deux ménages clandestins que leur situation clandestine rend stériles, ou deux faux ménages avoués dont les enfants ne sont pas seulement des enfants naturels, mais des enfants adultérins, déchus de tout droit en naissant et qu'on enregistre sous cette rubrique : né de père et mère inconnus. »

CHAPITRE II

Les conséquences de l'élargissement du divorce

Dans le mariage, l'indépendance économique et juridique, l'homme se l'est toujours plus qu'assurée; mais pour la femme cette indépendance n'est pas encore réalisée.

La femme française, qui dans la vie civile a la même condition et les mêmes droits que l'homme, se trouve placée par le mariage dans une situation tout à fait inférieure; elle est alors frappée d'une véritable incapacité qui commence et finit avec le mariage. C'est là un trait des plus caractéristiques de la législation française. Nous avons vu en outre que l'incapacité de la femme mariée était particulièrement aggravée dans le régime de communauté qui, par son privilège de régime légal, se trouve être par là même celui de l'immense majorité des ménages français. Cet état de choses est en opposition absolue avec l'institution du divorce. L'autonomie économique et juridique de la femme est, en effet, la

condition et le corollaire de la liberté individuelle que représente le principe même du divorce.

Que la situation inférieure faite à la femme dans le mariage ait été acceptée et même accentuée par les rédacteurs du Code civil de 1804, qui cependant ont admis le divorce, — bien à contre-cœur, il est vrai, et dans des limites tout à fait restreintes, — cela n'est pas fait pour nous surprendre outre mesure. Ainsi qu'on l'a souvent remarqué et ainsi que l'attestent plus d'une disposition du Code civil lui-même, « l'esprit qui a présidé à la rédaction des lois du Consulat et de l'Empire n'était plus l'esprit de liberté qui avait animé d'une ardeur si généreuse les premières années de la Révolution. Une nouvelle conception du droit, basée sur une admiration excessive du droit romain, et provoquée par des tendances politiques alors nettement accusées a introduit dans la loi civile le principe d'autorité, et l'a poussé jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes. » Mais, par contre, que cette infériorité de la femme dans le mariage n'ait pas été au moins atténuée par le législateur qui a rétabli le divorce en 1884, voilà un défaut de logique, une contradiction regrettable qui est singulièrement surprenante.

Cette relation entre le divorce et la condition de la femme mariée avait été nettement aperçue, par le premier projet de Code civil rédigé par Cambacérès, à la demande de la Convention. Ce projet avait aboli la puissance maritale et reconnu, en

conséquence, à la femme mariée l'entière capacité de contracter sans l'autorisation de son mari ou de justice. Il admettait encore, il est vrai, la communauté comme régime légal, mais il consacrait formellement le principe d'égalité dans l'administration des biens. « Les époux ont ou exercent un droit égal pour l'administration de leurs biens. » Tout acte emportant vente, engagement, obligation ou hypothèque sur les biens de l'un ou de l'autre n'est pas valable s'il est consenti par l'un ou par l'autre des époux. Les actes ayant pour objet de conserver les droits communs ou individuels des époux peuvent être faits séparément par chacun d'eux » (1). Les dispositions de ce projet concernant la capacité de la femme mariée et son initiative dans l'administration des biens communs étaient donc en harmonie avec le droit très large au divorce telle que l'avait organisé la loi du 20 septembre 1792. Rationnellement, en effet, à une loi instituant ou élargissant le divorce doit correspondre nécessairement une législation libérale qui reconnaisse à la femme une capacité, sinon complète, du moins très large et une initiative égale, ou à peu près, à celle du mari dans la gestion de leurs intérêts respectifs.

Ces idées découlent l'une de l'autre : « Si le principe de l'égalité des sexes et le principe de la liberté

(1) Premier projet de Code. Livre I, tit. III, art. 11, 12 et 13.

individuelle, observe très justement M. Depinay (1), sont sincèrement reconnus comme la clef de voûte du droit matrimonial et familial, ils entraînent comme conséquence à la fois la suppression de la puissance maritale, et l'établissement du régime légal de la séparation des biens ou de tout autre régime analogue ; mais la législation basée sur le principe général d'autorité conduit infailliblement à l'incapacité de la femme et à la main-mise du mari à la fois sur le patrimoine commun et sur la fortune personnelle de l'épouse. »

Cette relation qui se justifie rationnellement est confirmée par l'examen des législations comparées. Dans les pays, en effet, où le divorce est facilité, la loi a étendu la capacité de la femme mariée, et a admis un régime légal lui assurant son autonomie dans l'administration de sa fortune personnelle et sa participation à la gestion des biens communs.

Ainsi en Allemagne, d'après le nouveau Code civil, le droit au divorce est plus large qu'en France. En dehors des causes déterminées (adultère, attentat à la vie, abandon malicieux, aliénation mentale incurable), la dissolution du lien conjugal peut être obtenue d'une façon générale par chacun des époux pour « violation grave des devoirs du mariage ou

(1) J. DEPINAY, Le divorce. Conséquences des modifications projetées, p. 22 ; brochure, Paris 1903.

pour conduite déshonorante et immorale, ayant causé un trouble si profond dans les relations entre les époux que la continuation du mariage ne semble plus possible » (art. 1568). D'autre part, et comme conséquence, le nouveau C. c. allemand a réglé d'une façon très libérale (1) la condition civile de la femme mariée. Un article du Code mentionne spécialement pour la femme « le droit et le devoir de diriger le ménage commun » ; « elle est obligée au travail dans la tenue du ménage et dans les affaires du mari, lorsque ce travail est d'usage d'après la situation des époux. » La femme « a le droit, dans la sphère de sa maison, de prendre soin des affaires du mari à sa place et de le représenter, et les actes juridiques qu'elle fait dans cette sphère valent comme s'ils étaient accomplis par le mari, à moins que les circonstances n'indiquent le contraire ; le mari peut restreindre la capacité de la femme quant à la gestion du ménage, sauf appel au tribunal de tutelle. » Le nouveau Code civil a rejeté la communauté, même réduite aux acquêts, pour adopter, comme régime légal, une combinaison de la séparation des biens et du régime exclusif de communauté. D'après ce régime, les biens de la femme se divisent en biens apportés et biens réservés ; les pre-

(1) La cause des femmes a été ardemment défendue lors de la discussion des projets, surtout par Bebel.

miers sont soumis à l'administration et à la jouissance du mari, les autres sont laissés à la disposition de la femme. Sont notamment biens réservés : le mobilier, le linge, les ustensiles de travail, les gains et salaires de la femme. La femme a le droit le plus absolu de s'obliger sur ces biens et d'en disposer. Les autres biens sont apportés au mari pour subvenir aux besoins du ménage ; mais celui-ci ne peut les dissiper, il n'en a que la jouissance. La femme ne peut en disposer sans l'autorisation du mari, mais elle peut s'obliger sans cette autorisation.

La condition de la femme mariée allemande est donc en parfait accord avec la législation du divorce.

La Suisse est actuellement en Europe le pays qui admet le plus largement le divorce. Les causes prévues par la loi sont : l'adultère, les attentats à la vie, sévices ou injures graves, la condamnation à une peine infamante, l'abandon malicieux et l'aliénation mentale (article 46 Loi fédérale du 24 décembre 1874). Le divorce peut être en outre demandé par les deux époux, lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que la continuation de la vie commune est incompatible avec la nature du mariage (article 45), et même sur la demande de l'un d'eux, s'il résulte des circonstances que le lien conjugal est profondément atteint (article 47). La condition civile faite à la femme mariée est toutefois moins libérale que la législation du divorce ; c'est à peu près celle du droit

français. Cependant dans certains cantons la femme a droit au produit de son travail (Genève, Neuchâtel, etc...). En outre le régime légal tient compte davantage des droits de la femme. C'est le régime de la communauté réduite aux acquêts dans les cantons de Neuchâtel, du Valais, de Schaffouse et des Grisons; dans les autres, c'est le régime de l'union des biens (régime exclusif de communauté) ou le régime dotal.

Le projet de Code civil suisse, qui maintient la législation actuelle du divorce en précisant les formules un peu vagues des art. 45 et 47 de la Loi fédérale de 1874, consacre la capacité civile de la femme mariée, sauf quelques limitations nécessitées par les intérêts de l'union conjugale, et étend l'action de l'épouse dans la gestion des affaires du ménage. La femme dirige le ménage, dit en termes exprès l'art. 168. L'art. 170 établit que la « femme représente l'union conjugale à côté du mari, pour les besoins courants du ménage. » Quel que soit le régime matrimonial, la femme est capable d'ester en justice (art. 176) et a le droit d'exercer une profession ou une industrie; le mari peut néanmoins lui refuser ce droit s'il devait en résulter préjudice ou péril pour l'union conjugale (art. 174). En cas d'opposition du mari, un recours au juge est réservé à la femme. Le régime légal est l'union des biens (art. 187), c'est-à-dire que les deux fortunes restent séparées, mais le mari en a l'administration. Cette administration ne comporte que des actes de gestion ordinaire. Le

mari ne peut, en dehors des actes de simple administration, disposer sans le consentement de la femme des apports dont il n'est pas le propriétaire (art. 217). Il est tenu, à la requête de la femme, de la renseigner en tout temps sur l'état des biens qu'il administre pour elle (art. 220). D'ailleurs, seuls les *biens matrimoniaux* entrent dans l'union. Sont matrimoniaux les biens que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage et ceux qu'ils acquièrent par la suite, à titre de succession ou autrement (art. 209). La femme exerce les pouvoirs d'administration dans la mesure où elle a qualité de représenter l'union conjugale (art. 215) et elle peut dans cette mesure disposer librement des biens matrimoniaux (art. 218). Les *biens réservés* sont exclus de l'union. Sont biens réservés de par la loi : les effets personnels à l'usage exclusif d'un des époux ; les biens de la femme qui servent à l'exercice de sa profession ou de son industrie ; le produit de son travail (art. 198). Les biens réservés sont soumis aux règles de la séparation des biens, c'est-à-dire que chacun des époux en conserve l'administration, la disposition et la jouissance.

La condition libérale faite à la femme suisse dans le mariage, d'après le futur Code civil, sera donc en harmonie avec la législation large du divorce (1).

(1) Toutefois, les dispositions relatives au divorce et au régime légal dans le mariage du futur Code civil suisse ont

En Suède, les causes de divorce admises par la loi sont nombreuses (adultère ; désertion malicieuse ; impuissance ou stérilité absolue ; maladie contagieuse et incurable, à la condition, dans ces deux derniers cas, que la personne infirme ou malade ait dissimulé son état et induit frauduleusement l'autre conjoint au mariage ; condamnation à une peine privative de la liberté et perpétuelle ; attentat à la vie du conjoint ; démence durant depuis trois ans et déclarée incurable). La loi suédoise reconnaît à la femme mariée sa pleine capacité personnelle. Le mari est le représentant légal de sa femme, sauf quant aux biens soustraits à son administration, parce que c'est la femme elle-même qui en est investie. Le régime légal est la communauté ; le mari en a l'administration, mais ses pouvoirs sont limités. La femme a droit sur le produit de son travail.

soulevé, dans les milieux libéraux, de sérieuses critiques et d'assez vives protestations.

En ce qui concerne le divorce, on réclame son admission par consentement mutuel qui existait dans certains cantons antérieurement à la Loi fédérale de 1874. D'autre part on trouve que les réformes touchant au régime matrimonial de droit commun ne sont pas encore assez larges : on propose, par conséquent, comme régime légal, dans le mariage, la séparation de biens en combinaison avec la communauté réduite aux acquêts. (C'est le vœu émis par un grand nombre de groupes féministes suisses et par plusieurs autorités juristes, tels que les professeurs Bridel et Martin, de Genève).

En Norvège, le divorce est admis très largement. Les cas de divorce sont : l'adultère, les travaux forcés à perpétuité, l'abandon et l'absence ; le divorce peut en outre être prononcé par consentement mutuel. D'après l'article 11 de la loi du 29 juin 1888, la Norvégienne mariée a la même capacité que la femme non mariée, et dispose de ses biens sous certaines restrictions indiquées dans cette loi. Le régime légal est la communauté des biens, mais organisée de façon très libérale : l'administration de la communauté est confiée au mari, mais celui-ci ne peut donner, engager, aliéner ou louer, sans le consentement de sa femme, les immeubles ruraux apportés par elle à la communauté. La femme a le droit, même lorsqu'il y a communauté et que, par suite, les produits de son industrie personnelle sont biens communs, de disposer exclusivement de ce qu'elle gagne par cette industrie ainsi que de toutes acquisitions qui sont prouvées provenir de ses gains. Ces biens sont soustraits, du vivant de la femme, à l'exécution des dettes contractées par le mari sans son consentement exprès (art. 31). Chaque conjoint a d'ailleurs, sauf clause contraire, l'administration de ses propres (art. 14, Loi 29 juin 1888).

En Autriche, le divorce — pour les non catholiques — est aussi beaucoup plus large qu'en France. Outre différents motifs graves qui permettent de dissoudre le mariage, celui-ci peut encore être rompu pour aversion réciproque insurmontable (art. 115).

Aussi le régime matrimonial de droit commun est-il des plus libéraux. Quoique désigné comme dotal, il est très différent du régime français du même nom et se rapproche bien plus de la séparation des biens sauf pour la portion du patrimoine de la femme qui forme l'objet d'une constitution de dot. D'après ce régime, l'usufruit de la dot appartient au mari, à moins que la dot ne consiste en argent comptant ou en choses fongibles, auquel cas le mari en acquiert la propriété. Chacun des époux conserve son droit de propriété antérieur au mariage, et l'un des conjoints n'a aucun droit, soit sur ce que l'autre acquiert, soit sur ce qui advient à celui-ci d'une manière quelconque pendant la durée de l'association conjugale (article 1237). Il y a présomption légale que la femme a confié à son mari, comme à son représentant légal, l'administration de ses biens propres (article 1238); mais le mari à cet égard n'est considéré que comme mandataire ordinaire.

La loi russe permet le divorce pour adultère, impuissance ou stérilité, dégradation civique, absence. La femme mariée russe est complètement indépendante pour l'administration de son patrimoine; sa capacité civile est complète. Le régime légal des biens est celui de la séparation des biens absolue.

Ainsi la faculté de divorcer est en corrélation directe avec la condition de la femme dans le mariage. Plus la loi se montre facile au divorce, plus elle

se trouve obligée d'accroître les droits de la femme mariée et d'étendre son action dans la gestion des affaires domestiques. Le fait, dit M. Depinay, paraît démontré historiquement et, pour ainsi dire, géographiquement.

L'élargissement du divorce en France doit avoir pour conséquence directe l'octroi, en principe, de la pleine capacité civile à la femme mariée (1), sauf les quelques limitations qu'imposeraient les intérêts de l'union conjugale et qui n'auraient que « le sens et la portée d'un moyen destiné à consacrer la solidarité des intérêts de l'épouse avec les intérêts du mariage »,

(1) Nous avons vu que l'incapacité de la femme mariée est complètement abolie en Angleterre et qu'il en est de même en Russie (V. Bulletin de la Société de législation comparée, t. XI, p. 443; Ann. étr., t. XII, p. 329; LEHR, Droit civil anglais, n^{os} 127 et suiv.).

En Italie, où lors des travaux préparatoires du Code civil il avait été question de supprimer purement et simplement toute autorisation du mari, l'incapacité de la femme mariée est bien réduite par suite de l'amoindrissement même de la puissance maritale effectué par le Code de 1865 : la capacité y est la règle et l'incapacité l'exception, limitée à quelques cas.

En Belgique, Laurent, dans l'avant-projet de révision du Code civil (t. I, pp. 424 et suiv.), en proposant hardiment la suppression pure et simple de la puissance maritale, l'égalité des époux et l'indépendance de la femme, supprimait par là même toute incapacité de la femme mariée,

et la substitution à la communauté d'un régime légal plus individualiste. (1)

Quel sera ce régime de droit commun? A notre avis ce ne peut être que celui de la séparation des biens.

Ce régime maintient le statu quo: chaque époux garde son patrimoine et conserve l'administration et la jouissance de ses biens. Et chacun subvient pour sa part aux charges du mariage dans la mesure proportionnée à ses ressources personnelles, sauf stipulation contraire par contrat de mariage. (2)

La responsabilité particulière du mari, en sa qualité de chef de la famille, resterait d'ailleurs réservée.

(1) En même temps que nécessitées par l'élargissement même du divorce ces réformes constitueraient, dans une certaine mesure, un préventif contre le divorce. Nous avons vu, en effet, que la situation inférieure de la femme dans le mariage était une cause de plus en plus agissante de conflits conjugaux.

En rendant la maison plus habitable, on verra moins souvent la femme forcer la porte pour en sortir.

(2) Actuellement en droit français, dans la séparation de biens contractuelle, la contribution est fixée par la loi, à défaut de détermination par les parties, au tiers des revenus de la femme et du reste pour le mari. Cette disposition ne nous semble pas très juste; à notre avis il faudrait calculer la part contributive de chaque époux d'après sa fortune personnelle en tenant compte pour l'évaluer à sa réelle valeur de ce que la femme apporte comme soins matériels, travaux personnels, etc., dans la direction du ménage. Il y a donc une réforme à réaliser dans ce

Ce régime pourtant est vivement combattu au nom des avantages et des privilèges que présenterait la communauté.

On s'oppose à l'admission de la séparation des biens comme régime légal, tout d'abord parce que, dit-on, la communauté est seule conforme au génie des races latines. Cette affirmation est tout au moins surprenante, alors que l'on sait que les Romains pratiquaient le régime dotal, véritable séparation de biens partielle, et que les Italiens — aussi Latins par leur culture et leurs traditions que les Français — ont la séparation des biens comme régime de droit commun.

Il n'est pas plus fondé d'affirmer que la communauté est seule conforme aux traditions de la race française. Dans l'ancien droit, en effet, les pays de droit écrit pratiquaient le régime dotal, hérité du

sens. (La fixation de la part contributive de chaque époux suivant ses ressources n'existe en droit français que pour la séparation de biens judiciaire).

Le régime de la séparation des biens en droit français présente une autre anomalie : la femme a encore besoin, sous ce régime, de l'autorisation du mari pour ester en justice. C'est une disposition qui est appelée à disparaître. La réforme a d'ailleurs été déjà réalisée dans le cas de séparation des biens résultant de la séparation de corps.

Nous ne maintenons dans le régime de séparations de biens qu'une seule restriction que nous croyons encore nécessaire : c'est la défense pour la femme d'aliéner librement son patrimoine.

droit romain; les pays de coutume avaient la communauté, mais empressons-nous de dire que cette communauté coutumière différait notablement de celle d'aujourd'hui. « L'ancienne communauté coutumière, remarque justement M. Tissier, ne comprenait pas toutes les valeurs que nous considérons aujourd'hui comme devant y rentrer à cause de leur caractère mobilier; la distinction des meubles et immeubles, telle qu'on l'appliquait alors, excluait de la communauté presque toutes les valeurs importantes. L'institution s'est trouvée modifiée dans sa portée et dans ses conséquences par suite de la classification nouvelle des biens dans le Code civil; et l'accroissement considérable des fortunes mobilières n'a fait qu'accentuer de plus en plus la différence entre l'ancienne communauté du droit coutumier et la communauté légale du Code civil. C'est le même nom, ce n'est plus la même chose.

Notre communauté des meubles et acquêts n'a donc pour elle ni la justice, ni même, si on l'envisage dans son fonctionnement actuel, la tradition historique. » (1)

Au surplus ce n'est pas sans de grandes difficultés et sans de vives protestations que la communauté a

(1) A. TISSIER, De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun (*Revue Bourguignonne*, année 1901)

été admise comme régime de droit commun par les rédacteurs du Code civil. Lors des travaux préparatoires, les réclamations s'élevèrent nombreuses dans le Midi (1) en faveur du régime dotal et ailleurs en faveur du régime exclusif de communauté.

Mais après tout, objecte-t-on, la future épouse, qui a peur de ne point s'accommoder de la communauté légale, a un moyen très simple de s'y soustraire préventivement, grâce au principe de la liberté des conventions matrimoniales. Libre à elle de se placer par contrat sous un autre régime (2). Mais on oublie qu'un contrat de mariage est un acte très coûteux pour des petits bourgeois ou des gens du peuple ; de là pour eux en fait une impossibilité de passer par devant notaire leurs conventions matrimoniales.

En outre pourquoi imposer à la future épouse la pénible obligation d'émettre la volonté de conserver et d'administrer elle-même son patrimoine, ce qu'elle n'osera pas toujours faire avant le mariage — si toutefois elle y songe — ni ses parents pour elle.

(2) Dans une protestation du tribunal de Montpellier, la communauté est représentée comme une « pomme de discorde que le nord de la France a cueilli sans doute dans les forêts de la Germanie, au milieu du tumulte des victoires et de la licence des camps. »

(3) TURGEON, *Féminisme français*, t. II, p. 138.

Arrivons donc aux objections qui paraissent plus sérieuses. La communauté, dit-on, répond mieux à l'idéal du mariage ; elle est la conséquence de la communauté d'existence. L'union des bourses favorise l'union des cœurs. « Une disjonction absolue des patrimoines n'irait point sans une certaine désunion des intérêts, sans un certain affaiblissement de l'esprit de solidarité conjugale. » (1)

Ce sont là des craintes que les faits ne justifient pas. Le régime de la séparation des biens, en effet, ne mettra pas obstacle à la communauté des intérêts que la présence des enfants suffirait, à elle seule, à engendrer, ni même à l'union des bourses : aujourd'hui, même dans les cas où la séparation des biens est stipulée par contrat de mariage, n'arrive-t-il pas la plupart du temps que la femme, quand elle reconnaît la sollicitude et le dévouement de son mari, lui abandonne en fait l'administration de sa fortune personnelle ? Il en sera de même ainsi le plus souvent après cette réforme. D'ailleurs l'exemple des pays anglo-saxons et de l'Italie, qui ont admis la séparation comme régime de droit commun et où la famille n'est pas moins unie qu'en France, prouve que cette réforme ne nuit en rien à l'esprit de solidarité conjugale. C'est ce que, en 1888, M. Ribot

(1) TURGEON, Communication faite à la Société d'études législatives (Bulletin, p. 71, 1901-1902).

disait à la Société de législation comparée, en faisant allusion aux réformes des lois anglaise et américaine : « C'est une chose curieuse à remarquer que les pays qui professent le plus grand respect pour le foyer domestique ont été les premiers à réclamer l'émancipation totale de la femme mariée dans les actes de la vie civile. » (1)

Beaucoup plus réelle est l'objection suivante : il est fréquent que la femme aide le mari dans ses affaires ; souvent même par ses économies elle contribue à amasser une petite fortune ; mais si le mari vient à mourir, avec le régime de la séparation des biens, la femme n'a pas le droit de réclamer la moindre partie de cette fortune, qu'elle a aidé à amasser. Cette fortune lui échappe, tandis que sous le régime de la communauté, au décès du mari, la femme a droit à la moitié de la fortune. C'est un point de vue qu'il ne faut pas négliger, surtout dans une société française, où avec beaucoup de travail et d'économie l'ouvrier arrive à se créer un petit capital (2). Mais il serait facile de remédier à cet inconvénient en donnant, comme le voudrait M. Bridel, un fort droit de succession au conjoint survivant. Par l'attribution au conjoint de la *moitié* au minimum de la succes-

(1) Bulletin de la Société de législation comparée, p. 57, 1888.

(2) Observations présentées au II^e Congrès international des œuvres et institutions féminines par M. L. Michel, professeur à la Faculté de droit de Paris.

sion de l'époux prédécédé, ce qui serait juste, les avantages résultant du système de la « communauté » se trouveraient réalisés par le droit de succession : ce qui est la solution rationnelle (1).

La séparation des biens ne présente donc pas les inconvénients qu'on lui attribue généralement. Par contre ses avantages sont évidents. La séparation des biens est avant tout un régime équitable : il est le seul qui tienne réellement compte des droits de la femme. Il est en outre franc, clair, simple, facile à comprendre, sans tentation d'usurpation pour les époux, sans embûches pour les tiers dont il sauvegarde, mieux que tout autre, les intérêts. Il remplit donc toutes les conditions que doit présenter un régime légal.

Enfin ce régime a pour lui son expansion progressive à travers les pays civilisés (2).

(1) L. BRIDEL, Le droit des femmes et le mariage, p. 136.

(2) M. le professeur Bridel calculant l'importance respective de chaque régime, d'après le chiffre approximatif des habitants qu'il régit, a démontré qu'au point de vue numérique et du droit positif la séparation des biens est le premier régime de l'Europe.

En effet, les pays dont le régime légal est un *régime de communauté* (communauté universelle, communauté d'acquêts ou communauté des meubles et des acquêts) donnent une population de 80 millions d'habitants. Ce sont la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, quelques cantons de la Suisse, l'Espagne et le Portugal, la Suède et la Norvège, le Danemark.

Les pays à régime sans communauté (régime exclusif de com-

Il n'est pas d'ailleurs sans intérêt de faire remarquer que tous les groupes féministes — depuis le féminisme catholique jusqu'au féminisme socialiste — réclament la séparation des biens comme régime matrimonial de droit commun (1). Cette unanimité est assez significative.

L'élargissement du divorce qui accentuera pour la

munauté ou régime dotal) donnent 60 millions d'habitants. Ce sont l'Autriche, la Pologne, les provinces baltiques et le plus grand nombre des cantons suisses.

Enfin la séparation des biens qui est le régime légal en Italie, en Russie, dans la Grande-Bretagne et en Irlande représente 150 millions d'habitants.

Régimes inconnus ou indéterminés : 40 millions d'habitants.

Ce qui donne 360 millions d'habitants, chiffre total de la population de l'Europe.

Le régime de la séparation des biens « s'est donc implanté chez les peuples les plus divers en fait d'organisation politique, en fait de culture et de mœurs, de langue, de race et de religion. On trouverait difficilement en Europe trois pays plus différents les uns des autres, à tous ces points de vue, que la Russie, l'Angleterre et l'Italie. » (L. BRIDEL, *Le droit des femmes et le mariage*, pp. 73 et 80.)

La séparation des biens est encore le régime légal dans plusieurs des Etats de l'Union américaine, dans le Canada, dans une partie de l'Australie.

(1) A tous les Congrès, la séparation des biens l'emporte à d'écrasantes majorités quand ce n'est pas à l'unanimité (Voir notamment : Congrès des juristes suisses tenu à Bâle, 1894 ; Congrès international de la condition et des droits de la femme, Paris 1900 ; Congrès des œuvres et institutions féminines, Paris 1902).

femme son affranchissement moral doit être accompagné de son émancipation économique et juridique dans le mariage (1). Les deux réformes sont intimement liées.

« La multiplication des cas de dissolution du mariage est, il faut bien le reconnaître, une perpétuelle menace pour la sécurité de l'avenir de la femme : la jeune fille, au moment de la célébration de son union, doit savoir que, même si elle n'a rien à se reprocher, elle pourra devenir victime, comme le mari du reste, de circonstances rendant inévitable le divorce ; elle ne doit pas ignorer que le mariage

(1) Les réformes que nous préconisons peuvent être formulées dans les quatre propositions suivantes qui ont été émises comme vœux par le II^e Congrès international des œuvres et institutions féminines et dont nous avons légèrement modifié les 2^{me} et 3^{me} propositions :

1^o Les particuliers seront libres de régler leurs conventions matrimoniales pécuniaires, comme ils l'entendent, dans tout ce qui n'est pas contraire à la morale ou à l'ordre public ;

2^o L'incapacité légale de la femme mariée est, en principe, abolie.

3^o Le régime de droit commun, c'est-à-dire celui du mariage sans contrat, sera celui de la séparation des biens. La femme ainsi mariée aura la même capacité civile et sur ses biens les mêmes pouvoirs, que si elle ne l'était pas, sous la réserve de la défense qui lui est faite d'aliéner librement son patrimoine ;

4^o Quel que soit le régime matrimonial adopté, la femme aura la libre disposition du produit de son travail ; sous le régime de la communauté, le produit de son travail et de ses économies ne tombera pas en communauté.

ne présente plus pour elle une garantie de durée. La prudence la plus élémentaire lui fait donc un devoir de ne rien négliger pour se rendre compte des exigences de la vie, de manière à se trouver en mesure, si les circonstances l'y obligent plus tard, de diriger sagement sa fortune et celle de ses enfants, et de pourvoir à l'entretien de la famille. Un véritable apprentissage pratique lui est nécessaire : l'extension de sa capacité juridique et de son autonomie à l'égard du mari lui en tient lieu ou le complète. Cette idée, jointe au développement progressif et salutaire de l'indépendance de la femme à l'égard de l'homme dans la société moderne et à une généralisation, parfois d'ailleurs excessive et erronée, du principe de l'égalité des sexes, justifie cette sorte de parallélisme fatal entre l'accroissement des droits de la femme mariée et l'élargissement du divorce. » (1)

(1) J. DEPINAY, *op. cit.*, p. 28.

CHAPITRE III

Les lacunes des projets de réforme

Les projets de réforme règlent, sinon minutieusement, du moins suffisamment, à peu près toutes les questions que soulève le divorce. On comprend d'ailleurs aisément qu'un projet de réforme n'envisage pas tous les détails. Les débats parlementaires, par les discussions qu'ils soulèvent, peuvent mettre en lumière certaines imperfections auxquelles il est souvent remédié. D'autre part il appartient toujours aux tribunaux, dans une certaine mesure, en s'inspirant de l'esprit de la loi, des nécessités morales et pratiques, de compléter l'œuvre du législateur et de combler les lacunes inévitables de toute législation nouvelle.

Mais, cette réserve admise, il est deux questions qui ne sont pas réglées par les projets de réforme, pas plus d'ailleurs que par la législation actuelle. C'est d'abord la garantie du paiement de la pension alimentaire qui peut être due à la femme après la dissolution du mariage ; c'est ensuite l'intérêt de

l'enfant. Ce sont là deux points trop importants pour que le silence des projets de réforme constitue une lacune des plus graves qui perpétue deux imperfections tout à fait regrettables de la loi de 1884.

I. — L'INTÉRÊT DE LA FEMME

Les intérêts pécuniaires des époux sont sérieusement sauvegardés par les projets de réforme comme ils le sont aussi par la loi actuelle du divorce. Ces projets font une obligation aux conjoints, antérieurement à toute demande en divorce, de dresser un inventaire, de régler leurs droits respectifs, de fixer la pension alimentaire due à la femme par le mari pendant la durée de l'instance (article 9 du projet des frères Margueritte). Ils s'occupent également de la dissolution de la communauté pouvant exister entre les époux et de la liquidation des biens qui la composent (articles 40 et 41). Enfin ils règlent le sort des avantages que les époux ont pu se faire soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage (articles 44 et 45).

Mais il ne faut pas oublier que pour les petites gens, inventaire, dissolution de communauté, règlement des droits respectifs et des avantages matrimoniaux, ne représentent le plus souvent rien ou peu de chose, et que la question, importante déjà même pour les ménages jouissant d'une certaine aisance, mais

capitale dans les ménages pauvres, est l'obtention de la pension alimentaire et surtout son paiement. Or qu'arrive-t-il la plupart du temps aujourd'hui ? Le jugement de divorce condamne en général le mari à servir à sa femme une pension alimentaire ; mais la femme se heurte presque toujours au mauvais vouloir du mari, et, alors même qu'elle arrive par les plus gros sacrifices (1) à faire exécuter le jugement qu'elle a obtenu, cette exécution aboutit à un procès-verbal de carence et la femme ne touche jamais la pension alimentaire qui lui est due. Cette situation est encore plus navrante lorsque la femme se trouve avoir à sa charge les enfants dont le jugement lui confie la garde, et que la pension alimentaire représente alors non seulement la créance de la femme mais aussi celle des enfants.

Les résultats de cette situation, qui, la plupart du temps, est antérieure au divorce lui-même, sont des plus attristants (2). Comment y remédier ? A

(1) Le bénéfice de l'assistance judiciaire ne s'étend pas, en effet, à l'exécution des jugements.

(2) Le divorce n'est alors pour la femme, ainsi que nous l'avons remarqué, qu'un moyen par lequel elle essaie de remédier à la situation qui lui est faite par l'abandon.

Cet abandon n'est pas toujours positif. C'est sous diverses formes qu'il est ou qu'il tend à devenir fréquent : « on se dérobe à ses devoirs de famille, on garde pour soi l'argent qu'on a gagné, on reste des jours et des semaines sans revenir à la maison, où la femme et les enfants manquent de tout ; souvent

notre avis, pour assurer le paiement de la dette alimentaire par le mari après la dissolution de l'union conjugale, il faut utiliser les sanctions qu'on a proposées pour garantir les droits de la femme et des enfants dans le mariage même (1). C'est notamment la plus énergique de ces sanctions, déjà adoptée

même, on ne revient plus. On refuse de porter plus longtemps les charges qu'on avait acceptées ; on veut vivre pour son plaisir et reprendre sa liberté. Tous ceux qui voient de près les misères sociales, ceux que leur profession met en contact avec la réalité, qui se sont associés à des œuvres d'assistance ou de charité, pourraient prêter leur témoignage : il n'y a pas et ne peut pas y avoir en cette matière de statistiques précises. Mais toutes les études publiées au cours de ces dernières années signalent la gravité du mal. Et ce mal en engendre d'autres : il agit comme une cause dont la portée d'action est infinie ; il a sa part dans le contingent des souffrances physiques et morales, la pauvreté, la maladie, la mortalité, l'inconduite de la femme, la démoralisation de l'enfant, le vagabondage, la criminalité.» (J. CHARMONT, *Bull. Soc. ét. lég.*, 1901-1902, p. 78.)

(1) Disposition du projet Glasson-Jalabert :

« En cas d'abandon, la femme peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher les deux-tiers des salaires ou émoluments du mari, si elle a à sa charge des enfants issus du mariage ; le tiers, si elle n'en a pas. »

De son côté, le Congrès international de la condition et des droits de la femme de 1900 a émis le même vœu : que la femme abandonnée par son mari soit autorisée à prendre toutes mesures conservatoires et notamment à pratiquer saisie-arrêt sur les salaires de son mari, par ordonnance de juge de paix sur simple requête à lui présentée par la femme.

Mais cette disposition, ainsi que le remarquent MM. les pro-

dans certaines législations étrangères (1), qu'il faut particulièrement utiliser, celle qu'on a demandé au droit pénal en proposant de faire de l'abandon de

fesseurs BRIDEL (Le droit des femmes et le mariage, p. 103) et CHARMONT (Bulletin de la Société d'études législatives, 1901-1902, p. 76) ne constitue pas une sanction suffisante effective. « Sans entrer, dit ce dernier, dans le détail des projets de réformes, supposons qu'elles soient accomplies dans ce qu'elles ont d'essentiel.

»Les pouvoirs du mari sur les biens communs sont limités ; la femme acquiert un droit propre sur son salaire. Par simple décision du juge de paix, elle peut saisir une partie du salaire du mari, lorsque ce dernier l'abandonne ou ne pourvoit pas, comme il devrait le faire, à ses besoins et à ceux des enfants. Le but est-il atteint ? Loin de là. Il est permis de dire que toutes ces dispositions risquent d'être illusoires, si la loi ne va pas au delà d'une condamnation pécuniaire. Pour se soustraire à la seule saisie que le mari puisse redouter, celle du salaire, il lui suffira de changer de domicile ou d'atelier. Il nous semble donc qu'il importe d'appeler l'attention sur ce point, c'est qu'il faut une autre sanction si l'on veut une réforme efficace. On ne peut demander cette sanction qu'au droit pénal, en faisant de l'abandon de famille un délit puni d'une peine d'emprisonnement. »

(1) « L'examen des principales réformes réalisées autour de nous pendant les quinze dernières années, dit M. CHARMONT, établirait sûrement que cette question tend à devenir une matière mixte. Elle appartient au droit pénal presque autant qu'au droit civil. »

C'est ainsi qu'une loi de l'Etat de Massachussetts du 17 avril 1835 prononce une amende de 20 dollars au plus et un emprisonnement d'une durée de six mois *au maximum* contre celui qui néglige sans motifs de pourvoir à l'entretien de sa femme ou de son enfant mineur (Annuaire de législat. étrang., 1886, p. 622).

L'article 1^{er} de la loi norvégienne du 6 juillet 1892 impose à

famille un délit puni d'une peine d'emprisonnement (1).

tout chef de famille l'obligation de fournir à sa femme et à ses enfants, s'il les abandonne, un secours proportionné à ses ressources et dont le montant est déterminé par l'autorité supérieure. S'il se dérobe à cette obligation, sans que l'exécution puisse être poursuivie sur ses biens, il peut être appréhendé et placé dans un établissement de travail obligatoire, jusqu'à ce qu'il ait payé ou donné des sûretés. L'emprisonnement ne peut durer plus de trois mois. (Ann. de législ. étrang. 1893, pp. 675 et 680). Le projet de Code pénal norvégien va plus loin et considère l'inexécution de l'obligation alimentaire et l'abandon de famille comme de véritables infractions punies de peines très rigoureuses (deux ans ou cinq ans de réclusion suivant les cas). (Projet du Code pénal norvégien, trad. de M. du Monceau, *Journal des parquets*, 1902, n° 3, p. 57).

Enfin, le Code pénal de Neuchâtel du 12 février 1891 contient l'article suivant : « Celui qui pouvant, par son travail, ou de toute autre manière, subvenir aux besoins de ses parents en ligne directe ascendante ou descendante, ou de son conjoint, le laisse dans le dénuement, ou qui abandonne sa famille et la laisse sans secours, sera puni d'un emprisonnement qui n'excèdera pas six mois et ne pourra être moindre d'un mois, ou de l'internement d'un an au moins et de trois ans au plus dans une maison de travail et de correction. Il pourra en outre être privé des droits civiques jusqu'à dix ans » (Code pénal de Neuchâtel du 12 février 1891. Article 207). « Dans la pratique, écrit M. le professeur Mentha, de Neuchâtel, cette disposition est fort utile aux autorités communales chargées de l'assistance, qui au moyen de la menace d'une plainte pénale, obtiennent aisément des proches parents des nécessiteux l'exécution de leur obligation alimentaire, à laquelle ils seraient moins enclins à satisfaire, s'il fallait recourir à un procès civil. »

(1) Cette réforme est préconisée par M. Charmont, Voir son

Cette réforme qui durant le mariage serait la sanction pénale d'un délit, dans les rapports de la femme et des enfants avec le mari, une fois le divorce prononcé, serait plutôt une application de la contrainte par corps.

Faut-il étendre la même disposition à la femme? Voilà par exemple une femme, ouvrière habile, qui gagne un salaire assez important; le divorce a été prononcé à ses torts et griefs; le jugement a confié les enfants à la garde du père et l'a condamnée à lui servir une pension alimentaire. Elle se refuse cependant à payer cette pension. Doit-on la soumettre, dans ce cas, à la contrainte par corps? A notre avis il faut répondre affirmativement, du moins pour la partie de la pension alimentaire qui représente sa contribution à l'entretien des enfants (1).

Certes beaucoup hésiteront à admettre cette réforme. On dira que les faits que nous voulons atteindre par la contrainte par corps ne doivent comporter que des sanctions purement civiles. Il est en effet regret-

intéressante communication faite à la Société d'études législatives. «De la nécessité d'ériger l'abandon de famille en délit», par J. Charmont, professeur à la Faculté de droit de Montpellier (Bulletin de la Société d'études législatives, 1^{re} année, 1901-1902).

(1) Selon nous l'hypothèse où une mère refusera, malgré qu'elle en ait les moyens, de subvenir à l'entretien de ses enfants, doit être extrêmement rare. Cependant il est bon que le législateur envisage la possibilité de ce cas.

table qu'il n'en soit pas ainsi. Mais se contenter des sanctions civiles équivaut à reconnaître — l'expérience le démontre tous les jours — qu'il n'y a pas de droit pour la femme et l'enfant. Or la loi doit garantir les droits de la femme et de l'enfant et non pas permettre et favoriser même, comme elle le fait aujourd'hui, leur méconnaissance absolue. On ajoutera, pour compléter l'objection, que le fait de ressusciter la contrainte par corps est contraire à l'évolution générale du droit. En réalité il concorde entièrement avec elle. Nous pouvons invoquer à l'appui de notre affirmation les observations présentées par M. Charmont pour justifier, au point de vue de l'évolution du droit, la réforme qu'il préconise, c'est-à-dire la nécessité d'ériger l'abandon de famille en délit. Elles sont tout aussi valables pour l'application que nous en proposons. « L'affaiblissement des peines, dit-il, le fait qu'elles deviennent plus humaines, plus exactement mesurées, *plus individuelles*, n'impliquent pas que le domaine du droit pénal se restreigne, que le dénombrement des faits considérés comme punissable se réduise. Au contraire : il y a tendance constante à créer de nouveaux délits. M. Durkheim l'a fait justement observer (1) : « Il n'y a » aucune raison de croire que la criminalité humaine » doive régresser à son tour, ainsi que les peines qui

(1) *Année sociologique*, t. IV, p. 93.

» la répriment. Tout fait plutôt prévoir qu'elle prendra
» de plus en plus de développement, que la liste des
» actes qui sont qualifiés crimes à ce titre ira en s'al-
» longuant, et leur caractère criminel en s'accroissant.
» Des fraudes, des injustices, qui hier laissaient la
» conscience publique à peu près indifférente, la révol-
» tent aujourd'hui, et cette sensibilité ne fera que
» s'aviver avec le temps. Il n'y a donc pas en réalité un
» fléchissement général de tout le système répressif;
» seul un système particulier fléchit, mais il est rem-
» placé par un autre, qui, tout en étant moins violent
» et moins dur, ne laisse pas d'avoir ses sévérités pro-
» près et n'est nullement destiné à une décadence
» ininterrompue. »

« On n'aurait que la peine de choisir entre toutes
les preuves qu'on pourrait citer à l'appui de cette
observation. A chaque instant, nous voyons le droit
civil et le droit commercial demander des sanctions
plus énergiques au droit pénal. »

II. — L'INTÉRÊT DE L'ENFANT

L'enfant, suivant la formule vulgairement employée,
n'a pas demandé à venir au monde. Mais sa naissance
est un résultat naturel du mariage, et ce mariage a été
conclu par la volonté des deux époux. Dès lors, quoi-
que n'étant pas intervenu dans le contrat primitif, et
pour cause, comme dit M. Laurent-Tailhade, l'enfant
doit être néanmoins considéré en quelque sorte

comme partie au contrat, et les époux en s'unissant reconnaissent par là même ses droits. Le Code l'énonce en termes formels : « par le fait seul du mariage, les époux contractent l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. » Ce sont là des obligations rigoureuses qui survivent au divorce des parents. La loi doit donc intervenir pour consacrer formellement et garantir sérieusement les droits de l'enfant. Ce n'est, en effet, qu'en tant qu'il ne porte pas atteinte aux droits de l'enfant que le divorce doit être admis. Or si au point de vue moral l'intérêt de l'enfant, nous l'avons vu, est plus sauvegardé par les projets de réforme que par la loi actuelle, au point de vue matériel, son intérêt et son avenir ne sont pas réellement assurés par ces mêmes projets.

Le législateur doit d'autant plus porter son attention sur ce point — c'est le point capital dans la question du divorce — que malheureusement les ménages avec enfants ne sont pas les moins nombreux dans les statistiques du divorce (1).

(1) Est-ce à dire que la présence de l'enfant n'exerce aucune influence sur la stabilité conjugale ? Non, certes. D'après les statistiques contenues dans les tableaux ci-après, 57 demandes sur 100 sont formulées par des époux ayant des enfants. Si l'on considère que dans la situation générale des familles françaises les ménages avec enfants représentent 80 pour 100 du chiffre total, on peut en conclure que, dans 23 cas sur 100, l'amour et le dévouement maternels ou paternels sont assez puissants pour écarter des parents toute idée de rupture.

TABLEAU XVII (1)

PÉRIODES QUINQUENNALES	Sur 400 demandes en divorce combien sont faites par des époux ayant des enfants ?	Sur 100 demandes en divorce combien sont faites par des époux sans enfants ?
1886-1890...	34	46
1891-1895...	37	43
1896-1900...	56	44

TABLEAU XVIII (1)

ANNÉE 1901				
ÉTAT CIVIL	Nombre réel des demandes en divorce.	Nombre proportionnel pour 100.	Nombre réel des dem. en séparation de corps.	Nombre proportionnel pour 100.
Epoux { ayant d. enfants	5826	57	2016	67
Epoux { sans enfants	4283	43	976	33
Situation inconnue	430	26		

L'art. 48 du projet des frères Margueritte, comme la loi actuelle, dit que les époux sont tenus de contribuer à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de leurs ressources. Et l'art. 49, reproduisant l'art. 304 du Code civil, ajoute que « la dissolution du mariage par le divorce ne privera les enfants, nés de ce mariage, d'aucun des avantages

(1) Les chiffres de ces deux tableaux sont tirés du compte général de l'administration de la justice civile et commerciale (année 1901).

qui leur étaient assurés par les lois ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère, mais il n'y aura d'ouverture au droit des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances que s'il n'y avait pas eu divorce. »

A notre avis ces droits ne sont pas suffisamment déterminés, mais surtout ils ne sont pas suffisamment garantis.

Sans aller aussi loin que le Code civil de 1804, qui, au cas de divorce par consentement mutuel, obligeait les époux à faire l'abandon de la moitié de leur fortune au profit de leurs enfants, ce qui le plus souvent serait abusif et injuste, et aboutirait en fait à rendre impossible le divorce, on pourrait cependant préciser davantage les droits que la loi actuelle reconnaît aux enfants. Dans ce but on a proposé d'autoriser les tribunaux à déterminer, au moment du divorce, soit d'accord avec les parents, soit même d'office, le mode de vie et le système d'éducation ou d'apprentissage qu'il y a lieu d'appliquer aux enfants, d'après leur caractère et leurs aptitudes, et en tenant compte de la situation pécuniaire et sociale de la famille. On voudrait même que l'autorité judiciaire pût, au moins dans certains cas, charger un mandataire spécial, autre que le père et la mère, du recouvrement de la pension des enfants et de la surveillance de leur instruction ou de leur apprentissage. Les décisions prises de la sorte par les tribunaux n'auraient évidemment pas un caractère définitif ;

elles demeureraient susceptibles de modifications, soit à la requête des parents, soit même à la requête du ministère public, auquel l'enfant pourrait au besoin s'adresser directement à partir du moment où il aurait atteint l'âge de 12 ans, par exemple (1).

Ces mesures, selon nous, sont excellentes et devraient être admises sans hésitation.

Mais faut-il aller plus loin dans la voie de la protection de l'enfant d'époux divorcés et faudrait-il admettre, à son profit, comme le propose M. Depinay (2), le principe de l'obligation de doter, consacré par le droit romain (3) et appliqué autrefois dans les pays de droit écrit (4) ? Cette garantie de la sécurité de l'avenir serait pour lui une compensation aux conditions malheureuses de sa vie. Nous croyons, pour notre part, que consacrer un pareil principe

(1) J. DEPINAY, *op. cit.*, p. 13.

En ce sens le Congrès international de la condition et des droits de la femme avait fait de la disposition suivante l'objet d'un vœu : Le tribunal s'assurera s'il est donné par l'accord des époux satisfaction aux droits et aux intérêts des enfants nés du mariage.

(2) *Op. cit.*, p. 14.

(3) DIG., 19, *De ritu nuptiarum*, 23, 2.

(4) ROUSSILHE, De la dot, p. 8. — DESPEISSES, De la dot, titre V, section I.

Le Code civil a consacré la règle du droit coutumier : « Ne dote qui ne veut » (POTHIER, *Traité de la communauté*, n° 646). L'article 204 dit en effet : « L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement. »

dans la loi serait créer au profit de l'enfant d'époux divorcés un droit à un privilège qui serait parfois abusif pour les parents. Mais ce qu'on pourrait, à notre avis, utiliser de l'idée émise par M. Depinay, ce serait l'obligation, en tant qu'elle se concilierait avec les ressources personnelles des parents, de fournir à l'enfant les moyens pécuniaires, sous la forme d'une pension périodique ou du versement d'un capital, de s'établir par mariage ou autrement. Cette obligation rentrerait au nombre des décisions que les tribunaux seraient autorisés à prendre, d'accord avec les parents, ou même d'office, pour assurer l'avenir des enfants. Mais il n'est nullement besoin d'en faire une obligation légale.

C'est surtout des garanties, avons-nous dit, qu'il faudrait édicter en cette matière. Pour le paiement de la dette alimentaire, comme nous l'avons déjà dit, nous admettrions en faveur des enfants les mêmes sanctions qu'au profit de la femme, et notamment la contrainte par corps. Pour l'exécution des obligations d'éducation, de placement et toutes autres que les tribunaux auraient décidées, la saisissabilité d'une quotité des salaires ou appointements des parents et l'obligation de fournir des sûretés réelles, au moment du prononcé du divorce, suffiraient (1).

(1) Plusieurs législations étrangères sont entrées dans cette voie de protection efficace des intérêts de l'enfant. C'est ainsi

Enfin il est nécessaire à notre avis d'étendre ces réformes concernant la garantie des droits de la femme et de l'enfant, même au cas d'union libre, constatée par la possession d'état pendant un certain temps. « L'ouvrier demande à être garanti contre un caprice de l'employeur. Combien plus juste encore serait la revendication de la femme qui, servant aux passions d'un homme, demande à être protégée contre ses fantaisies. » (1)

En vain objecterait-on que ce serait là une reconnaissance légale de l'union libre. Cette objection est peu sérieuse lorsqu'on songe que, dans certains quartiers de Paris, les unions libres sont tout aussi

que la loi hongroise sur le divorce, du 18 décembre 1894 (articles 95 à 97) autorise les parents à régler par convention le sort de leurs enfants ; mais elle permet au juge, si l'intérêt évident des enfants l'exige, de prendre à cet égard des dispositions différentes de celles des parents ; elle met formellement à la charge du père et de la mère l'obligation de supporter, en proportion des revenus de chacun d'eux, les frais d'éducation des enfants communs ; et elle décide que, si les revenus des biens des enfants sont insuffisants, il appartient au juge ou à l'autorité tutélaire, en cas de péril, de déterminer les mesures nécessaires pour garantir le paiement de la pension établie au profit des enfants (*Annales de législation étrangère*, 1894).

(1) D^r TOULOUSE, *op. cit.*, p. 19.

nombreuses que les unions légales. Resteindre ces réformes au cas de mariage légal, c'est renoncer à secourir les misères peut-être les plus tristes. (1)

(1) L'extension de ces mesures aux unions libres viendrait compléter deux réformes tout aussi indispensables : la recherche de la paternité et la suppression des dispositions insensées et iniques qui infériorisent l'enfant naturel. Ce serait là d'ailleurs le moyen le plus efficace de combattre la progression des unions libres.

CONCLUSION

Le mariage — on ne cesse de le répéter aujourd'hui — subit une crise. Il serait peut-être plus exact de dire qu'il se ressent lui aussi, lui surtout, de la grande crise morale qui ébranle notre époque. Mais il n'en est pas moins certain que son organisation actuelle est pour beaucoup dans les attaques, parfois véhémentes, mais souvent justes, dont il est l'objet et dans la déconsidération dont incontestablement il est quelque peu atteint.

Modifier cette organisation en la mettant plus en rapport avec les aspirations individualistes de la conscience moderne, c'est-à-dire rendre l'entrée du mariage plus accessible, sa sortie moins étroite et moins humiliante, y assurer l'indépendance juridique de la femme, jusqu'ici à peu près complètement sacrifiée, en un mot, selon une expression très heureuse, *humaniser* le mariage, c'est encore le moyen le plus efficace de le consolider.

Dans notre travail nous nous sommes attaché à démontrer la nécessité de rendre sa sortie plus libre et plus digne afin de rehausser sa moralité et sa

dignité même et lui assurer par là une plus grande durée (1).

La monogamie absolue reste pour nous l'idéal du mariage. Mais cet idéal doit être réalisé, autant qu'un idéal est humainement réalisable, non par la contrainte de la loi, mais par la liberté.

(1) Nous n'en voulons pour preuve que l'hostilité de certains partisans pressés de l'union libre contre le divorce. Voici, en effet, le passage d'une lettre (*) adressée par le grand géographe Elisée Reclus, dont les opinions libertaires sont bien connues, à M. Alfred Naquet : « A mon avis, votre œuvre n'a pas été bonne, même dans la propagande si active, si énergique et à la fois triomphante que vous avez faite en faveur du divorce. Tout en rompant le sacrement du mariage, vous avez rendu hommage à son institution légale, et si la survivance des épousailles est très atteinte aujourd'hui, du moins n'a-t-il pas dépendu de vous *qu'elle ne fût consolidée*. Le mariage était devenu, aux yeux des hommes intelligents, une intolérable nuisance, et vous avez tâché de l'accommoder à la sauce du jour. On vous en a beaucoup félicité, mais le progrès accompli ne l'était qu'en ordre inverse; vous n'avez fait autre chose que *d'assurer au mal une plus grande durée*. »

(*) Lettre reproduite dans la préface du livre d'ALFRED NAQUET, *La loi du divorce*.

BIBLIOGRAPHIE

- VIGIÉ. — Cours de droit civil français, 1890, t. I.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil, 8^{me} édit., 1902, t. I.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 1904. 4^{me} édit., t. I.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 1872, t. V.
- BEUDANT. — Cours de droit civil français, 1897, t. II.
- LAURENT. — Principes de droit civil français, 1870, t. III.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, 1874. Traité du mariage et de la séparation de corps, t. II.
- HUC (Th.). — Commentaire théorique et pratique du Code civil, 1892, t. II.
- POULLE. — Le divorce et les lois du 27 juillet 1884 et du 18 avril 1886 (année 1886).
- VRAÏE et GODE. — Le divorce et la séparation de corps, 2 vol., 1887, 2^{me} édit.
- DEMOLOMBE et GRÉVIN. — Traité du divorce, 1896.
- COULON (H.). — Le divorce et la séparation de corps, 6 vol., 1890-97.
- CURET (Albin). — Code du divorce et de la séparation de corps, 1893, 2^{me} édition.
- COULON (H.). — Jurisprudence du divorce, 1886, 2^{me} édit.
- HITIER. — Développement de la jurisprudence en matière de divorce, 1895.
- DALLOZ. — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence, V^e Séparation de corps et divorce.

PANDECTES FRANÇAISES. — V^o Divorce, 1897.

CARPENTIER. — Divorce et séparation de corps. — Extrait du répertoire de droit français, 2 vol., 1899.

MARGAT (L.-G.). — Etude sur la loi du 6 février 1893, portant modification au régime de la séparation de corps, 1894.

COUDEYRETTE. — Evolution de la séparation de corps dans la législation et la jurisprudence françaises (Thèse Lyon, 1901).

CHAUVEAU et GLANDAZ. — Formulaire ou Traité pratique de procédure civile, 1892.

ISAURE TOULOUSE. — Traité formulaire de procédure pratique, 1895.

ISAURE TOULOUSE. — Manuel pratique du mariage, du divorce et de la séparation de corps, 1894.

COULON (H.). — Manuel formulaire du divorce et de la séparation de corps, 1891, 3^{me} édit.

BERTILLON (G.). — Etude démographique du divorce et de la séparation de corps dans les différents pays de l'Europe, 1883.

LEVASSEUR. — La population française, t. II, 1891.

CAPITANT. — Renseignements statistiques sur le divorce et la séparation de corps. — BORDIER (D^r). Le divorce et la séparation de corps au point de vue démographique et ethnologique (Bulletin de la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie, t. VI, n^o 2, juil. 1899).

GLASSON. — Les effets de la loi sur le divorce (*La réforme sociale*, 16 décembre 1893).

POIDEBARD. — Les résultats de la loi du divorce (*Revue catholique des institutions et du droit*, nov. 1899; n^o 11).

MORIZOT-THIBAUT. — La femme et le divorce (*La réforme sociale* des 16 juillet et 1^{er} août 1901 : Communication faite au XX^{me} Congrès d'économie sociale).

TURGEON. — Le féminisme français, t. II, liv. III, chap. V. — Où mène le divorce.

- LEGRAND (L.). — Les résultats de la loi du divorce. (Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques : Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 9^e et 10^e livr., sept.-oct. 1902.)
- MORSELLI (E.). — Per la polemica sul divorzio. Genova, 1902.
- DOTT. NAPOLEONE COLAJANNI. — Sul divorzio (Biblioteca della rivista popolare, X), Roma, 1903.
- DURKHEIM. — Le suicide, liv. II, chap. V, § 4 : Suicide et anomie conjugale.
- BONJEAN. — Enfants révoltés et parents coupables, 1893.
- ALBANÈL. — Le crime dans la famille, 1900.
- D^r GARNIER. — La criminalité juvénile (édition de la Revue scientifique), brochure.
- LEYRET. — En plein faubourg, mœurs ouvrières, 1893.
- JOLY (H.). — La crise du mariage (Le Correspondant, 10 janvier 1902.)
- BERTILLON père. — Article MARIAGE dans Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, 2^e série.
- MORACHE (D^r). — Le mariage, étude de socio-biologie et de médecine légale, 1902.
- TOULOUSE (D^r). — Les conflits intersexuels et sociaux, 1904.
- NORDAU (Max). — Le mensonge matrimonial, dans « Les mensonges conventionnels de notre civilisation », traduction de Dietrich, 1903, 7^{me} édition.
- TARDE. — Les transformations du droit., 2^{me} édit., 1899.
- ACOLLAS. — Le mariage, son passé, son présent, son avenir, 1880.
- VIDIEU (L'abbé). — Famille et divorce, 1879.
- DIDON (R. P.). — Indissolubilité et divorce, 1880.
- RICHER (L.). — Le divorce, 1881, 2^{me} édit.
- ALEXANDRE DUMAS fils. — La question du divorce, 1879.
- ALEXANDRE DUMAS fils. — Lettre à M. Naquet, broch., 1882.
- NAQUET (Alfred). — Le divorce, 1881, 2^{me} édit.
- BILLIA. — Difendiamo la famiglia : Saggio contro il divorzio, Torino, 1902. Paris, 1902.
- DAMAS (P.). — Les origines du divorce en France. Etude historique de la loi de 1792 (Thèse Bordeaux, 1897).

- MARTIN (O.). — La crise du mariage dans la législation intermédiaire (Thèse Paris, 1901.)
- MALLET. — Le divorce durant la période de droit intermédiaire. (Thèse Paris, 1899.)
- BARANOWSKI DE RAWIEZ. — Le divorce par consentement mutuel : Etude de législation comparée et de droit désirable, 1898.
- COLONDRE. — Le divorce par consentement mutuel. Etude historique, de droit comparé, de réforme législative. Toulouse, 1904.
- LE ROUX (Hugues). — Le bilan du divorce, 1900.
- MARGUERITTE (P. et V.). — Mariage et divorce (La Revue, 1^{er} déc. 1900) ; Le mariage libre, (La Revue, 1^{er} mars 1901).
- MASSON-FORESTIER. — La réforme du divorce (Revue Bleue, 29 déc. 1900).
- MARGUERITTE (P. et V.). — L'élargissement du divorce. Exposé des motifs et proposition de loi, brochure, 1902.
- COULON (H.). — Le divorce par consentement mutuel, brochure 1902.
- BARTHO (L.) — Autour du divorce. (Nouvelle Revue, 15 déc. 1902).
- LA PLUME. — 15 avril, 1^{er} mai, 1^{er} juin, 1^{er} août 1901. Enquête sur le mariage en France.
- LA REVUE. — 1^{er} mars 1903. Enquête sur la question du divorce.
- GRIMOD (G.). — La question du divorce en 1903, brochure, Laval, 1903.
- NAQUET (Alfred). — La loi du divorce, 1903.
- FONSEGRIVE (G.) — Mariage et union libre, 1904.
- NAQUET (Alfred). — M. Fonsegrive et le divorce (Revue d'Italie, septembre 1904).
- DEPINAY (J.). — Le divorce : Conséquences des modifications projetées, brochure, 1903.
- LAURENT (G.). — La répudiation et le divorce par consentement mutuel : Essai critique (Thèse Dijon, 1904).
- LEYRET (H.). — Les nouveaux jugements du président Magnaud, 1904.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA CONDITION ET DES DROITS DES FEMMES, tenu à Paris les 5, 6, 7 et 8 septembre 1900, Paris, 1901 (La Fronde, numéros de septembre 1900).

II^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES ŒUVRES ET INSTITUTIONS FÉMININES. 4 vol., Paris, 1902.

GLASSON. — Le mariage civil et le divorce dans l'antiquité et dans les principales législations modernes de l'Europe, 2^{me} édit., 1880.

LEHR (Ernest). — Le mariage, le divorce et la séparation de corps dans les principaux pays civilisés, 1899.

GAILLARD. — Les causes du divorce en législation comparée (Thèse).

BRIDEL. — Le droit des femmes et le mariage : Etudes critiques de législation comparée, 1893.

GIDE. — Etude sur la condition privée de la femme, 2^{me} édit., 1885.

BARCLAY. — La femme anglaise, mariage, divorce, biens, nationalité, procédure, 1896.

LHER (Ernest). — Eléments de droit civil scandinave, 1901.

LHER (Ernest). — Eléments de droit civil anglais, 1885.

LHER (Ernest). — Eléments de droit civil russe, 2 vol. 1877-90.

MARTIN (Alfred). — Commentaire de la loi fédérale concernant l'état civil, le mariage et le divorce. Genève, 1897.

LAURENT. — Avant-projet de revision du Code civil belge. Bruxelles, 1883.

CODE CIVIL SUISSE. — Avant-projet du département fédéral de justice et police. Berne, 1900.

MEULENAERE (O. de). — Code civil allemand.

WEISS. — Traité de droit international privé, 1890.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE.

ANNALES DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES LÉGISLATIVES.

NORDAU (Max). — Le droit d'aimer, comédie.

ROD (Edouard). — La vie privée de Michel Teissier. — La seconde vie de Michel Teissier, romans.

DAUDET (Alphonse). — Rose et Ninette, roman.

HERVIEU (Paul). — Les tenailles. — La loi de l'homme. — Le dédale, pièces.

BRIEUX. — Le Berceau, comédie.

BRADA (Mme). — Comme les autres, roman.

MARGUERITE (P. et V.) — Les deux vies, roman

BOURGET (P.) — Un divorce, roman.

Montpellier, le 26 février 1905,

Vu par le Président de la thèse,
J. CHARMONT.

Montpellier, le 27 février 1905,

Vu : Le Doyen,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 27 février 1905,

Le Recteur,
ANT. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — *La loi du divorce.*

PREMIÈRE PARTIE

JURISPRUDENCE ET PRATIQUE DU DIVORCE

CHAPITRE I

L'œuvre de la jurisprudence en matière de divorce.

CAUSES PÉREMPTOIRES. — Condamnation à une peine afflictive et infamante. — Adultère.

CAUSES FACULTATIVES. — I. Excès et sévices. — II. Injure : *Faits conjugaux* : faits se rattachant à une obligation légale ; faits indépendants d'une obligation légale. — *Faits extra-conjugaux* : faits postérieurs à la célébration du mariage, faits antérieurs à la célébration du mariage. — III, Séparation de corps ayant duré trois ans : étude de la jurisprudence en matière de conversion de la séparation de corps en divorce.

CHAPITRE II

La pratique du divorce

DEUXIÈME PARTIE

RÉSULTATS SOCIAUX DU DIVORCE EN FRANCE

CHAPITRE I

Les résultats de la loi de 1884 au point de vue moral et social

Divorce et nuptialité. — Divorce et natalité légitime. — Divorce et natalité naturelle. — Divorce et suicide. — Divorce et aliénation mentale, prostitution et criminalité. — Divorce et moralité conjugale ; divorce et criminalité passionnelle. — La femme et le divorce. — Divorce et criminalité juvénile. — Le divorce dans le peuple. — L'accroissement des divorces.

CHAPITRE II

*Les causes de l'accroissement des divorces***TROISIÈME PARTIE**

PROJETS DE RÉFORME

CHAPITRE I

Les projets de réforme

I. L'extension des causes de divorce. — II. Le divorce par consentement mutuel. — III. Le divorce par volonté unilatérale. — IV. Les art. 244, 295, 298, 310 du C. c. et les projets de réforme. — V. Les projets de réforme et la procédure du divorce.

CHAPITRE II

Les conséquences de l'élargissement du divorce

CHAPITRE III

Les lacunes des projets de réforme

I. L'intérêt de la femme. — II, L'intérêt de l'enfant.

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

INDEX DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

	Pages
TABLEAUX I et II.....	91
— III.....	130
— IV.....	133
— V.....	142
— VI.....	143
— VII.....	149
— VIII.....	162
— IX.....	172
— X.....	175
— XI.....	176
— XII.....	177
— XIII.....	194
— XIV.....	200
— XV.....	208
— XVI.....	291
— XVII et XVIII.....	328
 GRAPHIQUES, fig. I.....	 212
— fig. II.....	213

